Dr MAX BEER

L'ENTENTE ANNEXIONNISTE

LA PAIX DU „DROIT"

Ferd. Wyss
Editeur Berne
1917

Dr MAX BEER

L'ENTENTE ANNEXIONNISTE

LA PAIX DU „DROIT"

Ferd. Wyss
Editeur Berne
1917

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

Depuis que nous avons terminé ce travail deux faits nouveaux ont surgi : l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique et la révolution russe.

Ni l'un ni l'autre n'ont modifié le problème annexionniste tel qu'il se présente dans ce livre. Les Etats-Unis s'étant rangés aux côtés de l'Entente quelque temps après avoir reçu la notification de ses buts de guerre, il faut les considérer comme solidaires de la politique de l'Entente étudiée dans cet ouvrage. D'autre part, on a vu se placer à la tête de la nouvelle Russie des hommes qui avaient été les serviteurs les plus dévoués de la politique étrangère poursuivie par le régime autocrate.

A côté d'eux, il est vrai, il y a maintenant le peuple russe qui, comme tous les peuples, est partisan de la réconciliation internationale, de la paix durable. Du sein de ce peuple se sont élevées des voix en faveur des mêmes principes et des mêmes idées que nous avons essayé d'exposer dans les pages qui suivent.

Ces voix seront-elles étouffées ou faussées comme toutes ces voix timides ou pressantes qui de partout réclament désespérément la Justice et le Droit?

Nous ne le savons, comme nous ignorons si la nôtre se fera entendre au milieu du déchaînement des colères et des haînes.

MAX BEER.

BERNE, avril 1917.

INTRODUCTION

La question des annexions et la paix

L'exposé rapide que nous soumettons à la bienveillance du lecteur ne doit pas servir, dans notre pensée, à raviver les polémiques entre belligérants, à faire œuvre de haine ou simplement de propagande. Nous ne voulons ni convaincre ni blesser personne, nous ne nous proposons même pas de défendre une cause ni d'attaquer des adversaires. Le but que nous poursuivons est tout autre. Nous pensons simplement qu'il serait utile, voire nécessaire, de rappeller certains faits acquis, d'exprimer certaines vérités universellement connues que d'aucuns ont trop vite oubliées, que d'autres ont trop volontiers passées sous silence et que certains ont cru devoir altérer.

La question *des ambitions annexionnistes* est, en effet, parmi les questions soulevées par la guerre une de celles qui méritent d'occuper une place pré-

pondérante dans les débats publics. C'est une question capitale, sinon la plus importante de toutes. Le lecteur sait l'importance que nous attribuons à la question des responsabilités de la guerre. Nous sommes d'avis qu'on ne peut la négliger si l'on aspire à un avenir meilleur, à la réconciliation future, à l'établissement d'une paix durable. Il faudrait cependant se garder de s'en servir dans le but de perpétuer des haines impitoyables et des rancunes qu'on ne saurait justifier autrement : il ne faudrait pas en faire une barrière dressée entre les nations. La recherche loyale et scientifique des origines de la guerre devrait, au contraire, nous détourner des discordes du passé. En établissant les erreurs commises, nous devons apprendre à les éviter dans l'avenir. C'est seulement en mettant à nu les défauts du système politique dangereusement suranné d'hier, que nous pourrons acquérir les notions et les expériences indispensables à l'organisation politique de demain. Ainsi nous serons à même de construire un mécanisme de vie internationale offrant plus de garanties contre les accidents et les catastrophes que n'en offrait l'ancienne machine diplomatique par trop rudimentaire. Nous saurons mieux choisir nos moteurs et surtout nos soupapes...

Pour cela il est sans doute nécessaire de rechercher loyalement les origines en quelque sorte techniques de la guerre. *Mais il n'est pas indispensable*

d'arriver dès aujourd'hui à une entente à ce sujet. Comme toutes les vérités, celle-là aussi sera lente à être admise par tout le monde. On a discuté pendant de longues années les origines de la guerre de 1870, et l'accord n'est pas encore fait sur cette question, pas même en France. Heureusement cette guerre-là, comme tant d'autres, a fini avant que les historiens eussent terminé leurs recherches dans les archives. Pour nous, les responsabilités de la guerre actuelle ne sont pas douteuses et nous avons certes le vif désir de voir notre version acceptée par nos adversaires. Mais la conclusion de la paix ne peut et ne doit pas dépendre des idées que se font les belligérants et les neutres sur les causes de la guerre. Le grand travail de la mise au point en commun des erreurs du passé exige précisément l'arrêt des hostilités; il ne pourra se faire dans le bruit du canon, il ne pourra aboutir au milieu des larmes, des râles et des cris de haine.

La question des ambitions annexionnistes, par contre, exige qu'on fasse la lumière *immédiatement,* qu'on se mette d'accord sans retard, qu'on établisse sans hésiter la vérité. Car sa solution ne s'impose pas seulement en vue de la paix durable. Elle est la condition préalable de la paix tout court, de la fin de la guerre actuelle, des souffrances et des horreurs de chaque instant. S'il est vrai qu'il y avait dans un camp ou dans l'autre des ambitions

annexionnistes avant la guerre, il faut les connaître et il faut savoir si elles subsistent toujours. S'il en est né pendant les hostilités, il faut les dénoncer sans pitié. Pour savoir pourquoi la guerre dure toujours, pourquoi les jeunes héros de tous les pays meurent et souffrent encore, pourquoi les foyers continuent à se vider, pourquoi nous reverrons dans ce pays les trains des grands blessés, bataillons lamentables d'aveugles et d'estropiés, et les trains d'évacués, misérables troupeaux d'orphelins en pleurs et de vieilles femmes désespérées, pour comprendre la raison du martyre sans nom que subissent des millions d'êtres humains, pour tenter d'en hâter la fin, il faut chercher si parmi les gouvernements belligérants il y en a vraiment qui font la guerre uniquement dans un but de conquête, qui ne veulent la continuation de toutes ses horreurs que pour annexer des provinces étrangères ! Et dans l'affirmative, il faut se demander si ces désirs annexionnistes s'inspirent vraiment, comme d'aucuns le prétendent, d'une idée de Droit et de Justice, ce qui pourrait expliquer l'aveuglement guerrier, sans le justifier cependant, ou s'il ne font que servir de bas instincts de rapine.

Continuer la guerre pour réparer, par des annexions, des injustices, c'est assumer une bien terrible responsabilité. Est-on en droit de tuer injustement des millions d'hommes pour faire cesser le

régime injuste qui opprime leurs frères ? Et si l'on ose faire ou continuer la guerre dans ce but, ne faut-il pas, avant tout, être bien certain des injustices que l'on veut réparer en en commettant d'autres. Ne faut-il pas être très sûr aussi du succès final, si l'on ne veut pas que de toute cette prétendue œuvre de justice, il ne reste en fin de compte, que des nouveaux forfaits ? Quant à nous, nous croyons que personne n'est autorisé à déchaîner ou à faire durer les horreurs de la guerre, même s'il croit, par des annexions, arriver à de véritables réparations de Droit.

Mais si les ambitions annexionnistes ne peuvent même pas avoir cette excuse — inhumaine, bien entendu — si elles vont même à l'encontre du Droit, si elles n'empêchent pas seulement la conclusion de la paix immédiate, mais rendent encore impossible la paix durable, de quel nom qualifier alors ce double crime commis contre l'humanité contemporaine et contre l'humanité future ?

PREMIÈRE PARTIE

Quelques prémisses

Chapitre I

Le passé annexionniste des belligérants

On ne peut juger de la question des annexions, telle qu'elle a été soulevée par la guerre actuelle, et on ne peut saisir les véritables intentions annexionnistes des belligérants, sans tenir compte de leur passé. Une enquête rapide sur ce passé est indispensable. Comme, dans la vie privée, les plus belles promesses et les plus généreuses paroles ne sauraient nous inspirer confiance si elles sont démenties par des faits antérieurs ; de même il serait difficile de prêter foi à certaines accusations, si les antécédents de l'accusé sont aptes à nous rassurer. Sans doute les leçons du passé ne sauront suffire à quiconque veut embrasser la question dans toute sa complexité. Mais d'aucune façon, on ne peut les négliger.

La recherche des tendances annexionnistes dans le passé des nations est rendue assez malaisée par le fait que presque tous les pays modernes se sont constitués grâce à des conquêtes. Tous les peuples ont conquis leurs territoires actuels ; ils en ont

chassé les habitants ou ils les ont subjugués, ou encore ils les ont assimilés. C'est ainsi que se sont formées aussi bien l'Allemagne que la France et l'Angleterre. Nous ne pouvons donc parler d'annexions tant que le processus de la formation nationale et de la formation de l'Etat n'est pas achevé. Une annexion ne peut être autre chose que l'incorporation par un Etat de terres faisant partie du domaine d'un autre Etat.

En jetant un coup d'œil rapide sur l'histoire annexionniste des différents Etats belligérants, nous constatons dès l'abord, non sans surprise, que l'empire d'Allemagne n'en a presque pas à se reprocher. Son existence en tant qu'Etat ne commence qu'en 1870. Toute son histoire, jusqu'à cette date décisive, n'a été que la lutte incessante en vue de sa formation nationale. Une grande partie de son patrimoine national lui avait été arrachée au cours des siècles, par exemple l'Alsace-Lorraine, ravie par Louis XIV. D'autres provinces, tout en restant théoriquement allemandes, avaient été réunies à des pays ou à des dynasties étrangères. Ainsi le Slesvig-Holstein, le Hanovre. D'autres ont failli perdre leur caractère allemand dans les luttes séculaires entre Slaves et Germains.

La libération du Slesvig-Holstein en 1864 et la reprise de l'Alsace-Lorraine en 1870 ne peuvent donc

pas être considérées comme des annexions. L'Empire allemand, en se basant sur le principe des nationalités, s'est constitué en réunissant les différents peuples allemands de l'Europe centrale. Il y en avait qui étaient libres ; ils n'avaient donc qu'à adhérer sans autre au nouvel Etat allemand. D'autres étaient dominés par l'étranger. Pour rétablir le Droit, il n'y avait d'autre moyen que la Force.

L'Allemagne n'a donc rien annexé. Depuis que les rois de France et Napoléon Ier l'avaient détruite, il n'y avait plus d'Allemagne. Elle s'est faite grâce à l'union des peuples allemands. On ne peut l'appeller annexionniste pour le seul fait qu'elle a dû reconquérir certaines parties intégrantes de sa nationalité, sans traiter, en même temps, d'annexionniste l'Italie, par exemple, qui ne s'est pas constituée autrement, qui a pris la Vénétie et dont le cas est d'ailleurs beaucoup moins clair, pour des raisons que nous aurons encore à examiner.

Si l'on veut rechercher les tendances annexionnistes dans l'histoire de l'Empire d'Allemagne, il ne faut pas oublier que cette histoire ne date que de 1870.

Mais quels sont les faits annexionnistes qu'on pourrait reprocher à cette Allemagne, vieille de 46 ans seulement ? Il n'y en a pas, et pour cause. *C'est qu'elle n'a pas fait de guerre depuis qu'elle existe.* La seule opération militaire de cette puissance « militariste » — en dehors de ses modestes

entreprises coloniales — a été l'expédition de Chine, entreprise en commun avec les grandes puissances et qui n'était qu'une expédition de police internationale. Durant cette même période de 46 ans, beaucoup de guerres ont eu lieu : la guerre russo-turque, la guerre hispano-américaine, la guerre sino-japonaise, la guerre russo-japonaise, la guerre anglo-boer, les guerres coloniales de la France, ainsi que la guerre contre le Maroc, la guerre turco-italienne, les deux guerres balkaniques. Seule l'Allemagne n'a pas fait de guerre. Pendant ce temps, beaucoup de peuples libres ont été subjugués par des peuples plus forts ; beaucoup de provinces ont été annexées par l'Angleterre, la France et l'Italie. Seule l'Allemagne n'a incorporé aucun peuple étranger.

On nous objectera, non sans raison, que l'Allemagne tout en n'ayant pas fait d'annexions depuis qu'elle a réalisé son unité, n'en contient pas moins des populations étrangères : en faisant rentrer dans le sein de la patrie allemande les Alsaciens, elle y a fait entrer également une minorité de Lorrains de langue française. Elle a incorporé en même temps que les Slesvicois allemands une petite fraction de Slesvicois danois. Elle embrasse en outre une partie, la plus petite d'ailleurs, de l'ancienne nation polonaise que la Prusse a apportée à l'Empire en y entrant avec les autres Etats allemands.

On ne peut évidemment négliger ces faits. Mais il n'est pas possible non plus d'y voir la preuve d'une politique annexionniste. Ce n'est pas pour s'incorporer les Lorrains de langue française, ni pour germaniser quelques Slesvicois de nationalité danoise, que l'Empire a pris l'Alsace-Lorraine et la Prusse le Slesvig-Holstein. Le gros des populations dans les deux provinces était allemand et faisait partie de l'ancien patrimoine allemand. Des injustices n'ont jamais pu être évitées aux frontières entre deux races différentes. La France elle aussi embrasse des minorités étrangères dans les régions frontières. Quant aux parties polonaises enfin, elles sont échues à la Prusse lors du partage, injuste sans aucun doute, de l'ancien Royaume déchu. La Prusse cependant n'avait pas cherché l'incorporation de ces provinces. Mais elle ne pouvait, d'autre part, y renoncer. Dès le moment que la Pologne ne devait plus exister, l'intérêt de la Prusse exigeait impérieusement que ce malheureux pays ne fût pas englobé complètement par la Russie. Aujourd'hui que la nation polonaise, grâce à la clairvoyance des Empires Centraux, constitue de nouveau un Etat indépendant, on peut s'attendre à ce qu'en réparant l'injustice commise par la Russie, la Prusse trouvera également le moyen de modifier sa politique envers ses populations polonaises. Jusqu'alors elle était bien obligée de s'inspirer en ce qui concerne les

Polonais du seul intérêt prussien qui souvent répondait d'ailleurs à l'intérêt polonais, par exemple au point de vue économique, social et civilisateur. Aujourd'hui, alliée à la nouvelle Pologne, elle trouvera peut être que les intérêts politiques du peuple prussien et du peuple polonais ne se contredisent nullement, eux non plus.

Il fallait insister sur ce fait important que l'Allemagne moderne a eu une histoire essentiellement antiannexionniste, parce qu'il est toujours passé sous silence dans le débat politique actuel. Faut-il par contre vraiment insister sur le fait archi-connu que l'histoire de toutes les autres puissances belligérantes jusqu'aux temps les plus récents se compose d'annexions plus ou moins violentes? Les alliés de l'Allemagne jouent certes encore le rôle le plus avantageux sur ce rapport. L'Autriche s'est formée surtout grâce aux mariages, la Turquie, grande conquérante dans des temps fort reculés, n'a fait depuis que perdre ses anciennes conquêtes. Quant à la Bulgarie, elle ne pouvait être qualifiée d'annexionniste avant la guerre actuelle. Elle est justement un des ces Etats qui se sont affranchis des Turcs et c'est elle qui a été spoliée par ses alliés dans la seconde guerre balkanique.

La France par contre, la Russie, l'Angleterre?

La *France* ne s'est pas contentée, comme l'Allemagne, de devenir un Etat national. Dès qu'il y eut une France vraiment unie, vraiment française, elle a guerroyé sans cesse pour conquérir et pour subjuguer des territoires et des nationalités qui ne lui revenaient pas. Presque toutes les grandes guerres européennes sont des guerres de conquête françaises. Dans la guerre de Trente ans, dans la guerre de Sept ans, dans la guerre de la succession d'Espagne elle n'a cherché que des annexions. Si elle n'a pas pu annexer tout ce qu'elle voulait, ce ne fut vraiment pas sa faute. Louis XIV a dû rabattre beaucoup de ses ambitions. Mais il a gardé une bonne partie de l'Allemagne, l'Alsace-Lorraine. La première République et le premier Empire ont continué la politique des rois. Napoléon reste bien le type du monarque annexionniste. Il a démembré les Etats de ses adversaires. Il a agi avec eux selon son bon plaisir. Des pays purement allemands furent transformés en départements ou en sous-royaumes français. S'il y a un pays au monde dont tout le passé est caractérisé par l'esprit de conquête, c'est bien la France.

La défaite de 1870 n'a pas changé la poussée annexionniste de la politique française. Les ambitions annexionnistes, obéissant à la force des choses, ont simplement changé d'objectif. Ne pouvant pas, pour le moment, étendre ses frontières aux dépens

de son voisin allemand qui durant des longs siècles n'avait été qu'un objet de conquête et d'exploitation pour la France royale et impériale, la Troisième République s'est tournée vers le monde musulman, qu'il ne faut vraiment pas confondre avec le monde nègre. Le Nord africain est tombé sous la domination française. Des pays et des peuples entiers ont été, sous des formes différentes, bien entendu, incorporés à la plus grande France. Ces entreprises de conquête étaient bien des entreprises sanglantes; c'étaient de véritables guerres et nullement de vagues expéditions coloniales. Elles s'achevèrent par l'asservissement brutal des adversaires, coupables de lutter pour leur indépendance, leur religion, leur civilisation, leur patrie. Et nul n'ignore que de cette politique annexionniste est sortie en bonne partie la guerre actuelle. La question du Maroc sur lequel la France n'avait aucun droit a ajouté à l'ancien antagonisme franco-allemand un antagonisme nouveau, plus actuel, plus sensible que l'autre. Elle a permis aux Anglais de s'installer en Egypte. Elle a incité les Italiens à conquérir la Lybie. Et de la guerre lybienne est sortie en droite ligne la guerre actuelle, qui évidemment a encore d'autres causes que celle-là. M. Charles Maurras, l'écrivain nationaliste français bien connu, un des adversaires les plus acharnés de l'Allemagne, un de ces hommes dont la propagande a contribué le plus au renouveau de

l'esprit chauvin en Europe avant et pendant la guerre, avoue carrément, dans un ouvrage paru récemment, les origines africaines de la guerre actuelle : « N'oubliez pas que l'offensive italienne d'octobre 1911 a tout déclanché et que les guerres d'Orient en sont directement sorties, *comme elles ont donné naissance à la guerre actuelle* »*).

L'*Angleterre ?* Mais elle n'existe que par ses annexions. Petite nation insulaire, elle a commencé par subjuguer tous les habitants des Iles britanniques. L'Écosse et l'Irlande, indépendantes autrefois, ont été annexées. Ensuite elle est allée chercher et conquérir de vastes territoires au-delà des mers. Des continents entiers ont été incorporés à son empire. Quelques-unes de ces conquêtes sont des plus sanglantes et des plus barbares qu'ait enregistré l'histoire. Warren Hastings et lord Kitchener resteront à jamais les types des conquérants sans scrupules. Les Anglais traitent ces annexions sans nombre de « colonisations ». Mais ce terme ne peut s'appliquer qu'à une partie du territoire britannique. Une grande partie par contre des possessions anglaises n'a pas été « colonisée » par les Anglais mais ravie à d'autres puissances européennes, à l'Espagne, à la France, au Portugal et à la Turquie.

*) Charles Maurras: *La France se sauve elle-même*, Paris. 1916.

D'autres « colonies » ou « dominions » anglais ont été des Etats indépendants, comme les républiques boers. L'ambition annexionniste de l'Angleterre visa à certaines époques le continent européen lui-même. Les noms de Gibraltar, de Calais et de Hanovre suffisent pour le rappeler.

Quant à la *Russie*, toutes ses guerres n'ont été que des guerres de conquête, sauf celles que lui a imposées Napoléon Ier. Toutes les nations dont elle est encore le geôlier à l'heure actuelle ont été annexées. Pour connaître le passé annexionniste de l'Empire moscovite il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil sur une statistique ethnographique de la Russie. Vous y lirez, entre autres : Ukrainiens 22,415,000, Polonais 7,931,000, Ruthènes-Blancs 7,931,000, Finlandais 3,500,000, Lithuaniens 1,758,000, Lettons 1,436,000, Esthoniens 1,003,000, Roumains 1,122,000, Tartares 3,738,000, Kirghises 4,884,000, Georgiens 1,352,000, Arméniens 1,173,000, Circassiens-Tscherkes 491,000. Dans ces chiffres ne sont évidemment pas compris les 20 millions sujets étrangers de la Russie disséminés sur le vaste territoire de l'Empire, Juifs, Allemands, Bulgares, Tchèques, etc. Ces chiffres sont empruntés à la dernière statistique officielle russe de 1897 ; il en résulte que 57 % de la population de l'Empire moscovite sont des allogènes !

L'*Italie* aurait pu se glorifier, au même titre que l'Allemagne, de n'avoir cherché à travers son histoire qu'à réaliser son unité, car aucun publiciste allemand n'irait, adoptant certaines méthodes de ses confrères français, chercher dans l'histoire de l'Empire romain ce qu'il ne peut trouver dans l'histoire de la Jeune Italie. Il y a cependant la Lybie, comme du côté austro-hongrois il y a la Bosnie-Herzégovine dont l'annexion toutefois pouvait se justifier par le principe des nationalités, rendant admissible l'adjonction de ces provinces serbo-croates à la Monarchie composée en partie de peuples de la même race, vivant dans une civilisation supérieure, jouissant de libertés très grandes. La conquête de la Lybie ne pouvait se justifier que par la rivalité franco-italienne, par la nécessité, si l'on veut, qu'il y avait pour l'Italie de refréner l'impérialisme français en Afrique septentrionale et dans la Méditerranée.

Cela nous mènerait trop loin de fouiller ici également dans le passé des petits Etats alliés à la Quadruple Entente, de la Belgique, du Portugal, de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro.

Les deux guerres balkaniques, prélude de la guerre actuelle, sont d'ailleurs encore trop présentes à l'esprit de tout le monde pour qu'il soit nécessaire de démontrer comment les pays balkaniques que nous venons d'énumérer, à côté du désir

de libérer des frères dominés par une race étrangère, ont obéi malheureusement, à l'instar des grandes puissances, à des ambitions plus politiques que nationales en vue de s'adjoindre des territoires et des populations sur lesquelles ils n'avaient aucun droit ethnique.

Retenons de ce rapide examen cette constatation : alors que l'Allemagne est presque innocente de toute annexion, les grandes puissances qui la combattent actuellement au nom de la liberté, la France, l'Angleterre et la Russie, peuvent être appelées les types des empires annexionnistes si l'on s'en tient à leur histoire.

Evidemment l'histoire n'est pas tout. On peut avoir un passé très mouvementé et s'assagir sur le tard et inversement. Il convient donc de rechercher si le passé annexionniste des uns a continué à agir dans le présent et si le passé anti-annexionniste des autres a tourné à une politique toute contraire. En d'autres termes : après leur passé, il faut tâcher de connaître la mentalité des belligérants.

Chapitre II

L'Allemagne annexionniste?

Pour qu'un pays soit annexionniste, il faut que ou l'intérêt national ou l'idéal national le pousse à un agrandissement de ses territoires, à un accroissement de ses populations. Il peut encore avoir une autre raison, bien qu'elle soit plus difficile à justifier : l'ambition d'un prince, d'un groupe ou d'une caste détenant le pouvoir, d'un homme d'Etat. Il n'y en a guère d'autre.

L'Allemagne avait-elle un *intérêt* à annexer d'autres pays?

Les adversaires actuels de l'Allemagne ont été les premiers à affirmer que non. Ils l'ont affirmé avant la guerre, ils l'ont affirmé encore depuis. L'Allemagne est un pays commerçant et industriel qui ne pouvait rien gagner à une guerre ni à des annexions. Ce qu'il lui fallait, c'était son expansion commerciale. L'épanouissement de toutes ses forces industrielles exigeait même que la paix ne fût pas troublée. Tout le monde était d'accord là-dessus ; une guerre devait être la pire des catastrophes pour l'Allemagne, une guerre heureuse, aussi bien qu'une guerre malheureuse. Ces arguments ont été

exposés dans de nombreux ouvrages politiques français et autres. Vous avez pu les trouver sous la plume de personnes très autorisées, qui actuellement accusent sans cesse les Allemands d'avoir voulu la guerre. Ce raisonnement était tout ce qu'il y a de plus juste. Il était de l'intérêt évident de l'Allemagne de ne pas faire la guerre, de ne pas nourrir des ambitions dangereuses, de s'enrichir pacifiquement et d'enrichir en même temps le monde des fruits de son travail. L'Allemagne était en train de devenir le pays le plus riche du monde, après avoir été le pays le plus laborieux. Ses succès industriels et commerciaux ne se comptaient plus. Une paix prolongée lui aurait assuré une ère de bien-être inouï. Des Français clairvoyants comme Victor Cambon l'ont bien reconnu. Dans son livre, paru avant la guerre, *Les derniers efforts de l'Allemagne*, faisant suite à sa vaste étude *L'Allemagne au travail*, il s'inspire, il est vrai, d'un esprit chauvin et il flatte les appréhensions traditionelles de ses compatriotes. Mais cela ne l'empêche pas de dire que l'Allemagne bien qu'étant toujours prête à la guerre avait besoin de la paix « pour poursuivre les gigantesques entreprises d'où elle compte tirer richesse et tous les biens qu'elle procure ».

Pour assurer son expansion commerciale, l'Allemagne ne devait pas seulement éviter la guerre, mais elle avait encore tout intérêt à empêcher les autres de l'allumer. Elle n'avait pas besoin d'an-

nexions, mais elle ne tenait nullement, cela est évident, à ce que les autres en fassent plus que de raison. Ce n'était pas seulement une question d'équilibre politique, c'était surtout la nécessité de ne pas se voir arracher tous les marchés du monde encore libres. S'accommodait-elle finalement d'annexions faites par d'autres puissances ? Il lui fallait alors des garanties économiques. Nous n'en citons pour exemple que l'affaire du Maroc. C'est un fait que l'Allemagne n'a pas eu de visées sur le Maroc. La France en a eu et elle les a réalisées. Si l'Allemagne avait agi de la même façon qu'elle, ses rivaux lui auraient sûrement déclaré la guerre. Jamais la France n'aurait permis que l'Allemagne occupât un pays comme le Maroc. Jamais l'Angleterre n'aurait admis que les Allemands s'annexassent les républiques boers. L'Allemagne dans sa politique marocaine désirait avant tout que la France n'enlévât pas au marché mondial un débouché comme le Maroc. Elle reconnaissait les intérêts politiques et militaires que pouvait avoir la France dans cette partie de l'Afrique du Nord. mais elle voulait d'autre côté que la France reconnût les *droits économiques qu'avaient tous les autres Etats,* et non pas seulement l'Allemagne, dans ce pays. La France, on le sait, avait cru utile de changer le statut marocain sans tenir compte des engagements qu'elle avait pris envers l'Allemagne. C'est de cette politique

qu'est sortie la seconde phase de l'affaire marocaine, le « coup d'Agadir », destiné à rappeler à la France qu'il n'y avait pas seulement l'Italie et l'Angleterre à consulter dans cette affaire d'ordre international, mais aussi l'Allemagne. Mais encore à ce moment l'Allemagne ne voulait ni annexer le Maroc, ni demander à la France de le partager avec elle. Elle voulait simplement que le Maroc, souverain ou français, restât ouvert au commerce international.

Dans cet incident, le plus grave qui depuis la guerre de 1870 eût dressé l'une en face de l'autre l'Allemagne et la France, l'Allemagne montrait le caractère profondément anti-annexionniste de sa politique. Evidemment ce n'était pas seulement l'*intérêt* allemand qui était en jeu. La manière d'agir de la France avait dû toucher au vif la susceptibilité allemande. L'arrangement colonial au Congo devait rétablir l'équilibre politique qui aurait été fortement ébranlé si l'affaire avait fini par l'échec allemand complet qu'avait escompté la France. Ainsi ce ne fut qu'un demi-échec dont le gouvernement allemand pouvait se consoler, ayant maintenu malgré tout l'idée maîtresse de sa politique : la porte ouverte. L'impérialisme français en Afrique était devenu bien inquiétant, il est vrai, mais comme l'Allemagne ne comptait pas lui opposer un impérialisme allemand et comme elle n'était pas assez prévoyante pour se préoccuper des consé-

quences néfastes que devait avoir la politique française en Afrique, elle se contentait de maintenir et la paix et la liberté de commerce dans l'Afrique du Nord.

L'intérêt qu'avait l'Allemagne à vivre en paix était si manifeste qu'il commençait à gêner sérieusement tous ceux qui désiraient la guerre ou en tout cas ne désiraient pas la réconciliation.

Comment, en effet, persuader les peuples du danger allemand, si ces peuples voyaient par eux-mêmes que l'Allemagne, qu'on disait belliqueuse et avide de conquêtes, ne pensait qu'à développer ses industries dans la paix ? C'est alors que d'Angleterre partit le fameux mot d'ordre qui devint un véritable cri de guerre, repris d'abord par les royalistes français, vulgarisé par le *Matin*, adopté d'enthousiasme par toute la presse française et martelé dans tous les cerveaux de France : le *Made in Germany*, l'invasion commerciale allemande !

On pourrait remplir des volumes entiers des articles, des brochures, des entrefilets méchants et haineux qu'on consacra désormais au danger commercial qui venait d'Allemagne ! On disait : si on la laisse faire, ses industries s'installeront toutes chez nous. Sa camelotte nous inondera. Elle tuera l'industrie française. Des esprits pondérés et clairvoyants essayèrent de s'opposer à cet effrayant

chauvinisme commercial, propagé surtout par des gens qui ne connaissaient rien au commerce, qui ne s'y intéressaient pas, qui s'en moquaient. On faisait remarquer que pour combattre le commerce étranger, il fallait le combattre sur son terrain. On rappelait que l'Allemagne était la meilleure cliente de la France, que le « made in France » valait bien le « made in Germany ». « *Notre exportation en* « *Allemagne*», écrit Victor Cambon*), « *a jusqu'ici égalé* « *l'importance de l'exportation allemande en France,* « avec cette distinction que nous y envoyons des ar- « ticles de prix et surtout des denrées agricoles de « choix, donc du superflu, *tandis que les Allemands* « *importent chez nous des objets de première néces-* « *sité,* de la houille, des métaux, des produits chi- « miques, etc. Et il ne dépend que de nous d'augmenter « nos exportations agricoles, dont ils sont de plus en « plus acheteurs. Rompre avec eux tous rapports com- « merciaux serait à la fois un danger et un leurre. »

Ces avertissements, on ne les écoutait pas. On ne pensait pas non plus à l'invasion commerciale anglaise. On ne fulminait pas contre la menace de guerre allemande, mais contre la menace de paix! L'Allemagne était coupable de s'adonner à des œuvres de paix. L'argument principal, l'argument le plus probant qui démontrait clairement l'intérêt qu'avait

---

*) Victor Cambon: *Les derniers progrès de l'Allemagne,* Paris.

l'Allemagne à maintenir la paix: sa puissance industrielle qui ne pouvait vivre que grâce à la paix, on le dépouillait de son caractère rassurant, on le compromettait de parti pris et perfidement. L'Allemagne industrielle n'est pas un danger, elle a besoin de la paix? Soit! Mais c'est cette paix-là qui est dangereuse! L'Allemagne travailleuse n'a pas besoin d'annexions, elle ne tient qu'à exporter librement dans tous les pays libres? Eh bien, c'est justement cela qui est menaçant!

Quelle meilleure preuve veut-on du pacifisme et de l'anti-annexionnisme allemand que la façon dont on a cru devoir combattre les arguments qui plaidaient en sa faveur!

N'oublions d'ailleurs pas à quelles conséquences aurait pu aboutir la campagne anglo-française entreprise avec tant de vigueur. Ne devait-elle pas précisément fortifier la position de la petite minorité annexionniste en Allemagne? Comment, on veut nous exclure du monde? On veut nous empêcher de trafiquer paisiblement avec les autres pays? Dans ce cas, il nous faut conquérir des débouchés! Le vague annexionnisme de certains publicistes allemands n'envisageait, en effet, la nécessaire expansion allemande, toute coloniale d'ailleurs, que sous ce point de vue des « Absatzgebiete ». Quand pendant la guerre, les Alliés ont, en des conférences retentissantes, proclamé qu'ils banniraient après la guerre

l'industrie allemande de leurs territoires, le clan des annexionnistes allemands y a, tout naturellement, de nouveau trouvé un argument en faveur des « Absatzgebiete » indispensables à l'Allemagne. Compromettre le pacifisme et l'anti-annexionnisme allemand aux yeux des populations françaises, le compromettre par contre-coup en Allemagne même : c'est là l'œuvre néfaste qu'une foule remuante de pêcheurs en eau trouble avait opposée à l'action industrielle magnifique de l'empire d'Allemagne, action qui était la garantie la plus certaine de la paix du monde, la soupape la plus sûre pour les énergies vitales de ce grand pays et le remède le plus efficace contre les rêves malsains de quelques pangermanistes qu'avait excités le mauvais exemple des impérialistes français et anglais.

L'intérêt allemand réclamait donc le maintien de la paix. Mais l'on sait que les peuples n'écoutent pas toujours leur intérêt. Il s'agit par conséquent de savoir si l'intérêt national de l'Allemagne était soutenu par l'idéal national de ce pays.

L'idéal national n'est pas toujours identique à l'intérêt national. Ce serait, en effet, faire injure au peuple allemand que de croire qu'il n'avait d'autre idéal que la production et l'écoulement avantageux de sa marchandise. Certains ennemis de l'Allemagne, stigmatisant le « bas matérialisme » allemand, ont

néanmoins soutenu cette thèse. Ils n'ont pas vu qu'en même temps ils disculpaient l'Allemagne du reproche d'avoir voulu une guerre de conquête. D'autres sont allés jusqu'à dire que l'Allemagne n'avait pas d'idéal du tout, ce qui revenait au même et excluait encore l'idée d'une politique d'aventures et dangereuse. D'autres enfin affirmaient, et c'est là la majorité, que l'idéal allemand était l'idéal pangermaniste, la plus grande Allemagne, le *Deutschland über Alles,* l'hégémonie allemande, la domination universelle. Selon eux, l'idéal de l'Allemagne était d'annexer autant de pays que possible !

S'il est vrai que l'idéal national ne pouvait se borner au désir de produire et de vendre autant de marchandises que possible, il ne pouvait d'autre part aller à l'encontre de la politique commerciale qui était le propre de l'Allemagne moderne. Il devait aller de pair avec l'intérêt du pays. Il n'aurait pu être annexionniste sans que le développement du pays en eût gravement souffert. Si une fraction vraiment importante du pays avait poursuivi un idéal aussi étranger aux préoccupations du reste de la nation, les forces allemandes n'auraient pas été aussi coordonnées, elles n'auraient pas agi avec autant d'harmonie et de vitalité.

Jusqu'à la guerre de 1870 l'idéal national allemand était l'unité allemande. Il eût été possible que depuis cet idéal continuât à travailler les esprits, que les

Allemands, considérant que leur unité n'était pas encore parfaite, aspirassent à une Allemagne plus grande, non pas un Etat oppresseur de peuples étrangers, mais un Etat englobant tous les pays de langue ou de race allemande non encore réunis à la nouvelle patrie germanique. Les ennemis de l'Allemagne qui luttent en faveur des irrédentismes italiens roumain et serbe, qui les ont encouragés longtemps avant la guerre actuelle, qui y ont vu un idéal national naturel, le plus naturel de tous, digne entre tous d'être réalisé, seraient mal placés pour reprocher aux Allemands d'après 1870 un irrédentisme allemand et des ambitions annexionnistes découlant de cet irrédentisme. Mais cet irrédentisme n'existait pas. Jamais depuis 1870 l'Allemagne n'a pensé à s'adjoindre les provinces allemandes de l'Autriche, de la Russie ou de la Suisse. Elle n'a pas rêvé non plus d'une union avec les autres peuples de race germanique, les Hollandais, les Scandinaves, les Flamands. Bien que l'empire allemand tel qu'il avait été créé en 1870, fût loin d'embrasser tous les territoires et toutes les races allemandes de l'ancien empire, les Allemands considéraient le processus de l'unification comme achevé. La création de Bismarck, très imparfaite au point de vue des aspirations des anciens « Grands Allemands », suffisait amplement au patriotisme et à l'idéalisme des Allemands d'après 1870. Certains Allemands

traditionalistes qui n'avaient pu oublier l'ancienne Allemagne — et ces rares Allemands étaient en général des Allemands du Sud — étaient quelque peu choqués par cette satisfaction d'une Allemagne partielle qui se croyait une Allemagne intégrale. Mais l'immense majorité voyait dans l'œuvre bismarckienne la réalisation idéale et définitive des antiques rêves d'unité.

C'est un fait qui n'a pu échapper à personne ayant vécu en Allemagne avant la guerre. Il est d'ailleurs confirmé par l'alliance austro-allemande par laquelle la nouvelle Allemagne renonçait définitivement aux Allemands vivant hors des frontières de l'empire. Jamais la thèse contraire n'a été soutenue en Allemagne. Elle n'a été soutenue que dans les pays de l'Entente. L'idée d'un démembrement de l'Autriche et d'une réunion des provinces allemandes de ce pays avec l'empire allemand a germé dans les cerveaux d'auteurs français. En Allemagne, on répondait, au contraire, très mal aux avances de certains pangermanistes autrichiens — de Bohême surtout — qui, agacés par l'agitation tchèque, regardaient du côté de l'Empire. La grande idée politique de la nouvelle Allemagne était au contraire la conservation intégrale de l'Etat austro-hongrois. Sans sa volonté inébranlable de maintenir le *statu quo* dans l'Europe centrale, l'Allemagne ne se serait jamais brouillée avec la Russie et celle-ci ne se serait pas tournée du côté de la France. Si

aux ambitions panslavistes des Russes avaient répondu des ambitions pangermanistes des Allemands, la Russie aurait été la meilleure amie de l'Allemagne.

Quand la crise éclata en 1914, le gouvernement allemand n'avait qu'à se servir d'un seul argument pour motiver son attitude politique et pour être compris et approuvé par tout le monde en Allemagne. Dans la circulaire du chancelier de l'Empire adressée aux gouvernements allemands confédérés, dans les communiqués destinés à la nation, dans le discours du 4 août 1914, le gouvernement impérial insistait sur la nécessité d'empêcher un démembrement de l'Autriche-Hongrie. Les adversaires de l'Allemagne ont beau dire que les raisons de la politique allemande en 1914 étaient tout autres que celles invoquées par le chancelier: il n'en reste pas moins vrai qu'auprès de la nation allemande on a pu se servir de cet argument. Nous ne saurions donc citer de preuve plus impressionante de l'absence de toutes velléités pangermanistes, de tout irrédentisme dangereux, de tout rêve annexionniste fondé sur le principe des nationalités. De même, avant la guerre actuelle personne en Allemagne ne désirait l'incorporation des Baltes allemands à l'empire d'Allemagne. Personne ne rêvait de faire entrer dans la Confédération les autres Etats germaniques d'Europe, bien que la constitution de l'em-

pire d'Allemagne fût plus apte que n'importe laquelle à favoriser une telle politique.*)

N'est-il pas évident que la Russie aurait volontiers cédé ses quelques Baltes à l'Empire et appuyé des tentatives d'annexion dirigées contre les autres pays germaniques, si le partage de l'Autriche lui avait assuré l'immense héritage slave et la domination sur les Balkans? Et est-ce vraiment un paradoxe que de prétendre que l'Allemagne est en guerre avec la Russie parce qu'elle voulait le maintien du *statu quo* en Europe? On pourrait même dire que si l'Allemagne est en guerre aujourd'hui contre la moitié du monde, *c'est uniquement parce qu'elle n'était pas annexionniste.* Un pays qui n'est pas annexionniste est une gêne continuelle pour les autres pays qui, eux, le sont. Il est même une gêne dans le cas où les visées annexionnistes des autres ne se portent pas sur lui. Il est une gêne tout simplement parce qu'il n'a pas d'ambitions et qu'on ne peut donc pas marchander avec lui. Il est l'ennemi de tous parce qu'il défend le *statu quo.*

---

*) Anatole Leroy-Beaulieu écrit dans la préface du Livre de René Henry: *Questions d'Autriche et d'Orient*, Paris 1913, que « l'Allemagne bismarckienne a sur nous comme sur les Russes la supériorité de posséder une constitution fédérale qui lui permettrait de faire entrer dans le nouvel Empire les peuples ou les Etats voisins, *sans leur ravir toute autonomie, sans détrôner leurs princes et leurs dynasties, sans que l'annexion fût toujours, pour eux, synonyme de décapitation ou de denationalisation* ».

Il est des personnes qui n'admettent cependant pas que l'Allemagne n'ait pas eu des visées pangermanistes. Ce n'est pas qu'elles soient dupes de la propagande française et qu'elles prennent au sérieux les livres et articles de journaux de quelques patriotes allemands mal lunés, mais c'est parce qu'elles ne comprennent pas que l'Allemagne après 1870 se soit arrêtée à mi-chemin, parce qu'elles ne comprennent pas quelle n'ait pas voulu pousser plus loin la réalisation du rêve allemand.

Il faut donc leur rappeler encore une fois ce qu'est l'Allemagne fondée en 1870.

Elle avait été fondée, à l'exclusion de l'Autriche, par la Prusse. Elle était le résultat des longues luttes entre l'Autriche et la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne. L'année de 1870 a décidé de cette lutte. Elle fut en même temps l'année de naissance et de la nouvelle Allemagne et de la nouvelle Autriche qui désormais pouvaient vivre ensemble dans une intimité profonde et pleine de confiance, telle qu'on n'en a jamais vue entre deux grandes puissances. Mais il fallait que le principe même qui avait présidé à la formation de la nouvelle Allemagne restât en vigueur. La nouvelle Allemagne s'était formée sans l'Autriche, mais non pas sur les décombres de l'Autriche ni contre l'Autriche. Elle s'était basée sur l'hégénomie prussienne à l'intérieur, en Alle-

magne, et sur la collaboration avec l'Autriche en Europe.

Or la prépondérance prussienne en Allemagne excluait sans autre tout élargissement de l'empire. L'entrée de nouveaux États aurait menacé cette prépondérance, elle aurait de nouveau amené cet état d'équilibre mal assis qu'avait connu la vieille Allemagne. On se rappelle les objections qu'on avait fait valoir contre l'autonomie de l'Alsace-Lorraine en Allemagne, réalisée plus tard cependant. Par l'accroissement des voix non prussiennes dans le Conseil Fédéral on craignait d'affaiblir le principe prussien nécessaire à l'Empire de 1870. L'entrée d'autres Etats aurait en outre ramené les grandes difficultés religieuses qui avaient empoisonné l'histoire de la vieille Allemagne. La nouvelle Allemagne s'était formée, riche des expériences néfastes qu'avait faites l'ancien Empire. Pour que la plus grande partie du peuple allemand pût vivre en un Etat fort et garanti contre les difficultés internes, soit politiques, soit religieuses, on devait renoncer à la réalisation complète du principe des nationalités et à toute conquête. L'empire créé par la Prusse devait être hostile à toute idée annexionniste. La Prusse, que ses adversaires ont toujours représentée comme le foyer de l'agitation impérialiste, était au contraire le foyer de l'idée antiannexionniste. Rien ne pouvait être moins prussien que l'idée pangermaniste.

La grande idée politique de Bismarck avait été tout simplement celle-ci: une bonne place pour la Prusse en Allemagne et une bonne place pour l'Allemagne en Europe. Une Prusse bien assise en Allemagne était la condition préalable pour une Allemagne bien assise en Europe. A ces deux fins l'existence d'une Autriche forte et amie était nécessaire. L'idée politique prusso-allemande exigeait le maintien du *statu quo* en Allemagne et en Autriche et, par conséquent, en Europe.

On pourrait s'imaginer qu'une Allemagne autrement conçue que celle créée par Bismarck aurait aspiré à s'élargir. Celle de Bismarck était par définition liée à son statut territorial. Son désir naturel devait évidemment être de gagner en influence et en considération dans le monde, mais non pas par l'acquisition de nouveaux territoires.

L'Allemagne ne pouvait donc être annexionniste parce qu'il y avait la Prusse contre laquelle devaient forcément se heurter tous les rêves dangereux parce que susceptibles de rompre l'équilibre en Allemagne et en Europe. L'Allemagne telle qu'elle a été constituée par Bismarck n'était certes pas parfaite. La Prusse l'est certes encore moins. Mais au point de vue du maintien de la paix européenne on ne pouvait rêver mieux, à condition toutefois que les autres pays fussent, comme elle, mûs par des intérêts nationaux et un idéal national absolument contraires à l'idée annexionniste.

Nous avons vu que l'idéal national allemand ne pouvait pas être un élargissement territorial en vertu du principe des nationalités, que les aspirations vers l'unité étaient considérées comme réalisées par la fondation du nouvel Empire. Quel était alors l'idéal de la majorité de la nation? Nous n'avons pas la prétention d'examiner cette question complexe dans le cadre de ce travail. Ce sera une tâche immense que d'écrire un jour l'histoire de l'idéal allemand avant 1914. Mais si nous tenons compte de toutes les tendances multiples qui se sont manifestées en Allemagne à partir de 1870 jusqu'en 1914, si nous tâchons d'indiquer sommairement ce qui préoccupait tous les cerveaux et tous les cœurs allemands, nous dirons: l'idéal de l'Allemagne moderne n'était pas l'extension du territoire national, l'accroissement de la gloire de la patrie, mais l'épanouissement de toutes ses forces économiques et sociales. L'idéal de l'Allemagne était le Travail. Le travail individuel et le travail collectif, le travail intense et fertile. Sans manquer de grands artistes, de grands poètes, de grands savants, l'Allemagne était moins le pays des poètes et des penseurs que le pays des travailleurs. Faire du bon travail et du travail utile, voilà l'idéal de la nation. C'est à cet idéal qu'elle devait son prodigieux développement économique. C'est cet idéal aussi qui donna naissance au sens social qui distingue l'Allemagne monarchique

des républiques politiquement plus avancées qu'elle. La politique sociale allemande, le socialisme d'Etat et le socialisme ouvrier ne sauraient être compris sans cet idéal.

Néanmoins on avait voulu voir une menace de guerre dans cet acharnement au travail. L'Allemagne est forcée de travailler pour vivre, disait-on. Son amour du travail ne peut pas s'exercer seulement dans les limites étroites du pays. De là l'émigration allemande. Cette émigration est formidable. Elle est un danger. Les ouvriers allemands fixés à l'étranger sont les avant-gardes de l'invasion. L'émigration croissante obligera un jour l'Allemagne de conquérir des pays pour y déverser le surplus de sa population.

C'est encore Victor Cambon qui nous aidera a réfuter cet argument faux et dangereux, bien que cet auteur voulût précisément faire état de la puissance menaçante de l'Allemagne: « Récemment, écrit-il, « un rapport officiel de notre consul général à Francfort nous a fait connaître une singulière statistique. « Nous y lisons que si en 1881 221,000 Allemands « quittaient leur patrie, ce nombre en 1910 est réduit « à 25,000; par contre, alors qu'en cette même année « 1881 on ne comptait en Allemagne que 433,000 « étrangers, on en trouve 1,260,000 en 1910. *Pour que « ces déshérités du reste de l'Europe y affluent, il faut « donc qu'ils y trouvent du travail bien rémunéré* »*).

---

*) Victor Cambon: Les derniers progrès de l'Allemagne.

Sans le vouloir, Cambon, en rappelant à ses compatriotes ces faits importants, faisait justice d'une des erreurs les plus fatales qu'ait commises l'étranger en jugeant l'Allemagne. Non seulement l'Allemagne était à même de nourrir tous ses enfants et de leur donner du travail. Elle était encore assez riche et il y avait assez de travail chez elle pour qu'elle pût largement ouvrir ses usines et ses ateliers, ses champs et ses chantiers aux étrangers venant de pays moins favorisés. Elle n'avait nul besoin d'annexer des pays étrangers pour nourrir ses enfants et pour leur donner du travail.

L'idéal du travail n'était donc guère fait pour inciter le pays et ceux qui le gouvernaient à chercher des conquêtes. La force qu'il conférait à la nation ne pouvait résider que dans la nation elle-même. Il n'y avait pas d'idéal plus pacifique que celui-là.

Il y avait néanmoins des gens en Allemagne qui ne rêvaient que plaies et bosses, des patriotes ombrageux prônant des idées confuses de domination mondiale, les pangermanistes, comme on les appelait, bien que leur idéal ne fût nullement une Allemagne augmentée des Allemands vivant hors des frontières du pays, mais simplement une Allemagne plus puissante. L'existence de ce groupe politique est indéniable. Mais c'est un fait avéré qu'il était très peu important, qu'il ne faisait parler de lui qu'en

dehors de l'Empire. L'étranger l'exploitait pour justifier une politique de méfiance et d'hostilité envers l'Allemagne. En Allemagne même il n'était pas pris au sérieux, et si finalement on se préoccupa de ses faits et gestes, ce fut uniquement à cause du retentissement immérité qu'ils avaient eu à l'étranger.

« Je me sens prêt, dit le professeur américain « M. George Stuart Fullerton, dans un livre paru depuis « la guerre*), à affirmer sans hésiter que la nation « allemande n'a pas, dans ces récentes années, con- « sciemment inauguré une campagne d'impérialisme, « avec la signification qu'on donne communément à « ce mot. Certains Allemands écervelés ont publié des « livres dépassant la mesure, *et ces livres ont été plus « lus et commentés dans les pays étrangers que dans « le pays même où ils ont vu le jour.* Ceci est absolu- « ment naturel. L'Allemagne est une nation nouvelle « et une nation forte. Elle inspire, à ceux qui la re- « gardaient autrefois avec un dédain plus ou moins « bienveillant, l'appréhension toujours inspirée par la « force. Mais, au cours de maintes conversations avec « des Allemands de toutes les classes, tant militaires « que civils, je n'ai jamais entendu discuter les livres « en question, avant d'avoir mis le sujet en avant « moi-même, ce à quoi je fus poussé par la lecture

*) George Stuart Fullerton, Professeur à l'Université Columbia, New-York. La Vérité sur la nation allemande, trad. française, Bruxelles 1916.

« des journaux anglais et américains. On n'accorde pas « plus d'importance à pareil langage en Allemagne « qu'on ne prend au sérieux les paroles des extrêmes « dans notre propre pays. Je ne fais pas allusion à « ce qui a été imprimé après l'explosion de la guerre, « mais à ce qui a été écrit auparavant et peut être « considéré comme représentant le sentiment allemand « dans les conditions normales. *La masse des Alle-* « *mands avait soif de paix et souhaitait le déve-* « *loppement économique rendu possible par le règne* « *de la paix. Elle ne songeait pas à entreprendre* « *des conquêtes,* bien qu'elle fût préparée à une éner- « gique défense ».

Il ne faut pas oublier, en outre, que les quelques journaux belliqueux n'avaient qu'un nombre de lecteurs très restreint, et que les journaux qui représentaient ou qui dominaient l'opinion publique en Allemagne comme le *Berliner Tageblatt*, la *Frankfurter Zeitung*, les *Münchner Neueste Nachrichten*, etc., etc., n'étaient rien moins que des journaux chauvins. Les *Generalanzeiger*, c'est-à-dire les grands journaux de province, qui avaient un tirage de plusieurs millions, étaient également des feuilles de nuance libérale et radicale.

Il faut, d'autre part, comprendre le caractère et les causes du chauvinisme de cette minorité chauviniste. Ce n'était pas un chauvinisme aux idées préconçues, un chauvinisme agressif, né du besoin de domination, du

besoin de conquêtes et d'annexions. Ceux qui étaient chauvins en Allemagne, l'étaient par réaction contre l'étranger. Les pangermanistes allemands n'étaient, au fond, que des pacifistes désabusés. Ce sont les guerres de conquête entreprises par les autres pays, c'est l'impérialisme français et anglais qui était la cause de leur agitation. Ils se rendaient compte de l'emprise franco-anglaise sur le monde, ils y voyaient un danger sérieux pour leur patrie. Ils souffraient de l'impassibilité du gouvernement allemand. Tout s'agitait autour de l'Allemagne, et l'Allemagne seule restait immobile. Toutes les grandes puissances élargissaient leurs territoires et augmentaient leur pouvoir, et l'Allemagne seule restait ce qu'elle avait été. C'est ainsi que s'éleva le cri : Il nous faut une politique plus énergique. Et ce cri n'était pas un cri de guerre contre l'étranger, mais le cri de l'opposition contre le gouvernement allemand. Le pangermanisme allemand est une preuve de la politique calme et prudente du gouvernement allemand. La France et l'Angleterre n'avaient pas besoin d'un parti panfrançais et panbritannique, parce que tout le monde y était partisan d'une plus grande France et d'une plus grande Angleterre. En Allemagne, il fallut fonder une ligue spéciale pour exprimer, en opposition avec le reste du pays et avec le gouvernement, les idées qui, dans tous les autres pays, étaient les idées des milieux gouvernants et de toute la nation.

Le pangermanisme était même en quelque sorte nécessaire à l'Allemagne. Trop peu soucieux des problèmes de la politique mondiale, préoccupée uniquement de son essor économique, vivant surtout pour son idéal de travail et de justice sociale, l'Allemagne se serait endormie dans une sécurité trompeuse, si l'agitation des pangermanistes ne l'avait pas rappelée de temps en temps aux réalités. Détestables s'ils avaient formé la majorité ou s'ils avaient détenu le pouvoir, ils pouvaient rendre de réels services comparables aux services que rendaient dans un but contraire dans certains pays chauvins et belliqueux les minorités socialistes. Mais leur influence n'allait pas plus loin. Ils avaient été inaptes à déchaîner la guerre. Quand la guerre de 1914 a éclaté ils voulaient peut-être en faire leur guerre à eux. Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir de leur erreur. La guerre se faisait contre eux et contre leurs idées. Jamais ils n'avaient été aussi impuissants que durant la guerre.

C'est encore Victor Cambon qui a clairement reconnu l'action inoffensive et même nécessaire des pangermanistes. « Absorbée par de telles occupations, « écrit-il, *la majorité du peuple allemand ne désire* « *guère les complications extérieures, qui sont même* « *pour lui un véritable cauchemar.* Cette race a trop « de logique pour ne pas calculer qu'elle a plus à

« gagner par le travail que par le canon. Dans cer-
« tains milieux on aurait volontiers tendance non à
« s'antimilitariser, *mais bien à se démilitariser.* Le
« gouvernement et les pangermanistes le savent et
« veillent, *car la situation de l'Allemagne, au centre*
« *de l'Europe, entourée de peuples qui seront peut-*
« *être demain ses ennemis, ne vaut que par la force*
« *de son armée, de même que son commerce n'est*
« *assuré que par la puissance de sa flotte* ».

On ne saurait mieux caractériser le pacifisme de la nation allemande, justifier son « militarisme », et expliquer le rôle joué par la petite minorité pangermaniste, empêchant la majorité du pays de négliger les devoirs défensifs que lui imposait précisément son idéal pacifique. C'est d'ailleurs le même rôle mal compris que les pangermanistes jouent depuis la guerre. Ils craignent toujours que la nation ne manque encore d'intérêt pour les nécessités nationales, militaires et politiques. S'ils font beaucoup de bruit, cela ne veut pas dire qu'ils veulent faire crier tout le monde avec eux, mais simplement qu'ils veulent qu'on les écoute et qu'on réfléchisse.

D'ailleurs M. Lloyd George lui-même, président du conseil d'Angleterre aujourd'hui, a reconnu la nécessité qu'il y a pour l'Allemagne de se tenir sur ses gardes. Il ne s'est pas même contenté comme M. Cambon d'expliquer et de justifier l'action des pangermanistes, mais il est allé jusqu'à défendre ce militarisme

allemand que depuis il a dénoncé en tant de discours violents comme responsable de la guerre actuelle. En 1908, le 28 juillet, M. Lloyd George disait, en effet, dans un discours prononcé à Londres ceci :

« Regardez la situation de l'Allemagne. Son armée « est pour elle ce que notre marine est pour nous : « sa seule défense contre l'invasion. Elle peut avoir « une armée plus forte que celle de la France, de la « Russie, de l'Italie, de l'Autriche, mais elle se trouve « entre deux grandes puissances qui, alliées, pourraient « déverser sur elle un bien plus grand nombre de sol- « dats qu'elle n'en a. N'oubliez pas cela quand vous « demandez *pourquoi l'Allemagne est effrayée par les « alliances et les arrangements, par le travail mysté- « rieux qui apparaît dans la presse et par les insi- « nuations du* Times *et du* Daily Mail. *Voici l'Alle- « magne, au milieu de l'Europe, avec la France et la « Russie de chaque côté, dont les armées réunies sont « plus fortes que la sienne.* Supposez que nous ayions « devant nous une alliance possible qui pourrait nous « exposer à l'invasion, supposez que l'Allemagne et « la France, ou l'Allemagne et l'Autriche, aient des « flottes qui, unies, seraient plus fortes que la nôtre, « ne serions-nous pas effrayés ? N'armerions-nous pas? « Naturellement, nous le ferions. »

Pour clore cet exposé sur les tendances politiques de l'Allemagne, disons encore un mot du rôle joué par l'empereur que, depuis la guerre, les

hommes politiques français et anglais ont accusé d'être l'auteur responsable du désastre, auquel on a reproché des ambitions de conquérant formidables et que, dans de nombreux livres et articles on a voué en France aux châtiments les plus horribles, le voyant déjà, « dans une triple cage de fer, suprême attraction, tour à tour, de Paris, de Londres et de Pétrograd, rongé par le cancer de Dieu, hurlant de douleur et de rage »*). Avant la guerre les ennemis actuels de l'Allemagne étaient par contre généralement d'accord pour voir dans l'empereur un partisan sincère et loyal de la paix, qui ne rêvait ni conquêtes ni violences. Et c'est dans une publication française d'avant la guerre, consacrée à Guillaume II, que nous retrouvons traduits en français quelques-uns des discours impériaux les plus significatifs et les plus caractéristiques à cet égard**). Rappelons ici le fameux discours prononcé le 22 mars 1905 à Brême:

« Je me suis juré, lorsque je suis monté sur le « trône, après le puissant règne de mon grand-père, « qu'autant que je le pourrais, *je laisserais se reposer « les baïonnettes et les canons,* mais que les baïon- « nettes et les canons devraient être tenus affilées « et en bon état, afin que la jalousie et l'envie du

*) *Bouloc: Visions de Guerre et de Victoire.* Paris 1915.

**) *Jules Arrée: Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense.* Paris 1911.

« dehors ne puissent nous empêcher de cultiver notre « jardin et d'arranger notre maison à l'intérieur. Je « me suis promis, d'après mon expérience et les leçons « de l'histoire *de ne jamais songer à un vain empire « du monde.* Car que sont devenus ces soi-disant grands « empires du monde ? Alexandre le Grand, Napoléon I[er], « tous les grands capitaines se sont baignés dans le « sang et ont laissé des peuples asservis qui aussitôt « se sont soulevés et ont amené la ruine de l'empire.

« *L'empire que j'ai rêvé, le voici : l'empire alle- « mand, récemment né, doit avoir la confiance de tous, « être considéré partout comme un tranquille, honnête, « paisible voisin,* et si l'on parle peut-être un jour d'un « empire mondial de l'Allemagne ou d'une souverai- « neté mondiale des Hohenzollern, *elle ne doit pas être « fondée sur les conquêtes de l'épée, mais sur la confiance « réciproque des nations unies dans un même but* ».

Est-il nécessaire d'analyser enfin le caractère annexionniste ou antiannexionniste des alliés de l'Allemagne ? La Bulgarie, spoliée par ses voisins balkaniques, désirant uniquement rétablir son unité nationale, la Turquie, amoindrie de tant de provinces musulmanes, peut-on vraiment les considérer comme des pays à tendances annexionnistes. Et l'Autriche-Hongrie ? De toutes les grandes puissances c'était bien elle la seule chez laquelle on ne pouvait découvrir la moindre tendance impérialiste. Elle avait annexé la Bosnie

et l'Herzégovine d'accord avec les Puissances, se chargeant par-là d'une mission hautement civilisatrice dans un intérêt essentiellement européen. Ses ambitions s'étaient arrêtées là. Elle ne pensait qu'à se réorganiser elle-même, à instituer un nouveau régime intérieur fait de plus de justice et de plus d'égalité. L'archiduc François-Ferdinand avait projeté d'accorder aux populations slaves la place importante à laquelle elles avaient droit au sein de la Monarchie. Il voulait faire de la Double Monarchie une Triple Monarchie. C'était une œuvre très morale et très intelligente. Et c'est bien pour cela qu'elle se heurtait à l'hostilité des ennemis extérieurs. Si l'Autriche avait poursuivi une politique d'oppression, les Slaves de Serbie et de Russie auraient pu espérer y trouver leur profit. Une Autriche faisant le bonheur de ses peuples slaves n'était pas tolérable au point de vue panslaviste. François-Ferdinand fut assassiné parce que ses projets, réalisés, auraient mis fin aux projets panslavistes.

Ce sont là des faits qu'on ne peut contester. Dès qu'on sort de la légende et de la polémique pour s'appuyer uniquement sur les faits, on voit combien il serait difficile de qualifier d'annexionnistes les tendances politiques dont se sont inspirés l'Allemagne et ses alliés.

Peut-on en dire autant de leurs adversaires?

DEUXIÈME PARTIE

L'Entente annexionniste avant la guerre

Chapitre III

La Serbie annexionniste

L'Allemagne n'ayant pas fait d'annexions depuis sa fondation, il était nécessaire d'examiner si malgré ses antécédents antiannexionnistes elle n'était pas prédisposée ou disposée à des annexions futures. On peut être d'avis qu'un examen pareil est inutile en ce qui concerne ses adversaires. Comme leur histoire et notamment leur histoire récente est une histoire essentiellement annexionniste, la preuve de leurs tendances annexionnistes est-elle vraiment encore à faire? Ne devrait-on pas se contenter de constater que les tendances dominantes dans ces pays n'ont subi aucun changement et passer immédiatement à l'examen les buts de guerre proclamés depuis 1914?

Cette méthode serait parfaitement correcte. Elle offrirait cependant l'inconvénient de ne pas éclaircir suffisamment la question des annexions telle qu'elle se présente dans la guerre actuelle. Il est vrai que les gouvernements alliés ont proclamé solennellement leurs visées annexionnistes et ont

décidé de continuer la guerre jusqu'à ce que ces buts soient atteints. Mail il faudrait pour les condamner justement pouvoir prouver que, d'une part, ces Etats nourrissaient avant la guerre des ambitions annexionnistes *particulièrement contre leurs adversaires d'aujourd'hui*, ambitions que la guerre n'a fait que préciser, et que, d'autre part, elles tendaient aux buts de guerre proclamés enfin officiellement par les gouvernements de l'Entente. C'est alors seulement qu'à côté de leur passé annexionniste, justifiant déjà à lui seul toutes les craintes et tous les soupçons, nous aurions la preuve irréfutable qu'à l'encontre de ce que nous avons dit de l'Allemagne les nations de l'Entente sont entrées dans cette guerre et l'ont conduite avec une mentalité et une volonté radicalement annexionnistes.

Parmi les pays de l'Entente il en est dont les tendances annexionnistes avant la guerre sont, au su de tous les contemporains, impliquées directement dans les origines même de cette guerre. Ce sont la Serbie, la Roumanie et l'Italie.

C'est un fait incontestable et d'ailleurs incontesté que la Serbie d'avant la guerre, après s'être agrandie dans les deux guerres balcaniques aux dépens de la Turquie et de la Bulgarie, aspirait à s'incorporer les parties jougo-slaves de l'Autriche-Hongrie. Les défenseurs de la Serbie ont pu contester la complicité de la Serbie officielle dans la tragédie de Séra-

jévo. Ils n'ont cependant pu contester l'existence d'*aspirations panserbes.* Ils les ont même approuvées. Ils n'en ont pas fait un grief à la Serbie, mais bien à l'Autriche-Hongrie. L'Autriche avait le grand tort de se composer, entre autres, de territoires ambitionnés par le royaume serbe. Ne pas vouloir son propre démembrement, voilà le crime de l'Autriche! Par contre, tendre de tous ses efforts à ce démembrement de la monarchie danubienne, n'était, aux yeux des amis de la Serbie, nullement un crime, mais une politique hautement louable et digne d'appui.

Le gouvernement austro-hongrois avait, au mois de juillet 1914, constitué un dossier formidable, bien que loin d'être complet, relatif aux aspirations annexionnistes de son turbulent voisin. Ce dossier avait été remis à toutes les puissances, et il n'a pu être infirmé depuis. La guerre, au contraire, une fois déchaînée, confirma en face du monde entier le bien-fondé des accusations austro-hongroises.

En France où l'opinion publique se renseigne uniquement par la presse qui, elle, ne se renseigne pas du tout, on partait toujours, en jugeant des ambitions serbes, d'un point de vue absolument faux. L'émotion serbe aurait été justifiée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche. Les Serbes avaient été spoliés par la Monarchie, etc. etc. Avec de pareilles tirades on croyait trancher la question austro-serbe et l'on se croyait en droit d'approuver

sans restriction les intrigues nationalistes du petit royaume. M. Viviani lui-même, après la tragédie de Sérajévo, se rangeait au point de vue serbe*). En France on considérait, en effet, la question de Bosnie-Herzégovine comme une autre question d'Alsace-Lorraine.

Or, rien n'était plus faux et plus inexact que cette conception. L'Autriche-Hongrie n'avait pas enlevé ces provinces à la Serbie, comme par exemple la Russie avait enlevé la Bessarabie à la Roumanie. L'Autriche les avait prises à la Turquie. Elle les avait administrées d'accord avec l'empire ottoman et de toute l'Europe, elle les avait finalement incorporées à la Monarchie avec le consentement des puissances et celui de la Turquie elle-même. Les Serbes n'avaient aucun droit sur ces provinces. Le droit ethnique, droit qu'on a inventé pour les besoins de la cause et qu'on se garde bien d'invoquer dès qu'il devient gênant, les autorisait-il à réclamer les provinces serbo-croates de l'Autriche-Hongrie? Avec le même droit, et avec plus de droit même, l'Autriche-Hongrie, en se basant sur le principe des nationalités, aurait pu annexer toute la Serbie et tout le Monténégro. Toute la péninsule balcanique avait été turque. L'Autriche-Hongrie s'est formée au cours des siècles et est devenue un empire en

---

*) Voir le *Livre bleu*, publié par le gouvernement serbe.

partie slave en libérant les Serbo-Croates et les Roumains de la domination turque. Les dernières provinces serbes et roumaines de l'empire turc, la Serbie, le Monténégro, la Roumanie actuelle, furent érigées par les puissances européennes en principautés plus ou moins indépendantes. En se plaçant au point de vue du principe des nationalités, on pourrait donc plutôt regretter que l'Autriche-Hongrie, en facilitant la libération de la Serbie et de la Roumanie turques ne les ait pas réunies immédiatement avec les Serbes et les Roumains de la Monarchie. Comme il n'y avait ni Serbie ni Roumanie à ce moment, comme il n'y avait que des Serbes et des Roumains indépendants, vivant au sein de la Monarchie, et des Serbes et des Roumains dominés par les Turcs, on n'aurait pas dû s'arrêter à la libération de ces derniers, mais on aurait dû réaliser leur rêve d'unité en les réunissant à leurs frères d'Autriche et de Hongrie, au sein de la Monarchie et sous le sceptre des Habsbourg. Au lieu d'agir ainsi, conformément au principe des nationalités, on créait à côté de l'Autriche-Hongrie serbe et roumaine des petits Etats serbe et roumain qui naturellement n'étaient pas assez forts pour défendre leur nationalité contre la Russie annexionniste. C'est ainsi que la Roumanie perdit la Bessarabie, et que la Serbie tomba de plus en plus sous l'influence panslaviste, c'est-à-dire russe, qui devait lui être si fatale.

Le fait est que l'Autriche-Hongrie n'avait nullement conçu le projet d'annexer les petits pays serbe et roumain. Tout au contraire, elle favorisait, dans un aveuglement inconcevable qui devait avoir les conséquences les plus funestes, les aspirations nationales de ces pays. En annexant la Bosnie-Herzégovine elle renonçait au fameux Sandjak de Novi-Bazar. Lors de la guerre balcanique elle permit aux Serbo-Monténégrins de s'incorporer ce pays qui avait vécu si longtemps sous l'administration austro-hongroise. Elle laissait aux vainqueurs des Turcs toute liberté d'étendre leurs territoires et ne se souvint de ses propres intérêts qu'au moment où la Serbie menaça directement la côte dalmate en poussant ses ambitions jusqu'à la mer. Si l'Autriche avait jamais compté unir les Serbo-Croates sous le sceptre des Habsbourg, elle aurait eu à ce moment-là une occasion des plus favorables. Elle n'en profita point. Saturée de territoires elle ne demandait qu'à rester ce qu'elle était qu'à réaliser l'idéal serbo-croate sans annexions aux frais des deux royaumes indépendants, mais par la création de l'Etat trialiste, rêve cher à François-Ferdinand. On sait que l'archiduc est tombé victime de ce rêve.

La Serbie, par contre, ne cessait de méditer son agrandissement aux dépens de la Monarchie. Lors de la crise de 1909, les puissances se virent obligées de mettre un frein aux ambitions serbes. La Serbie

fit alors la fameuse déclaration de désintéressement au sujet de la Bosnie et de l'Herzégovine; elle prit des engagements solennels qu'elle n'allait pas tarder à violer et dont la poursuite de ses buts de guerre actuels constitue encore la violation la plus flagrante: elle reconnut « qu'elle n'avait pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli en Bosnie-Herzégovine »; elle promit de « se conformer aux décisions que les puissances prendraient par rapport à l'article 25 du Traité de Berlin ». Et « se rendant aux conseils des grandes puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier, et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur un pied de bon voisinage ». Oh! chiffon de papier! ....

Il se peut qu'il y ait eu en Europe avant la guerre — surtout dans les rédactions parisiennes — des gens qui ignoraient les termes de ces engagements. Il n'y en avait pas qui ignorassent l'attitude de la Serbie profondément hostile à l'Autriche-Hongrie, sa politique inspirée par des idéals absolument contraires aux engagements qu'elle avait pris. La presse serbe, ainsi que de nombreuses associations, dont la « *Narodna Odbrana* » fut la plus active, poursuivaient une agitation nettement annexionniste. Les journaux

serbes célébraient comme des héros nationaux des assassins, des hommes qui avaient commis des attentats contre des personnalités austro-hongroises en Bosnie-Herzégovine, tel le «valeureux» Bogdan Zerajic. Le *Politika* publiait par exemple le 18 août 1910 un article très violent contre l'Autriche, faisant l'apologie de cet assassin, suivie d'une poésie pleine de haine féroce contre la Monarchie où nous relevons ces vers: «Empereur, entends-tu, aux éclairs du revolver ses balles de plomb sifflant contre ton trône! Ce coup n'était que le premier messager des pâques glorieuses!» Lors du projet de visite du roi Pierre à Vienne, la presse serbe se livra de nouveau à des attaques incroyables contre l'Autriche. Les injures les plus basses furent lancées contre le gouvernement de Vienne. La dissolution de la Monarchie fut annoncée comme imminente. Parmi ces journaux, une feuille portant le nom suggestif de «*Piémont*» se distinguait particulièrement. Cette agitation ne fit que s'accroître avec les années. Le 8 avril 1914, la «*Pravda*» écrit que «l'Autriche a perdu à l'heure qu'il est le droit d'exister».

A côté de ces articles de journaux et des brochures, dont on pourrait remplir des volumes, il faut mentionner les manifestes et les appels répandus par les grandes associations patriotiques, la Narodna Odbrana et les Sokols. Le meurtre patriotique, commis par Milos Obilic après la bataille de Kos-

sowo — il pénétra dans le camp turc et y assassina le sultan Mourad — est glorifié et proposé en exemple aux patriotes serbes. « Nous nous trouvons en plein Kossovo », dit le Bulletin de la Narodna Odbrana en *1911*. « La Narodna Odbrana ne doute pas que notre peuple ne produise une série de héros *dans le combat imminent que nous livrerons armés de fusils et de canons aux Schwabas et à nos autres ennemis* ». Pourtant la Narodna Odbrana ne s'en contente pas, car « *elle considère également comme une guerre la situation soi-disant pacifique de l'heure actuelle,* et elle appelle des héros à ce combat que nous soutenons en Serbie *et au-delà des frontières* ». Le rapport sur l'activité de l'association des Sokols « *Dusan Silni* » à Kragujewatz, publié en 1914 (avant la guerre), dénonce lui aussi « *l'ennemi du nord* » si dangereux « parce qu'il nous est supérieur tant au point de vue économique qu'au point de vue de la civilisation ». Dans ce rapport on invite tous les Serbes à libérer leurs frères d'Autriche.

Le jour même de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le *Journal officiel serbe* « *Srpski Novine* » publiait en supplément un appel de la « Narodna Odbrana » qui fut distribué à tous les abonnés de la feuille officielle ! Cet appel exhortait les Serbes à libérer leurs frères : « Aujourd'hui où nous nous trouvons en pleine création *d'un grand Etat nouveau,* la fête de Saint-Guy doit être pour nous un jour

de grande joie et de grand orgueil à cause des faits qui en dérivent et encore plus à cause des faits à venir. Hommes et femmes serbes! Des millions de nos frères slovènes, croates et serbes au dehors de nos frontières tournent aujourd'hui leurs regards vers nous, enfants du royaume, et leurs cœurs s'emplissent de foi et d'espoir en voyant notre manifestation imposante d'aujourd'hui pour la cause nationale. A cœur vaillant rien d'impossible! En avant, tous! *La partie de notre tâche sacrée, qui n'est pas encore réalisée, nous appelle!* »

Il est inutile de donner encore ici des détails sur l'organisation de la « Narodna Odbrana ». Tout a été dit à ce sujet dans le *Mémoire du gouvernement austro-hongrois*, envoyé le 25 juillet 1914 aux Puissances accompagné de nombreux documents qui n'ont jamais été infirmés. La « Narodna Odbrana » s'étendait sur tout le royaume. Elle avait d'innombrables ramifications et entretenait de nombreuses « succursales » en Autriche-Hongrie. Les officiers, les hauts fonctionnaires, tout le monde officiel et officieux, y étaient affiliés. Elle entretenait des complicités dans les plus hauts sphères. Notons à ce sujet ce fait caractéristique rapporté dans le Livre rouge autrichien: « Avant d'entrer *dans la salle de réception du Ministère de la guerre royal serbe,* on voit au mur quatre gravures dont trois représentent des scènes d'exploits guerriers serbes, tandis que la

quatrième symbolise la réalisation des tendances hostiles à la Monarchie. Sur un paysage, représentant des montagnes (Bosnie) et une plaine (Hongrie méridionale) pointe la Zora, l'aurore des espoirs serbes. Au premier plan on voit une femme armée *et sur son bouclier on lit les noms de toutes les provinces à affranchir: La Bosnie, l'Herzégovine, la Vojvodina, la Syrmie, la Dalmatie*». Ce fait se passe de tout commentaire....

Renonçons aussi à citer les articles haineux de la presse serbe après l'assassinat de Sérajévo, qui continuent à proclamer des ambitions annexionnistes et dont le ton était si injurieux et si belliqueux que le ministre de Serbie à Vienne lui-même recommanda à son gouvernement de faire cesser ces attaques dangereuses....*)

Evidemment on ne saurait comprendre la politique annexionniste de la Serbie si l'on néglige le rôle joué par la politique russe. Au fond la Serbie n'agissait pas toujours pour son propre compte, mais pour le compte de la Russie. C'est sous l'impulsion russe qu'elle abandonna la sage politique d'entente avec l'Autriche, qui avait été celle des Obrenowitch et qui était la seule apte à rapprocher économiquement, politiquement et au point de vue de leur civilisation les Serbo-Croates de la Monarchie

---

*) *Livre bleu serbe.*

et ceux du royaume. La Russie, qui ne voyait dans la Serbie qu'un pion sur l'échiquier balcanique, favorisait par tous les moyens l'irrédentisme serbe. C'est elle qui est responsable des guerres balcaniques. Elle voulait une plus grande Serbie parce que c'était le moyen le plus sûr d'arriver à une plus petite Autriche et par-là à une plus grande Russie. On sait quel artisan zêlé et adroit de ses desseins l'empire du tsar possédait à Belgrade dans la personne de son ministre, M. de Hartwig, comme aussi du reste dans la personne du président du conseil, M. Pachitch.

On ne saurait résumer la situation politique en Serbie à la veille de la guerre mieux que l'a fait un des meilleurs écrivains de la Suisse romande et en même temps un des hommes politiques les plus ententophiles de ce pays, le colonel Edouard Secrétan, conseiller national et directeur de la *Gazette de Lausanne.* Dans un article de fond intitulé « Autriche et Russie », publié dans la *Gazette* du 28 juillet 1914, ce politicien éminent qui depuis a accordé une si large hospitalité à la propagande serbophile et austrophobe du professeur Reiss, s'élevait contre les intrigues russes en Serbie et la politique provocatrice du gouvernement serbe. Voici les passages essentiels de ce remarquable article:

« En vérité, le crime odieux et stupide de Séra-
« jévo n'a été que la goutte qui a fait déborder le

« vase où depuis trop longtemps l'Autriche-Hongrie « distille sa colère. Elle en veut moins au peuple « serbe qu'à ceux qui le gouvernent à cette heure. « L'Autriche-Hongrie — il ne faut pas l'oublier — a « laissé la Serbie s'agrandir du district de Novi-Bazar « et d'une majeure partie de la Macédoine. Elle a « admis le traité de Bucarest. Elle s'est bornée — « d'entente avec l'Italie et pour les mêmes motifs que « celle-ci — à interdire aux Serbes l'accès de l'Adria- « tique. La Serbie n'a pas cessé pour cela de lui être « hostile ». Ici M. Secrétan intercale un extrait du *Fremdenblatt* de Vienne accusant un « groupe d'officiers serbes » de fomenter l'agitation contre l'Autriche. Et M. Secrétan d'ajouter : « Ce *groupe d'of- « ficiers*, c'est ce qu'on appelle à Belgrade le « *parti « des régicides* ». Dans les articles que nous avons « publiés la semaine dernière, M. Péritch, professeur « de droit à l'université de Belgrade, nous exposait « avec quelle hardiesse les meurtriers du roi Alexandre « s'imposent au gouvernement de M. Pachitch et, « grâce à l'impunité qui leur est acquise, tiennent « prisonniers et le cabinet de Belgrade et le roi Pierre « qu'ils ont placé sur un trône ensanglanté.*) *Ce*

*) Qui ne pense en lisant M. Secrétan à certain passage d'un télégramme de l'empereur Guillaume II daté du même jour, mais encore inconnu alors : « L'esprit qui porta les Serbes à se faire les assassins de leur propre roi règne encore aujourd'hui dans ce pays. »

On voit que le 28 juillet 1914 l'Empereur allemand et le député vaudois étaient encore absolument d'accord . . . .

« *sont eux qui ont inféodé leur pays à la politique* « *russe.* La Russie avait à Belgrade, en ces derniers « temps, le ministre Hartwig, mort il y a dix jours, « et auquel le gouvernement serbe a fait des funé- « railles solennelles comme à un bienfaiteur de la « patrie. M. de Hartwig était omnipotent en Serbie « *et une grande part de responsabilité dans l'état* « *d'esprit qui règne dans les sphères officielles serbes* « *contre l'Autriche-Hongrie revient à cet intrigant* « *diplomate. La Russie s'est fait un jeu d'exciter les* « *Serbes contre la monarchie austro-hongroise. Se* « *sentant appuyée par la puissance russe, la Serbie* « *officielle et la camarilla des régicides qui la com-* « *mande se sont abandonnées sans contrôle à leur* « *antipathie instinctive* ».

Notons que cet article fut écrit alors que l'auteur avait déjà pris connaissance de la réponse serbe à l'ultimatum austro-hongrois qu'il jugeait être très déférente. Néanmoins il crut devoir écrire le réquisitoire sévère qu'on vient de lire.

Aucune réponse serbe, sauf une réponse absolument conforme à ses demandes ne pouvait en effet garantir l'Autriche contre le retour d'une politique aussi formidablemeut annexionniste que celle poursuivie par la Serbie, sous la haute protection de la Russie.

Citons enfin quelques phrases des articles très documentés auquel M. Secrétan faisait allusion, ar-

ticles écrits par un savant et homme politique serbe de marque, le professeur Péritch, de Belgrade, publiés dans la *Gazette de Lausanne* du 24 juillet 1914 et dirigés contre le panslavisme russe qui, d'après ce Serbe clairvoyant, se servait des peuples balcaniques uniquement pour exécuter ses projets hostiles au germanisme :

« Pour le panrussisme ce bloc slave (des Balcaniques), écrit M. Péritch, devait constituer l'aile gauche de l'armée russe dans une guerre à venir de la Russie avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ». Et le professeur serbe accuse le parti gouvernemental en Serbie, le parti radical, de travailler au service de cette politique : « La politique radicale avait été non une politique nationale, mais une politique de race ; elle n'avait pas été une politique serbe, mais une politique slave ». Parlant des élections qui avaient justement lieu en Serbie, le professeur Péritch écrivait encore ces paroles prophétiques : « *La victoire du ministère Pachitch signi-* « *fierait la victoire de l'influence russe en Serbie,* « *influence qui ferait courir à la Serbie un double* « *risque, celui de perdre partiellement en Macédoine* « *le fruit de ses victoires et celui de nouvelles aven-* « *tures de guerre.* Au contraire, la victoire de l'oppo- « sition ce serait la victoire de la politique nationale « serbe et, en outre, ce serait sinon la chute, du moins « la diminution de l'influence russe et, avec elle,

« l'éloignement des risques indiqués tout à l'heure « qu'entraînerait pour la Serbie la victoire des radi- « caux. Dans l'intérêt du peuple serbe qui, après les « sacrifices de toutes sortes que lui ont coûtés les « guerres balcaniques, a besoin de repos et de travail « créateur, *dans l'intérêt aussi de la paix européenne,* « souhaitons que les partis d'opposition obtiennent du « succès dans les élections ».

On sait qu'il n'en fut rien. Les élections se firent sur la plateforme de l'hostilité contre l'Autriche. Le ministère Pachitch resta au pouvoir et ce fut lui qui décida du sort du malheureux peuple serbe durant la crise d'où est sortie la guerre générale.

Chapitre IV

La Roumanie et l'Italie annexionnistes.

Les tendances annexionnistes de la Serbie ne faisaient de doute pour personne. Le fait quelle n'a jamais avoué franchement être partie en guerre contre l'Autriche pour réaliser ses ambitions, mais qu'elle s'est posée en victime d'une agression austro-hongroise nous autorise toutefois à consacrer quelques pages à ces tendances archiconnues. Aurons-nous la même excuse en ce qui concerne la Roumanie et l'Italie? Ces deux pays, en effet, n'ont jamais prétendu avoir été attaqués. Leur guerre est une guerre de conquête franchement avouée. Ils sont entrés dans le conflit mondial sans prétexter le moins du monde y avoir été contraints par une agression quelconque. Ils ont proclamé sans ambages les raisons de leur intervention: *La conquête de territoires appartenant à une autre puissance.* Il serait par conséquent fastidieux de rechercher dans la littéra-

ture, dans les journaux, dans les manifestations politiques d'avant la guerre la preuve de tendances annexionnistes en Italie et en Roumanie. Nous sommes d'autant plus autorisés à renoncer à puiser dans les documents si nombreux et si caractéristiques dont on dispose précisément en ce qui concerne ces deux pays, qu'en matière de documents prouvant la politique nettement annexionniste de ces pays, nous ne trouverions jamais mieux que les textes des déclarations de guerre, remises le 24 mai 1915 et le 28 août 1916 à l'Autriche-Hongrie.

La déclaration de guerre italienne, malgré l'effort qu'ont fait ses auteurs pour effacer le caractère brutal de cet acte diplomatique, ne pouvait pas, en effet, ne pas parler des raisons qui poussaient l'Italie dans la guerre: «Le Gouvernement du Roi, ferme-« ment résolu de pourvoir par tous les moyens dont « il dispose à la sauvegarde des droits et des inté-« rêts italiens, ne saurait manquer à son devoir de « prendre contre toute menace actuelle et future, les « mesures que les événements lui imposent pour *l'ac-« complissement des aspirations nationales.* Sa Majesté « le Roi déclare se considérer dès demain en état de « guerre avec l'Autriche-Hongrie ».

La déclaration de guerre roumaine avoue encore plus franchement le caractère annexionniste de la guerre entreprise.

Bornons-nous en à citer la conclusion:

« Deux années de guerre, pendant lesquelles la « Roumanie a conservé la neutralité, ont prouvé que « l'Autriche-Hongrie hostile à toute réforme intérieure « pouvant rendre meilleure la vie des peuples qu'elle « gouverne, s'est montrée aussi prompte à les sacrifier « qu'impuissante à les défendre contre les attaques « extérieures. La guerre à laquelle prend part presque « toute l'Europe met en discussion les plus graves « problèmes touchant au développement national et « à l'existence même des États ; la Roumanie mue « par le désir de contribuer à hâter la fin du conflit « et sous l'empire de la nécessité de *sauvegarder ses* « *intérêts de race* se voit forcée d'entrer en ligne à « côté de ceux qui peuvent lui assurer *la réalisa-* « *tion de son unité nationale. Pour ces raisons* elle « se considère dès ce moment en état de guerre avec « l'Autriche-Hongrie ».

Les discours prononcés dans les parlements italien et roumain, les télégrammes officiels échangés avec les monarques et les gouvernements alliés faisaient naturellement ressortir avec encore plus de netteté les ambitions annexionnistes qui avaient poussé ces pays à la guerre. L'agitation effrénée qui, aussi bien en Italie qu'en Roumanie, avait précédé l'intervention, les manifestations oratoires de toutes sortes et les démonstrations dans la rue, sont encore dans tous les mémoires. Toujours, enveloppée évidemment dans des sophismes et des injures contre l'Autriche-

Hongrie, la nécessité de la guerre en vertu d'un idéal de conquête a été franchement proclamée.

Nous pourrions donc nous en tenir là. La loyauté nous oblige cependant de tenir compte des circonstances atténuantes, des excuses que pourraient faire valoir ceux qui, sans y être contraints, sont entrés dans cette horrible tuerie uniquement pour agrandir leurs territoires.

L'Italie aussi bien que la Roumanie se réclamaient, en effet, du principe des nationalités quand elles sont entrées en guerre. Les annexions qu'elles méditaient, étaient à les en croire des *libérations*. On comprend à la rigueur que cet argument ait pu être employé avec quelque succès par les deux gouvernements auprès de leurs peuples, qui, par une longue propagande faite durant l'époque de paix, avaient été rendus familiers avec l'idée d'une « guerre de libération ». Mais on comprend moins que cet argument ait pu persuader certains neutres. Le principe des nationalités ne figure dans aucune convention internationale. Il est inconnu au droit des gens. Il n'a jamais été considéré comme un principe fondamental de la vie internationale et des rapports des nations entre elles. Le fait que la composition d'un État quelconque n'est pas conforme au principe des nationalités n'a jamais été admis comme un *casus belli*! Le principe des nationalités est un idéal comme un autre, comme le désarmement, comme

la société socialiste, comme la paix éternelle .... Il n'est peut-être pas une utopie, comme les autres idéals ne sont certes pas tous des utopies. Mais il n'est réalisé nulle part et ne peut donc justifier la guerre et toutes ses horreurs. Il est même douteux que sa réalisation soit souhaitable. Il y a des États qui doivent répudier ce principe. La Suisse est du nombre. La réalisation du principe des nationalités impliquerait sa disparition. Et aucune réalisation de cet idéal ne serait plus dangereuse pour la Suisse que celle voulue par l'Italie. Beaucoup de Suisses sont en effet d'avis que la distinction subtile que certains publicistes ont voulu établir entre la situation du Trentin et de Trieste d'une part et celle du Tessin de l'autre ne tient pas debout. Certainement les habitants du Trentin ne jouissent pas d'une autonomie comparable à celle du Tessin, canton indépendant, faisant partie de la libre Confédération helvétique. Mais on ne saurait soutenir sérieusement que les Italiens du Trentin sont subjugués par une autre nationalité. Avouer d'autre part que le principe des nationalités ne s'applique évidemment qu'aux populations du Trentin, mais non pas à celles du Tessin, c'est-à-dire faire dépendre l'application de ce principe de race de considérations de politique intérieure, équivaut tout simplement à enlever toute signification à ce principe. Il est certain que les Italiens sont parfaitement sincères quand ils affirment ne pas im-

pliquer le Tessin dans leur rêve d'une Italie répondant aux frontières ethniques de la nationalité. Mais ils avouent alors en même temps qu'ils poursuivent une politique non pas idéaliste, mais nettement opportuniste. Ils ne pensent pas à réaliser leur idéal là où cette réalisation n'est pas possible ou elle soulèverait des diffcultés trop grandes, et ils ne tendent à le réaliser que là où ils croient pouvoir le faire sans encombre. Ce n'est donc plus en vertu d'un principe qu'ils veulent agrandir leur territoire et qu'ils font la guerre, mais ils agrandissent leurs territoires et ils font la guerre, en se servant du principe des nationalités parce qu'ils l'ont sous la main, comme ils se seraient servis d'un autre argument si celui-là leur avait fait défaut.

Que dire, en effet, quand on voit ces libérateurs italiens faire la guerre pour affranchir les Italiens du Trentin, qui ont leurs écoles et de nombreuses libertés nationales, en s'alliant aux Français qui, eux, se sont incorporé une bonne partie de la Riviera italienne et la Corse, pays faisant ethniquement partie de l'Italie, mais ne jouissant d'aucun droit national en France? En luttant aux côtés de la France, l'Italie ne renonce donc pas seulement à la réalisation intégrale du principe des nationalités, mais elle travaille précisement à consolider la France, « patrie » de tant d'Italiens, à un point que toute « libération » future de ces régions sera exclue.

La Roumanie nous offre absolument le même spectacle. Par le fait qu'au début de la guerre mondiale elle semblait hésiter de quel côté elle se rangerait, elle avait déjà fait ressortir avec toute la netteté désirable que pour elle l'intervention serait simplement le résultat d'une *combinaison politique* et non pas d'une nécessité nationale inéluctable. Ses ambitions annexionnistes lui semblaient être plus faciles à réaliser du côté austro-hongrois que du côté russe. Ses hommes d'Etat l'ont avoué avec assez de cynisme. Ils ne pensaient pas à libérer la Bessarabie, qui, si la Roumanie eût tenu vraiment à libérer des frères opprimés, aurait été heureuse d'être arrachée au joug russe. Mais ils entreprirent d' « affranchir » les Roumains de la Transylvanie dont l'attachement à la Monarchie ne faisait pas de doute et qui, comme ils l'ont affirmé eux-mêmes dans une protestation solennelle rendue publique après la déclaration de guerre roumaine, n'avaient nul besoin d'être libérés. En Bessarabie cependant, 2,300,000 Roumains attendaient en vain que la mère-patrie les tirât de l'état d'esclavage moral que la Russie autocrate et centralisatrice leur avait imposé. Après avoir perdu peu à peu toutes les libertés nationales qu'aux premiers temps après l'annexion la Russie leur avait encore laissées, ils avaient été russifiés complètement par tous les

moyens. Un écrivain russe *) a qualifié la politique du gouvernement russe en Bessarabie « d'attentat en masse contre des millions d'hom- « mes »: « L'âme de tout un peuple richement doué « est rendue sourde et muette ; tous les genres « de progrès spirituels sont étouffés en lui... La Bes- « sarabie ne pourra devenir un véritable pays civilisé « pour le bien de l'humanité que le jour où elle se « libérera du joug de la Russie, bourreau des peuples, « pour se réunir de nouveau à toute la nation rou- « maine. » Tant que la Bessarabie restera russe, « elle « continuera toujours à mener une indigne vie d'es- « clave, même dans le cas où la Russie deviendrait « libérale ! C'est pourquoi les véritables patriotes « roumains de la Bessarabie s'unissent à toutes les « autres nationalités opprimées de l'Empire pour exiger « leur libération complète du joug de la Russie! »

De nombreux auteurs français ont d'ailleurs reconnu clairement quel danger la Russie, de par ses principes politiques, constituait pour la nationalité roumaine et les aspirations légitimes de cette race. C'est *Edgar Quinet* qui disait **): « L'amitié de la Russie a été plus funeste aux Roumains que l'hostilité de tous les autres peuples réunis. Sous le couvert de cette amitié, *la Russie a enlevé violemment*

---

*) Jnorodetz: *La Russie et les peuples allogènes,* Ferd. Wyss, Berne, 1917.

**) Edgar Quinet: Oeuvres complètes, *Les Roumains.*

aux Roumains une moitié de leur territoire et sourdement envahi le reste». C'est *Michelet**) qui écrit : « Ce que les Tartares faisaient par l'instinct de «la barbarie, la Russie le fait par un machiavélisme « calculé. Tous les vingt ans, elle inonde le pays et « le pousse au désespoir ; elle veut lui rendre désirable « le suicide de sa nationalité... Ses agents ont beau « jeu pour dire : Réfugions-nous au grand Empire, « devenons une province russe... Populations chari- « tables qui venez de verser sur le sort des nègres « tant de larmes d'attendrissement, âmes sensibles, « lectrices émues du bon *Oncle Tom,* n'avez-vous donc « gardé aucune larme pour les blancs ? *Savez-vous bien « qu'en Russie, en Roumanie, en général dans l'Orient « de l'Europe, il y a soixante millions d'hommes plus « malheureux que les noirs ?* »

Alfred Rambeau, professeur d'histoire à la Sorbonne et ancien ministre**), brossait également un tableau sombre et navrant de la politique tyrannique et inhumaine suivie par la Russie à l'égard de la Roumanie. Il rappelle les méfaits des Russes en Roumanie lors de leur intervention en 1769. Il rend hommage aux Turcs qui ont toujours « conservé les

---

*) Michelet : *Légendes démocratiques du nord. Les martyrs de la Russie. Principautés danubiennes.* Chap. VIII. Ce qu'est devenue la Roumanie. Invasions périodiques de la Russie.

**) Alfred Rambeau : *Préface de l'Histoire des Roumains,* par A. D. Xénopol.

nationalités vaincues». Il rappelle qu'à ce moment-là la nationalité roumaine menacée par les Russes fut sauvée par l'Autriche. Parlant de la sixième occupation russe de 1828 à 1829, il dit que « les ministres russes commençaient à jouer dans ces pays le rôle qu'au temps de Catherine II ils avaient joué à Stockholm et à Varsovie... Le régime politique était presque le même à Jassy ou à Bucarest qu'à Varsovie sous la vice-royauté du grand-duc Constantin. C'est à l'absolutisme russe que se heurtèrent les premières tentatives de renaissance intellectuelle en Roumanie. » Faisant mention de la huitième invasion, celle de 1853, Rambeau constate que l'Europe reconnut cette fois-ci le grand danger que courut la nationalité roumaine. « Comme au temps de Catherine II, la présence des Russes dans les principautés détermina l'intervention de l'Autriche, soutenue à distance par la Prusse. »

Un ami sincère de la Russie, *Elisée Reclus*, se voyait forcé de reconnaître qu'à « Kichinev le principal édifice est une énorme prison et qu'en 1877 la Bessarabie moldave possédait 146 écoles dont 10 gymnases, tandis que la Bessarabie russe, contenant neuf fois plus d'habitants n'avait que 220 écoles ».

Nous pourrions multiplier les témoignages faisant foi du martyre de la Bessarabie. Mais un seul suffira pour achever d'édifier le lecteur: celui de M. *Take*

Jonescu en personne, l'homme qui a poussé la Roumanie à la guerre, qui l'a jetée dans les bras de la Russie. Dans un livre paru en 1891*) Take Jonescu fait sévèrement le procès de la Russie annexionniste et de sa politique d'oppression, la Russie dont l'antagonisme avec la Roumanie est irréductible. « *Si le rêve russe de s'emparer des Détroits,* dit-il, *venait à se réaliser, cela signifierait la fin de l'Etat roumain* ». En poursuivant le projet ambitieux de prendre Constantinople, la Russie menace tout naturellement la Roumanie : « *Nous nous trouvons sur son chemin. L'Empire russe a essayé, essaie et essaiera de nous rayer de la carte des peuples.* » Et dans son réquisitoire contre la politique russe, Take Jonescu trouve une formule des plus justes et des plus précises qui fait honneur à sa perspicacité d'homme d'Etat : « Le panslavisme et l'orthodoxie ne servent qu'à masquer les plans de domination de la Russie. *Le panslavisme n'est en réalité que le panrussisme.* »

Le sort d'une Roumanie soumise à la Russie serait, à en croire Take Jonescu, le plus tragique qu'elle pût avoir : « *Elle* (la Russie) *nous préparerait une mort lente et infâme* comme elle en avait préparé une à la Pologne et à la Finlande. »

*) Take Jonescu: *La politique étrangère de la Roumanie,* Bucarest.

Mais ce qui nous intéresse ici avant tout ce sont les opinions qu'émet Take Jonescu sur le sort de la *Bessarabie* dont, selon lui, la libération s'impose. Voici quelques passages des plus caractéristiques et qu'on ne saurait lire sans émotion : « La Bessa-« rabie faisait partie de l'Etat roumain, elle faisait à « peu près la moitié d'une des parties de l'Etat rou-« main... *La Transylvanie ne fut jamais incorporée « à l'Etat roumain* (c'est M. Take Jonescu qui parle « et souligne); contre la Bessarabie nous n'avons pas « de frontières solides, il n'y a que le Dniester qui « puisse former une frontière sérieuse entre la Rou-« manie et ses voisins ; vers la Transylvanie, les Car-« pathes forment une frontière de granit entre les deux « grandes fractions de la race roumaine... Si nous « avions à choisir, nous devrions peser une autre « considération encore. Les soupirs des nos frères « nous parviennent de Transylvanie ; de la Bessarabie « rien ne transpire. *Si la persécution arrive à un si « haut degré qu'elle tarit même la source des pleurs. « elle doit avoir atteint le paroxysme. Les douleurs « muettes sont les plus cruelles.* »

Et voici comment la Russie procéda pour subjuguer la Bessarabie : « Elle n'a reculé devant aucun moyen « pour la *dénationaliser* le plus vite possible. Grâce « à la communauté de foi, on a fait de l'église un « moyen de russification. Grâce au manque d'une « classe moyenne roumaine, on a élargi l'abîme qui

« existe entre la classe paysanne et la classe domi-
« nante... Le gouvernement russe unit la violence au « machiavélisme pour prohiber la lecture des livres « roumains en pays roumains. C'est sans exemple. « Les Roumains de Bessarabie *sont en Europe les* « *seuls esclaves auxquels il soit défendu de lire un livre* « *écrit dans leur langue maternelle.* »

M. Take Jonescu conclut donc : « L'Etat roumain « ne doit pas s'allier à une puissance qui opprime « nos frères, il ne doit même pas entrer dans une « combinaison à laquelle cette puissance se trouve « associée . . . . L'Etat roumain doit se rallier aux « Puissances centrales pour que nous puissions « résister, les forces réunies, à l'invasion des Russes.» « M. Take Jonescu blâme même la France « d'avoir « recherché, dans l'espoir d'une revanche, l'alliance « avec la Russie *dont la victoire reviendrait à l'anéan-* « *tissement de la Roumanie* ».*)

Ainsi parle M. Take Jonescu, l'homme qui plus tard excitait son pays à partir en guerre pour libérer les Transylvains qui « n'avaient jamais fait partie de la Roumanie » et pour trahir les Roumains de Bessarabie....

---

*) Voir pour plus de détails le numéro spécial consacré à la Roumanie, publié par la *Revue de Hongrie*, (directeur Guillaume de Huszár, le 15 octobre 1916, IX• année, tome XVIII), numero, auquel nous avons emprunté les citations qui précèdent.

C'est à côté des oppresseurs des Roumains de Bessarabie, des ennemis héréditaires de toute la race roumaine, que le gouvernement roumain marcha pour libérer les Roumains d'Autriche-Hongrie dont les libertés, la civilisation pouvaient rendre jaloux les Roumains de Russie et même les Roumains de Roumanie... et que, de l'aveu de Take Jonescu lui même, il était très peu urgent de libérer.

Pour toutes ces raisons que nous venons d'exposer rapidement, il est donc impossible de voir dans les ambitions de l'Italie et de la Roumanie quelque chose de plus haut que des ambitions *annexionnistes*. Mais par dessus le marché le caractère réel de la guerre entreprise par ces deux pays est affirmé par le fait qu'ils étaient, jusqu'au moment de leur entrée en guerre, *les alliés de l'Etat sur lequel ils revendiquent aujord'hui des droits découlant du principe des nationalités.*

L'Italie était alliée à l'Autriche, la Roumanie de même. Leur politique étrangère durant de longues années s'était appuyée sur cette alliance. En admettant que le but de cette alliance fût purement défensif, il n'en reste pas moins vrai qu'elle obligeait les deux pays à lutter aux côtés de l'Autriche en cas d'agression, et, à plus forte raison, de ne pas lui faire la guerre. A notre point de vue, l'Italie et la Roumanie étaient tenues de prêter leur secours

armé aux Empires Centraux. Mais ce qui est indéniable, c'est qu'elles s'étaient engagées en tout cas, par leur alliance et leurs déclarations de neutralité, à ne pas leur tomber dans le dos. Or, de toutes les guerres qu'il était possible d'entreprendre contre leurs anciens alliés, il y en avait une qui ne pouvait se justifier d'aucune façon, par aucun sophisme, par aucun prétexte : la guerre de « libération », la guerre en vertu du principe des nationalités. De par leur alliance, de par la politique poursuivie en commun avec l'Autriche-Hongrie, la Roumanie et l'Italie avaient non seulement garanti l'intégrité territoriale de leur allié, mais elles avaient implicitement renoncé à tout droit ethnique sur des populations de la Monarchie. Elles avaient reconnu expressément l'Etat austro-hongrois tel qu'il était.

On nous dira que la France par le Traité de Francfort avait reconnu la cession de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne et que cela ne l'a pas empêchée de préparer la reprise des provinces perdues. En effet, et il est fort regrettable pour la paix européenne que ce traité, dans l'esprit de beaucoup de Français, n'ait jamais été autre chose qu'un chiffon de papier. Mais on aurait tort pour cela de mettre les Français sur le même pied que les Italiens et les Roumains. On pourra reprocher aux Français tout ce qu'on voudra, mais non pas de ne pas avoir tenu leurs engagements. Toujours est-il qu'ils les

ont tenu envers le tsar ! Mais l'exemple de la France, que les Italiens et les Roumains n'ont pas suivi en 1914, est fait, précisement en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, pour confondre ses deux alliés latins d'aujourd'hui. Si la France s'est refusée à faire la paix avec l'Allemagne, la paix morale après la paix politique, si elle n'a pas voulu de l'entente que l'Allemagne lui a offerte tant de fois, si elle a écarté avec répugnance l'idée d'une alliance franco-allemande, qui aurait pourtant assuré la paix européenne et qui lui aurait permis de prendre des revanches éclatantes et pacifiques sur l'Angleterre, *c'est que cette paix morale, que cette entente, que cette alliance impliquaient la renonciation à l'Alsace-Lorraine.* Vivre en bonne entente avec les Allemands, c'est renoncer à la reprise des deux provinces : C'est là l'argument qu'avaient sur les lèvres tous les Français quand on leur parlait d'une réconciliation franco-allemande. Les députés français qui se sont rencontrés à Berne avant la guerre avec les députés allemands, furent injuriés parce que ces « palabres de paix et d'entente » équivalaient à renoncer aux frères subjugués. Les étudiants français qui, sous la conduite du professeur Andler, sont allés faire un voyage d'études en Allemagne en 1907 furent hués parce qu'aller outre-Rhin c'était abandonner l'idée de libérer l'Alsace. Rien de plus dangereux pour la paix que cette attitude, rien de plus fou, mais rien

de plus logique et rien de plus loyal. Les Allemands ne pourront pas reprocher aux Français de les avoir « trahis ». Or, les Italiens et les Roumains, eux, n'ont pas seulement palabré dans des congrès internationaux avec les « geôliers » de leurs frères martyrisés, ils n'ont pas seulement fait de ces promenades à Berne et à Berlin, *ils ont, eux, fait cette entente, ils ont fait cette alliance qui* a priori *impliquait la renonciation à jamais à toute guerre de « libération »*.

L'Italie et la Roumanie n'avaient donc pas les scrupules qu'a eus la France, scrupules qui sont inséparables de la notion de l'honneur d'une nation. Car s'il est admissible de considérer un traité de paix tel que celui de 1870 comme un simple chiffon de papier, il n'est guère honorable de considérer comme tel un traité d'alliance librement conclu et dont on a profité sans cesse et de le déchirer le jour où on le juge utile. Certains Italiens aussi peu sincères que peu scrupuleux ne se sont d'ailleurs pas gênés d'avouer tranquillement leur conception extraordinaire de l'alliance qui liait l'Italie à l'Autriche-Hongrie. Commentant un article de la revue militaire austro-hongroise, *Danzers Armeezeitung*, qui avait dit que depuis des années l'alliance ne servit à l'Italie que pour armer contre l'Autriche sans être dérangée, un auteur italien, M. Papafava, ajoutait en 1913 : « *C'est vrai*. Et précisement parce que c'est

vrai nos hommes de gouvernement le nient *et doivent le nier.* Tous nos efforts doivent tendre vers ce but: *maintenir l'alliance avec l'Autriche jusqu'au jour où nous serons prêts à la guerre.* Ce jour est encore loin. C'est la mission de la nouvelle Chambre que d'accélérer la venue de ce jour par une politique sage, au point de vue diplomatique, financier et militaire. »*)

Et voilà...

« Nous ne sommes pas des Italiens » aurait répondu un haut diplomate français à qui l'on demandait, en 1914, pourquoi la France partait en guerre. Les Italiens et les Roumains seraient donc entrés dans la mêlée parce qu'ils n'étaient pas des Français! Car s'ils avaient été des Français ils n'auraient pas fait d'alliance avec un pays auquel ils voulaient arracher au nom du principe des nationalités quelques territoires, et l'ayant faite, ils ne l'auraient pas attaqué mais secondé. Ceci dit sans animosité contre ces peuples qui tous deux, l'un par son héroïsme stérile, l'autre par ses grands malheurs, ont droit au respect de tous les honnêtes gens, même ennemis. Mais il fallait insister sur la différence qu'il y a entre l'attitude de la France et celle de ses alliés latins et démontrer combien est fausse la légende de la guerre du Droit, qui, en réalité, n'est qu'une

---

*) Papafava: *Dieci anni di vita italiana,* Bari, 1913.

vulgaire guerre annexionniste. Nous ne voulons évidemment pas dire par-là que la France en revendiquant l'Alsace-Lorraine peut bénéficier de ces circonstances atténuantes qu'on doit refuser à l'Italie et à la Roumanie. Nous verrons plus loin ce qu'il en est de cette question. Disons seulement entre parenthèse que si les habitants de la Transylvanie sont des Roumains de race, et ceux du Trentin des Italiens de race, les habitants de l'Alsace sont de race allemande, ce qu'aucune personne de bonne foi ne saurait mettre en doute...

Le gouvernement italien comprenait d'ailleurs fort bien qu'il avait perdu tout droit de se réclamer du principe des nationalités en revendiquant les terres « irredenti » de son allié. S'il a fait allusion au principe ethnique dans sa déclaration de guerre, il a durant les négociations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie qui ont précédé l'ouverture des hostilités argué surtout du préjudice qui lui aurait été causé par la guerre austro-serbe, susceptible selon lui, de changer le *statu quo* dans les Balkans. S'il réclamait quelque chose, il le faisait surtout à titre de « compensation ». Il réclamait simplement le Trentin comme il aurait pu réclamer le Caméroun si cette colonie avait appartenu à la Monarchie austro-hongroise ! Ce n'est par conséquent pas en vertu du principe des nationalités qu'il voulait s'approprier les territoires austro-hongrois en question.

L'Autriche-Hongrie, on le sait, poussa son désir de maintenir la paix avec son alliée jusqu'à admettre le principe des nationalités : elle offrit de céder à l'Italie les territoires dont elle pouvait ambitionner la possession en vertu de ce principe. Mais l'Italie montrant clairement qu'elle ne comptait nullement réaliser un idéal ethnique, demanda de s'installer en Albanie et qu'on lui cédât également Trieste qui est en grande partie slave, et exigea que le nouveau Tyrol italien embrassât également des districts purement allemands.

L'idéal ethnique italien, c'est un fait, aurait pu être réalisé sans la guerre ; mais l'Italie voulait plus que la réalisation de cet idéal. Si après coup elle essaie de justifier devant le monde sa guerre de conquête par le principe des nationalités, c'est donc une supercherie. Sa guerre comme celle de la Roumanie allait, au contraire, à l'encontre de ce principe. C'était une guerre d'annexions, et ceux qui en avaient encore douté s'en aperçurent bientôt, la guerre une fois engagée. Les ambitions annexionnistes en Italie devinrent de plus en plus extravagantes. Les hommes politiques italiens revendiquaient désormais jusqu'à la côte dalmate, habitée par des Slaves, cette côte qui est pour les Serbes, personne ne l'ignore, une « terra irredenta ». L'Italie se révélait annexionniste au détriment de ses alliés serbes ! Le principe des nationalités ? Des politiciens

italiens, des grands journaux, tous les patriotes italiens étaient d'accord sur ce point que les droits ethniques serbes ne devaient pas empêcher la plus grande Italie d'établir sa domination sur la mer Adriatique. Il fallait savoir passer outre au principe des nationalités. L'impérialisme a de ces exigences...

La Serbie, la Roumanie, l'Italie : toutes trois, elles poursuivaient avant la guerre un idéal nettement annexionniste. Toutes trois, elles sont entrées dans la guerre avec un programme annexionniste tout fait. Elles voulaient la destruction de la monarchie des Habsbourg où chacune espérait trouver des nouvelles terres et de nouveaux sujets. Et comme elles étaient sûres que l'Autriche n'était plus qu'un cadavre qu'on n'avait qu'à dépecer, elles se lancèrent sans aucune hésitation dans la sanglante aventure.

S'il est des nations, ou disons pour être juste, s'il est des gouvernements dont la politique annexionniste est nettement établie, ce sont bien les gouvernements de la Serbie, de la Roumanie et de l'Italie.

Chapitre V

La Russie annexionniste

Nous n'avons pu parler de la politique annexionniste des Serbes et des Roumains sans mentionner déjà les tendances dominantes de la politique russe. Nous avons vu que la Serbie et la Roumanie, tout en étant menacées elles-mêmes par le panrussisme, lui servaient en même temps d'avant-garde contre l'Autriche-Hongrie et la Turquie vouées à la disparition pour le plus grand bien d'une Russie étendant de plus en plus ses territoires, accroissant de plus en plus sa puissance.

La Russie s'était formée grâce à une politique annexionniste de grande envergure. Toutes les nations situées entre la mer Noire et l'ancien État moscovite et entre celui-ci et la Germanie avaient été subjuguées et russifiées. La soif impérialiste russe n'était pourtant pas apaisée par ces conquêtes. L'empire gigantesque qui avait broyé et absorbé tant de pays indépendants, qui avait établi sa domination des-

potique sur deux continents estimait malgré ces succès inouïs que l'idéal russe était encore loin d'être réalisé. Le rêve extravagant qui avait hanté tout son passé était resté vivace, plus vivace que jamais, et était passé à l'état de doctrine politique, alourdi de considérations matérielles de toutes sortes, tant économiques que militaires, qui le rendaient encore plus dangereux et plus apte à être enfin réalisé.

Ce rêve était la conquête de Constantinople, destinée dans la pensée russe à devenir la capitale, la Tsargrad, d'une nouvelle Russie, d'une Russie plus vaste, plus colossale, plus puissante encore que l'ancienne. Constantinople russe, c'était la domination russe établie sur la Turquie d'Asie, sur la Méditerranée, et sur l'ancienne Turquie d'Europe, c'est-à-dire sur les jeunes États balcaniques et sur l'Autriche-Hongrie. C'était la Russie sortant de son immense réduit et déversant ses millions de sujets sur toute l'Asie orientale et occidentale, sur toute l'Europe du sud et de l'ouest. C'était la voie ouverte vers la plus grandiose tyrannie universelle que jamais une race eût exercée.

On sait que le fameux testament de Pierre le Grand n'est qu'une mystification. Mais comme on l'a dit avec justesse, cette mystification n'avait été possible que parce que ce faux testament correspondait exactement à l'idéal russe tel qu'il s'est manifesté depuis qu'il y a une histoire russe. Les nom-

breuses guerres contre la Turquie n'ont pas eu d'autre but que la prise de Byzance. A partir du 14me siècle l'Orient a été rempli de ces luttes. En 1763 le feld-maréchal Munnich fit remettre à l'impératrice Anne un plan d'opérations militaires prévoyant la conquête d'Azow, de la Crimée, de Byaligorod, de la Bessarabie actuelle, de la Moldavie, de la Valachie, voire même de la Grèce, et enfin de *Constantinople*.

« Les drapeaux et les oriflammes de la Tsarine », disait-il, « seront plantés *à Constantinople!* Dans la plus ancienne église grecque, dans l'église de Sainte Sophie la tsarine sera couronnée impératrice grecque et elle donnera la paix à tout l'univers sans limites, aux peuples sans nombre. Quelle gloire! Quelle souveraine! Qui demandera encore à qui revient le titre impérial? Au souverain couronné à Francfort... *ou à la souveraine couronnée à Stamboul?* »

Le testament de Pierre le Grand devrait être appelé plus judicieusement le testament de la Grande Catherine. Ce fut, en effet, Catherine II (1761—1769) qui fit le plus pour réaliser l'idéal russe et pour le populariser. En vue de l'Empire futur elle fit baptiser son petit-fils sous le nom de Constantin. Son successeur perdit, il est vrai, le grand but de vue, mais Alexandre Ier, dans les négociations avec Napoléon Ier, lors de la paix de Tilsit, réclamait de

nouveau Constantinople, « la clef de l'empire russe qu'aucun étranger ne devait avoir entre les mains ». Se rendant parfaitement compte que la possession de Constantinople seule ne pouvait garantir à la Russie la liberté d'opérer comme elle l'entendait dans la Méditerranée, il exigeait également, détail particulièrement piquant à l'heure actuelle, la péninsule de Morée et les îles de Tenedos et d'Imbros. Napoléon Ier, plus perspicace que son successeur M. Aristide Briand, voulait garder les Dardanelles, parceque « la Russie aurait eu sans cela également les clefs de Toulon et de Corfou et par conséquent la maîtrise de tout le commerce mondial ».

Comme ces amis de la Turquie ne purent tomber d'accord, celle-ci resta propriétaire des Détroits....

Mais la Russie ne renonça pas à ses projets. Lorsque l'Angleterre, qui à ce moment-là ne s'inspirait pas encore des doctrines politiques chères à Sir Edward Grey et à M. Lloyd George, reconnut comme Napoléon le danger d'une Russie maîtresse des Détroits, elle conclut le 5 janvier 1805 avec la Turquie le fameux traité stipulant la fermeture des Dardanelles pour les navires de guerre de toutes nationalités, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre. La Russie voyant menacé son grand projet entreprit alors de nouveau la guerre contre le Sultan et faute de mieux étendit son empire jusqu'au Pruth... Depuis la Russie est revenue sans

cesse par des négociations diplomatiques ou par des entreprises guerrières à son projet d'un partage de la Turquie, qui, bien entendu, devait lui assurer la possession de Tsargrad, et n'a cessé de se lamenter devant l'opposition de l'Angleterre. La guerre de Crimée mit fin provisoirement aux ambitions russes. Mais elles ne furent pas abandonnées pour cela. Une nouvelle guerre avec la Turquie, en 1877, sembla rapprocher la Russie de son but séculaire. De nouveau l'Angleterre s'interposa. L'armée du tsar dut s'abstenir d'entrer à Constantinople. La paix de San-Stefano et le Congrès de Berlin vinrent clore cet avant-dernier chapitre de l'histoire des efforts russes eu vue de la conquête de Tsargrad. Le dernier se déroule à l'heure actuelle.

Pour qu'à travers les siècles un pays et une race poursuivent inlassablement le même idéal, et ne se laissent rebuter par aucune difficulté, y reviennent sans cesse malgré les plus cuisants échecs, il faut qu'une foi ardente anime et stimule cette extraordinaire impulsion, il faut que cet idéal ait très profondément pénétré dans l'esprit de la nation, de ceux qui la dirigent comme de tous ceux qui participent d'une façon quelconque à la conduite des affaires. Ce fut le cas en Russie, et nombreuses sont les manifestations de cette mentalité impérialiste et essentiellement annexionniste au cours de l'histoire de

cet État, mentalité dont sa politique étrangère n'a été qu'un reflet.

Ces manifestations eurent d'abord un caractère mystique et religieux, ensuite national, et enfin économique. Un des phénomènes les plus significatifs est aussi la fusion qui se produisit entre l'idée slaviste et panslaviste et le rêve byzantin. Ce fut en effet Danilewski, le slavophile, qui, dans son grand ouvrage *Nous et l'Europe*, prêcha en même temps l'évangile de la puissance slave et la nécessité de la conquête de Constantinople. Il entonna un hymne à la gloire du Saint-Empire byzantin de nationalité slave, qui, hélas, n'a pas encore atteint l'apogée de sa grandeur. Il s'exalte à l'idée glorieuse «*d'arracher, malgré la volonté de l'Europe, Tsargrad aux mains des Turcs*» et de l'enthousiasme qui saisira tous les Russes le jour «où l'on dressera sur Sainte-Sophie la croix de la vraie croyance». Il ne veut pas précisément que Constantinople devienne la capitale de la Russie, mais il veut en faire la capitale d'une vaste fédération slave qui se formera sous l'hégémonie russe.

Le grand poète russe Dostoiewski n'était pas d'accord avec Danilewski en ce qui concerne le rôle de Constantinople restant presqu'en dehors de l'Empire russe. Il veut que Tsargrad soit complètement russe, comme il ne veut pas seulement que le tsar soit le libérateur des peuples orientaux, mais leur

maître incontesté. Dostoiewski a consacré tout un essai à ces idées sous un titre qui en dit long sur le contenu: « *Tôt ou tard, Constantinople, malgré tout, devra nous appartenir !* » Il déclare catégoriquement que la Russie ne pourra faire la moindre concession à l'Europe à ce sujet ... « La possession de Constantinople est pour la Russie une question de vie ou de mort! Et il faudra que la Russie fasse la conquête de cette terre promise toute seule, sans l'aide d'autres peuples, pour ne la partager avec personne, pour être l'unique propriétaire de la Sainte Ville ». La préoccupation religieuse revient sans cesse dans l'argumentation de Dostoiewski en faveur d'une Constantinople russe. Il parle toujours de la grande « mission » de la Russie, qui consiste à rétablir le vrai christianisme, celui dont le monde oriental a gardé la bonne tradition. Constantinople est le centre de ce monde oriental, elle sera le centre du monde chrétien. Elle doit donc être russe, complètement et exclusivement russe. Il va sans dire, selon Dostoiewski, que tous les Slaves du Sud devront faire partie de la Russie, de même que les Grecs. Ainsi sous l'égide de la Russie une nouvelle ère chrétienne commencera.

Le professeur Troubetzkoi développait des idées analogues. « Ce n'est pas en poursuivant des buts « étroitement nationalistes et égoïstes que la Russie « peut s'approprier Tsargrad et les Détroits, mais

« seulement au nom d'une pensée «*supernationale*»,
« au nom d'une pensée générale, humaine. A cette
« fin, elle doit vaincre son égoïsme national et mani-
« fester une force spirituelle supérieure à celle des
« peuples qu'elle combat. Car Tsargrad est liée in-
« dissolublement à l'idée d'un tsarisme chrétien. Grâce
« à sa situation centrale et dominante, Tsargrad est
« le centre des espoirs et des craintes les plus
« divers ».

Il va sans dire que ce rêve démesuré ne pouvait se concevoir sans une forte hostilité contre l'Autriche-Hongrie. Danilewski reconnut déjà clairement que le projet d'une Constantinople russe ne saurait se réaliser sans l'anéantissement de la Monarchie danubienne. Il dit entre autres: « La mission de la politique russe est d'anéantir ces deux empires (la Turquie et l'Autriche), la question orientale ne peut être résolue qu'en même temps que la question autrichienne ». Le professeur Pagodine, revenant en 1840 d'un voyage en Autriche, remit au gouvernement russe un mémoire où il déclarait que le moment était venu d'établir sur les ruines des deux empires (Turquie et Autriche) la monarchie universelle russe. C'est enfin le général Paskevitch qui avait trouvé la formule lapidaire: « Le chemin vers Constantinople passe par Vienne », formule qu'on corrigea plus tard en remplaçant Vienne par Berlin.

La poussée vers Constantinople n'était pas la seule grande idée politique russe. Il y avait encore l'idée d'un impérialisme russe s'étendant dans le nord. Il y avait enfin la grande *idée panslaviste*. Nous avons déjà fait remarquer que le rêve byzantin et l'idée panslaviste allaient de pair chez certains propagandistes du projet d'une Constantinople russe. Rien de plus naturel. Le panslavisme — n'oublions pas la forte définition de M. Take Jonescu — n'a jamais été pour les dirigeants russes autre chose que du « panrussisme ». Le panslaviste russe n'aspirait nullement à fraterniser avec les autres Slaves, mais à les russifier. Il ne voulait pas l'union des Slaves, mais leur unification. Le panslavisme n'était rien qu'une formule grossière pour justifier la conquête de nouveaux territoires. Evidemment, la poussée impérialiste et annexionniste russe ne se bornait nullement à la subjugation de peuples slaves. Ni les Finlandais, ni les Tartares, pour ne citer que ces deux races, ne sont slaves. Mais pourquoi ne pas justifier des annexions par une idée de race là où l'on peut le faire?

Pour bien comprendre ce que le Russe impérialiste comprend par l'idée slave, il faut se rappeler que déjà Pouchkin, le plus grand poète de la Russie, exigeait *que tous les fleuves russes appartinssent à la Russie, que toutes les mers dans lesquelles se jettent ces fleuves fussent russes.* Cette idée n'a jamais cessé

d'halluciner les partisans de la « toujours plus grande Russie ». L'idée slave était tout simplement une idée de domination, exactement comme l'idée byzantine. Et des historiens sérieux ne se gênaient pas pour lui donner la formule brutale que nous trouvons citée dans un ouvrage russe : « Nous sommes couverts de gloire ; mais il nous faut revendiquer aussi la gloire de nos aïeux. *Il faut que nous ressuscitions l'empire d'Attila dans toute sa grandeur.* Oui, c'est avec les fortes mains des Slaves qu'il a soumis l'Orient, et c'est à la tête des Slaves que, dans le magnifique orgueil de sa puissance, *il menaça l'Occident de la Nagaïka* » (le fouet des Tartares !)*)

Mais le panslavisme n'était pas seulement un vaste programme annexionniste, ce n'était pas seulement une doctrine mystique exaltant l'orgueil de la race et stimulant la soif de conquête des Russes, c'était aussi un *article d'exportation.* Il était destiné aux peuples balcaniques qu'il rattachait à la Sainte Russie et dont on faisait de cette manière l'instrument de la politique moscovite. La Russie pouvait se féliciter d'avoir obtenu des succès inappréciables, grâce à cette doctrine. On n'a qu'à lire par exemple dans le Livre bleu serbe et dans le Livre orange russe, publiés pendant les premières semaines de la grande guerre,

*) Travaux historiques contemporains, St-Pétersbourg 1845. Extrait de Martin. *La Russie et l'Europe.*

les télégrammes écrits dans un style humble et empreints d'un mysticisme d'esclave du prince-régent Alexandre de Serbie et du président du Conseil serbe, M. Pachitch, ainsi que les réponses hautaines et orgueilleusement paternelles du tsar, pour se rendre compte de la puissance russe sur les autres peuples slaves, puissance en quelque sorte spirituelle, comparable seulement à celle qu'exerce le pape sur les catholiques et le khalife sur les fidèles. Le panslavisme était en outre l'arme perfide dirigée contre l'Autriche, le ferment à l'aide duquel on voulait procéder à le désagrégation de la Double Monarchie. On connaît l'activité déployée par les panslavistes russes dans les provinces slaves de l'Autriche, notamment en Bohême. Dans son livre *Nous et l'Europe*, Danilewski préconisait déjà en 1869, en se basant précisément sur l'idée slave, le partage de l'Autriche-Hongrie et la fondation de plusieurs royaumes nouveaux rattachés à la Russie. Ainsi il prévoyait un royaume formé des Tchèques, des Slovaques et des habitants de la Moravie, et un royaume embrassant tous les Serbes, Croates et Slovènes. Le général Fadeiew demandait l'annexion de la Galicie orientale à la Russie. L'idée de la destruction de l'Etat des Habsbourg devint de plus en plus une revendication nationale russe, dont la réalisation fut considérée comme indispensable aussi bien à l'avènement de la « Pan-Russie » qu'à la conquête de Constantinople.

Les panslavistes libéraux, les néo-slavistes, se rendaient parfaitement compte que le panslavisme en tant qu'article d'exportation devait se défaire de certaines brutalités qui auraient pu effrayer les petits peuples vivant hors de Russie, nécessaires aux projets de la plus grande Russie. Le prince Troubetzkoi, un des chefs du mouvement panslaviste libéral, exprimait comme suit la doctrine de ces impérialistes aux idées avancées*): « La Russie ne peut « s'établir à Constantinople que si elle devient le « centre d'une grande fédération slave. Nos panslavistes ne veulent pas comprendre que l'Autriche « n'existe que grâce à l'antagonisme russo-polonais et « que la fin de ces querelles serait en même temps « la fin de l'Autriche. Ce n'est que quand elle se « sera dépouillée de ses mesquineries nationalistes, « qu'il sera possible à la Russie de se libérer des « derniers vestiges du joug germanique ».

C'est dans le même but belliqueux que certains Français préconisaient une forme de gouvernement plus libérale en Russie, manifestation qui s'est répétée au cours de la guerre. Déjà en 1913, des Français perspicaces déploraient, à l'instar des historiens que nous avons cités en parlant de la Roumanie, que la Russie, pays « destructeur systématique de toute autonomie locale ou nationale », ne sût

---

*) *Rousskaja Molva,* 1913.

annexer un peuple ou un Etat que pour l'assujettir entièrement à la bureaucratie pétersbourgeoise »*).

L'utilisation de l'idée panslaviste ne s'arrêta pas là. Elle servait encore à stimuler la haine de race contre le Germain, haine dont le gouvernement russe avait besoin depuis qu'il avait reconnu que le chemin de Constantinople ne passait pas seulement par Vienne, mais aussi et surtout par *Berlin*. Tant qu'il n'y avait pas eu d'Allemagne, mais seulement une Prusse, la Russie avait espéré pouvoir compter sur l'indifférence prussienne en ce qui concernait ses grands projets. Et la jeune Allemagne victorieuse de la France n'avait pas non plus inspiré immédiatement de la méfiance aux agents de l'idée byzantine. Dostoiewski, par exemple, rêvait d'un partage du monde entre l'Allemagne et la Russie: « Toute l'humanité occidentale à l'Allemagne . . . A la Russie tout l'Orient ». Ce rêve comme toutes les conceptions politiques du grand poète était d'ailleurs également empreint du plus pur mysticisme religieux. Sa sympathie pour l'Allemagne bismarckienne provenait de ce qu'il la croyait hostile au catholicisme et par là même hostile au socialisme et à l'anarchie, qui pour Dostoiewski n'étaient que les conséquences logiques de l'erreur catholique.

---

*) Anatole Leroy-Baulieu, préface de *Questions d'Autriche-Hongrie et questions d'Orient,* par René Henry, 1913.

Mais la plupart des Russes, moins mystiques que le poète, voyaient dans l'Allemagne l'ennemi de la politique annexionniste russe, malgré les bons services rendus à la Russie contre l'Angleterre par Bismarck lors du Congrès de Berlin. Il est vrai que l'antagonisme russo-anglais subsistait toujours. Mais les « Realpolitiker » russes, après avoir passé outre à leurs antipathies pour la France libérale et républicaine, se tournaient également vers l'Angleterre. Ils reconnaissaient facilement qu'avec l'Angleterre aussi ambitieuse et aussi impérialiste que la Russie, ils s'entendraient mieux qu'avec l'Allemagne profondément attachée au *statu quo*. Ils comprirent que l'idée de Dostoiewski d'un partage du monde entre un empire de l'Occident et un empire de l'Orient ne pouvait se réaliser que grâce à une collaboration entre l'Angleterre et la Russie.

Enfin, l'alliance austro-allemande qu'on savait inébranlable fit en même temps bénéficier l'Allemagne de toutes les haines panslavistes accumulées déjà contre l'Autriche-Hongrie. Rien de plus caractéristique dans cet ordre d'idées que les manifestations qui s'étaient produites partout en Russie en 1913 et surtout lors du grand banquet panslaviste de cette même année, au cours duquel, dans un télégramme adressé à M. Sazonow, les participants rappelaient à la diplomatie de l'Empire ses devoirs envers le slavisme et où l'on porta des toasts annonçant la

prochaine libération des slaves d'Autriche *du joug allemand* . . . .

Durant les dernières années qui ont précédé la guerre, toute la vie politique en Russie fut dominée par le rêve impérialiste, rêve byzantin et panslaviste, et par là par une hostilité de plus en plus grande contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Tous les hommes politiques de marque et d'influence, tous les journaux, la jeunesse patriote, les libéraux aussi bien que les réactionnaires, étaient hantés par l'idée de la guerre nécessaire contre les deux empires voisins, d'autant plus nécessaire que la diversion vers l'Extrême-Orient avait fini par un désastre et que, grâce à la nouvelle orientation de la politique étrangère — vers une collaboration de plus en plus étroite avec la France et l'Angleterre, — on croyait être sûr de la réussite de l'entreprise gigantesque. On ne manque pas de preuves, de documents de ce déplorable état d'esprit d'une grande nation qui aurait eu tant de travail civilisateur à accomplir chez elle et qui, affamée de terres nouvelles, regardait fixement au-delà de ses frontières. Les dirigeants de ce pays au lieu d'européaniser la Russie, s'apprêtaient à russifier l'Europe.

En 1900, le général *Kouropatkine* remit au tsar, aux ministres et aux hauts dignitaires de l'empire

un mémoire dans lequel il exposait que la Russie avait trop négligé sa frontière de l'ouest et qu'elle devait s'armer formidablement pour pouvoir accomplir les tâches historiques de la Russie. Ce mémoire n'a été publié que par fragments en 1915 dans le corps d'une brochure, écrite par M. A. Morskoi et intitulée *La puissance militaire de la Russie**). Il y manque certaines parties importantes qui, comme l'explique candidement M. Morskoi, « ne sont pas faites pour être publiées dans les circonstances actuelles ». Ce sont les passages qui ont rapport à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie, à la Turquie, à la Suède et à la Finlande et qu'évidemment on ne tenait pas à mettre sous les yeux des adversaires et des neutres. Mais on peut supposer que les alliés de la Russie avaient eu depuis longtemps connaissance du mémoire intégral. Malgré la discrétion de M. Morskoi ou celle de la censure russe, nous connaissons à peu près le contenu des parties supprimées; nous les connaissons grâce au général Kouropatkine lui-même qui avait publié en 1908 un ouvrage intitulé *Mémoires du général Kouropatkine sur la guerre russo-japonaise* en y reproduisant de nombreux passages du mystérieux mémoire de 1900. Il est vrai que ce livre fut bientôt retiré de la cir-

*) Voir pour plus de détails Richard Pohl: *Russlands Ländergier*, Berlin 1916, auquel nous avons emprunté les données utilisées dans l'exposé qui suit.

culation pour avoir traité certaines questions avec trop de franchise, mais il en restait suffisamment d'exemplaires. D'ailleurs deux nouvelles éditions parurent en 1909 et en 1911, à Berlin, où fut publiée également une traduction en langue allemande.

Or, les textes que nous trouvons dans les deux ouvrages et qui se complètent merveilleusement, constituant la profession de foi d'un des hommes les plus remarquables et les plus influents de la Russie moderne, sont l'aveu le plus cynique de l'impérialisme russe. Si l'on a pu appeler le fameux livre de Danilewski la *Bible du panslavisme,* on pourrait dire des mémoires du célèbre général, parus seulement une dizaine d'années avant la guerre actuelle, qu'ils méritent le nom de *Guide de l'annexionnisme russe.* La Russie dévoreuse de terres et de peuples, la Russie avide de guerres et de sang, la Russie autocrate et barbare y apparaît dans toute sa dangereuse monstruosité.

La Russie du général Kouropatkine étend ses mains rapaces vers tous ses voisins. Entre la vieille Russie et les voisins de l'empire s'élève une formidable digue de pays conquis, de pays subjugués. Cela ne suffit pas pour protéger la Sainte Russie. Il faut que cette digue devienne de plus en plus épaisse. Pour assurer les frontières il faut les étendre de plus en plus. Et pour que cette digue soit vraiment solide, il faut que les peuples qui la composent soient

complètement russifiés. La Finlande n'est pour Kouropatkine « qu'une province russe », c'est une des tâches historiques du XXme siècle que de « l'incorporer à l'idée de l'empire russe », comme une autre tâche est l'incorporation de la Pologne qui n'a pas encore accepté son sort historique et qui doit l'accepter. Pour protéger mieux la Finlande, il faudrait que la Russie eût une meilleure frontière vers la Suède. « La partie septentrionale de cette frontière est trop artificielle; elle n'est pas avantageuse pour nous... » dit Kouropatkine dans un passage du mémoire de 1900, supprimé dans la brochure de M. Morskoi; il ajoute qu'il est désirable « de la corriger à cet endroit », et, bien que cette correction ne lui paraisse pas être assez importante pour motiver une guerre, il continue à insister sur ce fait « que l'état de choses sur cette partie de la frontière ne peut, en attendant, être considéré comme normal ». On ne fera pas de guerre pour ces petites affaires de frontières. Mais celle-là et d'autres, seront dans la pensée du général certainement réglées par la grande guerre, qui fatalement se fera, pour d'autre raisons, la guerre inévitable, qui jettera les bases de la nouvelle Russie, la guerre pour Tsargrad.

Tsargrad, Constantinople! Ce rêve mystique hante le haut dignitaire de l'empire autant que les Danilewski, les Dostoiewski, les Troubetzkoi. Mais pour lui c'est une réalité, la réalité de demain. La diplo-

matie et l'armée russes ne doivent avoir d'autre but devant les yeux que Tsargrad. Le mémoire de Kouropatkine n'est en vérité qu'un traité de la manière de conquérir Constantinople.

La Russie a commis de nombreuses fautes, à en croire Kouropatkine, sans cela elle aurait depuis longtemps pris possession de Byzance et des Détroits. Elle a trop ménagé les petits peuples balcaniques, politique détestable avec laquelle il convient de rompre. Maintenant la tâche est plus difficile, puisqu'il n'y a pas seulement les Turcs, mais aussi les Allemands à monter la garde à l'entrée des Dardanelles. Or, la question des Détroits est une « question de vie ou de mort » pour la Russie. En se consolidant à l'intérieur, c'est-à-dire en russifiant tous les peuples allogènes, la Russie s'approchera de la réalisation du rêve séculaire : « *Il s'agit dans l'avenir de gagner, outre la mer glaciale du nord et la Baltique, un débouché dans la Méditerranée* ». En écrivant cette phrase lapidaire, Kouropatkine nous révèle toute l'immensité des ambitions russes. La guerre d'oppression — « la plupart des guerres du XVIIIe et XIXe siècle furent des guerres offensives ; c'est là la raison de nos victoires », dit Kouropatkine — assurera à la Russie la réalisation de ces ambitions.

Alors commencera le grand règne russe. La Russie prendra un développement industriel formidable. Elle ne sera pas seulement la nouvelle Rome, elle sera

aussi l'Amérique du vieux monde. Elle sera un empire de 400 millions d'âmes. Dans de futures conflits, elle viendra facilement à bout du Japon, de l'Allemagne, de l'Angleterre. Ce sera elle qui règlera désormais les destinées du monde.

Personne n'osera soutenir que les idées de Kouropatkine n'étaient que des idées qui lui étaient personnelles, puisqu'elles furent appuyées par tout le monde en Russie, par les panslavistes et par les libéraux nuance Milioukoff et consorts, et qu'elles étaient franchement avouées par les Russes les plus modérés, voire même les plus pacifiques.

Faut-il encore rappeler à ce sujet la lettre sensationnelle qu'adressait en juin 1914, deux mois avant la guerre, le professeur russe d'histoire Mitrofanoff au professeur allemand, M. Hans Delbrück, directeur des *Preussische Jahrbücher?* M. Mitrofanoff ne haïssait pas les Allemands. Il ne haïssait personne. Mais il était persuadé que la guerre était nécessaire parce que la Russie, la Russie tout entière aspirait et devait aspirer à la réalisation des idées panslavistes et à la conquête de Constantinople. « La poussée vers le sud est une nécessité historique, politique et économique, et l'État étranger qui s'oppose à cette poussée est *eo ipso* un État ennemi ». Cet Etat ennemi, c'était désormais l'Allemagne. C'est en sa qualité de gardien du *statu quo* dans l'Orient qu'elle est haïe par les Russes. Car ils

savent maintenant que Vienne n'est qu'une question secondaire et que « le chemin de Constantinople passe par Berlin ». Ces aveux de Mitrofanoff nous avaient fait mieux comprendre les manifestations germanophobes en Russie quelque temps avant la guerre et l'émotion provoquée par la mission du général allemand Liman von Sanders à Constantinople.

Résumons :

La Russie, le plus vaste empire continental du monde civilisé, la plus grande puissance militariste du monde, l'État qui a le passé le plus impérialiste qui soit imaginable, qui a subjugué le plus de peuples étrangers, dont l'idéal national est le plus arriéré et le plus barbare de tous les pays européens, la Russie nourrit le grand projet de réunir tous les Slaves sous son sceptre, de fonder un nouvel empire dont la capitale, Constantinople, est encore à conquérir. Cette conquête est une obsession pour toute la race. Du haut en bas de l'échelle sociale, à travers toutes les époques de son histoire, cette obsession reste l'impulsion la plus puissante pour l'âme nationale. Pour arriver à son but de longues guerres infructueuses ont été menées contre la Turquie. Pour y atteindre enfin, de nouvelles guerres sont nécessaires. De nouvelles guerres contre la Turquie, mais aussi contre l'Autriche, empire en partie slave et intéressé

au maintien des petits États balcaniques et de la Turquie, et enfin contre l'Allemagne, pays essentiellement antiannexionniste, gardien fervent du *statu quo* territorial en Europe. Militairement et diplomatiquement la Russie se prépare à la guerre suprême qui doit lui donner les clefs de l'Orient et la suprématie en Europe, qui doit soumettre l'Orient à la domination de Moscou et briser l'Europe Centrale. Jamais depuis l'antiquité l'impérialisme n'avait été plus formidable et plus dangereux, jamais on ne l'avait plus cyniquement avoué.

Quand en 1914 le conflit austro-serbe lui offrit un prétexte plausible, la Russie n'hésita donc pas à s'en servir pour réaliser enfin ces buts. Quelques semaines auparavant le ministre de la guerre russe avait annoncé triomphalement dans sa presse que « la Russie était prête ! » Ayant un prétexte fort beau, la défense de la petite Serbie, se croyant militairement prête, sûre enfin de ses alliés, était-il possible que la Russie reculât à la dernière minute devant l'exécution d'un plan vieux de mille ans ?

« Si seulement je pouvais régner durant 200 ans, s'était écriée Catherine II, toute l'Europe devrait alors se soumettre au sceptre russe ! » Catherine était morte, mais sa grande pensée politique était restée vivante. Et les deux cents ans n'étaient pas encore révolus quand le 31 juillet 1914 la mobilisation générale russe donna le signal de la terrible catas-

trophe, et que les cosaques du tsar inondèrent la Prusse pour marcher sur la ville de Berlin, par laquelle — aucun Russe ne l'ignorait plus — passait la route glorieuse vers Constantinople-Tsargrad!

Chapitre VI

La France annexionniste avant la guerre

Depuis la guerre les hommes d'Etat français n'ont cessé d'affirmer qu'il n'y avait pas eu de nation plus pacifique que la nation française, que personne en France n'avait voulu la guerre, que la France avait même renoncé, dans l'intérêt de la paix, à l'idée de reprendre l'Alsace-Lorraine. Ces hommes d'Etat ont cru devoir l'affirmer malgré le passé annexionniste et guerrier de la France, malgré ses ambitions coloniales connues, malgré sa mentalité nationaliste. Ils voulaient donc dire par là sans aucun doute que la France n'avait nourri aucune idée *d'agression* contre l'Allemagne, aucune idée de conquête à ses dépens.

Le fait est que généralement on voulait voir dans l'expansion coloniale de la France un dérivatif utile. L'impérialisme colonial français devait être la compensation pour la perte de l'Alsace-Lorraine. C'est ainsi que Bismarck avait envisagé la question et que

certains Français avaient l'air de l'envisager eux aussi. En réalité, l'Allemagne en laissant à la France les mains libres dans ses vastes entreprises d'outremer a fait un marché de dupe. La France s'est adonnée à ses conquêtes coloniales, sans renoncer à ses projets d'annexions en Europe. Selon la parole tant de fois citée de Gambetta, elle ne parla plus pendant un certain temps de la question d'Alsace-Lorraine, mais elle y pensait toujours. Et en se créant un vaste domaine colonial, elle n'éparpillait nullement ses efforts et n'épuisait pas du tout ses forces, mais d'une part elle renforçait le nationalisme français, l'orgueil militaire de la race et, d'autre part, constituait une pépinière formidable de nouvelles troupes pour la guerre en Europe. N'étant pas assez forte pour entreprendre la conquête de l'Alsace par ses propres forces, elle créa une armée puissante d'indigènes. Quand, quelque temps avant la grande crise dont est sortie la guerre actuelle, des troupes sénégalaises arrivèrent à Paris pour prendre part à un de ces grands spectacles militaires qu'offrait systématiquement à la foule le régime Poincaré, des transports de délire saisirent la population parisienne. Et dans la foule qui acclamait et couvrait de fleurs les sauvages, on entendit plus d'une fois l'exclamation émerveillée: «Ce sont eux qui vont conquérir l'Alsace-Lorraine!» La guerre une fois déclarée, les troupes noires furent en effet

employées dans une mesure qu'aucune guerre continentale n'avait jamais connue.

Les entreprises coloniales de la France ne sauraient donc être considérées comme une preuve que l'idée de revanche était oubliée. Des entreprises militaires en appellent d'ailleurs toujours d'autres. Et une nation dont l'idéal reste la conquête dans les autres continents ne saurait offrir de garanties de son pacifisme en Europe. Pour étouffer les vieilles ambitions annexionnistes de la France il y avait un seul moyen: que la nation adoptât un nouvel idéal, que le pays et le gouvernement prissent conscience des véritables intérêts du pays.

La consolidation du régime républicain et l'affermissement de l'idée radicale semblèrent fournir ce dérivatif. A travers de dangereuses crises nationalistes, la France avait l'air de chercher une nouvelle route et de la trouver. Nous ne pouvons pas écrire ici l'histoire de la pensée démocratique en France depuis 1871 jusqu'à 1914. Mais nous ne pouvons pas non plus méconnaitre l'importance qu'aurait pu avoir cette idée pour la paix européenne et pour une orientation nouvelle du pays. Le fait est qu'avec l'avènement du radicalisme l'idée de revanche perdait de plus en plus de ses partisans dans les foules. L'idée du rapprochement franco-allemand était de plus en plus près de sa réalisation. Et si le régime politique en France avait vraiment répondu à l'idéal

démocratique, nous aurions vu s'évanouir les rêves nationalistes.

Malheureusement, le régime démocratique n'empêchait pas seulement l'orientation nouvelle de la politique étrangère, il favorisait en outre une politique occulte et dangereuse. Ce n'est nul autre que *Marcel Sembat*, grand partisan d'un rapprochement franco-allemand avant la guerre et dénonciateur zélé des appétits revanchards, qui a démontré l'insuffisance du régime démocratique tel qu'il avait été appliqué en France en matière de politique étrangère. Et nul ne l'avait plus chaleureusement applaudi que *Charles Maurras* et les autres chefs du nationalisme « intégral ». L'instabilité ministérielle était en effet un obstacle insurmontable à tout essai de politique étrangère nouvelle et originale. Les ministres des affaires étrangères étaient renversés sans cesse, non pas pour des questions de politique étrangère, mais par le principe de la solidarité ministérielle. Le cabinet était-il mis en minorité pour une question purement parlementaire, aussitôt le ministère des affaires étrangères changeait de titulaire ! Dans ces conditions il était impossible de travailler autrement qu'avec des principes de tout repos, des lieux-communs à la portée de tout le monde et il n'était pas facile de faire œuvre nouvelle et hardie. Mais si la direction du Quai d'Orsay était tout ce qu'il y avait de plus ins-

table, l'administration, elle, ne bougeait pas. Il résultait justement du changement perpétuel des ministres une indépendance presque absolue des organes exécutifs de l'administration des Affaires étrangères. Eux ils travaillaient dans l'ombre, dans la routine et dans l'équivoque. Et si, par miracle, il arrivait qu'un ministre restât en place durant plusieurs années, survivant à toutes les crises ministérielles, il pouvait alors se conduire en véritable dictateur, diriger les destinées extérieures du pays à sa guise. C'est ce qui arriva sous le septennat de Delcassé. Le caractère de sa politique et les conséquences funestes qu'elle a eues pour la France, pour l'idée de paix, pour le rapprochement franco-allemand sont trop connues pour qu'il soit besoin d'insister. L'emprise de l'Angleterre sur la politique étrangère française n'aurait pas été possible sans l'autocratie presque absolue d'un ministre des affaires étrangères agissant dans la complète indépendance de la volonté du peuple.

On peut préparer une action politique à l'exclusion de l'opinion publique. On ne peut cependant la réaliser sans la collaboration, si passive soit-elle, de cette opinion. Nous assistons donc en France durant les années qui ont précédé la guerre actuelle à une propagande intense, dont le but manifeste et souvent avoué était de pénétrer les foules de cet esprit nationaliste et impérialiste qui leur était de-

venu étranger. On se servit de tout: de l'invention et du perfectionnement des ballons dirigeables et surtout des aéroplanes, de l'épouvantail du commerce allemand, de la littérature, du théâtre, de l'amour du panache. Le premier emploi pratique qu'on fit des aéroplanes, ce fut le « Circuit de l'Est », organisé par le *Matin*, le vol vers la « frontière mutilée ». Qu'on relise les tirades emphatiques de la presse française à ce moment-là: c'était du délire. Personne ne songeait à voir dans la conquête de l'air un pas nouveau dans la voie de la civilisation. La cinquième arme! Et voilà! Et Henri Rochefort, préconisant dans ses articles de la *Patrie* le bombardement de Berlin, la terrorisation de l'Allemagne vaincue en peu de temps, n'était pas le seul à concevoir de ces rêves ambitieux. On se rappelle aussi l'aventure du *Journal* de Paris qui voulut organiser un circuit européen, dont Berlin devait être une des étapes. Il est difficile d'imaginer une campagne plus haineuse que celle qui fut entreprise contre ce journal traité d'antipatriotique. Et quel hurlement de joie quand le projet fut abandonné! Nous avons déjà parlé de la campagne contre le *Made in Germany* *). Est-il besoin de parler de la campagne littéraire? A-t-on oublié *les Oberlé* de Bazin, le *Au service de l'Allemagne* et la *Colette Baudoche* de Barrès, la

---

*) Voir chapitre II.

multitude de brochures, de pamphlets, de romans-feuilletons, publiés par le *Petit Parisien*, le *Petit Journal*, le *Matin*, exaltant la haine et la méfiance contre l'Allemand qu'on représentait comme une brute, un intrigant, un espion qui se glissait partout, méditant la perte de la France? Durant des années les murs de Paris furent couverts sans cesse d'affiches colossales, représentant des scènes odieuses où l'on voyait des Prussiens martyriser des Françaises! Toute la propagande d'atrocités que la guerre actuelle a fait éclore y était déjà en germe! Et les théâtres! On jouait partout des pièces, des mélodrames raillant et rendant odieux l'Allemand. Pas de théâtre se respectant qui négligeât de contribuer à cette propagande. Une pièce qu'on joue actuellement dans les théâtres de la Suisse française, et que la presse romande a qualifiée d'« actuelle », faisait fureur dans le Paris d'avant la guerre. C'était le mélodrame *Alsace*, dont Madame Réjane par son art incomparable rendait encore plus efficace l'action perfide. Alors que l'Europe était en paix, que la France, selon les déclarations de ses gouvernants « ne pensait qu'aux œuvres de paix », on déclarait tous les soirs la guerre à l'Allemagne sur les scènes du Boulevard, on reprenait l'Alsace-Lorraine dans les Cabarets, on montrait dans les romans l'infériorité, le ridicule et l'odieux inhérent à la race détestée de l'Allemand. Cela n'était, parait-il, pas

encore suffisant. Le chef-d'œuvre de la propagande chauvine fut le réveil artificiel de l'esprit guerrier et militaire dans un peuple qui, au fond, était profondement attaché à la paix et ne désirait que vivre tranquillement. L'ère poincariste apporta les grands spectacles militaires. Revues de printemps, revues du Quatorze Juillet particulièrement brillantes, retraites militaires parcourant tous les samedis à Paris la rive gauche et la rive droite, imitées bientôt en province, patronnées et accompagnées par des sociétés formées expressément dans ce but: «Les Amis des retraites militaires»! Et les journaux d'exalter à grands coups de grosse caisse l'esprit patriotique qui s'y manifestait...

Dans toute cette agitation l'idée de l'Alsace-Lorraine et d'une plus grande France était toujours présente. L'élection de M. Poincaré elle-même s'était faite sous les auspices de cette idée. M. Pams avait été dénigré comme le type du politicien représentant l'ancien système de la stagnation, de l'indifférence en matière de la politique étrangère. M. Poincaré fut recommandé à la nation en sa qualité d'homme énergique, d'ami et même de favori du tsar et surtout de *Lorrain.* Et Poincaré élu, la Marseillaise, chant apparemment par trop peu nationaliste, ne suffisait plus pour exprimer les aspirations du nouveau règne. Il fallait à la nouvelle France un nouveau chant national. Ce fut la

Marche Lorraine, aux accents de laquelle M. Poincaré inaugura sa politique.

Les grandes idées sociales qui auraient pu absorber la nation furent complètement négligées. On n'avait pu empêcher le vote des retraites ouvrières et paysannes. Mais la grande presse réussit à discréditer cette œuvre de réforme qui est une des gloires pacifiques de l'Allemagne. Il y avait l'impôt sur le revenu à introduire, œuvre de justice sociale s'il en fût, réalisée depuis longtemps en Allemagne et qui aurait pu inaugurer en France une époque de réformes sociales très importantes. On sait par quels moyens on a écarté cette réforme en écartant celui qui en était le promoteur. Il fut accusé d'être un ami des Allemands. L'affaire Caillaux avec toutes ses péripéties est encore dans toutes les mémoires.

On n'avançait pas dans la voie des réformes, on reculait. Un des progrès les plus importants réalisés par la France républicaine avait été l'abolition du service de trois ans en 1905. Le régime Poincaré, dont M. Briand était l'appui le plus énergique, fit là encore machine en arrière. La lutte autour du service de trois ans fut la dernière grande crise française où la France pacifiste, laborieuse et honnête se défendit contre l'assaut des arrivistes, des ambitieux, des impérialistes. La lutte fut dure. La France, la vraie France, succomba. Peu de temps avant la guerre elle tentait encore une fois, dans

un sursaut de désespoir de prendre sa revanche. A plusieurs reprises elle refusa sa confiance aux hommes de confiance de M. Poincaré. A la Chambre, une majorité d'anti-troisannistes menaçait le service de trois ans et M. Poincaré lui-même. Le retour des Briand et des Millerand au pouvoir semblait désormais aussi peu possible que le maintien du président. Hélas, il était trop tard. Les événements se précipitaient. Ceux qui avaient le pouvoir, ceux qui y aspiraient, tenaient encore le sort de la France entre leurs mains. La guerre éclata. Et non seulement le Président resta le maître incontesté, mais les Millerand et les Briand s'installèrent sans tarder à ses côtés. Delcassé lui-même surgit de nouveau et reprit la direction des affaires étrangères et par le Traité de Londres, qui rattachait indissolublement le sort de la France à celui de l'Angleterre, couronna son œuvre d'antan.

La France annexionniste et belliqueuse l'avait emporté sur la France démocratique.

Nous avons brièvement indiqué les moyens divers dont se servait la propagande chauvine et revancharde. Le plus formidable, le plus efficace, c'était la presse. On ne saurait comprendre le mouvement annexionniste en France sans connaître la presse française.

Victor Cambon dans son livre *Les derniers progrès de l'Allemagne* a indiqué en termes excellents les caractères essentiels des journaux allemands qui, dit-il, tiennent surtout à instruire leurs lecteurs: « Que contiennent leurs journaux? Des nouvelles « du monde entier, des actualités, juste ce qu'il faut « pour ne les point ignorer. Jamais de polémiques de « personne, mais une substantielle série de questions « économiques, scientifiques, géographiques, sociales, « présentées, discutées, résolues par des spécialistes « compétents. Chacun peut trouver dans un grand « quotidien allemand ce qu'il a intérêt à savoir ». Et c'est en jugeant d'après les journaux allemands, que Cambon arrive à prononcer les paroles, citées déjà: « Absorbée par de telles occupations, la majo- « rité du peuple allemand ne désire guère les com- « plications extérieures, qui sont même pour lui un « véritable cauchemar ».

Ecoutons maintenant ce que dit un autre Français, dans un livre écrit avant la guerre*), de la presse française et de son action: « A côté du Maroc, « à côté de la politique néfaste qui nous a entraînés « pieds et poings liés dans cette folle aventure, à « côté de tout cela, une autre cause domine encore. « Cette cause est d'un ordre spécial et tout moderne:

---

*) George Aubert: *La Folie franco-allemande*, Paris, mars 1914.

« le rôle de la presse en France et en Allemagne.
« Quelques-uns de nos grands journaux, remueurs d'i-
« dées et de l'opinion, chercheurs de publicité, de
« scandales à dévoiler, ambitieux avant tout d'augmen-
« ter leur tirage, n'ont pas hésité depuis plusieurs
« années, et avec une inlassable persévérance, à jeter
« tous les jours un peu d'huile sur un feu, qui couve
« continuellement. Il doit être dit, avoué par les per-
« sonnes de bonne foi, que les journaux de notre pays
« ont été inlassables dans ces campagnes d'attaques
« journalières, constantes, dans cette guerre à coups
« d'épingles, de mots blessants, d'allusions fâcheuses,
« de racontars exagérés, de soupçons injustifiés, etc.
« La presse allemande a suivi la campagne et a ri-
« posté, c'est entendu, *mais elle n'a pas commencé,*
« *il faut le reconnaître*.... En tenant sans cesse ses
« lecteurs en alerte, en distillant chaque jour des nou-
« velles vraies ou fausses, mais toujours captivantes,
« le grand journal augmente journellement sa clientèle,
« accroît son tirage, atteint son but... Les troupes parle-
« mentaires, les ministères dependent uniquement de
« la presse. Et ce sont seulement quelques hommes
« riches, intelligents, à la tête de grands journaux,
« qui dirigent la totalité du mouvement politique fran-
« çais. Alors, aucune grande affaire, aucune grande
« question d'intérêt général ne peut être poursuivie
« et résolue sans l'appui de la presse... L'affaire du
« Maroc a été entreprise, soutenue, poursuivie par la

« presse.... *Personne ne peut dire ce que coûte la*
« *campagne faite pour la loi de trois ans. Cela doit*
« *être formidable!* Sans la grande presse, aucun em-
« prunt important ne peut être, non seulement émis,
« mais même préparé et accepté par la haute Banque
« et par les ministres. Demandez à la Russie ce que
« lui coûtent les campagnes de publicité sur ses fi-
« nances et sur son développement économique... Con-
« centré entre quelques mains, cet immense pouvoir
« joue, comme il l'entend, des destinées de la France.
« Ce jeu présente d'infinis dangers. Par contre, il
« rapporte à ceux qui le dirigent des avantages non
« moins immenses. *Les fonds secrets, les subventions,*
« *les sommes énormes payées par les gouvernements*
« *étrangers,* par la haute banque, par les grands mé-
« tallurgistes, par les entrepreneurs, tout cela forme
« l'argent qui paie les campagnes de tous genres qui
« furent faites continuellement durant ces dernières
« années. Le paisible bourgeois de Paris ou de pro-
« vince qui lit son journal après sa journée de travail,
« croit bénévolement tout ce qu'il lit. Neuf fois sur
« dix, une opinion inlassablement émise, une cam-
« pagne pour ou contre quelqu'un, un gouvernement,
« quelque chose, *cette opinion, cette campagne est*
« *payée, entretenue, savamment conduite et dirigée.*
« Les journaux ne vivent presque pas autrement que
« des subsides de tous genres qui leur sont ainsi versés
« journellement ».

Nous pourrions citer nombre d'auteurs ayant dénoncée en termes aussi énergiques la propagande occulte et honteuse qui se faisait en France par le moyen de la presse. Mais il nous semble que ce témoignage suffit. « Neuf fois sur dix, les opinions, les campagnes pour et contre quelque chose qui émeuvent le bourgeois paisible sont payées ! » Quand plus tard on lira les journaux français d'avant la guerre on comprendra mieux les événements actuels.

On comprend toutefois déjà d'après ce qui précède quel profit pouvaient tirer les annexionnistes français d'une presse aussi influente et aussi facile à acheter, sinon bon marché. On comprend aussi le sens véritable, les origines et la portée de cette campagne inlassablement menée par la presse française contre le « régime prussien en Alsace-Lorraine ». Avec le théâtre, avec le roman sentimental, quel merveilleux instrument pour éveiller dans le cœur du bourgeois paisible, de l'ouvrier internationaliste, de tout ce peuple bon enfant et généreux la pitié profonde pour les opprimés, la haine de l'oppresseur, le mépris pour une civilisation inférieure, le désir de plus en plus ardent de mettre un terme aux souffrances des frères de là-bas et au régime tyrannique qui les martyrise. Pas de journal qui ne consacrât une rubrique spéciale aux souffrances de l'Alsace sous le joug, des souffrances inventées pour les besoins de la cause ou des cas isolés et généralisés.

La presse fut soutenue dans cette œuvre de haine par quelques Alsaciens travaillant pour le compte de la propagande française. Les Zislin et les Hansi que très peu Alsaciens d'Alsace prirent au sérieux furent présentés au peuple de France comme les représentants autorisés de leur race. Le gouvernement d'Alsace-Lorraine a été très mal inspiré en prenant ombrage de l'activité que déployaient ces messieurs. Il n'a fait que leur faciliter par-là leur agitation en France, qui seule comptait à leurs yeux et aux yeux des revanchards français. N'oublions pas de mentionner ici les Alsaciens de France, ces Alsaciens fixés déjà avant ou depuis la guerre de 1870 à Paris et qui évidemment étaient de bons Français et avaient le désir bien compréhensible de voir réunir leur ancienne patrie à la patrie française pour laquelle ils avaient opté. Ces Alsaciens-là sont certes plus excusables que leurs collègues restés de l'autre côté des Vosges. Ces derniers connaissaient, en effet, parfaitement les vrais sentiments de l'Alsace et sa situation politique très supportable. Les autres, ceux de Paris, avaient perdu tout contact avec l'ancienne patrie, voyaient les choses d'Alsace grossies par la distance et faussées par leurs idées préconçues. Ils avaient néanmoins le très grand tort de se poser en connaisseurs, en « témoins oculaires » (l'espèce intéressante des faux « témoins oculaires », genre Fuglister, ne date pas seulement de la guerre).

M. Hinzelin était un des agents les plus actifs de cette propagande déplorable. Il ne se contentait pas de publier des articles dans les journaux et dans les revues, des brochures et des livres. Il organisait des conférences publiques consacrées au martyre de l'Alsace, conférences dont la violence ne le cédait en rien à celle de ces conférences que des comités de propagande française ont organisées depuis la guerre dans les pays neutres. Il faisait des tournées dans les villes de province et avait obtenu l'autorisation de parler dans les lycées et les collèges devant les jeunes gens. Dans ces conférences rien ou presque rien n'était exact. Sur quelques faits insignifiants il brodait un tissu de racontars tendancieux et d'erreurs manifestes, sinon de mensonges. Il est vrai que les faits même qu'on inventait n'avaient pas trop d'importance. L'essentiel était l'atmosphère dont on les entourait. Comme dans les campagnes de presse, on s'efforçait également dans ces campagnes de conférences d'agir sur les sentiments de générosité et de pitié du peuple. La plupart des Français ne demandaient pas mieux que d'oublier l'Alsace-Lorraine. Mais on ne le leur permit pas! Et comme ces Français n'en faisaient plus une question d'ambition politique, on en faisait une question d'humanité. Combien de fois avons-nous entendu prononcer cette phrase si caractéristique: «Nous ne voulons pas les reprendre, ces Alsaciens. Mais que

faire si eux veulent être repris? Nous voudrions ne plus penser à eux. Mais comment nous soustraire aux vibrants appels de secours qui nous viennent de là bas?» Or, ceux qui poussaient ces vibrants appels, c'étaient toujours les mêmes: les Hinzelin, les Zislin, les Hansi, les Wetterlé. Tous sont maintenant confortablement installés en France. Mais les vrais Alsaciens, tous ceux qui n'ont jamais appelé personne, ceux dont la voix fut couverte par les cris de ces agitateurs, ils sont aujourd'hui sous le feu des canons. Ce sont eux qui meurent et qui souffrent dans cette entreprise de libération forcée qu'ils n'ont pas voulue et dont ils n'avaient pas besoin.

L'auteur de ces lignes est d'autant plus à l'aise pour insister ici sur ces quelques vérités qu'il ne s'est pas gêné de les dire avant la guerre, à Paris même. Travaillant dans la modeste mesure où cela lui était possible à la réconciliation franco-allemande, il n'a laissé échapper aucune occasion de rectifier les erreurs d'appréciation commises aussi bien en Allemagne sur le compte de la France qu'inversement et il a eu la satisfaction de voir de bons Français encourager ses efforts. A l'occasion des conférences Hinzelin, nous avons dans une publication de langue allemande, paraissant à Paris, attiré l'attention de M. Hinzelin et de ses compatriotes sur le caractère dangereux de ces manœuvres. Nous

avons dénoncé la responsabilité qu'assumaient ceux qui induisaient en erreur le peuple français, qui le remuaient sans cesse par l'évocation des souffrances imaginaires des Alsaciens, qui faussaient intentionnellement les faits véritables et créaient par là un état d'esprit susceptible d'engendrer les pires catastrophes.

Il ne nous est pas possible de retrouver actuellement les articles en question. Nous nous contenterons, si le lecteur veut bien nous le permettre, d'en reproduire quelques passages, cités trois mois avant la guerre par M. Gabriel Arbouin dans la revue parisienne *Les Ecrits français**) dans un article où il avait bien voulu consacrer quelques pages à notre campagne en faveur de la réconciliation. « La préoccupation du docteur Beer, dit M. Arbouin, paraît être d'établir que la mésintelligence franco-allemande *a pour cause une méprise française sur le sort actuel des Alsaciens-Lorrains.* Cet écrivain connaît la France, parce qu'il ne manque pas de sympathie pour elle ». Et notre confrère français constatait que pour nous « tout le mal actuel vient de ce que les Français *se figurent* entendre d'Alsace une voix qui crie à l'aide ». Il reproduit les phrases suivantes que nous avions publiées dans la *Pariser Zeitung* du 7 février 1914: « D'ail« leurs il semblerait quelquefois qu'ils ont raison, que

---

*) Numéro du 5 mai 1914.

« l'appel vient encore de là-bas : lorsque des différents « politiques, lorsque des soucis et des troubles inté- « rieurs comme tout dernièrement l'affaire de Saverne « amassent le ressentiment et l'émeute. *C'est alors « qu'il convient d'avoir l'oreille fine.* C'est alors qu'il « faut pouvoir distinguer. Chaque pays a ses mécon- « tentements, ses combats intérieurs. De même qu'en « France, de même qu'en la vieille Allemagne on « constate aussi dans l'État alsacien-lorrain le combat « entre le gouvernement et l'opposition, entre le libé- « ralisme et le cléricalisme, entre le socialisme et le « militarisme et autres. L'atmosphère de tension qui « entoure l'Alsace-Lorraine a pour résultat naturel « que ces combats prennent *l'aspect* de contrastes na- « tionaux, le gouvernement représentant l'Allemagne, « l'opposition la France. Les idées démocratiques, qui « sont aussi familières sur la rive droite du Rhin et « dans le sud de l'Allemagne, étant un héritage fran- « çais, l'effet du contraste s'en accroît. Celui qui re- « garde de loin aperçoit des conflits nationaux *où il « n'y a que vie politique intérieure animée* ». Et M. Gabriel Ardouin ajoutait en citant encore certains passages de nos articles : « De toutes manières « ce n'est pas en Alsace que le docteur Max Beer « voit le plus grand obstacle au rapprochement franco- « allemand ; ce n'est pas non plus dans l'alliance russe, « *c'est dans l'entente cordiale avec l'Angleterre* ».

On nous fera remarquer sans doute que l'idée de la reprise de l'Alsace fut avant tout une idée de Droit, que nombreux étaient les Français auxquels répugnait la pensée de faire une guerre pour reconquérir par la force les deux provinces perdues. C'est vrai, mais il convient de ne pas être dupe de cette formule ingénieuse. Elle avait été inventée précisément pour les besoins de cette fraction très importante du peuple français qui était foncièrement pacifique. Cette fraction on n'aurait pu la gagner sans autre à l'idée de revanche, à l'idée de la conquête. Comme il était nécessaire néanmoins, surtout pendant les périodes d'accalmie, de tenir les esprits prêts à la guerre, comme il fallait les intéresser sans cesse à la reprise de l'Alsace, on devait donc le faire sous une forme s'adaptant à l'idéal pacifiste. C'est ainsi qu'on lança la formule de la reprise par le Droit. Cela ne voulait pas dire grand'chose, cela n'engageait à rien et cela était très commode pour les esprits timides qui pour rien au monde n'auraient voulu faire la guerre pour l'Alsace. Tout le monde pouvait adhérer à ce programme que les idéalistes croyaient vaguement réalisable, et que les réalistes savaient parfaitement irréalisable et qui leur souriait précisement pour cette raison. Mais le tour était joué. Tout le monde, jusqu'aux socialistes et aux antimilitaristes les plus réfractaires à l'idée d'une guerre pour la reprise des provinces d'outre-Vosges, pouvait, à

l'abri d'une formule humanitaire et pacifiste, se pénétrer de plus en plus profondément de l'idée que la révision du traité de Francfort était absolument nécessaire. Elle était nécessaire non pas au point de vue des intérêts nationaux de la France, elle l'était au point de vue des intérêts de l'humanité ! Elle était la condition préalable de la paix du monde, de cette ère de Justice et de Droit à laquelle tous les rêveurs français aspiraient longtemps avant M. Wilson...

Grâce à cet abominable sophisme toute la France, et surtout la France pacifique et hostile aux démonstrations militaires, acquit une mentalité essentiellement annexionniste. Grâce à ce sophisme elle était désormais livrée aux intrigues politiques les plus contraires à l'idéal de la nation. Le manque de connaissances historiques et géographiques qui étonnait toujours tous ceux qui admiraient avec ferveur la haute civilisation artistique et littéraire des Français et leur richesse en idées et en initiatives intellectuelles, servait à merveille l'action perfide de la nouvelle formule. En outre, l'égocentrisme naïf du peuple français, aussi bien des masses populaires que de l'élite, plaçait la France, ses destinées, ses préoccupations au centre des événements mondiaux. La question de la libération de l'Alsace fut donc considérée par de nombreux auteurs comme l'axe sur lequel tournait tout l'univers. On en oubliait qu'à

côté de cette petite population de race allemande revendiquée par la France, il y avait des peuples comptant des millions d'hommes dont la libération était beaucoup plus urgente au point de vue de l'humanité et de l'avènement du règne du Droit. Les quelque 30 millions d'Ukrainiens subjugués par les Russes pour ne citer que ceux-là de toutes les nations rattachées de force à la Russie, ne comptaient pas pour les Français. Ils ne savaient même pas ce que c'était que ces peuples-là! La plupart des Français, y compris les classes instruites, n'avaient même jamais entendu prononcer leur nom! C'est ainsi qu'il fut possible que le peuple français acclamât, au nom du Droit, l'alliance avec le Tsar, ce Tsar qui était l'obstacle le plus formidable à l'avènement du Droit, et dont désormais la France consolidait la domination despotique par l'appui qu'elle donnait à sa puissance militaire!

A l'aide de ce culte de l'Alsace-Lorraine le gouvernement français entretenait donc un état d'esprit prêt à être utilisé pour l'œuvre de guerre dès que le moment lui semblerait venu. Bien entendu, la politique officielle restait pacifique. Mais de même que d'une part, par son système d'alliances et par ses préparatifs militaires, la France se tenait prête à profiter de la première occasion favorable à la réalisation de ses aspirations, elle avait d'autre part mobilisé ainsi les *esprits*. Une alerte devait suffire

pour que tous partissent avec enthousiasme à la frontière.

A vrai dire, la propagande par le journal, le théâtre, le livre, les conférences, ainsi que la propagande sournoise faite au nom de l'idée du Droit ne s'adressait évidemment qu'à ceux qui échappaient à la propagande directe, plus simple, plus efficace encore, la propagande à l'école et à la caserne.

Les manuels répandus dans les écoles françaises — et nous ne parlons pas des écoles libres, des écoles religieuses où le chauvinisme le plus extravagant pouvait fleurir sans aucune retenue, mais des écoles officielles — contiennent des indications précieuses à ce sujet. Les poésies et chants patriotards qu'on apprenait aux enfants revenaient sans cesse sur l'idée de revanche, sur la nécessité de libérer l'Alsace-Lorraine. Mais ce n'était pas tout. Les livres français de pédagogie recommandaient expressément aux maitres de consacrer une place importante aux revendications nationalistes de la France. Dans *La première année d'instruction morale et civique*, de Pierre Laloi, livre qui a eu 50 éditions, il est dit expressément que la République doit être assez forte pour pouvoir rendre à la France les frères de l'Alsace et de la Lorraine. Dans un recueil de lectures pour l'école : *Lectures choisies d'auteurs français*, par Martin et Lemoine, on lit que la France

portera le deuil tant qu'elle devra souffrir le martyre des deux provinces. Dans un livre d'école qui a eu 200 éditions, les *Lectures géographiques* de Foncin, professeur agrégé et inspecteur général de l'enseignement, l'auteur, dans un chapitre intitulé : « Notre Devoir » déclare que le marché de 1870 n'est pas valable et que ce serait une lâcheté que d'oublier l'Alsace-Lorraine. Les livres d'école de ce genre étaient légion. Contentons nous de citer encore quelques passages empruntés à un traité d'histoire du fameux historien *Lavisse*: « *Pour reprendre à* « *l'Allemagne ce qu'elle nous a pris,* il faut que nous « soyons de bons citoyens et de bons soldats. C'est « pour que vous deveniez de bons soldats que vos « maîtres vous apprennent l'histoire de la France. « L'histoire de la France montre que dans votre pays « *les fils ont toujours vengé les désastres de leurs* « *pères.* Les Français du temps de Charles VII ont « vengé leurs pères vaincus à Crécy, à Poitiers, à « Azincourt. *C'est à vous, enfants élevés aujourd'hui* « *dans nos écoles, qu'il appartient de venger vos* « *pères vaincus à Sedan et à Metz. C'est votre devoir,* « *le grand devoir de votre vie. Vous devez y penser* « *toujours.* » Suit alors une espèce de catéchisme inspiré du plus pur esprit nationaliste au sujet de l'Alsace toujours française.

On nous reprochera peut-être de choisir tendancieusement des citations à l'appui d'une idée pré-

conçue. Disons donc tout de suite que c'est un Russe, *Tolstoï,* qui dans : *Christianisme et Patriotisme,* paru en 1894, reproduit les passages du livre de Lavisse, et qui demande « pourquoi on enseigne dans tous les lycées français l'histoire d'après ce traité » : « Tandis que dans les discours officiels, « écrit Tolstoï, on parle sans cesse de la paix, on fait « entrer dans la tête du peuple, des jeunes généra- « tions, de tous les Russes et de tous les Français, « l'idée que la guerre est nécessaire, qu'elle est juste, « qu'elle est utile, oui, qu'elle est une chose glorieuse. « Nous ne pensons pas à la guerre, nous ne nous « préoccupons que de la paix ! On voudrait demander : « Qui diable trompe-t-on ici ? »

Les jeunes générations de 1894 ce sont les « poilus » d'aujourd'hui...

Les milieux officiels participaient d'ailleurs à cette œuvre de propagande belliqueuse dans les écoles. Un exemple parmi beaucoup d'autres. Il y a à Paris une Ecole alsacienne. Dans cette école le 21 juillet 1908 M. Deschanel, le même qui le 4 août 1914 flétrissait à la Chambre l'agression brutale de l'Allemagne, tenait les propos suivants : « L'Ecole alsacienne — et c'est pour cela surtout que nous l'aimons — est un ardent foyer de patriotisme. Vous y gardez, toujours brûlante, la religion du *souvenir* ». Après avoir rappelé que « la grandeur de la France était un élément essentiel du progrès humain »,

après avoir consacré des paroles émues aux « frères exilés » qui « servent dans une autre armée, sous d'autres couleurs », et après s'être élevé violemment contre certains « égarements », il adressa les paroles suivantes aux jeunes enfants : « Puissiez-vous, mes « jeunes amis, ne subir jamais pareilles épreuves ! « Puissiez-vous connaître les revanches suprêmes de « la raison ! Et puissions-nous travailler ensemble à « préparer la France, par la pratique virile du devoir « patriotique, *aux destinées glorieuses qui l'attendent « encore, si elle sait vouloir !* »*)

Un langage pareil à l'école nous dispense presque de nous occuper de ce qui se disait à la *caserne*. Bornons nous donc à recommander aux lecteurs qui s'intéressent à la manière dont systématiquement on a rendu familière aux jeunes recrues françaises l'idée d'une guerre en vue de la conquête de l'Alsace, les quelques traités militaires suivants : Coralys, *Education morale du soldat,* expliquant entre autres au soldat français qu'il est appelé à reprendre l'Alsace et la Lorraine ; le *Petit livre du soldat,* déplorant que les circonstances n'aient pas encore permis à l'armée française de reprendre les deux provinces ; le *Manuel patriotique du citoyen et du soldat,* où il est dit qu'une agression allemande serait faite pour réjouir les Français, puisqu'elle leur offrirait l'occasion de

---

*) Paul Deschanel : *Paroles françaises,* Paris, 1911.

la revanche. Citons encore les *Devoirs moraux du soldat* du Commandant Poirot, qui exalte la volonté ferme de la France de reprendre ce qu'elle a perdu; la *Lettre à un jeune officier sur l'éducation militaire,* du Capitaine Gaillard, qui explique comment même les paysans bretons les plus ignorants ressentent tout ce que veut dire le mot de revanche. Nommons encore le *Cathéchisme du soldat,* de Chapuis, exaltant lui aussi la guerre de revanche, et *Pour la Patrie*, d'Alberge, professeur à une école de préparation militaire, qui recommande d'impressionner et d'émouvoir les enfants par les descriptions des défaites françaises, et qui prêche la guerre des justes réparations, etc., etc. N'oublions pas non plus les chants de soldats répandus à des milliers d'exemplaires par le ministère de la guerre et prônant la conquête *de toute la rive gauche du Rhin, et la prise de Berlin*...*)

Il y a des personnes qui trouvent que le chauvinisme qui s'est manifesté dans toute cette agitation effrénée n'excluait pas un pacifisme sincère, qu'au contraire celui-là était au service de celui-ci. Réclamer l'Alsace-Lorraine c'était toujours faire preuve de pacifisme et les extravagances les plus étranges restaient par conséquent fort excusables

*) Petite bibliothèque de l'armée.

et fort admissibles. Pour donner encore plus de relief à ce chauvinisme à base de Droit et de Justice, on lui oppose le chauvinisme allemand, le Bernhardisme, ce prétendu amour de la guerre pour la guerre. En Allemagne on a assez réfuté depuis plus de deux ans la thèse selon laquelle toute l'Allemagne aurait été imbue des théories du général Bernhardi. Le fait est qu'il y avait très peu de personnes professant l'amour de la guerre. Dans un pays où *selon le témoignage des Français eux-mêmes* tout le monde était partisan de la paix, dans un pays dont l'intérêt était contraire à toute guerre, l'idée tout académique de la guerre pour la guerre pouvait, en effet, être soutenue par quelques professionnels de la guerre sans qu'il en résultât le moindre danger. Il en aurait été autrement en France, où, comme nous venons de le dire, l'idée de la guerre était ancrée dans tous les cœurs, de la guerre pour le « Droit » bien entendu. Il est évident que si les masses s'étaient une fois familiarisés avec la guerre du Droit, une « élite » désirant la guerre de la Force, la « guerre pour la guerre » pouvait avoir une influence beaucoup plus néfaste.

Or, la France, elle aussi avait ses Bernhardis. Elle en avait même beaucoup plus que l'Allemagne. Il y avait d'abord les militaires, les officiers théoriciens. Rien de plus naturel, mais rien de plus dangereux dans un pays comme l'était la France. Il y avait des

officiers comme le Capitaine Jacob qui dans des *Discours d'un Capitaine à ses Soldats**) entonnait un vrai hymne à la guerre: « Tous les hommes un peu ivres.. tous couronnés de roses.. et se tenant par la main... comme en quelque énorme bachanale! » Les peuples ne sauront évoluer que par la guerre, expose le Capitaine: « Les uns et les autres par la vertu de la guerre, ils accomplissent avec une accélération incroyable un progrès qu'ils auraient mis, combien? 20 ans, 40 ans? à accomplir ». Les cadavres, tout cela ne compte pas! « L'humanité est comme les femmes, elle enfante dans la douleur! » Pour ce Bernhardi français la guerre est « une loi de la nature ».

Il y a aussi l'ancien ministre de la guerre, M. Messimy, qui de la guerre balkanique rapporte un « grand enseignement ». Selon lui il « ne faut pas faire la guerre pour se défendre. Il faut faire la guerre pour vaincre ».

Le Commandant de Civrieux**), qui cite Messimy et d'autres militaires belliqueux, conseille aux Français de méditer « ces préceptes superbes afin qu'un jour prochain où dans l'Europe entière le canon tonnera, ils soient prêts, d'âme vaillante et d'élan résolu *à*

*) Capitaine Charles Jacob: *Discours d'un Capitaine à ses Soldats*, Paris 1906.

**) Commandant de Civrieux: *Le Germanisme encerclé*, Paris 1913.

rétrécir le cercle au centre duquel se débattra le germanisme ».

Il y a encore le Colonel Driant, tombé au champ d'honneur, qui écrivait en 1902: « Je suis de ceux qui, « très rares aujourd'hui d'après nous, soutiennent ce « paradoxe *que la guerre est l'école des plus hautes « vertus* et qu'elle défend les peuples contre la mollesse « et l'engourdissement... Je dis qu'une longue paix « amollit les nations... *Et je souhaite à mon pays « une belle et noble guerre* où puissent refleurir les « vertus des aïeux, le dédain de la mort, l'esprit de « sacrifice et le mépris de l'argent » *).

Il y a enfin le lieutenant-colonel Montaigne, qu'on pourrait bien appeler un Sur-Bernardi si le colonel Driant n'avait pu déjà prétendre à ce nom. Dans ses *Etudes sur la guerre***) nous trouvons d'abord de nombreuses citations vantant le charme de la guerre. Montaigne rappelle Ardant du Picq qui appelle la guerre « l'acte le plus solennel de la vie d'une nation et l'acte de haute justice par excellence », Vacher de Lapouche pour lequel la guerre « reste le mode essentiel et nécessaire de sélection internationale », Joseph de Maistre qui trouve que « la guerre est divine

---

*) Préface de *La France et l'Allemagne devant le droit international pendant les opérations militaires de la guerre de 1870/71,* Paris 1902.

**) Lieutenant-colonel Montaigne: *Etudes sur la Guerre,* Paris et Nancy 1911.

en elle-même, puisque c'est une loi du monde », et Versaix qui l'appelle « le feu purificateur qui délivre la terre des peuples lâches qui la souillent ». Enfin, le lieutenant-colonel Montaigne s'écrie lui-même: « *Terrifier, pour terrifier, détruire!.. La Passion de la guerre par excellence, c'est la passion meurtière par excellence, l'esprit de vengeance, la haine!* »

Le souci d'équité nous fait un devoir de ne pas oublier parmi tous ces brillants officiers le général Liauthey, appelé par M. Poincaré à la haute dignité de résident général au Maroc et élu membre de l'Académie française en récompense de ses écrits militaires, qui proclamait le 21 décembre 1912 à l'Ecole des Sciences politiques à Paris: « *La guerre est l'occasion de l'épanouissement des plus hautes vertus humaines* » *). Le Général Liauthey est actuellement ministre de la Guerre... **).

Voilà ce que disaient avant la guerre actuelle les Bernhardis français. Ce sont des soldats, c'est entendu. Mais il y avait aussi les civils, hélas, les civils chers à Forain, qui « tenaient » déjà, à ce moment-là. Ces Bernhardis en pékins vous prouvaient dans de gros bouquins que la guerre est chose nécessaire. Pour le Dr. Aubœuf ***), « la science et la civilisation ne trouveront jamais de garantie meil-

*) Cité par « *L'Afrique du Nord* ».

**) Au moment où nous relisons nos épreuves, il ne l'est déjà plus...

***) Dr. J. Aubœuf: *Le coup de massue*, Paris 1907.

leure » que la guerre qui est « *une nécessité utile et favorable à certaines périodes de la vie des peuples* »*). Et il y avait beaucoup de Français et des plus notoires à penser comme lui. Richepin, le grand poète Richepin, qui depuis la guerre a trouvé des mots cinglants pour l'Allemagne belliqueuse, n'a-t-il pas prononcé deux ans avant la guerre actuelle un discours contenant le passage suivant:

« Je crois que la guerre est l'origine de tout. Je « crois que la vie n'est belle que par le combat, par « la guerre. J'estime que l'humanité ressemble à une « charrue qui se rouille quand elle reste inactive et « qui devient étincelante au soleil quand elle ouvre « des sillons. Je pense que l'humanité, si elle restait « éternellement dans la paix, deviendrait pareille à « une eau stagnante et croupie. Et je pense, je pense « enfin que, de temps en temps, *il est bon que l'humanité « se remette du fer dans le sang, et que la meilleure « façon d'entendre cette cure, c'est à coups de sabre !* »**)

Et le « Junius » de *l'Echo de Paris* qui ce jour-là, le 7 septembre 1911, n'était autre que M. Paul Bourget si l'on en croit M. Marcel Sembat***), ce Junius consacrait un long article à la guerre, où

---

*) Dr. J. Aubœuf: *Cri de guerre,* Paris 1891.

**) Cité par le journal socialiste « *Le Grutléen* » de Lausanne dans son numéro du 19 janvier 1917.

***) Marcel Sembat: *Faites un Roi, sinon faites la paix,* Paris 1911.

l'on pouvait lire entre autres que « la valeur éducative de la guerre n'avait jamais fait de doute pour quiconque est capable d'un peu d'observation réfléchie » et que « *la guerre est vraiment la Régénératrice* », que les « *redoutables nigauds qui prêchent le pacifisme prêchent ainsi la dégradation des mœurs et la corruption de l'esprit* ».

Arrêtons-nous là! Et constatons seulement que ces civils-là tiennent toujours. Une guerre qui dure depuis plus de deux ans avec toutes ses atrocités n'a pu les guérir. En septembre 1916 M. Pierre Baudin, ancien ministre, a cru, en effet, devoir écrire lui aussi une apologie de la guerre qui « est pour les peuples *civilisés* un *réactif incomparable* » *).

Ces apologistes de la guerre étaient-ils des isolés, des crâneurs, des fous? Nullement... Marcel Sembat, le même qu'on fit entrer plus tard dans le ministère national pour prouver ainsi que la France pacifique ne faisait qu'une guerre défensive, écrivait en 1911: « Je sais des hommes réfléchis, cultivés, perspicaces, « d'excellents Français qui, dans le secret de leur âme « ou dans l'exposé public de leur pensée *veulent la « guerre* ». Et après avoir cité quelques passionnés de la guerre, Sembat croit nécessaire d'ajouter: « Gardez-« vous pourtant de croire que la guerre n'ait pour « partisans que ces adorateurs à la Moltke qui la re-

---

*) Pierre Baudin: *L'Alerte*, Paris 1916.

« gardent comme providentielle et tiendraient l'huma-
« nité pour déchue, sans la guerre. Au-dessous de ces
« intrépides apologistes qui voient en elle le cordial
« régénérateur et le souverain tonique des peuples
« forts, *il y a des hommes d'Etat, des diplomates,*
« *des ministres* qui connaissant bien la situation inter-
« nationale estiment que la France ne peut se relever
« que par une campagne heureuse, *et que la victoire*
« *seule lui rendra son rang dans le monde* ».

Voilà, en effet, le mot de l'énigme. Le rang dans le monde! L'idéal d'une plus grande France, d'une France plus puissante ne pouvait être réalisé que par la guerre. Il ne fallait pas faire la paix avec l'Allemagne, mais au contraire conspuer et bafouer tous ceux qui honnêtement, loyalement cherchaient à oublier le passé et à préparer un avenir meilleur. Les Français qui étaient allés à Berne causer d'un rapprochement avec l'Allemagne en ont su quelque chose! Il s'agissait donc de rester sur le qui-vive jusqu'à ce qu'arrive le moment favorable. Et alors, on marcherait. Et l'on ne se contenterait pas de rétablir le « Droit violé » en 1870, de reprendre les « frères arrachés à la mère-patrie », mais on ferait œuvre complète. Cette œuvre-là, on l'avait préparée. La propagande française unique dans son genre, sans aucun équivalent allemand, s'exerçait dans les pays étrangers sous des dehors purement intellec-

tuels et civilisateurs, mais son caractère politique n'échappait cependant à personne. *L'Alliance française* — c'est d'elle que nous voulons parler — avec ses 450 comités et ses 50.000 membres, d'après les chiffres de 1907*), fait rayonner à travers le monde la pensée française et crée des liens particulièrement intimes entre la France et la Belgique. Des œuvres de toute sorte sont entretenues en Syrie. M. Poincaré, président du Conseil, ne disait-il pas en 1912, à la Chambre des Députés (séance du 21 décembre): «Il n'est pas besoin de dire qu'au Lyban « et en Syrie notamment nous avons des intérêts ex- « ceptionnels et que nous entendons les respecter. Le « gouvernement anglais nous a formellement déclaré « qu'il n'avait dans ces régions ni intention d'agir, ni « dessein, ni aspirations politiques d'aucune sorte . . . « Nous n'y abandonnerons aucune de nos traditions, « nous n'y reprendrons aucune des sympathies qui « nous sont acquises, nous n'y laisserons en souffrance « aucun de nos intérêts». Ceci fut dit en 1912, à un moment où la France vivait en paix avec la Turquie à laquelle appartenaient pourtant le Liban et la Syrie. On sait d'ailleurs que dans les dernières années avant la guerre on discutait même très sérieusement en France la question d'un nouveau concordat, en vue de préparer les voies à un protectorat effectif

*) André Barre: *La Menace allemande*, Paris 1907.

en Syrie. Les radicaux étaient convaincus que M. Poincaré était à la veille de traiter avec le pape à ce sujet. La jeunesse propageait depuis longtemps en outre des idées néo-royalistes que M. Poincaré avait su mettre au service de sa république nationaliste, de vagues idées de *Panlatinisme**).

On encourageait les peuples slaves de l'Autriche dont on escomptait l'appui en cas de guerre. On fraternisait à chaque instant avec les Tchèques. On appuyait le panslavisme**). Les idées de l'Action Française relatives à la nécessité de démembrer l'Allemagne et de la transformer en des *Allemagnes* faisait son chemin même dans les milieux républicains, au point que Marcel Sembat se fit un devoir de mettre ses compatriotes en garde contre l'illusion de pouvoir à jamais défaire l'unité allemande. La politique étrangère devenait de plus en plus agressive. L'Italie a eu à en souffrir lors de l'affaire du *Carthage* et du *Manouba,* l'Autriche lors de l'étrange intervention de M. Poincaré dans les questions balkanique et albanaise. Les incidents franco-allemands devinrent

---

*) Xavier de Ricard: *Le Panlatinisme, Nouvelle Revue 1912.*

**) Dans un article *La Russie et le Panslavisme* paru dans *La Nouvelle Revue* en 1909 on avouait cyniquement qu'une orientation plus libérale de la politique russe serait surtout désirable pour la raison qu'elle attirerait les Slaves de l'Autriche-Hongrie et ceux de la Prusse vers la Russie dans sa lutte contre le germanisme. Cet argument a réapparu en 1914 et on l'a retrouvé depuis dans de nombreux écrits politiques ententistes.

de plus en plus nombreux. Rappelons les affaires de Lunéville, de Nancy, etc., etc. On jouait ouvertement avec l'idée de la guerre. La défaite des Turcs lors de la première guerre balkanique fut bruyamment célébrée comme une défaite allemande, parce que les alliés balkaniques s'étaient servis de canons français et que les Turcs s'étaient fournis chez Krupp ! Le fameux discours du roi Constantin lors de sa visite à Berlin mit toute la presse française et les milieux officiels en fureur et trahit clairement le dépit qu'on ressentait de voir échapper un des alliés sur lesquels on comptait en vue de la prochaine conflagration. L'atmosphère se chargeait d'électricité. Tout le monde sentait la guerre toute proche, bien *qu'aucune cause directe ou indirecte ne l'annonçât.* C'est que depuis 44 ans la France avait vécu avec l'idée de guerre. C'est que la France pacifique était envahie par une autre, une France avide de gloire, celle-là, désireuse de prendre son « rang en Europe », de refaire la carte du monde. M. Hinzelin, dont nous avons déjà parlé, s'écriait peu de temps avant la guerre : « Aujourd'hui la France a repris enfin conscience de sa force : elle peut envisager tous ses devoirs ». — *La Russie est prête !* proclamait triomphalement le *Matin* dans une manchette colossale en tête des fameux articles inspirés par le ministre de la guerre russe Soukhomlinoff, accusé et emprisonné depuis pour

vols et escroqueries, et pour trahison. Mais, pour que le peuple français, toujours pacifique malgré le travail formidable qui s'était fait dans les dernières années, fût prêt lui aussi, il fallait évidemment la fameuse agression allemande que les chauvins français, nous l'avons vu, attendaient avec joie et espoir.

Cette *agression,* le 4 août 1914, M. Viviani pouvait l'annoncer à la nation : l'odieuse et brutale agression allemande !

Quelques jours avant, il est vrai, le 30 juillet, il avait fait savoir au gouvernement anglais ce qu'il entendait par « agression ». M. Paul Cambon disait en effet à Sir E. Grey qu'il prévoyait « *que l'agression prendrait la forme soit d'une demande que la France cessât ses préparatifs, soit d'une demande qu'elle s'engageât à rester neutre en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie. La France ne pourrait se soumettre ni à l'une ni à l'autre de ces demandes* » *).

Ainsi elle avait l'« *agression* » qu'il lui fallait. Elle avait la guerre « défensive » qui seule lui permettait, vu le caractère pacifique de la nation de faire sa guerre annexionniste. La voilà partie pour ses glorieuses destinées ! Vers l'Alsace et la Lorraine, et les autres provinces de ses rêves !

---

*) Voir du même auteur, *Le livre arc-en-ciel, La Bataille des Diplomates* et *Sir Edward Greys Konferenzvorschlag,* Ferd. Wyss, Berne 1916.

Nous ignorons si les soldats français sont partis en guerre, chantant ces « Chants de guerre » qu'un Français prévoyant, M. Martin de Condé, avait publiés en 1907 à Paris et dont l'un des plus entraînants, intitulé *La Patrie française, réponse au « Das Vaterland »* d'Arndt, contient ces vers qui promettent :

Jeunes Français, quelle est votre patrie?
Croyez-vous qu'elle soit ce qu'elle est aujourd'hui,
une France accablée, une France meurtrie,
que l'arrogant Teuton contient, presse et réduit?

Non! ce n'est point la France vraie,
celle qui porte au flanc une béante plaie.
Non! Non! Non! Non!
De notre France elle n'a que le nom.
Aux plaines d'Escaut et de Meuse
doit dominer notre race fameuse,
et de l'Océan jusqu'au Rhin
doivent sonner nos trompettes d'airain!

Telle est la France!
Que cela soit votre espérance,
telle est la grande France!
Telle est la véritable France!
Chassons les soucis noirs,
et gardons nos espoirs!

Jeunes Français, quelle est votre patrie?
Croyez-vous qu'elle soit sans frontières de roc,
ne pouvant arrêter l'atroce barbarie,
ne pouvant des Teutons paralyser le choc?

Non! Non! La France, *c'est la Gaule,*
dans l'Europe jouant le plus glorieux rôle.
Non! Non! Non! Non!

D'un grand pays, la France a le renom.
De nos Alpes aux Pyrénées,
doivent marcher nos troupes entraînées.
En maîtrisant vos tourbillons,
eaux du Rhin vert, fécondez nos sillons!

Telle est la France!
etc., etc.

Jeunes Français, quelle est votre patrie?
Croyez-vous qu'elle n'ait point ses fleuves entiers,
la terre des aïeux, à nulle autre chérie,
la terre où Du Guesclin commandait ses routiers?

Non! Non! *La France a droit aux sources*
de ses fleuves qui vont en sinueuses courses!
Non! Non! Non! Non!
Oh! Rhin! De toi, nous conservons le nom!
Rhône fougueux, que ta vallée
au mont Furka soit française d'emblée!
Et toi, Garonne, au val d'Aran
du sol français soit un joyeux torrent!

Telle est la France!
etc., etc.

Jeunes Français, quelle est votre patrie?
Croyez-vous qu'elle soit sans des mers aux flots bleus
et des mers aux flots verts hurlant avec furie
jusqu'aux phares qu'on voit darder au loin leurs feux?

Non! *La France aura sans entraves*
les rivages flamands avec les flots bataves.
Non! Non! Non! Non!
O mer du Nord, tu changera de nom!
Et tes bords plats et tes lagunes
seront à nous aussi bien que tes dunes!
De ta rive aux côtes d'azur,
nous foulerons la terre d'un pas sûr!

Telle est la France!
etc., etc.

A vrai dire, nous ne croyons pas que les masses laborieuses qu'on avait arrachées à leurs foyers, que le peuple français généreux, honnête et loyal ait eu conscience d'entreprendre la guerre pour des buts aussi criminels. Il marchait mû par la haine, la haine féroce contre l'« agresseur », cette haine qu'on ne cessait plus de stimuler, d'exalter, d'exaspérer. Et de sa haine il servit désormais les buts de conquête et d'impérialisme des chefs, comme pendant les longues années précédant la guerre ils les avait servis de sa pitié pour les « frères sous le joug », de son agacement contre l'« invasion allemande ». de son amour pour le « Droit », de tant de sentiments qui auraient été nobles et hautement louables s'ils avaient été justifiés, et qu'adroitement on lui avait suggérés pour les exploiter sans vergogne.

Et comme avant la guerre, par sa bonne foi et par sa générosité il a masqué aux yeux de l'étranger les intrigants et les chefs de file qui travaillaient dans la coulisse, maintenant encore, davantage qu'avant, il les disculpe aux yeux de ceux qui ne veulent voir que la surface des choses. Son héroïsme, la sincérité de son patriotisme et de sa haine continuent à servir de paravent aux bernhardistes et aux annexionnistes français.

CHAPITRE VII

L'Angleterre annexionniste

La collaboration entre l'Angleterre et la Russie a vivement choqué les libéraux et beaucoup étonné les « Realpolitiker » en Allemagne. Comment ? disaient les uns, le grand pays libéral ose soutenir et renforcer par l'appui diplomatique et militaire qu'il lui prête la politique d'oppression de la Russie réactionnaire ! Comment ? s'écriaient les autres, l'Angleterre dont les intérêts en Orient, tant en Perse qu'en Turquie sont si grands, qui est si intéressée aussi au maintien du *statu quo* dans la Méditerranée, va non seulement permettre, mais, par son concours armé, rendre possible à la Russie, son ancienne antagoniste, d'étendre son empire sur les terres et les mers longtemps contestées ? L'optimisme pacifiste de beaucoup d'Allemands était, en effet, fondé surtout sur la conviction qu'Angleterre et Russie représentaient deux idéals bien différents l'un de l'autre et avaient des intérêts à défendre qui se

heurtaient absolument. C'est là une des nombreuses erreurs de psychologie qu'on a commises en Allemagne.

L'Angleterre et la Russie se distinguaient évidemment sensiblement l'une de l'autre par leurs procédés de politique intérieure. Elles poursuivaient certes des intérêts opposés dans certaines parties du monde, par exemple en Turquie, et spécialement en ce qui concernait les Dardanelles. Mais les différends anglo-russes ne provenaient nullement de ce que l'Angleterre aurait été opposée à l'impérialisme russe *en tant qu'impérialisme,* et aurait défendu elle-même une cause essentiellement anti-impérialiste. L'antagonisme entre ces deux grands pays était tout au contraire l'antagonisme entre deux impérialismes, visant quelquefois le même but, s'opposant à toute emprise de l'un sur l'autre. Mais il n'y avait aucune différence *essentielle* entre les deux empires. Il y avait donc pour eux la possibilité de s'entendre dès qu'on arrivait à délimiter exactement les sphères d'influence et les régions à annexer. Si l'Angleterre de par sa mentalité nationale, son intérêt et son histoire avait été attachée au *statu quo* comme l'Allemagne, elle serait restée l'ennemie déclarée de la Russie comme fatalement l'Allemagne devait l'être. Mais étant aussi impérialiste que la Russie il y avait au contraire une profonde parenté entre les deux pays qui, le cas échéant, pouvait se ma-

nifester par une collaboration active, par une action commune contre toute puissance qui serait considérée comme un obstacle à l'expansion de l'un et de l'autre des deux empires.

Or, cette délimitation était parfaitement possible. Elle ne pouvait évidemment être durable. Elle ne pouvait et elle ne pourra durer que tant que dure et que durera l'hostilité commune contre un tiers. Mais qu'importe? Comme une telle collaboration ne vise pas à établir la paix durable ni à concilier pour toujours des intérêts divergents, mais uniquement à établir la domination des deux contractants sur d'autres pays et à servir au mieux leurs intérêts communs, son caractère provisoire ne saurait être un obstacle . . . Et enfin, pourquoi cette collaboration serait-elle forcément provisoire? Il y a tant de travail impérialiste à accomplir dans le monde, il y a tant de conquêtes à faire, tant de rivaux à écraser, tant d'indépendances à détruire, qu'une pareille association pouvait fort bien survivre au succès d'une première entreprise, à condition toutefois qu'il y ait succès et que l'un ou l'autre des collaborateurs ne trouve pas intérêt à prendre un nouvel associé et à foncer sur celui d'hier, ce qui, ne l'oublions pas, serait parfaitement dans les traditions britanniques...

On n'a d'ailleurs qu'à jeter un coup d'œil sur une carte géographique — une carte du monde bien entendu — pour se rendre compte *que l'Angleterre*

n'est qu'une autre Russie. C'est la Russie des mers. Comme les Moscovites rêvent depuis des siècles d'assujettir toutes les terres qui entourent leur patrie proprement dite, et toutes les autres terres qui touchent à celles-ci, l'Anglais, une fois maître incontesté des Iles britanniques, a aspiré sans cesse à dominer les mers qui les baignent et les mers plus lointaines, en un mot toutes les mers. Rule Britannia! « L'Angleterre, maîtresse des mers »! C'est une formule qu'aucun Anglais ne pense seulement à renier, qu'aucun des alliés de l'Angleterre n'aurait jamais l'idée de contester. La domination des mers est reconnue être un droit fondamental de l'Angleterre. Il est vrai que rien ne justifie une pareille prétention comme rien ne justifie les prétentions russes. Mais c'est un fait que l'impérialisme formidable de l'Angleterre a été admis par tout le monde, même par ses adversaires actuels et même par un anti-impérialiste aussi convaincu que l'éminent rédacteur du *Journal de Genève,* M. Albert Bonnard, qui, caractérisant les divers patriotismes, consacre au patriotisme britannique ce petit couplet: « Ecoutez « l'Anglais célébrer le grand empire, qui s'étend aux « cinq continents et sur qui le soleil ne se couche « jamais. *Il est fier de sa puissance, de sa hardiesse,* « *de sa maîtrise sur tous les océans et toutes les mers.* « Il est fier du passé de sa patrie, de ses libertés « hautaines, de ses souverains respectueux pour les

« droits de la nation, de son aristocratie libérale, de « sa richesse débordante, de ses industries formidables, « *de la situation insulaire,* qui l'a faite inviolée de- « puis Guillaume le Conquérant. Il l'aime avec *orgueil* « et avec *fierté* » *). M. Bonnard reconnaît clairement en analysant en ces termes le patriotisme anglais que ce patriotisme est fait d'impérialisme. Il reconnaît que l'Anglais ne saurait être patriote sans être impérialiste. Ses chants patriotiques le prouvent d'ailleurs amplement. En disant son amour pour sa patrie l'Anglais n'oublie jamais de dire son amour pour la domination. Son amour est fait en grande partie d'*orgueil* et de *fierté.*

Le patriotisme anglais est l'impérialisme anglais. La patrie anglaise c'est l'Empire anglais. Quand le Français pense à son pays, il pense au petit « patelin » dont il est originaire, aux terres qui l'entourent, à Paris . . . . L'Allemand ne pense même pas à Berlin, il pense à l'Etat confédéré dont il est le citoyen et qui évidemment s'élargit dans sa pensée jusqu'à embrasser toute l'Allemagne. L'Anglais pense-t-il à sa patrie ? Ce qu'il voit, ce n'est pas seulement son village, les Iles britanniques. Il voit les Indes, il voit Gibraltar, il voit Malte, il voit l'Australie. C'est le monde entier qu'il voit, le

---

*) Albert Bonnard, *La patrie suisse et l'impérialisme,* conférence faite à Genève, le 2 mai 1916, parue en librairie chez Atar, Genève, 1916.

monde anglais « où le soleil ne se couche jamais » et l'océan immense dont il est le maître...

Ce fait précisément que l'impérialisme anglais a été admis par tout le monde, même par les Allemands nous montre combien l'Angleterre est essentiellement impérialiste; il nous prouve qu'Angleterre et impérialisme ne font qu'un. Qui saurait s'imaginer une Angleterre sans son vaste empire d'outre-mer? Qui pense à la petite île, lambeau arraché du continent, quand il prononce ce mot d' « Angleterre »? Et qui pense aux Indes autrement qu'on pense à un troupeau d'esclaves qui obéissent et qui doivent obéir *à un maître?* Qui pense à Gibraltar et à Malte sans penser à une Espagne et à une Italie *humiliées?* Qui songe au Canada sans se souvenir d'une France battue et *défaite?* L'idée de l'impérialisme anglais ne semble si naturelle à tous que parce que l'impérialisme est le propre de l'Angleterre.

La patrie anglaise? Regardez certaines cartes du monde en usage dans les écoles d'Angleterre et vous saurez ce que c'est que cette patrie. Vous y verrez teintées en rouge toutes les colonies britanniques. Une note indique que les autres possessions anglaises sont teintées en bleu. Quelles sont, ces autres possessions? *C'est la mer!* *) Les frontières de l'Empire britannique ce sont les côtes des

*) Détail rapporté par P. Dehn, *Weltpolitische Neubildungen*, Berlin 1905.

pays étrangers ! Gare donc à ces pays s'ils osent *lancer leurs bateaux* dans cette mer. Ne se rendraient-t-il pas presque coupables d'une violation de frontière ! On comprend, quand on suit ce raisonnement extraordinaire, pourquoi entre autres les Anglais rêvaient déjà en temps de paix de détruire la flotte allemande... N'est-ce pas Sir Walter Raleigh qui a dit que celui qui règne sur la mer domine tout le commerce, et que celui qui domine le commerce domine l'univers lui-même ? Et William Pitt ne disait-il pas que « sans la permission de l'Angleterre aucun coup de canon ne doit être tiré sur la mer » ? C'est de la mégalomanie ? Soit ! Mais tous les Anglais sont mégalomanes de cette manière. Cette mégalomanie fait partie intégrante de leur patriotisme. Lord Curzon, qui plus tard devint vice-roi des Indes et qui fait aujourd'hui partie du cabinet anglais, écrivait en 1894 au frontispice d'un livre sur *Les problèmes de l'Orient* ces orgueilleuses paroles : « Dédié à tous ceux qui croient que l'Empire Britannique a été choisi par le Destin pour être le plus grand artisan du bien que le monde ait jamais vu ». C'est du pur Milton. N'oublions pas, en effet que Milton, aussi puritain que grand poète, considérait déjà le peuple anglais comme le « peuple élu » choisi par la *faveur du ciel* pour répandre la vraie foi, celle de la Réforme. « Dieu s'est manifesté à ses serviteurs et, selon sa coutume, d'abord

à ses Anglais ». C'est le « bon vieux dieu » anglais, rien de moins ! Et cet impérialisme marié au puritanisme ne vous rappelle-t-il pas l'impérialisme religieux de Dostojewski et d'autres apôtres russes ?...

M. Bonnard fait mention dans son évocation du patriotisme anglais des « libertés hautaines » de l'Angleterre, du respect que professent ses souverains « pour les droits de la nation ». Dans la pensée de beaucoup de libéraux ces libertés et ce respect servent d'excuse à l'impérialisme agressif de l'Angleterre. Nous ne voulons pas faire ici le procès des libertés anglaises, très factices en vérité, parmi lesquelles il n'y en a cependant une de très réelle, de tragiquement réelle, celle de mourir de faim quand on ne fait pas partie de l'« aristocratie libérale » ou qu'on n'a pas part à la « richesse débordante » de ce pays, mais qu'on est un de ces innombrables prolétaires voués à la misère par une législation sociale rudimentaire. La politique intérieure de la Grande-Bretagne ne rentre pas dans le cadre de ce travail. Admettons donc que les Anglais jouissent de très grandes libertés politiques et que ces libertés représentent vraiment quelque chose de plus que les mots de *Fraternité*, de *Liberté* et d'*Egalité* inscrits sur tous les édifices publics en France. Il n'en reste pas moins vrai que ce sont surtout *les Anglais d'Angleterre* qui jouissent de pareilles libertés. A côté de ces quelques privilégiés il y a des millions

de sujets britanniques subjugués, tyrannisés, dépouillés de tous les droits. C'est là la contre-partie des libertés anglaises et purement anglaises, contre-partie qu'il ne faut pas perdre de vue quand on vante celles-ci. Mais cet état d'esclavage dans lequel vivent les peuples « allogènes » de l'Angleterre est en même temps la condition préalable à la liberté des Anglais d'Angleterre. Ces derniers sont libres comme sont libres les peuples de maîtres. C'est la liberté des « aristocrates libéraux », qui, dans les limites de leur château et de leur parc, peuvent se permettre et permettre à leurs amis toutes les libertés que sévèrement ils répriment parmi les ouvriers qui triment pour eux dans les champs et les usines. *C'est la liberté d'une caste privilégiée.* Les frais de cette liberté sont payés par l'esclavage des parias, et il convient de rappeler que tous les habitants des Iles britanniques ne font même pas partie de cette élite, qu'il y a des allogènes pas bien loin de Londres. Demandez-en des nouvelles aux Irlandais qui depuis des siècles pourraient se croire des Hindous et qui depuis deux ans et demi en sont arrivés à envier le sort des Belges et d'autres populations subissant l'occupation étrangère.

N'insistons pas... Et bornons-nous à constater que les libertés politiques dont jouit une partie des sujets du roi Georges sont justement le signe caractéristique de l'état impérialiste, qu'on ne saurait donc

invoquer ces libertés comme un argument en faveur de la Grande-Bretagne, tout au contraire...

Cette mentalité qui consiste à être libéral chez soi et despotique à l'étranger, à faire un idole de la légalité à l'intérieur du royaume et à commettre les pires actes d'illégalité au dehors, on a bien voulu l'appeler la mentalité *insulaire*. Si mentalité insulaire doit être l'équivalent de mentalité impérialiste, nous voulons bien adopter cette formule élégante. Mais qu'on la nomme comme l'on voudra, le fait qu'elle existe et qu'elle s'est manifestée de la façon la plus barbare à travers l'histoire et dans tout l'univers, personne ne le contestera. Toute l'histoire anglaise n'est que la manifestation extérieure de cette extraordinaire mentalité. Notons par exemple ce fait significatif que l'Angleterre a commencé en général ses entreprises guerrières sans faire de déclaration de guerre ! En 1807 les Anglais, sans déclaration de guerre, pénétraient dans les Dardanelles pour forcer le sultan à conclure avec eux une alliance contre la France. En 1877 ils répétaient ce coup singulier. En 1801 la flotte anglaise bombarda Copenhague bien que l'Angleterre fut en paix avec le Danemark ! Il avait déplu aux Anglais que ce pays eût conclu un traité de neutralité avec la Suède et la Russie. Elle se servait du prétexte que les Français pourraient s'emparer de la flotte danoise ! Et

pour cela durant quatre jours Copenhague fut bombardé, 400 maisons furent détruites, 2000 endommagées et 2000 personnes tuées. Le traité d'Amiens stipulait expressément que les Anglais au bout d'un an devaient évacuer l'île de Malte. Mais ceux-ci n'y songeaient nullement. Lord Melville, secrétaire aux Affaires étrangères, déclarait cyniquement « qu'aucun Anglais de bon sens ne peut envisager la possibilité de rendre jamais une position aussi importante, une des clefs de la Méditerranée ! » Encore un chiffon de papier... Les habitudes étranges de la diplomatie anglaise étaient si bien admises qu'on ne s'en cachait même pas dans les livres scolaires anglais. Ne lit-on pas en effet dans *Maunders Treasury of Knowledge* ceci: « En 1664 le Duc de York prit aux Hollandais 130 navires marchands sans déclaration de guerre... et en 1775 on prit 322 navires français également sans déclaration de guerre »*).

Une spécialité de la politique anglaise a été aussi d'exciter d'autres peuples à des guerres ou des insurrections qu'on savait sans espoir et de les abandonner ensuite à leurs misères. On sait la part active qu'eut, pour citer un exemple, la diplomatie anglaise dans l'insurrection polonaise de 1863. La Pologne

---

*) Emprunté comme quelques autres citations relatives à l'histoire de l'Angleterre au livre de E. d'Ugény, *Russland und England, äussere und innere Gegensätze*, Leipzig, 1881, réédité en partie sous le titre *Engländer über England*, Munich 1915.

attendait fiévreusement le concours de la grande Angleterre. Or le 4 avril 1863 lord Palmerston déclara qu'une nation dans la situation de la Pologne ferait mieux de s'occuper de son agriculture que de déployer des drapeaux nationaux et de chanter des hymnes. Les Polonais ne devaient pas fâcher les Russes, mais profiter des sentiments bienveillants du tsar. « En tout cas, c'est une question dans laquelle la Grande-Bretagne ne peut s'immiscer. » Et voilà pour les Polonais !

Talleyrand avait-il vraiment tort quand il disait que Richard III était le type de l'homme politique anglais ? Et le *Times* se trompait-il quand il écrivait le 26 janvier 1850 : « Il est impossible de trouver du « Tage aux Dardanelles, de la Sicile au Cap Nord, « un endroit où nous aurions fait quelque acte qui « sût nous valoir la confiance et la gratitude », et quand le 22 juin de la même année il complétait ce bel aveu en disant : « Il n'existe pas de gouvernement « légal en Europe auquel nous n'eussions cherché « querelle, il n'est pas d'insurrection que nous n'eus- « sions trahie. Ceux qui ont combattu pour l'indépen- « dance de l'Italie et de la Hongrie ne nous doivent « vraiment pas de remerciements de les avoir incités à la « révolte et de les avoir abandonnés ensuite à leur sort ! » N'y avait-il pas de censure en Angleterre en 1850...?

Nous renonçons à parler ici des Indes et de l'Irlande. Les habitants de ces malheureux pays ont

exposé assez souvent dans des écrits émouvants la manière inhumaine dont les Anglais se sont conduits envers eux au cours de l'histoire.*) Le but de ce livre n'est d'ailleurs pas de donner un aperçu des atrocités anglaises ni de faire pousser au lecteur des « Gott strafe England ! » indignés. Mais quiconque veut connaître la mentalité politique du « peuple élu » étudiera avec fruit le martyrologe de ces malheureuses nations qui comme tant d'autres attendent de cette guerre la fin de leurs tragiques souffrances.

Nous avons dit qu'un changement d'alliances était parfaitement dans la tradition anglaise. Ceci nous amène à examiner rapidement un autre aspect de l'impérialisme anglais. Le grand principe de la politique anglaise a toujours consisté à prendre position contre la plus forte puissance continentale. L'Espagne, la Hollande, la France, l'Allemagne ont été à leur tour les victimes de cette politique. Les Anglais n'y voient bien entendu que la manifestation de leur souci honorable et fort désintéressé d'empêcher une nation de dominer le continent, de sauvegarder la liberté du monde comme on dit dans le jargon politique cher aux annexionnistes de cette guerre. En

---

*) Ne citons de l'immense littérature consacrée au martyre de ces deux nations que le livre du patriote irlandais G. Chatterton-Hill, *Irland und seine Bedeutung für Europa*, Berlin 1916, et une petite brochure publiée par le parti national des Indes, *La domination anglaise aux Indes,* Lausanne 1916.

vérité l'hostilité de l'Angleterre contre le pays qu'elle estime être le plus fort sur le continent n'était que l'hostilité contre tout Etat jugé capable de lui barrer un jour la route vers de nouvelles conquêtes.., si ce n'est tout simplement le désir de diminuer sa force pour se rendre plus forte elle-même. C'est la défaite de ses adversaires qui a permis à l'Angleterre de satisfaire ses ambitions démesurées, et c'est en diminuant ces nations qu'elle est devenue grande elle-même. Son intérêt exigeait donc qu'il y eût toujours sur le continent des dissentiments rendant possibles et facilitant les luttes continentales fratricides qui lui fourniraient les alliés indispensables. Ces alliés, elle les a toujours trouvés. Ils croyaient évidemment lutter dans leur propre intérêt et ce n'est qu'après coup qu'ils se sont aperçus du rôle qu'ils avaient joué. Les leçons de l'histoire subissent le sort de toutes les leçons. On les oublie et l'on ne s'en souvient que lorsqu'il est trop tard. Nous ne voulons, cela va de soi, pas dire par-là que toutes les guerres continentales auxquelles s'est trouvée mêlée la Grande-Bretagne ont été provoquées par celle-ci, que toutes les querelles entre puissances continentales sont l'œuvre de la diplomatie britannique. Mais qui ne voit que ces querelles devaient fatalement prendre un caractère plus dangereux et tourner plus rapidement à l'aventure sanglante par le fait même qu'en dehors de l'Europe continentale vivait une puissance

impérialiste telle que l'Angleterre, s'inspirant de principes comme ceux que nous venons d'indiquer, décidée à souffler sur le feu, à aggraver les conflits latents, à hâter la catastrophe et à en profiter le plus possible?

Ainsi l'Angleterre était toujours aux aguets. Vivant une vie tout autre que les peuples du continent, dans de tout autres conditions, ne se sentant pas liée par ce vague sentiment de solidarité qui unissait entre eux malgré tout les Etats continentaux, elle pouvait froidement calculer ses projets invariables égoïstes. Véritable « outsider » de la vie européenne, elle était toujours à l'affût. Pour elle l'Europe ne fut jamais une famille dont elle aurait fait partie. C'était une chose dont elle se servait. C'était ou une ennemie ou une alliée, ou plutôt tous les deux. C'est que pour l'Angleterre il n'y avait jamais une Europe *unique*. Il y en avait toujours deux. L'Europe qui se battait pour elle et l'Europe contre laquelle, à l'aide de l'autre, elle se battait. Et à côté de ces deux Europes ou plutôt au-dessus d'elles, il y avait l'Angleterre, l'Angleterre qui était un continent à part... Ce n'était donc pas un idéal, ce n'étaient pas des sympathies qui décidaient des rapports de l'Angleterre avec les puissances continentales. C'était son impérialisme. Aussi en 1904 on pouvait lire dans la grande revue anglaise *The Fourthnightly Review**): « Nous devons *choisir* entre la France et l'Alle-

*) Calchas, *The new german intrigue: a note of warning.*

magne. Nos relations actuelles avec la République sont incompatibles avec des relations plus étroites avec Berlin. Ce fait doit déterminer toute l'orientation de notre politique étrangère. *L'idée d'une amitié universelle est aussi impossible dans les affaires extérieures que dans la vie privée.* » On rapporte aussi cette parole caractéristique de Sir Rennel Rodd, ambassadeur britannique à Rome, prononcée en avril 1914*) «L'Angleterre a deux ennemis dangereux. L'Allemagne est le plus dangereux, c'est pour cela qu'elle doit être anéantie *la première. Ensuite ce sera le tour de la Russie.* » Et dans ces froids calculs l'Angleterre ne se borne pas à chercher des alliés contre le pays qu'elle destinait à être son futur ennemi. Elle ne recule pas à recruter ses alliés parmi ceux de son adversaire. Déjà avant la guerre elle envisageait cyniquement la possibilité « d'acheter » l'Italie. Rien ne peut mieux caractériser la manière dont l'Angleterre juge le continent et compte l'exploiter dans son seul intérêt que cette jolie phrase d'un journal anglais : « L'Allemagne est prête à marchander pour garder l'Italie dans la Triple Alliance. Est-il impossible d'offrir à l'Italie un marché plus avantageux pour la faire sortir de cette alliance ? »*) C'est le *business* dans toute sa beauté.

Les diplomates étrangers, observateurs perspicaces de la politique anglaise, n'ont pas manqué de dénon-

*) Voir, *England und die Presse*, par Paul Dehn, Hambourg 1915.

cer à leurs gouvernements les dangers que présentait pour le continent la méthode anglaise. Qu'on lise les fameux rapports des ministres belges à Berlin, Londres et Paris, qui ont apporté tant de lumière sur les origines de la guerre et qui pour avoir été publiés par le gouvernement allemand n'ont certes rien perdu de leur lucidité prophétique*). Le baron Guillaume, ministre belge à Paris, écrivait par exemple de Paris, le 28 juillet 1911, après avoir exprimé sa « très grande confiance dans les sentiments pacifiques de l'empereur Guillaume », qu'il « éprouve, en général, une foi moindre dans les désirs de paix de la Grande-Bretagne *qui ne déteste pas de voir les autres s'entre-dévorer* ». Dans une lettre datée du 29 avril de la même année, il constatait que « l'Angleterre qui a poussé la France dans le bourbier marocain considère son œuvre *avec complaisance* », et dans une autre lettre du 8 juillet il affirme « qu'on aura beaucoup moins de chances de s'entendre avec l'Allemagne *si l'Angleterre fait partie de la conversation.* »

Personne n'a mieux exposé le cynisme de la politique continentale anglaise que ce clairvoyant socialiste français, Francis Delaisi, dans une petite brochure parue en 1911**). On l'a souvent citée. On ne

---

*) *Documents diplomatiques,* 1905-1914, provenant des archives belges publiés à Berlin 1915.

**) Francis Delaisi, *La guerre qui vient,* Paris 1911, édité par la *Guerre sociale*, le journal de M. Gustave Hervé, transformé depuis en organe du chauvinisme intégral sous le titre *La victoire.*

la citera jamais assez. Ce sera un jour le livre de chevet de tous ceux qui voudront voir clair dans les origines de la terrible catastrophe mondiale et qui essaieront de démêler les fils de la formidable intrigue anglaise. D'une façon vraiment saisissante, Delaisi a montré ce qu'a été la France pour l'Angleterre. C'était une *armée*, l'armée dont l'Angleterre, qui à ce moment-là n'en avait pas encore et qui espérait bien n'en avoir jamais, voulait se servir contre l'Allemagne. Il rappelle la parole de lord Kitchener : « La frontière de l'Empire britannique, en Europe, ce n'est pas le Pas de Calais, *c'est la ligne de la Meuse* ». Cette « frontière », l'Angleterre dont la petite armée a fait « triste figure » dans la guerre des Boërs, ne pouvait la défendre par ses propres moyens.

« Mais pourtant, dit M. Delaisi, il leur faut des « troupes pour occuper la Belgique et rejeter les « Prussiens sur la Meuse. Alors, n'en trouvant pas « chez eux, *ils ont pensé à la France.*

« Nous manquons de soldats, ont-ils dit, *mais la* « *France* en a. Là-bas, par-delà le Pas de Calais, il « y a une armée nombreuse, bien entraînée, bien dis- « ciplinée, bien outillée, capable en un mot de tenir « tête à l'Allemagne. Les Français sont braves, ils « sont belliqueux ; ils aiment la guerre et savent la « faire ; *pourvu qu'on leur souffle les grands mots* « *d'« honneur national », d'« intérêts supérieurs de la*

« *Patrie et de la civilisation », ils marcheront.* Tâchons « d'avoir pour nous l'armée française. Cela ne sera « pas très difficile. La démocratie française n'est qu'un « décor. Ce peuple est gouverné en réalité par une oli- « garchie de financiers et de métallurgistes qui tiennent « dans leurs mains la presse et les hommes politiques.

« *Traitons avec ces gens-là.* Promettons-leur quel- « ques gros emprunts de guerre, où leurs banques « toucheront de fortes commissions; engageons-nous « à leur faire obtenir quelques commandes de chemins « de fer en Turquie, quelques grosses entreprises en « Syrie, en Ethiopie ou au Maroc.

« *Et pour quelques millions ils nous vendront « l'Armée française !* »

Six ans avant Delaisi MM. Denis Guilbert et Henry Ferette dans leur livre *Le conflit franco-allemand**) avaient déjà reconnu l'esprit de *business* qui poussait l'Angleterre vers l'alliance avec la France: «Si l'Angleterre veut soudoyer des troupes mercenaires *pour vider sa querelle latente avec l'Empire allemand*, qu'elle les cherche ailleurs que chez nous. Les Français n'ont jamais d'ailleurs vendu leur sang ni monnayé leurs services. »

Qu'on médite ces quelques paroles pleines de bon sens. Ne reconnaîtra-t-on pas alors combien est factice l'argument invoqué sans cesse pour prouver le

---

*) Cité par le Capitaine Sorb, *Entre l'Allemagne et l'Angleterre,* Paris 1906.

pacifisme anglais, à savoir le fait que l'Angleterre n'était pas prête, qu'elle n'avait pas d'armée? On voit au contraire qu'elle était archiprête, ayant réussi à s'attacher la France et la Russie *et qu'elle avait une fort belle armée, l'armée française et aussi l'armée russe* pour ne pas parler des autres armées étrangères, dont depuis longtemps elle avait préparé le recrutement....

Désireuse de se servir de l'armée française contre l'Allemagne la diplomatie britannique devait tendre de tout son effort à rendre impossible un accord entre la France et l'Allemagne. Elle devait combattre les tendances pacifistes en France et dénoncer sans cesse les efforts faits par l'Allemagne pour arriver à une entente avec son voisin d'outre-Vosges. On objectera que ces efforts prouvaient justement la volonté allemande de faire la guerre à l'Angleterre, de l'anéantir, qu'elle ne cherchait l'amitié et l'alliance de la France que pour pouvoir écraser la Grande-Bretagne. La France au lieu d'être le soldat de l'Angleterre, aurait donc été tout simplement le soldat de l'Allemagne et celle-ci n'aurait joué conséquemment qu'un rôle absolument identique à celui joué par l'Angleterre. M. Marcel Sembat dans son livre déjà cité*) s'est élevé énergiquement contre cette hypothèse: « Je demande où serait pour

*) Marcel Sembat: *Faites un roi sinon faites la paix*, Paris 1911.

« l'Allemagne l'intérêt de cette lutte après notre accord « (l'accord franco-allemand que Sembat juge désira- « ble)? L'Angleterre est inquiétante et irritante pour « les Allemands, tant qu'ils la soupçonnent de nous « exciter contre eux, et la voient prendre notre parti « dans un conflit comme celui d'Agadir. L'Empereur « Guillaume a décidé depuis longtemps que l'Angle- « terre ne serait plus maîtresse unique des mers. Mais « notre accord, *ôtant à l'Angleterre tout espoir de di-* « *viser l'Europe*, l'évince de la politique continentale « et fait tomber le premier grief allemand. L'union de « la flotte française avec les autres flottes euro- « péennes *supprime toute suprématie de la marine* « *anglaise.* La route est donc libre: *c'est tout ce que* « *les Allemands ont demandé à l'Angleterre dont ils* « *ne convoitent aucune colonie.* Ils voulaient simple- « ment la certitude qu'ils pourraient se tailler, eux « aussi, leur domaine colonial, sans être à la merci « de la flotte britannique. Je ne vois donc plus quel « intérêt pousserait l'Allemagne contre l'Angleterre ».

C'est très bien. Et par-là même M. Marcel Sembat dévoile aussi l'intérêt qui poussait l'Angleterre contre l'Allemagne. Il définit, en effet, dans ces quelques phrases toute la question de l'impérialisme anglais: la suprématie maritime absolue de la Grande-Bretagne qui ferme les routes à tous les autres pays; sa vieille méthode de diviser l'Europe pour l'affaiblir; sa politique continentale qui consiste à exciter les

puissances européennes les unes contre les autres; son ambition de ne pas être garantie seulement contre des attaques, de ne pas se contenter de ce qu'elle possède, mais d'empêcher tout autre pays de rivaliser avec elle.

Mais cette politique impérialiste anglaise se traduisait-elle forcément par *une politique annexionniste?* La question semble naïve, mais la loyauté nous oblige cependant de la poser puisqu'on a argué du prétendu non-annexionnisme de l'Angleterre pour prouver son pacifisme. L'Angleterre, disaient ses défenseurs, est entrée dans la guerre sans but annexionniste quelconque. Elle ne fait donc que se défendre.

Admettons qu'il soit vrai que la politique anglaise ait été purement défensive. Dans ce cas il serait intéressant de savoir ce qu'elle prétendait défendre. L'Allemagne ou quelqu'autre puissance voulait-elle annexer des territoires anglais ? Y avait-il avant la guerre quelqu'un en Allemagne qui voulût séparer l'Irlande de l'Angleterre comme il y avait des Anglais et des Français qui voulaient séparer de l'Allemagne l'Alsace, le Slesvig-Holstein et d'autres pays ? Assurément non ! L'Allemagne voulait-elle libérer les Indes ? Personne n'a soutenu la thèse qu'il fallait faire une guerre dans ce but. Voulait-elle lui enlever des colonies ? Jamais on n'a formulé pareille prétention. Et vous venez de lire ce qu'en pense M. Marcel

Sembat. Qu'est-ce qu'elle défend alors, l'Angleterre, contre l'Allemagne ou, pour poser la question comme elle doit être posée : *qu'est-ce qu'elle peut défendre contre n'importe quel pays?* L'existence de l'Angleterre n'était en effet menacée par personne. Elle ne l'a jamais été par d'autres pays. Même les visées de Napoléon, même celle qu'avouait encore quelque temps avant la guerre la Russie ne la mettaient en danger. La *patrie anglaise* n'avait jamais rien à craindre. Jamais l'Anglais ne devait redouter une domination étrangère, la violation d'un droit essentiel, la mise en danger de son existence nationale. *L'Angleterre était invulnérable.* Evidemment il y avait une chose qui pouvait être menacée, non pas par l'Allemagne, non pas par la France, non pas par la Russie, même pas par le Japon, mais par l'Europe tout entière ou si vous voulez par le monde prenant enfin conscience de l'état anormal où il vivait. Et cette chose c'était l'hégémonie qu'exerçait depuis des siècles sur tout l'univers une minorité d'Insulaires. Mais cette menace en quoi consistait-elle ? Elle consistait surtout dans l'idéal pacifiste, dans l'idéal d'une union de tous les peuples, dans l'organisation juste et équitable du monde. Cette menace l'Angleterre à la fin de l'année 1916 la sentit peser de nouveau sur elle, quand les Empires centraux firent leur fameuse proposition. Inquiète au plus haut point, l'Angleterre l'écarta brutalement. L'union

pacifique des peuples, tant redoutée, l'Angleterre a toujours su la retarder en semant la désunion. Elle a empêché la réconciliation franco-allemande. Elle a envenimé les différends germano-russe et surtout austro-russe. Son ennemi le plus redoutable c'est la paix, parce que la paix est l'ennemi de toute hégémonie.

Mais la paix n'est pas la seule menace pour l'hégémonie britannique. Il y en a encore une autre, et celle-là elle la craint particulièrement : c'est le Travail, c'est l'amour du Travail, le travail plus énergique, plus tenace, plus intelligent que celui dont elle est capable. A quoi sert l'empire des mers ? A quoi servent les formidables possessions d'outre-mer qui fournissent des richesses sans nombre à l'île britannique ? A quoi servent les millions d'indigènes qui peinent sous le joug des exploiteurs anglais ? A quoi sert la plus grande flotte du monde ? A quoi sert tout cela, si de l'autre côté de la mer du Nord un peuple inférieur en nombre, sans colonies ou presque, sans une flotte puissante comme la flotte anglaise, sans esclaves aucuns, un peuple réduit à ses propres bras et à ses propres forces travaille *davantage* et travaille *mieux ?*

Des observateurs impartiaux avaient longtemps avant la guerre noté ce conflit entre un pays qui évolue économiquement et un pays qui ne peut ou ne veut plus avancer par ses propres moyens.

M. J. Bardoux*) en se basant sur les livres bleus officiels constatait en 1907 que depuis 1894 les rapports consulaires anglais signalaient sans cesse la concurrence allemande et le danger qu'offrait cette concurrence. Etait-elle déloyale cette concurrence ? Non. En se basant encore sur des publications officielles anglaises, l'auteur français énumère « toutes les causes qui expliquent dans les bazars coloniaux et sur les marchés européens la stagnation des ventes anglaises : *la cherté des prix, l'immutabilité des modèles, l'ignorance des ouvriers et la pénurie des voyageurs* », des causes qui « justifient aussi les ventes croissantes d'objets ouvrés, fabriqués de l'*autre côté du Rhin, à bon compte, au gré des acheteurs, par des travailleurs instruits, par des commis-voyageurs habiles et souples* ». Et le Français avisé d'ajouter : « L'Allemagne, voilà l'*ennemi* ! » M. Emile Flourens, ancien ministre des affaires étrangères**), traitant de la politique anglaise après l'avènement du roi Edouard VII disait : « Le plus proche péril « de l'Angleterre c'était l'Allemagne. Sur tous les « points du globe l'Allemagne engageait contre l'Angle« terre une lutte commerciale gigantesque. Sur tous « les points du globe, par *le bon marché de ses « produits, par l'activité de son négoce,* par la sou-

*) *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine,* Paris 1907.

**) *La France conquise,* Paris 1906.

« plesse insinuante de ses courtiers dans cette lutte « commerciale, l'Allemagne était *victorieuse.* Au sein « des colonies mêmes de la Grande-Bretagne et jusque « dans l'Empire des Indes *le produit allemand sup-* « *plantait le produit anglais.* »

Celui qui domine les mers domine le commerce mondial et celui qui domine le commerce mondial dominera le monde! avait dit Sir Walter Raleigh. Comment? Sans dominer la mer, l'Allemagne pouvait donc menacer la domination commerciale anglaise? C'était intolérable! Car remarquons le bien: ce n'est pas la domination des mers elle-même que pouvait menacer l'Allemagne. Sa flotte, elle avait beau l'augmenter, l'Angleterre en augmentant la sienne encore plus formidablement gardait sa prépondérance maritime intacte. Quant au programme de la liberté des mers, il n'avait pas été formulé par les Allemands avant la guerre. Il est né avec la guerre comme est né avec la guerre la seule arme capable de le réaliser: les sous-marins. Personne ne conteste d'ailleurs que l'Allemagne n'avait pas voulu la guerre avec l'Angleterre. Tous ceux qui accusent les Allemands d'être les auteurs de la catastrophe mondiale l'accablent en effet en même temps de leurs sarcasmes pour avoir cherché *en vain* à empêcher le conflit avec la Grande-Bretagne. Le fou qui a nom Tannenberg et dont personne en Allemagne ne connaissait les élucubrations avant que,

traduit chez Payot, en pleine guerre, il ait fait son petit tour du monde*), ce Tannenberg qui passe aujourd'hui chez les adversaires de l'Allemagne pour le vrai représentant de l'Allemagne pangermaniste et belliqueuse, eh! bien, *il ne prêchait pas la guerre contre l'Angleterre, il voulait l'alliance avec l'Angleterre!*

Non! Ce qui aux yeux des Anglais menaçait leur hégémonie c'était ce travail acharné et intelligent des Allemands qui faisait des rivaux de ce peuple «inférieur»! Des rivaux! L'Angleterre avait des rivaux! Si l'Angleterre avait été un pays comme les autres, un pays comme l'Allemagne, un pays comme la France, elle aurait pu accepter tous les rivaux du monde. L'ambition de ces pays est précisément de rivaliser avec d'autres pays, et ce n'est que d'une rivalité pacifique bien entendue que peuvent sortir les belles œuvres civilisatrices qui font le progrès de l'humanité. Mais l'Angleterre, telle qu'elle s'est constituée au cours des siècles, elle, ne peut tolérer de rival. Ne pouvant pas rivaliser, elle ne peut que dominer. Sa puissance se base sur le monopole, en l'espèce le monopole du commerce mondial. Ce monopole était-il menacé par un concurrent? Il fallait empêcher ce concur-

---

*) *La plus grande Allemagne,* Traduction française du livre de Otto-Richard Tannenberg *Gross-Deutschland,* Paris-Lausanne 1916.

rent... de travailler! Comment atteindre ce but? Quelles étaient les conditions favorables au formidable travail allemand? — Etait-ce l'existence d'une flotte allemande? Dans une certaine mesure, quoiqu'à vrai dire l'accroissement de la puissance navale allemande fut plutôt la conséquence du développement industriel et commercial du pays auquel elle garantissait la sécurité nécessaire. Cela seul évidemment constituait déjà pour l'Angleterre une raison de désirer vivement la disparition de cette flotte. Mais les bases réelles du libre essor du travail allemand, il faut les chercher autre part. C'était l'*Empire:* l'empire qui avait ramassé en un seul faisceau toutes les énergies de la nation, rendant au peuple allemand sa confiance en lui-même, indispensable à l'épanouissement du travail et que toute une histoire d'humiliations nationales avait failli détruire à jamais. C'était la *Prusse*, créatrice de cet empire, la Prusse qui avait galvanisé le corps indolent de la vieille Allemagne, la Prusse qui de rêveurs et de poètes avait fait des hommes d'action, des travailleurs. C'était enfin la *paix*, la paix qui comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent était, au dire même des Français, *indispensable au travail allemand*. Le pacifisme allemand était donc en quelque sorte un *casus belli* pour l'Angleterre comme l'anti-annexionnisme allemand en était un pour la Russie... Comment empêcher l'Alle-

magne de continuer à travailler comme elle travaillait? Il fallait défaire son unité, humilier et affaiblir la Prusse, anéantir la flotte, priver le peuple allemand des bienfaits de la paix. En un mot: il fallait faire la guerre! La paix une fois rompue, le travail allemand était entièrement paralysé tandis que, selon l'extraordinaire affirmation lancée par Sir Edward Grey le 3 août 1914, l'Angleterre ne souffrirait guère plus en faisant la guerre qu'en restant neutre, et que selon le mot célèbre de Churchill prononcé quelque temps après, les affaires continueraient « as usual »! Si cette rupture de la paix se faisait d'autre part dans de bonnes conditions, la guerre finirait d'achever l'œuvre voulue par la désagrégation de l'Empire, la destruction de la flotte, l'amoindrissement de la Prusse! Et la politique d'encerclement inaugurée par Edouard VII, qui tendait à la guerre faite en commun avec la Russie, la France, le Japon, l'Italie, etc., ne pouvait aux yeux des Anglais d'avant 1914 manquer d'atteindre le quadruple but qu'on se proposait...

Il est difficile dans ces conditions de parler de politique défensive, d'autant plus que cette politique n'allait pas sans annexions. Déjà le fait d'anéantir la flotte allemande, de la capturer même si possible, de priver l'Allemagne de son commerce transatlantique, de s'approprier le marché allemand, constituait sans aucun doute une politique de conquête. Défaire

l'Empire, amoindrir la Prusse n'était possible que par l'annexion de territoires allemands et prussiens. Peu importe que l'Angleterre désirât garder pour elle ces territoires continentaux et coloniaux ou qu'elle les destinât à satisfaire les ambitions annexionnistes de ses alliés russe, français et autres, ambitions qui lui étaient connues et sur lesquelles précisément elle avait spéculé en les associant à sa politique.

L'Angleterre devrait donc être considérée comme annexionniste même dans l'hypothèse absurde qu'elle ne poursuivait qu'une politique défensive. Cela aurait été alors en quelque sorte de l'annexionnisme préventif si l'on ose dire. Cet annexionnisme préventif peut-il être qualifiée de plus moral que la guerre préventive qu'on accuse l'Allemagne d'avoir cherchée?

La politique anglaise était basée sur l'idée du monopole anglais. Par l'affaiblissement systématique de ses adversaires elle tâchait sans cesse de consolider ce monopole. Pour ne pas faire de la peine à certains théoriciens nous avons bien voulu dire au lieu de mentalité impérialiste « mentalité insulaire ». Soyons bon prince et remplaçons le mot d'annexionnisme par *monopolisme*. C'est absolument la même chose, et ce terme, en outre, a l'avantage de définir le caractère spécial de l'annexionnisme anglais. Remarquons enfin que ce monopole que « défendait » l'Angleterre n'était que le fruit d'un *passé annexionniste*, le principe annexionniste lui-

même auquel elle devait sa fortune, auquel elle devait sa situation commerciale. Or hégémonie oblige. Essentiellement annexionniste dans ses origines, dans sa puissance, dans toute son action mondiale, elle ne pouvait rester ce qu'elle était qu'en restant telle qu'elle était: c'est-à-dire annexionniste.

Nous voyons que la thèse de la politique défensive anglaise ne peut tromper personne. La politique britannique était annexionniste et ce qu'elle comprend par défense ne fut jamais autre chose que l'agression. On sait comment la Grande-Bretagne s'est « défendue » contre les républiques boërs. Pour mettre en valeur son empire africain tel qu'elle le comprenait, elle jugeait qu'il était intolérable que les mines de diamants les plus importantes restent entre les mains de ces petits Etats indépendants. Par-là ces Etats constituaient pour l'Angleterre une réelle « menace » contre laquelle il fallait se défendre. Dans ce but uniquement défensif, l'Angleterre a donc annexé purement et simplement les deux républiques. De même les richesses nouvelles de l'Allemagne obligeaient l'Angleterre à se « défendre » contre ce nouvel accapareur de biens qui revenaient logiquement à la Grande-Bretagne.

La littérature chauvine de l'Angleterre ne s'est pas fait faute d'inculquer à tout bon Anglais l'idée de *la nécessité de la lutte* contre l'Allemand. Comme de juste c'était surtout la nécessité de détruire la

flotte allemande qu'on prêchait au peuple. Il y avait en Angleterre, comme l'avouait en août 1902 le correspondant berlinois du *Daily Telegraph* *) «un parti organisé, travaillant et intriguant sans cesse pour gagner les couches populaires du peuple britannique à l'idée d'anéantir la flotte allemande avant qu'elle eût atteint le degré de puissance auquel elle aspirait». *Sir John Fisher,* Premier lord de l'Amirauté, ami personnel d'Edouard VII, disait en 1908: «J'espère être assez longtemps en fonctions pour voir la flotte allemande reposer sur le fond des mers». *Sir Edmond Cox,* ancien haut fonctionnaire aux Indes, recommandait en avril 1910 dans la grande revue anglaise *Ninetenth Century* qu'on place tout simplement l'Allemagne devant ce dilemme, ou cesser les constructions de nouveaux navires et limiter la construction de la flotte selon les prescriptions de l'Angleterre, *ou s'attendre à ce que l'Angleterre détruise sans autre tout nouveau navire*». La revue populaire très répandue en Angleterre, le *John Bull* publiait le 3 août 1912 un article intitulé: «Le jour est venu! Assez de paroles! *A bas la flotte allemande! Il n'y a pas d'autre choix*»! L'article demandait qu'on fasse la guerre contre l'Allemagne, sans attendre la mort de François-Joseph, sans attendre que les flottes austro-hongroise et alle-

*) Voir P. Dehn, *Weltpolitische Neubildungen,* Berlin 1906.

mande soient réunies et que les projets de constructions navales allemands soient exécutés. — Ce bon journal avouait candidement la vraie raison de toute cette rage belliqueuse en ajoutant: «Faut-il attendre *que les consolidés soient à 65 et que notre crédit national f.... le camp?*» Et il ne fallait pas redouter les frais d'une guerre: «Les frais seront grands, mais nous pouvons les supporter maintenant et *nous en serons remboursés*»*!* Rien de plus facile d'ailleurs que de trouver un *casus belli.* Sir Edward Grey n'a qu'à «demander à l'Allemagne poliment mais énergiquement pourquoi elle a besoin d'une si grande flotte» et d'ajouter que l'augmentation de la flotte, ne fût-ce que d'un seul navire, durant une période d'au moins dix ans, serait considérée par l'Angleterre comme un «acte inamical». Si la réponse allemande n'est pas satisfaisante «*qu'on déchaîne alors les chiens de guerre et qu'on oublie tout le reste durant la lutte décisive pour la vie de l'Angleterre*». Il faut cependant que la guerre vienne vite car «*si la guerre vient maintenant nous vaincrons et après sa fin le pays sera riche et florissant, sans inquiétudes pour l'avenir*». Ainsi cette guerre «sera plus importante que la guerre entre la race blanche et la race jaune»!

On sait que sir Edward Grey a suivi ou à peu près les bons conseils du *John Bull* en déclarant le 1er août 1914 avant la violation de la neutralité

belge *qu'une sortie de la flotte allemande serait considérée comme un casus belli par l'Angleterre*....

Pour gagner de plus en plus la nation à l'idée de la destruction nécessaire de la flotte allemande, la propagande anglaise, sans se soucier de la contradiction flagrante entre ces deux arguments, s'attachait 1° à montrer le grand danger que constituait la flotte allemande pour la Grande-Bretagne, à prouver son caractère agressif, et 2° à vanter la facilité avec laquelle l'Angleterre procéderait à l'œuvre de destruction ! Quant à l'argument n° 1, que de nombreux écrits de toute sorte vulgarisaient, faisons mention à titre d'exemple des essais et articles parus dans la *Quarterly Review* en 1908*). L'argument n° 2 était un lieu commun. Il était de bon ton de croire que « les quelques croiseurs ennemis annoncés comme s'approchant de la route Douvres-Calais seraient *avalés par nos navires comme un verre de sherry and bitters* » et que le seul doute permis serait de savoir « si c'étaient les Anglais ou les Français qui couleraient ces navires »**).

Il est impossible de reproduire ou de citer ici tout ce qui s'est écrit et ce qui s'est dit de haineux et de belliqueux en Angleterre avant la guerre au sujet de la lutte nécessaire contre l'Allemagne.

---

*) *Our dangered sea supremacy*, octobre 1908, etc.

**) *United Service Magazine*, mars 1912. P. Dehn : *England und die Presse*. Hambourg 1915.

Nous ne tenons d'ailleurs pas à tomber dans le travers de certains auteurs en jugeant un pays et sa mentalité d'après les excès de langage de quelques chauvins. Il est d'autant plus utile et justifié de mettre sous les yeux du lecteur quelques passages de deux articles politiques de tenue très modérée, publiés dans des revues sérieuses qui ne reflètent pas la manière de voir de démagogues effrénés, de patriotards sans scrupules, mais des milieux calmes et pondérés, articles écrits dix-sept ans avant la guerre, c'est-à-dire à un moment où il n'y avait pas de réels dissentiments entre les deux pays. Le 16 janvier 1897 le *Spectator*, jugeant des chances de l'Angleterre dans une guerre avec l'Allemagne, disait :

« Pour commencer, tous les navires de guerre « allemands dans l'océan Pacifique et sur la côte « africaine seraient coulés ou capturés. En outre, « des troupes envoyées des Indes orientales ou de « l'île Maurice occuperaient l'Afrique orientale alle- « mande, d'autres, venant du Cap, Pequena et le « Damaraland, des troupes de la Métropole s'em- « pareraient du Cameroun et d'autres enfin, en- « voyées par l'Australie, de la Nouvelle-Guinée « allemande. Avec la déclaration de guerre, toute la « flotte de commerce allemande serait livrée à notre « merci. Sur tous les océans nos croiseurs décou- « vriraient et captureraient les navires allemands. « A la vérité les Allemands pourraient se protéger

« dans une certaine mesure en tentant de faire « naviguer leurs navires sous pavillon neutre, mais « de semblables changements de pavillon ne peu- « vent pas être exécutés en peu de temps. Dans « la première semaine après la déclaration de guerre, « l'Allemagne subirait une perte de plusieurs mil- « lions de livres sterling du fait de la capture « de ses navires de commerce. Mais cela n'est pas « tout. Que l'on se représente l'effet foudroyant « qu'aurait sur le commerce de l'Allemagne le blo- « cus de ses ports par nos navires. Dans nos colo- « nies de nombreuses maisons de commerce alle- « mandes se sont établies, qui, malgré une vigoureuse « concurrence, font de bonnes affaires. Nous ruine- « rions ces maisons. Nous ne procéderions naturel- « lement pas avec brutalité, mais il faudrait que « la guerre les force, et elle le ferait, à liquider à « tout prix pour retourner en Allemagne. L'Alle- « magne perdrait ainsi pour son commerce mon- « dial un appui qu'elle vient seulement de créer « par un pénible labeur poursuivi des années durant. « Que l'on songe en outre au capital investi dans « les lignes de navigation, le Norddeutscher Lloyd « par exemple. Une guerre avec l'Angleterre équivau- « drait à paralyser complètement et à anéantir cette « grandiose organisation du trafic. Hambourg est un « des plus grands ports maritimes du monde. Dans « quelle situation se trouverait-il si réellement

« aucun navire ne pouvait plus y entrer ou en sor-
« tir ? Sans aucun doute, il est très difficile d'éta-
« blir un blocus rigoureux, mais la situation de
« Hambourg faciliterait beaucoup le blocus. En fait,
« il ne serait pas difficile de bloquer tous les ports
« allemands de la Baltique et de la mer du Nord.
« Bloquer les côtes françaises de l'océan Atlantique
« et de la Méditerranée serait une tâche formidable,
« étant donné le développement de ces côtes. Mais
« l'Allemagne n'a qu'un littoral peu étendu et l'accès
« de ses ports est particulièrement facile à fermer.
« Quelles seraient pour elle les conséquences, une
« fois ses vaisseaux chassés de mers, ses ports blo-
« qués ! Les colonies, l'Allemagne ne les regretterait
« pas sans doute, car elles ne sont pour elle qu'une
« charge, mais la ruine de son commerce maritime
« équivaudrait pour elle à une perte sèche de cent
« millions au moins de livres sterling (2 milliards
« 500 millions de francs).

« Disons-le franchement, pour l'Allemagne une
« guerre, même conduite avec la plus grande science
« et la plus grande prudence, entraînerait une perte
« immédiate des plus graves, tandis que nous, nous
« ne perdrions pour ainsi dire rien.

« Le dommage indirect aussi serait pour l'Alle-
« magne incalculable, parce qu'elle ne pourrait plus
« ensuite nous envoyer par la voie la plus courte
« les mille articles qu'elle nous livre actuellement.

« Les marchandises *Made in Germany* ne pourraient
« plus pénétrer dans nos ports excepté par la voie
« de la Hollande, de la Belgique et de la France.
« Sans aucun doute, nous aussi nous subirions des per-
« tes grâce à cet arrêt dans les arrivages de marchan-
« dises bon marché, mais pas dans la même mesure que
« l'Allemagne. Les concurrents des Allemands en
« matière de marchandises manufacturées auraient
« vite fait de se créer une clientèle et de satisfaire
« à nos besoins à des prix qui se seraient que très
« légèrement supérieurs. Pendant ce temps, la con-
« currence allemande sur les marchés neutres, dont
« nos commerçants se sont plaints si souvent, dis-
« paraîtrait complètement. Nous n'entendrions plus
« dire que l'Allemagne domine les marchés chinois
« et japonais.

« L'Allemagne n'aurait pas à attendre de secours
« d'une autre puissance. La perspective de la voir
« obligée de payer quelques centaines de millions
« de livres d'indemnité, perdre ses colonies et son
« prestige politique et commercial ne serait nulle-
« ment considérée par les autres puissances comme
« un danger qu'il faut éviter à tout prix. Certaines
« puissances ne permettraient vraisemblablement pas
« l'anéantissement des forces militaires de l'Alle-
« magne par souci de l'équilibre politique. Mais cet
« équilibre ne serait pas menacé au cas d'une guerre
« avec l'Angleterre. La plupart des puissances par

« contre seraient fort heureuses de voir la puissance « la plus arrogante de l'Europe obligée de subir « de salutaires humiliations ».

La *Saturday Review* du 11 septembre 1897, de son côté, écrit entre autres ce qui suit :

« Le prince de Bismarck a depuis longtemps re- « connu ce que le peuple anglais commence enfin, « lui aussi, à comprendre : qu'il y a en Europe deux « grandes forces opposées, irréconciliables, deux « grandes nations qui voudraient faire du monde « entier leur domaine pour y prélever un tribut sur « le commerce. L'Angleterre avec sa longue histoire « pleine d'entreprises heureuses, avec sa magnifique « conviction que tout en soignant ses intérêts elle « répandait la lumière parmi les peuples vivants « dans les ténèbres, et l'Allemagne issue du même « sang, avec une force de volonté moins grande, « mais avec un esprit encore plus hardi peut-être, « rivalisent l'une avec l'autre sur tous les points du « globe. Au Transvaal, au Cap, dans l'Afrique cen- « trale, en Inde et dans l'Extrême-Orient, dans les « îles du Pacifique et dans les régions lointaines « du nord-ouest, partout où le drapeau a suivi la « bible et le commerce le drapeau — et où n'ont- « ils pas pénétré ? — le commis-voyageur allemand « s'est trouvé aux prises avec le colporteur anglais. « Partout où il s'agit d'exploiter une mine ou « de construire un chemin de fer, partout où les

« indigènes doivent apprendre à préférer les conser-
« ves aux fruits de l'arbre-à-pain, à renoncer à la
« sobriété en faveur de l'eau-de-vie, les Allemands
« et les Anglais cherchent à se gagner de vitesse.
« D'innombrables petites querelles préparent la plus
« grande guerre que le monde ait jamais vue. *Si*
« *demain l'Allemagne était effacée de la carte du*
« *monde, il n'y aurait pas après-demain dans*
« *l'univers un seul Anglais qui n'en devînt d'autant*
« *plus riche.*

« Des peuples ont combattu des années durant
« pour la possession d'une ville ou pour un droit de
« succession. Ne seront-ils pas obligés de faire la
« guerre pour la sauvegarde d'un commerce annuel
« de 250 millions de livres sterling ? (soit 5 milliards
« de marks). Il y a trois ans, quand la *Saturday*
« *Review* commença à écrire contre la politique
« amicale traditionnelle de l'Angleterre à l'égard
« de l'Allemagne, elle se trouva représenter une
« exception parmi les organes dirigeants de l'opi-
« nion publique....

« Ce que Bismarck se représentait, et ce que nous
« reconnaîtrons bientôt nous aussi, c'est que non
« seulement il existe entre l'Angleterre et l'Alle-
« magne un conflit matériel d'intérêts, mais encore
« que l'Angleterre est la seule grande puissance qui
« puisse combattre l'Allemagne sans courir des ris-
« ques énormes et sans qu'il y ait de doutes sur le

« succès. Le concours des alliés de l'Allemagne dans « la Triplice serait sans utilité contre l'Angleterre : « celui de l'Autriche parce qu'elle ne peut rien faire « — celui de l'Italie parce qu'elle ne peut pas s'ex- « poser à une attaque de la France. Le développe- « ment de la flotte allemande ne fait que contribuer « à rendre plus grave le coup qui lui serait porté « par l'Angleterre. Les vaisseaux allemands repose- « raient bientôt sur le « fond de la mer » ou seraient « emmenés comme prises dans les ports anglais. « Hambourg et Brême, le canal de Kiel et les ports « de la Baltique devraient attendre, sous la menace « de canons anglais, que l'indemnité ait été fixée. Une « fois notre tâche accomplie, nous pourrions facile- « ment modifier les mots de Bismarck à Ferry, et « dire à la France et à la Russie : « *Cherchez-vous « des compensations. Prenez, dans les frontières de « l'Allemagne, ce que vous voulez, vous pouvez « l'avoir.* »

L'article de la *Saturday Review* se terminait par les mots : « ....Germaniam esse delendam ! »

Une distinction subtile entre l'impérialisme et l'annexionnisme n'est donc pas de mise. L'Angleterre n'était pas seulement impérialiste, elle était aussi annexionniste. L'un ne va jamais sans l'autre et l'impérialisme anglais était aussi annexionniste que tous les autres impérialismes. Cet annexionnisme visait, nous l'avons vu, directement l'Allemagne.

Mais on commettrait une grave erreur en pensant qu'il était simplement la conséquence inévitable de l'antigermanisme anglais. Si l'Angleterre désirait la défaite et la diminution de l'empire allemand ce n'était pas seulement parce qu'elle voulait ruiner, ou diminuer en tout cas, un rival économique. Déjà en annexant les républiques bœrs et en mettant, grâce à la complicité intéressée de la France, la main sur l'Egypte, l'Angleterre ne visait nullement l'Allemagne elle-même. Elle ne visait qu'à l'agrandissement de son empire. En concevant de vastes projets en Asie Mineure, en Mésopotamie, en Perse, ce n'est pas l'Allemagne qu'elle voulait frapper. Ces ambitions annexionnistes au contraire devinrent une raison de plus pour frapper l'Allemagne. Si l'existence d'une Allemagne forte et consciente de sa force n'était nullement une menace pour le formidable empire britannique, elle pouvait cependant devenir un obstacle à l'agrandissement continuel de cet empire. Il est vrai que l'Allemagne avait fait preuve d'un désintéressement si grand dans sa politique étrangère que l'Angleterre pouvait espérer que lors d'une nouvelle entreprise annexionniste le gouvernement de Berlin resterait aussi inactif qu'au moment de l'annexion des républiques bœrs. Mais une Allemagne forte diminuait par sa seule existence le prestige de la Grande-Bretagne à qui son hégémonie seule permettait de s'approprier à son aise dans tous les

coins du monde îles, terres et routes maritimes. En outre, l'antagonisme franco-allemand ne durerait peut-être pas toujours. Une Europe continentale réconciliée, dont une Allemagne forte ferait partie, forcerait l'Angleterre à renoncer à de nouvelles conquêtes.

Certaines ambitions annexionnistes anglaises visant d'ailleurs *directement* l'Allemagne étaient également plutôt de nature politique qu'économique. Le grand rêve d'une Afrique anglaise se heurtait aux colonies africaines allemandes, qui de tout le domaine colonial allemand, assez modeste d'ailleurs, constituaient la fraction la plus importante. La réalisation de l'Afrique anglaise exigeait comme condition préalable la défaite allemande. Quant à la mainmise italienne et française sur l'Afrique du Nord, elle n'était nullement considérée comme étant un obstacle aux projets anglais. En permettant l'installation et la consolidation *provisoire* de la France et de l'Italie dans l'Afrique du Nord, l'Angleterre s'était elle-même définitivement installée et organisée en Egypte, affaiblissant en même temps la position de l'Allemagne vis-à-vis de ces deux pays. Bien assise en Egypte et dominant les voies maritimes de Gibraltar et de Suez, elle était en réalité la maîtresse de l'Afrique du Nord. L'essentiel était donc de chasser l'Allemand du continent noir, l'Allemand qui de tous les occupants était le plus fort, le plus tenace, le

plus ingénieux. Les autres... ce serait pour une autre fois. Le calcul anglais ne différait à ce point de vue en rien du calcul japonais. Le Japon voulant s'incorporer la Chine et en chasser les Européens s'inspirait, en effet, exactement des mêmes principes que son grand maître ès-annexions. Il fallait commencer par le plus fort...

Nous avons vu que l'annexionnisme anglais était sous beaucoup de rapports un annexionnisme à part. Mais il y a une particularité importante qui le rend tout à fait distinct des autres annexionnismes. L'annexionnisme de la France, de l'Italie, de la Serbie, de la Roumanie, et même de la Russie a des bornes. Celui de l'Angleterre est sans limites. Il est sans limites dans l'espace et dans le temps. La France rêvait de reprendre l'Alsace et la Lorraine et d'établir sa domination sur la rive gauche du Rhin. L'Italie voulait toute la région méridionale du Tyrol et toute la rive orientale de la mer Adriatique. La Serbie voulait former un empire embrassant tous les peuples qui de près ou de loin lui sont parents. La Roumanie aspirait à arracher certaines provinces à l'Autriche-Hongrie. Et même le robuste appétit de la Russie avait des bornes. Ses rêves ambitieux s'arrêtaient à la prise de Tsargrad et à la subjugation du monde slave, à la domination sur les peuples du nord, à l'hégémonie en Orient. C'était formidable,

mais, enfin, c'était limité! Tous ces pays avaient des programmes déterminés qu'ils tenaient à exécuter. Rien ne prouve — il est vrai — qu'ayant atteint leur but ils auraient renoncé à toute annexion ultérieure. Mais enfin pour le moment leur programme s'arrêtait là. Il n'en était pas de même du programme anglais. L'Angleterre voulait, ne nous lassons pas de le répéter, *l'hégémonie absolue sur le monde.* Elle voulait dominer autant de pays que possible. L'empire britannique ne s'étant pas constitué en vertu d'un principe de race ou d'un principe géographique, aucune limite n'existait du moment qu'existaient l'ambition et l'orgueil britanniques qui étaient à l'origine de cet empire. Possédant toute l'Australie, pourquoi cet empire ne possèderait-il pas toute l'Afrique? Maîtresse du canal de Suez, pourquoi l'Angleterre ne serait-elle pas maîtresse du canal de Kiel? Ayant pris les Indes pourquoi ne prendrait-elle pas la Perse? Les Indes n'avaient pas été plus anglaises autrefois que la Perse, n'est-il pas vrai? Etablie à Gibraltar, qui avait été espagnol, pourquoi l'Angleterre ne s'établirait-elle pas à Kiel et à Calais, qui étaient encore allemands et français? Un empire qui se fonde sur un principe en quelque sorte illimité n'a virtuellement pas de limites.

C'est pour cela que l'Italien peut être de bonne foi quand il dit que la guerre contre l'Autriche est

sa *dernière guerre*, de même le Serbe et le Roumain. Le Français peut également se plaire à l'idée qu'une fois les Allemands battus et bien battus l'ère des conflits armés sera close. Le Russe s'il bat les Autrichiens, les Germains, les Turcs et les Bulgares peut arriver à une conclusion aussi puérile. L'Anglais? Il sait pertinemment, lui, que cette guerre n'est qu'une guerre comme il en a déjà fait tant d'autres! Après la France, la Hollande, l'Espagne c'est le tour de l'Allemagne. A qui le prochain tour? A celui évidemment qui prendra le rôle qu'avaient tenu successivement ces quatre pays, le rôle de barrière contre l'annexionnisme et l'impérialisme anglais ou de détenteur de pays ou de valeurs ambitionnés par l'Angleterre! C'est excessivement simple...

Cette politique les Anglais n'ont même jamais cru nécessaire de la nier. En général, on en cachait cependant le caractère brutal sous la formule de la *balance of power*. « L'Angleterre ne peut pas changer son rôle historique en Europe même si elle le voulait. L'instinct de sa propre conservation l'oblige à maintenir cette *balance of power* *) ». Cette prétention est déjà extravagante et l'on se demande ce que peut être la paix d'une Europe guettée ainsi sans cesse par « une aristocratie politique, à l'affût, de-

---

*) *The german peril*, essai publié par *The Quartly Review*, 1906.

puis des siècles, de tous les adversaires possibles de la grandeur anglaise *) » !

Mais il y a mieux. M. *Homer Lea* dans son livre extraordinaire : *The Day of the Saxon,* paru en 1912, et dépassant de loin dans son genre tout ce que les pangermanistes les plus exaltés ont jamais écrit, célébrait avec beaucoup de franchise — pour ne pas dire *cynisme* — la *brutalité* comme base de la grandeur anglaise. « Par des guerres et des conquêtes, par des vols et des intrigues, par le même usage de la puissance physique, l'Angleterre s'est formée pièce par pièce », comme tous les autres pays croit M. Homer Lea. « La brutalité de tout développement national est manifeste, et nous ne nous en excusons pas . . . » Cet Anglais sincère exposant la formation de la Grande-Bretagne sur les décombres de la puissance maritime française, hollandaise et espagnole, dit encore : « A la fin du 18e siècle l'Angleterre a recueilli « les débris de ces nations — débris dont elle n'était « pas seule responsable. Grâce à la vanité et à l'ignorance « de ces pays, grâce à sa propre valeur et à sa pro- « pre brutalité — c'est là le sort des nations — « l'*Angleterre a pris l'une après l'autre, leurs mers « et leurs possessions.* C'est que l'Empire britannique « s'est formé grâce aux guerres et que les guerres prolon- « geront ou raccourciront son existence selon que le

---

*) J. Bardoux : *Essai de psychologie de l'Angleterre contemporaine,* 1906.

« peuple anglais se prépare ou ne se prépare pas à ces « luttes inévitables qui s'approchent maintenant et qui « d'aucune façon ne relèvent des choses éphémères ou « des passions humaines, mais au contraire de ces forces « élémentaires qui ne se préoccupent ni de l'humanité « ni de ses institutions ». Et voilà !

Mais voici le bouquet: « *Le maintien de la sou-« veraineté anglaise n'est pas possible sans la répres-« sion de l'expansion territoriale et politique des autres « nations.* C'est un principe qui doit trouver *son ex-« pression la plus complète dans la guerre:* une seule « guerre si l'empire est détruit, *une série de guerres « s'il est victorieux.* La force de ce principe augmente « avec toute année où augmente la population et où se « développent les arts et les sciences éveillant dans « l'humanité de nouveaux désirs, puisque diminuant « en même temps les sources de richesse, augmente « avec toute année où il y a de nouvelles inventions « qui réduisent le temps et l'espace et dressent les « plus grandes nations, grâce à leur expansion irrésis-« tible et incontrôlable, contre le cercle de l'empire « britannique. C'est en vertu de ce principe que nous « concluons à la guerrre inévitable, avec la pleine « conscience de ces faits, que ne peut nous cacher « aucun espoir, aucun effort pour les détourner ou « les nier. Cette loi irrévocable de la guerre est très « simple. Elle est terrible dans sa simplicité. *Le cercle « de la Domination anglo-saxonne doit être brisé ou*

« *la grandeur des autres nations doit être restreinte* ». En effet!.... On ne saurait mieux dire!

Nous avons peut-être, ayant une mentalité essentiellement continentale, commis une erreur, en affirmant tout à l'heure qu'aucun principe géographique ne sert de base à cet impérialisme et à cet annexionnisme anglais. C'est que nous donnons à ce mot le sens que l'histoire continentale lui a conféré. La France voulant avoir la frontière du Rhin, invoque par exemple un principe géographique. Ce principe qu'on appelle aussi le principe stratégique, chaque fois que la géographie toute seule ne suffit pas à la petite supercherie qui consiste à prêter un caractère défensif à une politique annexionniste, ne peut, en effet, s'appliquer à l'Angleterre. Mais si l'on se rappelle la prétention extraordinaire mais avouée de ce pays de dominer toutes les mers, on pourra dire que lui aussi agit selon un principe géographique. Si les frontières de l'Angleterre sont les côtes des pays étrangers, ces pays étrangers ne constituent, en effet, qu'une sorte de hinterland maritime, destiné par la Providence à être exploité par la grande Angleterre, soit par prise de possession pure et simple soit par l'établissement de quelques places fortes, *Zwingburgen* aurait-on dit au temps de Guillaume Tell, ou encore par la mainmise diplomatique ou économique. L'on comprend qu'un pays qui considère comme son chez-

soi tous les océans et comme de vulgaires hinterlands ou de simples îles tous les continents dispose d'une mentalité annexionniste particulière qui fait apparaitre comme un caprice bien anodin la prétention panrusse selon laquelle toutes les côtes et toutes les mers entourant les embouchures des fleuves russes doivent être russes elles-aussi! Comme il n'y a pas de fleuves russes qui prennent leur source dans les montagnes de l'Amérique ni dans les Pyrénées ni en Bohême, les mers qui entourent l'Amérique, l'Espagne et l'Europe Centrale échappent aux ambitions moscovites. Quant à l'Angleterre toutes les mers font partie de l'embouchure de ses fleuves! L'Angleterre maîtresse de toutes les mers est libre d'avoir toutes les ambitions. Qu'elle les a toujours eues, son histoire en est la preuve. Qu'elle les avait maintenues intactes, l'esprit dont elle a témoigné avant cette guerre, la politique d'encerclement qui en fut la conséquence logique sont là pour le certifier.

Et telle était la mentalité de l'empire britannique lorsqu'en 1914 il entra en guerre pour... eh! bien, pour... défendre la sainteté des traités et le droit à l'existence des petites nations...

TROISIÈME PARTIE

La guerre annexionniste de l'Entente

Chapitre VIII

L'annexionnisme et la guerre

Nous restons fidèles à l'intention que nous exprimions au début de ce livre de ne pas parler des origines de la guerre. Les faits que nous avons étudiés sont d'ailleurs assez éloquents. Ils nous apprennent qu'à la veille de la guerre de 1914 les pays qui sont unis depuis dans la lutte contre les empires centraux avaient une mentalité nettement annexionniste et poursuivaient une politique visant la conquête de certains pays appartenant à leurs adversaires actuels.

La *Serbie* avait nourri des projets annexionnistes de large envergure: elle voulait tous les pays serbo-croates de la Double Monarchie, y compris la côte dalmate, après avoir annexé la Macédoine bulgare.

La *Russie* voulait Constantinople, les Balkans, le partage de l'Autriche, toute la Pologne.

La *France* demandait l'Alsace-Lorraine, la rive gauche du Rhin, un affaiblissement considérable de l'empire d'Allemagne aux dépens de son unité.

L'*Angleterre* désirait la disparition de la flotte allemande, l'incorporation des colonies allemandes, la conquête des marchés allemands, la disparition de l'Empire lui-même en tant que grande puissance.

L'*Italie* voulait annexer une partie considérable du Tyrol autrichien, la côte dalmate avec les ports austro-hongrois.

La *Roumanie* voulait les provinces austro-hongroises habitées par des Roumains, la Transylvanie et la Boukovine.

En outre, *la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie* convoitaient la majeure partie de la Turquie d'Asie ainsi que la Perse.

Ce sont là des faits. Ni les Français, ni les Italiens, ni les Russes, ni les Roumains, ni Serbes ne les ont niés avant la guerre.

Un autre fait est que ces buts annexionnistes *ne peuvent se réaliser que par la guerre.*

Et c'est un fait enfin que la plupart de ces pays annexionnistes s'étaient déjà alliés les uns aux autres en temps de paix. La France, la Russie et l'Angleterre avaient formé ce qu'on avait appelé la Triple Entente, la Serbie et la Russie étaient liées l'une à l'autre par une politique de solidarité, et en août 1914 tous se trouvèrent du même côté, transformés en frères d'armes. L'Italie annexionniste et la Roumanie annexionniste qui en vertu de leurs alliances auraient dû prendre les armes contre cette

coalition annexionniste, se détachèrent immédiatement du groupe de leurs alliés en se déclarant neutres, appuyant par-là la politique de la Russie, de l'Angleterre, de la France et de la Serbie. Ils ne tardèrent pas à entrer enfin ouvertement dans le groupe des puissances annexionnistes.

Ainsi la séparation du monde européen était nette et logique. D'un côté les pays annexionnistes et de l'autre ceux dont les terres, les sujets et les richesses avaient été depuis longtemps convoités par ceux-là.

Les sophismes les plus adroits ne sauraient changer ces faits. Les arguties les plus habiles sur les causes de la guerre ne pourront faire oublier que l'aspect qu'offrait la guerre européene en 1914, précisé encore par l'intervention de la Roumanie et de l'Italie, était *l'expression exacte et parfaite* de la politique annexionniste poursuivie par tous ces pays et que cette guerre représentait le moyen le plus sûr de la réalisation. Après avoir réuni leurs aspirations annexionnistes dans une politique commune, les pays qui formaient désormais ce qu'on appelle depuis l'Entente faisaient donc leur guerre en commun.

Mais cette guerre une fois commencée, changement de spectacle : tous ces pays à l'annexionnisme avoué quelques semaines auparavant encore, se déclarent subitement les victimes d'une brutale agression ! Tous ils jurent ne pas avoir voulu la guerre, bien

que leurs projets annexionnistes ne puissent se réaliser sans la guerre et que tous ils aient prêché la guerre dans le but de réaliser ces projets ! Dès lors, à les en croire, ils ne font que la subir, cette guerre, malgré eux.

Phénomène surprenant cependant : dès le début ils se gardent bien de proclamer la guerre purement défensive. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, elles ne parlent que de défense. « Des ennemis jaloux désireux de nous arracher des provinces ou d'abattre notre résistance se sont rués sur nous, disent-ils. Nous combattons pour garder intactes nos frontières, pour défendre nos foyers, pour déjouer les projets annexionnistes des adversaires. » Lisez les proclamations officielles, les discours des chefs d'Etat, les articles des principaux journaux : c'est toujours la même note. Rien de plus. *Aucun but de guerre n'est proclamé autre que celui de la défense.*

Les pays de l'Entente par contre qui cependant se disent eux aussi attaqués ne se contentent pas de proclamer la lutte pour la défense du foyer menacé. Dès le premier jour de la guerre ils avouent d'autres buts de guerre. Ce sont : la Justice, le Droit et la Liberté du Monde. Remarquez bien : *du Monde !* Ils ne luttent pas seulement pour eux-mêmes. Ils luttent pour quelque chose au-dessus d'eux-mêmes ou, pour sortir du charabia, pour quelque chose *en dehors d'eux-mêmes.* Il est vrai que ce quelque

chose c'est le Droit, la Justice, et la Liberté. Mais ce n'est pas seulement la Liberté française, anglaise, russe, serbe, etc., pas seulement le Droit et la Justice dans les pays de l'Entente — qui relèvent uniquement de la politique intérieure de ces pays — mais le Droit et la Justice dans le *domaine international*.

Qu'est-ce à dire ? Certains neutres pensent encore qu'une lutte pour le Droit, la Justice et la Liberté est forcément une lutte défensive. Il s'agit de défendre le Droit, la Justice et la Liberté menacés par l'agression étrangère, c'est-à-dire le *statu quo* du Droit, de la Justice et de la Liberté, donc le *statu quo* tout court. En réalité il en est tout autrement. Ceux qui combattaient pour ces mots abstraits faisaient voir clairement que le Droit, la Justice et la Liberté violés par l'Allemagne et ses alliés étaient tout autre chose. Selon eux ces biens suprêmes de l'humanité n'existaient déjà plus longtemps avant la guerre. L'Europe telle qu'elle avait existé avant la guerre ne correspondait nullement à cet idéal. L'existence d'une Allemagne et d'une Autriche-Hongrie telles qu'elles étaient constituait déjà en elle-même la violation de cet idéal. Le militarisme prussien, l'impérialisme allemand, la composition de la Double Monarchie embrassant tant de nationalités hétérogènes : tout cela était contraire à la Liberté, au Droit et à la Justice. C'est cette Liberté-là, c'est ce Droit-là, c'est cette Justice-là,

toutes trois violées longtemps avant la guerre par les deux empires et leurs alliés qui devaient être restitués par la guerre.

La lutte pour ces principes ne pouvait donc consister dans la seule défense contre une agression. Elle exigeait l'anéantissement des adversaires. Elle l'exigeait à tel point qu'on se demande comment cette lutte était compatible avec la thèse de la guerre provoquée par une agression allemande. Sans l'agression allemande l'Entente aurait donc continué à subir la violation constante du Droit, de la Justice et de la Liberté? Et comment pouvait-elle se glorifier de mener la guerre pour ces nobles principes alors qu'à l'en croire elle n'avait pas voulu de cette guerre? Partisan passionnée de la paix, elle avait donc été la complice de ses adversaires actuels, en admettant comme état durable l'état d'injustice, l'état contraire au Droit et à la Liberté? N'ayant pris la résolution de défendre le Droit, la Justice et la Liberté que parce que l'Allemagne et ses alliés les y avaient contraints par leur agression, les pays de l'Entente étaient-ils vraiment les dignes champions du Droit? Avaient-ils vraiment du mérite à vouloir le Droit et la Justice puisque ce n'était que malgré eux qu'ils étaient entrés dans la lutte? Et s'ils y avaient du mérite, leurs adversaires n'en auraient-ils pas aussi pour leur avoir offert une si belle occasion d'abandonner leur attitude indifférente et de faire

quelque chose pour le Droit, la Liberté et la Justice !

Toujours est-il que la lutte pour le Droit, la Justice et la Liberté exigeait plus qu'une simple défense et qu'elle nécessite la désagrégation des pays ennemis. La réalisation de ces trois principes ne pouvait se faire sans un remaniement de la carte d'Europe. La guerre pour le Droit, la Justice et la Liberté était donc forcément une guerre de conquête. En d'autres termes : ces beaux principes n'étaient que... *le principe annexionniste,* rien de moins et rien de plus. Excluant le *statu quo*, tendant à une nouvelle organisation du monde aux dépens des adversaires, la guerre des alliés se présentait dès le premier jour comme une vaste entreprise de conquête.

En se proclamant les défenseurs de toutes les belles choses qu'impliquent les trois mots magiques, on continuait en même temps d'induire en erreur les peuples de l'Entente sur les fins très réelles de l'entreprise et de les intéresser à la politique annexionniste, enfin en voie d'exécution, mais qu'au fond les masses populaires répudiaient toujours. On ne pouvait guère demander aux paysans de France de se battre pour la conquête de la Syrie et des provinces rhénanes. Tous les Anglais ne s'enchantaient certes pas de l'idée d'une guerre pour l'acquisition de territoires persans, pour le démembrement

de l'Allemagne et de l'Autriche. Pour les Russes la chose était plus simple. Ils n'avaient pas besoin de savoir pourquoi ils marchaient. Mais il y avait encore les neutres. Leur annoncer sans ambages des buts annexionnistes c'était s'aliéner leurs sympathies, alors qu'il importait de leur rendre les buts de guerre de l'Entente sympathiques, de les amener à se solidariser en quelque sorte avec ses visées annexionnistes. Là encore la formule du Droit, de la Liberté et de la Justice pouvait rendre des services excellents. Non pas que l'Entente tînt tant que cela à leurs sympathies en tant que neutres. Son souci principal — toute l'histoire de cette guerre l'a démontré — était plutôt de diminuer autant que possible le nombre des neutres, en s'en faisant des alliés. La collaboration des seuls gouvernements ne suffisait pas à cette tâche. Il fallait celle des peuples, des peuples éternellement bernés, éternellement trompés. On pouvait s'assurer la participation des gouvernements à l'œuvre annexionniste en leur permettant la réalisation de leurs ambitions à eux. Les peuples plus moraux et plus idéalistes avaient besoin de buts de guerre plus élevés. On leur servait donc du Droit, de la Justice et de la Liberté. Le peuple italien par exemple n'aurait pu être amené aussi facilement à se solidariser avec la politique de son gouvernement si l'on ne l'avait amené auparavant à se solidariser avec les buts idéals des pays de l'Entente.

L'annexionnisme très concret de l'Entente, avoué avant la guerre, fut donc, la guerre une fois venue, revêtu de mots abstraits évoquant des idées humanitaires et des principes moraux. La façon dont les pays de l'Entente conduisaient la guerre, et dont ils mettaient en pratique leurs belles théories ne pouvait tarder évidemment à révéler aux esprits impartiaux le vrai sens de cette terminologie nébuleuse. Mais même si cela n'eût pas été le cas, comment aurait-on pu méconnaître le caractère véritable et essentiellement annexionniste de ce beau programme, à moins qu'à partir du 1er août 1914, on eût bien voulu oublier tout ce qui s'était passé avant cette date fatidique, qu'on eût perdu de vue comme par enchantement tout le passé annexionniste, toute la mentalité annexionniste, tout le programme annexionniste des nouveaux champions du Droit, de la Liberté et de la Justice.

Il faut toutefois rendre à l'Entente cette justice qu'elle faisait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'on n'oubliât rien. Elle ne se borna nullement à proclamer un vague annexionnisme de mots abstraits, sous le couvert de buts de guerre fantaisistes; elle se mit bientôt à révéler peu à peu des buts de guerre très réels, très tangibles. Il fallait donc un bien grand aveuglement ou une complaisance plus grande encore pour ne pas reconnaître dans ce déballage tout le beau programme que les pays de l'Entente avaient

établi longtemps avant la guerre et qui de leur propre aveu n'était réalisable que par la guerre. Bientôt d'ailleurs on sortit complétement des brumes. Certains hommes d'Etat et certains publicistes renonçant à toute précaution oratoire, laissant le Droit de côté, méprisant les beautés de la Justice, et se moquant des charmes de la Liberté, prêchaient l'annexionnisme par « Realpolitik » tout comme avant la guerre.

De nouveau on élaborait des programmes d'annexion, comme avant la guerre. De nouveau on formulait des revendications précises. Et partout où la fortune des armes le permettait, on procédait aux réalisations .... Et c'était les mêmes programmes et les mêmes revendications.... L'Entente faisant la guerre, ce fut donc tout logiquement la guerre annexionniste prévue par elle de longue date.

Mais est-il permis d'apprécier de la même manière en vertu de leur similitude le programme annexionniste formulé pendant la guerre et celui du temps de paix? Peut-on mettre sur le même rang le désir et l'effort qui doit le réaliser? La guerre simplement parce que c'est la guerre ne donne-t-elle pas un sens nouveau, une portée imprévue, un caractère précédemment inconnu à l'annexionnisme prêché en temps de paix?

Désormais pendant qu'on formule des programmes annexionnistes *la tuerie bat son plein*. Des centaines

de milliers de soldats meurent. Des veuves, des parents, des enfants sont dans la désolation. Aucune excuse n'est plus possible. Si l'on sait pourquoi on lutte on sait aussi ce que coûte la lutte, c'est-à-dire la réalisation du programme annexionniste. Ce n'est plus l'annexionnisme sur le papier et à la tribune. C'est l'annexionnisme dans le sang. Il ne s'appuie plus sur des raisonnements abstraits. Il s'appuie sur le glaive. Derrière chaque revendication il y a des millions de baïonnettes. « Il nous faut l'Alsace-Lorraine ! » — Ce n'est plus une idée lancée dans les foules : c'est l'œuvre mortelle du canon. C'est la bataille. C'est la bataille de la Somme, la bataille de Verdun. « Il nous faut Constantinople ! » — Ce n'est plus du mysticisme, ce n'est plus une pensée politique : c'est la mort, c'est la souffrance, ce sont des monceaux de cadavres amassés dans les défilés des Carpathes. « Il nous faut la suprématie commerciale et maritime, il nous faut le Trentin, il nous faut la Transylvanie ! » — Ce sont des millions d'êtres frappés dans leurs plus chères affections, ce sont des vies détruites, ce sont des régiments d'aveugles, d'estropiés, des pauvres femmes et des enfants sans foyer errant dans les ruines de leurs villages, mourant de faim. « Il faut remanier la carte du monde ! » — C'est le monde détruit ! C'est la perte irrémédiable d'immenses valeurs. C'est la civilisation européenne à jamais compromise. C'est la barbarie hideuse régnant en

maître incontesté. « Il faut un monde nouveau ! » — C'est le monde ancien ! C'est l'écroulement de vingt siècles de civilisation, c'est l'anéantissement de tout ce que laborieusement on avait édifié. C'est la débâcle de la pensée humaine !

Ah ! Vouloir des terres nouvelles ! Des mers nouvelles ! Des populations nouvelles ! C'est abreuver de sang les terres qui étaient florissantes. C'est remplir de cadavres les mers qui hier étaient les grandes voies de la civilisation. C'est exterminer des populations qui vivaient heureuses ou qui simplement vivaient. Vouloir son pays plus grand, c'est vouloir l'Europe plus petite. Vouloir sa nation plus riche c'est vouloir le monde entier plus pauvre. Vouloir sa race plus glorieuse c'est vouloir l'humanité plus misérable !

La guerre annexionniste est chose horrible même si elle est inspirée par le plus pur patriotisme, même si les aspirations d'une nation ne peuvent se réaliser que par elle. Mais que dire si ces aspirations elles-mêmes ne comptent plus que pour peu de chose pour chaque pays comme c'est le cas dans une guerre annexionniste qui est en même temps une guerre de coalition ?

Cette question de la guerre de coalition nous fait en effet toucher la différence capitale entre la politique annexionniste poursuivie en temps de paix par chacun des pays de l'Entente et la politique annexionniste collective de l'Entente depuis la guerre.

Avant 1914 bien que la France fût l'alliée de la Russie, ses hommes politiques préconisant une politique annexionniste pouvaient prétendre ne travailler que pour la France. Ils comptaient évidemment sur leurs alliés et ils savaient que ceux-ci comptaient sur eux, que l'un s'appuierait sur l'autre et qu'en faisant la guerre ensemble il fallait la terminer ensemble. Mais enfin leur propagande annexionniste et leur ambition annexionniste ne portait que sur des terres *qu'ils voulaient pour leur pays.* Il en était de même en ce qui concerne la Russie, l'Angleterre, la Serbie, l'Italie, etc. bien que le programme annexionniste de ces pays dût prévoir naturellement aussi des conquêtes pour les alliés. Ainsi la Russie ne voulait pas seulement faire des conquêtes pour son propre compte, mais — dans le but d'affaiblir l'Autriche ou de l'effacer même de la carte d'Europe — elle faisait siens les projets annexionnistes de la Serbie. L'Angleterre voulant abattre l'Allemagne désirait que la France et la Russie en prissent de bonnes portions. Mais ces pays eux aussi ne pensaient évidemment en première ligne qu'à leurs propres buts de guerre. S'ils tenaient compte de ceux des autres c'était parce que la réalisation de ceux-là complétait la réalisation de ceux-ci.

Le programme annexionniste en temps de guerre par contre ne s'arrête pas à l'intérêt de chaque pays. La guerre de coalition rend solidaires les uns des

autres tous ces multiples projets annexionnistes. Il n'y a plus un programme annexionniste français, anglais, russe, serbe, italien, etc. Il n'y a désormais qu'un annexionnisme collectif. La France veut la rive gauche du Rhin? La Russie Constantinople? L'Italie le Trentin et la côte dalmate? La Roumanie veut la Transylvanie? Tous alors devront désormais vouloir tout. L'annexion de Constantinople par la Russie doit être aussi chère à la France que la prise de l'Alsace-Lorraine. La conquête de la Galicie par la Russie est un but de guerre italien au même titre que la conquête de Trieste. Chacun inscrit dans son programme les programmes tout entiers de ses collaborateurs. Il n'y a plus qu'un seul programme embrassant toutes les revendications, un seul programme engageant tous les associés. Chaque pays lutte pour la conquête de toutes les provinces convoitées par tous les pays alliés.

Si avant la guerre il y avait une France annexionniste, une Russie annexionniste, une Angleterre annexionniste, une Italie annexionniste il n'y a en temps de guerre qu'une *Entente annexionniste.* Et l'annexionnisme de l'Entente n'est pas seulement la somme des annexionnismes des pays qui la composent. Chaque pays représente à lui seul toute l'Entente annexionniste et porte tout le poids du programme de l'Entente.

En élargissant ainsi son programme l'annexionnisme

de chaque gouvernement ou de chaque pays se libère donc de l'idée nationale qui est sa seule excuse et du sentiment patriotique qui constitue son unique beauté. L'Alsace française par exemple peut être un idéal pour la France, mais non pas Constantinople russe, la Bosnie serbe, l'Afrique anglaise ou l'Albanie italienne, d'autant moins que ces buts de guerre sont profondément immoraux. Ces annexions-là sont, au point de vue français, des « combinaisons » politiques, des combinaisons qui auraient pu être remplacées par d'autres selon le hasard des alliances et selon le hasard des projets annexionnistes des alliés. Ces annexions sont indépendantes de la volonté et des destinées de la France. Et dans la même mesure que dans leur ensemble elles sont plus considérables et plus nombreuses que les conquêtes que veut la France pour elle-même, la guerre annexionniste qu'elle entreprend est une guerre politique, une guerre de calcul, une guerre de « Realpolitik », conduite froidement comme on conduit une affaire. Tel Jacob qui pour épouser Rachel dut d'abord s'allier à Léa, la France pour prendre Strasbourg doit conquérir Tsargrad ! S'il est déjà douteux que la conquête de Strasbourg soit une nécessité nationale pour la France, s'il est fort problématique que celle de Constantinople soit une question de vie ou de mort pour la Russie, il est sûr en tous cas que la France se saignant à blanc pour Tsargrad, et tant d'autres

conquêtes qui ne peuvent l'intéresser, la Russie s'épuisant pour Strasbourg et de nombreux buts de guerre étrangers, c'est l'annexionnisme national transformé en une entreprise commerciale dont l'enjeu est la vie de millions d'êtres humains et dont le profit, si grand qu'il puisse être pour l'ensemble des associés, ne suffira jamais à compenser les pertes subies par chacun d'entre eux.

Ce caractère spécial de la guerre annexionniste collective était encore une des raisons qui commandaient l'usage des mots magiques: Liberté, Droit, Justice. Il fallait hisser un drapeau autour duquel pussent se rallier les armées hétérogènes, il était nécessaire d'avoir un but de guerre commun à tous les peuples, un idéal masquant la réalité brutale d'une lutte prétendue nationale, mais qui en réalité se faisait avant tout, en vertu des lois inhérentes à l'annexionnisme collectif, pour des aspirations étrangères. Si la guerre que menaient les gouvernements de France, de Russie et d'Angleterre et de leurs alliés n'avait tendu qu'à la défense contre une agression, ils n'auraient pas eu besoin d'inscrire sur leur drapeau d'autre mot d'ordre que la « nécessité de la défense » pour garder intacte la cohésion entre les nations si hétérogènes qui composent ce qu'on appelle aujourd'hui l'Entente. Ils auraient dit à leurs peuples: « Nous faisons la guerre

jusqu'à ce que l'agression soit repoussée! » S'il avait été manifeste que les Empires centraux poursuivaient des buts annexionnistes il aurait suffi de dire aux peuples de l'Entente: « Nous ferons la guerre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de danger pour nous d'être démembrés, de perdre nos territoires, de voir passer nos frères sous la domination étrangère ». Ces deux buts de guerre auraient amplement suffi pour attacher indissolublement les uns aux autres Russes, Français, Anglais, etc. On ne s'est pas servi de ces arguments ou si, à côté d'autres, on s'en est servi, ce n'a été que rarement et non pas exclusivement. Ce fait a son importance. Si l'Entente eût été réellement attaquée, si les Empires centraux avaient réellement déclenché une guerre d'annexion, aurait-on eu besoin d'expédients métaphysiques pour sceller l'union entre les peuples de l'Entente? Or on en avait besoin; c'est indéniable. Il eût été déjà difficile de faire marcher chaque peuple en lui révélant crûment le but purement annexionniste de sa guerre à lui. A plus forte raison ne pouvait-on pas le faire marcher pour les ambitions annexionnistes des autres! Le fait est qu'il aurait été impossible d'envoyer les paysans et les ouvriers français se faire tuer uniquement pour la conquête de l'Alsace-Lorraine, celle de toute la rive gauche du Rhin, de la Syrie etc. Pouvait-on leur demander alors de faire la guerre pour que Constantinople soit russe, la Bosnie

serbe, pour que les colonies et les marchés allemands deviennent anglais? Certes que non. Il en était de même pour les Anglais, les Russes et les Serbes, qu'on ne pouvait décemment faire tuer pour reprendre l'Alsace-Lorraine et pour satisfaire aux autres revendications de leurs alliés. De même comment exiger du peuple italien — qui était sûr en mai 1915 de conquérir en peu de semaines les provinces austro-hongroises convoitées — qu'il continuât la guerre, ses buts de guerre une fois atteints, uniquement pour la réalisation des projets annexionnistes de ses alliés? Le Pacte de Londres pouvait lier les *gouvernements* alliés, qui savaient ce qu'ils faisaient. Il fallait un pacte analogue aux *peuples* qui, eux, ne savaient rien du tout. Il fallait donc qu'ils luttassent pour un but qui leur fût commun à tous. Comme entre les buts de guerre réels il n'y avait aucune communauté, un but de guerre métaphysique s'imposait — métaphysique, mais assez réel cependant pour qu'il laissât entrevoir quelque but de guerre véritable qu'on pouvait avouer sans avouer en même temps ce qu'il valait mieux laisser dans l'ombre. Ce but de guerre commun à tous, ce fut encore l'idéal mirifique de la Liberté, de la Justice et du Droit.

Cette supercherie d'une solidarité des peuples de l'Entente dans le Droit, la Justice, et la Liberté leur pouvait-elle cacher la solidarité dans l'abus de la

Force, dans l'Injustice et dans la suppression des libertés, solidarité qui est une autre conséquence de la guerre annexionniste collective? Nous ne voulons pas seulement parler de la responsabilité morale qu'assume chaque peuple en faisant siens les projets annexionnistes d'une autre puissance, projets dirigés souvent contre des nations, qui ne lèsent en rien les droits d'autrui, qui ont même le Droit pour elles. Ainsi le peuple français se trouve dans une situation morale peu enviable en combattant en faveur de la russification d'une ville turque et le peuple anglais ne pouvait pas être très à son aise en donnant son appui à la Russie conquérante de la Galicie autrichienne. Mais il y a encore une autre solidarité, encore plus grave, dans l'Injustice. Elle est fondée sur l'adhésion que donne chaque pays aux injustices, aux violences et aux tyrannies commises dans l'intérieur même des pays alliés, commises avant la guerre, perpétuées depuis la guerre et rendues irrévocables en cas de victoire. Une guerre perdue par la Russie et l'Angleterre peut rendre leur liberté aux Polonais et aux Egyptiens par exemple. Elle peut adoucir le sort des Finlandais et des Irlandais. Or, la France en travaillant pour la victoire commune travaille en faveur de l'asservissement définitif de ces nationalités. L'alliance devient une complicité.

La guerre annexionniste collective n'est pas seulement la lutte pour des intérêts étrangers, elle va

en outre à l'encontre des intérêts nationaux de plusieurs des nations de l'Entente. La France combattant pour l'hégémonie définitive de l'Angleterre sur toutes les mers se courbe volontairement sous un joug qu'en cas de victoire de l'Entente elle sentirait peser lourdement sur elle-même. La Roumanie combattant aux côtés de la Russie se livre à jamais au futur maître de Tsargrad. La Serbie et l'Italie se préparent de nouveaux conflits sanglants.

Nous pouvons donc conclure en disant que l'annexionnisme collectif tel qu'il devait s'exprimer dans une guerre annexionniste de l'Entente est inhumain, qu'il est immoral et démoralisant, et qu'il est par surcroît antinational.

CHAPITRE IX

Buts de guerre français

Nous avons dit que le programme annexionniste de l'Entente développé durant la guerre correspond exactement à celui d'avant la guerre et que chaque pays exposant son programme à lui, le faisait d'accord avec ses alliés, de sorte que toute revendication nationale devint une revendication interalliée. C'est cela surtout qu'il ne faut pas perdre de vue en passant rapidement en revue les buts de guerre de l'Entente.

Les documents abondent, et ceux que nous avons eus à notre disposition n'en constituent qu'une part minime. Il y a les manifestations officielles et officieuses — discours de chefs d'Etats, de ministres, de députés, articles de journaux — les livres, les brochures, il y a les informations des journaux neutres. Il y a toute une littérature annexionniste, énorme et prolixe. N'oublions pas enfin que, partout où celà fut possible, les Alliés ont donné un commencement d'exécution à leur programme annexionniste. Il est

vrai que les événements n'ont pas facilité la mise en pratique de leurs théories...

Comme nous n'avons pas l'intention de dresser ici un acte d'accusation, mais d'exposer une question politique, nous nous abstiendrons de ramasser à droite et à gauche tous les écrits, toutes les coupures de journaux, toutes les folies qu'on a dites ou écrites dans les pays de l'Entente sur le sort réservé en cas de victoire à l'Allemagne et à ses alliés. Ce serait faire œuvre de haine que de reproduire les grossièretés écrites dans la presse française par exemple à l'égard de l'Allemagne et de la Prusse, de leurs souverains et de leurs habitants, toutes les explosions d'hystérie malveillante contre la Monarchie danubienne, l'empereur François-Joseph et ses sujets. Les projets de partage et de démembrement exposés par d'obscurs auteurs, bien que publiés dans des opuscules répandus par milliers d'exemplaires, nous apparaissent cependant aussi négligables que ces basses injures. Nous nous en tiendrons aux manifestations politiques dignes de ce nom et nous n'en citerons que les plus importantes ou celles qu'il nous était le plus facile de nous procurer, en tout cas seulement celles d'entre elles qui prouvent vraiment quelque chose et qui sont incontestablement authentiques.

C'est de la France que nous sont venues la plupart des voix annexionnistes depuis la guerre.

C'est elle qui a contribué le plus à constituer le dossier annexionniste de l'Entente. De tous les Alliés, c'est elle qui a formulé les prétentions les plus énormes ...

A peine la guerre fut-elle déclarée que partout en France s'éleva le cri: *« Il nous faut l'Alsace-Lorraine!»* — Hommes d'Etat, généraux, journalistes, écrivains, tout en répétant que la France pacifique avait depuis longtemps renoncé à ce pays, clamaient bien haut la nécessité de le reprendre. L'état-major français subordonna ses plans stratégiques à cette idée politique et porta son effort principal non pas sur la Belgique menacée, mais sur l'Alsace-Lorraine. L'entrée en Alsace, l'occupation éphémère de Mulhouse furent saluées avec un enthousiasme indescriptible. Dans les villages alsaciens où entrèrent les troupes françaises, *l'annexion à la France fut immédiatement proclamée.* Manifestes et proclamations militaires, discours du président et des ministres célébraient ce qui était désormais considéré comme un fait accompli: la réunion de l'Alsace à la France. La retraite d'Alsace n'y changea rien. Dans les quelques villages où l'occupation française subsista, l'œuvre de la réincorporation de ce pays fut poursuivie. Installation de maîtres d'école français, changement de la langue de l'enseignement, visites ministérielles et présidentielles avec discours émus, assurance mille fois répétée que ces pays étaient

desormais français et le resteraient. Le traitement spécial auquel on soumit immédiatement les prisonniers allemands d'origine alsacienne aussi bien en France que dans les autres pays alliés, la déportation des Alsaciens dont on voulait punir les sentiments de loyalisme allemand, mille faits de la vie quotidienne démontraient et étaient destinés à démontrer l'intention inébranlable de la France d'annexer l'Alsace-Lorraine.

Si à la longue l'enthousiasme des premiers jours se calma, ce fut surtout à la suite des déboires militaires qui vinrent anéantir l'espoir d'une conquête rapide, ajouter aux provinces perdues 44 ans auparavant la perte de nouveau départements et compliquer le programme des buts de guerre. En même temps qu'on demandait l'annexion de l'Alsace-Lorraine, on était bien forcé de demander la libération des départements du Nord et de la Belgique qui s'était sacrifiée pour le salut de la France. Mais pour être devenue de plus en plus théorique, l'idée de la reprise de l'Alsace-Lorraine n'en reste pas moins l'idée maîtresse de la politique française durant la guerre.

Le 14 janvier 1915, par exemple, M. *Paul Deschanel*, président de la Chambre des députés, indiquait, d'après le résumé donné par l'agence Havas, parmi les premières tâches de la Chambre la «*restitution de l'Alsace-Lorraine*». Le 12 février M. *Raymond*

Poincaré, président de la République, prononçait à Saint-Amarin un discours dans lequel il promit aux Alsaciens qu'ils retrouveraient bientôt leur place au foyer français. Le 26 avril de la même année, le Président, remettant des drapeaux à des régiments de formation nouvelle, disait que les trois couleurs sont le symbole des «provinces qui nous furent arrachées autrefois par la violence et qui attendent la libération». M. *René Viviani*, président du Conseil, dans un discours prononcé à la Chambre le 29 août 1915, avouait franchement que la France n'avait jamais renoncé à la reprise de l'Alsace-Lorraine et que dès le premier jours de la guerre cette reprise avait constitué un de ses buts de guerre. «La République française, disait-il, a été attachée à la paix; elle y a fait les plus durs sacrifices; elle y a fait le plus haut sacrifice, *puisque sans rien oublier ni abdiquer*, elle a accepté pendant quarante-cinq ans de porter silencieusement à son flanc le poids d'une horrible blessure».

Sans rien oublier ni abdiquer! On comprend encore ce «rien oublier». Mais il est à peine besoin d'insister sur la nature belliqueuse de ce prétendu pacifisme qui «*n'abdique rien*». C'est l'aveu formel de la politique de revanche.

Et voici pour l'avenir: «Je ne connais que des Français, s'écria M. Viviani, qui, peut-être en discordance sur les moyens, sont tous d'accord sur le

but, qui sont prêts publiquement *à renouveler le serment* que nous nous sommes fait à nous-mêmes, il y a un an, à redire que d'accord avec nos alliés, nous ne déposerons les armes qu'après avoir assuré le triomphe du droit, qu'après avoir banni la possibilité du retour de pareils crimes, qu'après avoir restitué dans son indépendance politique et économique l'héroique Belgique, *qu'après avoir repris notre Alsace et notre Lorraine!* » Le compte-rendu officiel de ce discours ajoute ici: « Toute la Chambre se lève. — Applaudissements prolongés ». Après le discours, l'affichage fut voté...

Le 2 février 1916 à l'occasion d'une fête organisée en l'honneur des soldats décorés de la Croix de guerre, le *Président de la République* disait de nouveau que la paix devrait ramener à la France les provinces arrachées. Le 14 juillet 1916 M. Poincaré répétait encore que la paix ne pourra se faire qu'après la restitution complète des provinces prises à la France hier *et il y a 46 ans.* Et le 19 septembre, dans une réponse au socialiste Brizon qui avait protesté contre la prolongation illimitée de la guerre, M. *Briand*, à ce moment-là président du Conseil, tenait un langage analogue. M. *Millerand*, ministre de la guerre, dans plusieurs discours sur l'Effort francais disait également: « Quant à l'Alsace-Lorraine, *il n'y a pas de discussion possible!* »

Ce sont des citations prises au hasard. On pourrait en aligner encore d'innombrables. A quoi bon? Personne n'ignore que la France officielle depuis la guerre réclame l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Sous ce rapport-là l'union sacrée était plus qu'une chimère. Les ministres de la République tenaient absolument le même langage qu'avaient tenu les revanchards d'avant la guerre et qu'il continuaient à tenir. M. *Maurice Barrès* dans un discours prononcé à Champigny en décembre 1915 disait que la «France ne posera pas les armes *avant que l'Alsace-Lorraine ne lui ait été restituée* et que des garanties prises contre l'Allemagne par l'Europe n'assurent la paix du monde. *Réintégration de l'Alsace-Lorraine dans l'unité nationale,* précautions de l'Europe contre l'Allemagne voilà les conclusions nécessaires où se rejoignent, instruits par l'évènement, ceux-là mêmes qui hier semblaient séparés par un fossé profond et se tenaient aux deux extrémités de la pensée française». Le 25 octobre 1916 *le comité exécutif du parti radical et radical-socialiste* publiait une déclaration où l'on pouvait lire entre autres: «Le parti radical et radical-socialiste repousse . . . *toute paix qui ne restituerait pas à la France les territoires qui lui ont été arrachés.*»

Les *socialistes* eux aussi ont exigé depuis la guerre que la paix rende à la France les provinces jadis perdues. A chaque congrès, à chaque vote cette

revendication a été formulée. Le 26 juillet 1915 le congrès du parti fut clos sur cette déclaration que le parti «avec l'ensemble du pays et de ses alliés», poursuivra «*la réparation du droit pour l'Alsace-Lorraine*». Le 30 décembre 1915 le congrès national du parti proclamait dans une nouvelle déclaration: «*Pas de paix durable sans que soit rétabli entre la France et l'Alsace-Lorraine au nom d'un droit que le temps n'a pas aboli le lien que la brutalité de la force avait seule tranché en 1871* malgré la protestation socialiste de Bebel et Liebknecht». Le 7 août 1916 le Conseil national du parti socialiste vota de nouveau une motion demandant «la réparation du droit violé en 1871».

Nous avons déjà dénoncé dans le chapitre consacré à la France annexionniste d'avant la guerre le caractère équivoque et hypocrite de ces formules qui prétendent justifier par l'idée du Droit la guerre de conquête. Rendons cependant aux socialistes français cette justice qu'ils soutenaient la thèse que l'annexion de l'Alsace devrait être précédée d'un plébiscite. Mais cette thèse rencontra partout la plus vive réprobation. «*Pas de plébiscite sur l'Alsace-Lorraine . . . une restitution légitime. Pas de consultation louche, pas d'appel truqué!*», disait le *Temps**). Jusqu'aux journaux les plus avancés, tous protes-

*) Cité par la *Nouvelle Gazette de Zurich,* du 24 février 1917.

taient contre l'idée de consulter les Alsaciens-Lorrains avant de les incorporer à la France. Devant la difficulté de concilier ce refus avec le principe du Droit, on allait jusqu'à dire que ce serait faire injure aux Alsaciens que de douter de leur volonté de devenir Français. Argument plutôt médiocre qui ne faisait que trahir le doute où l'on se trouvait sur les sentiments réels de ceux que, sans les consulter, par la seule force, on voulait annexer à la plus grande France.

Les manifestations officielles ne se contentaient pas de revendiquer l'Alsace-Lorraine. Dans un verbiage humanitaire invoquant à tort et à travers les fameux mots magiques, le président de la République et les ministres prêchaient la destruction du militarisme et de l'impérialisme allemand, demandaient qu'on mette l'adversaire dans l'impossibilité de jamais recommencer ses «crimes», exigeaient une victoire si complète et si désastreuse pour l'ennemi que matériellement il fût désormais incapable de se relever et de menacer la paix du monde. On laissait aux nationalistes français toute liberté de traduire ce langage métaphysique en un langage plus compréhensible et plus réaliste. Si nous disons qu'on leur laissait toute liberté il faut prendre ce terme à la lettre. Dans aucun pays belligérant en effet la censure ne sévissait avec autant de rigueur qu'en France, la Russie non exceptée. Il ne s'y imprimait

pas un seul mot qui n'eût été approuvé par la censure politique. En Allemagne il n'existait qu'une censure militaire et une défense générale de discuter les buts de guerre, défense qui a été levée à la fin de l'année 1916, le gouvernement allemand dégageant par là sa responsabilité dans tout ce qui s'imprimait à ce sujet. En France par contre le régime politique était organisé de telle sorte que tout ce qui ne convenait pas au gouvernement était supprimé, et que tout ce qui s'imprimait doit donc être considéré comme reflétant l'opinion du gouvernement ou en tout cas comme ne la contredisant pas. Or, la censure française ne permettait pas qu'on parlât par exemple dans les petites revues israélites de France des atrocités commises en Russie contre les juifs. Elle ne permettait pas qu'on attaquât le régime du tsar. Elle ne tolérait pas que M. Clémenceau critiquât trop vivement le gouvernement français. Elle n'admettait pas la publication des bulletins militaires de l'ennemi. Elle supprimait toutes les publications pacifistes. Elle permit par contre à l'*Echo de Paris,* et à de nombreux autres journaux de demander non pas seulement l'annexion de l'Alsace-Lorraine, mais celle de toute la rive gauche du Rhin, elle permit qu'on interpretât la politique officielle dans ce sens. Elle ne censura pas les articles de journaux et les brochures exigeant le démembrement de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie. En

août 1914 parut à Berlin, chez un libraire obscur, une carte de l'Europe représentant des buts de guerre allemands quelque peu extravangants. 24 heures plus tard elle était supprimée par les autorités. En France depuis le début de la guerre, avec l'autorisation de la censure, on a vendu, affiché, exporté même dans un but de propagande dans les pays neutres des cartes infiniment plus fantaisistes, prêchant la disparition complète de Allemagne, accompagnées de citations de discours ministériels et par-là en quelque sorte pourvues de l'estampille officielle.

Nous avons sous les yeux une de ces cartes de l'Europe future. Elle est hautement réjouissante. L'exemplaire en question indique que cette carte, éditée par le libraire Pigeon, rue de Richelieu, Paris, est répandue actuellement en 30,000 exemplaires. Elle porte ce titre: « L'Europe future; celle que les Alliés devront imposer pour assurer la paix définitive en Europe: démembrement des Empires allemand et austro-hongrois, déchéance du Royaume de Prusse, reconstitution de la Pologne. » Elle est placée pour ainsi dire sous le patronage de M. Deschanel et de M. Viviani dont elle reproduit en tête quelques citations. Nous y lisons la phrase prononcée par Viviani le 14 avril 1915, selon laquelle la France « n'envisagera, d'accord avec ses alliés, l'éventualité de la paix qu'après avoir, avec eux, refoulé de la patrie

belge l'envahisseur, restauré pour elle même *l'intégralité de son unité territoriale,* brisé d'un commun effort le militarisme prussien, libéré l'Europe ».

Ce beau programme de M. Viviani, la carte de l'Europe nous montre comment il faudra le réaliser. L'Allemagne a disparu sur cette carte, de même la Monarchie danubienne. *La France s'avance jusqu'au Rhin,* et le franchit pour s'étendre jusqu'au cœur du Wurttemberg et de la Westphalie, englobant sur la rive droite un pays nouveau, protectorat français. La Russie annexe le nord de l'Autriche et l'est de l'Allemagne. Danzig est russe par exemple. La Belgique annexe les pays de la rive gauche du Rhin qui ne deviennent pas français. Si Stuttgart est placée sous le protectorat français, Cologne est incorporée à la Belgique. La Serbie s'étend jusqu'à Agram. A la place des Empires Centraux nous trouvons une foule de petits Etats « indépendants », une Prusse minuscule, une Hongrie liliputienne. Les colonies allemandes seront partagées entre la France, l'Angleterre et la Belgique. L'île d'Héligoland est anglaise comme le Slesvig-Holstein est danois. Une indemnité de guerre de cent milliards que payeront les deux empires, et le partage de leur flotte entre les vainqueurs complètent le tableau. Une légende écrite en style pompier et patriotard nous donne en outre quelques détails savoureux sur cette « nouvelle Europe ».

Nous l'appelons fantaisiste cette carte, et grotesque. Dans l'esprit des Alliés elle ne l'est pas, elle ne pouvait pas l'être. Car elle ne fait qu'exprimer absolument les mêmes idées annexionnistes qui ressortent de presque toutes les publications françaises, livres, pamphlets, brochures, articles de journaux, bénéficiant tous de la plus grande bienveillance d'une censure si peu bienveillante chaque fois qu'elle se trouvait en face de ces manifestations où par Droit, Liberté, et Justice on comprend autre chose que l'anéantissement de l'adversaire et l'agrandissement territorial de la France et de ses alliés.

L'idée d'une France allant jusqu'aux bords du Rhin, et même au-delà selon la fameuse carte, constituait d'ailleurs une revendication des plus modestes sur laquelle tout le monde, même les modérés, était d'accord. Nombreux étaient, en effet, les auteurs qui considéraient que c'était faire un marché de dupes que de se contenter de l'annexion de l'Alsace-Lorraine. M. *René Bazin*, l'auteur des Oberlé, écrivait dans *l'Echo de Paris* le 25 février 1915 qu'il faut à la France plus que le retour de l'Alsace-Lorraine. « Après une guerre comme celle-ci, terrible, à la vie et à la mort, nous ne pouvons accepter comme fruit de la victoire d'être replacés dans les conditions d'insécurité qui nous ont valu ou qui ont permis toutes les grandes invasions de la France ». M. *Edouard Driault*, dans « La France et la guerre, les solutions françaises »,

M. *Georges Berthoulat,* dans ses articles de la *Liberté,* étudient eux aussi gravement cette question. M. *Maurice Barrès* dans ses articles de *l'Echo de Paris* du 26 et du 28 février 1916 veut *à l'Est une frontière qui ferme*». Il dit qu'il faut à la France « ce que Bismarck appelait les clefs de notre maison ». — « *Il ne peut plus être question au long de la charmante Moselle et sur la rive gauche du Rhin d'aucune souveraineté de Bavière ni de Prusse, d'aucune pensée pangermaniste.* » Dans un livre paru en 1916 M. *A. de Pourpourville* sous le titre « Jusqu'au Rhin » étudiait dans 350 pages la question de la domination française sur les rives du Rhin. Voici la conclusion à laquelle il arrive : « *Il nous faut contre l'Allemagne le Rhin.* — Et je le répète une dernière fois : nous ne ferons pas, en étendant jusque-là sinon notre pouvoir direct du moins notre hégémonie et l'étroite surveillance de notre garantie, nous ne ferons pas de non-sens historique ou traditionnel. Au Rhin, Napoléon protégait les Etats de la rive droite, et appuyait à la rive gauche les départements de l'Empire français. Les généraux de la Révolution et les maréchaux des rois de France y faisaient boire leurs chevaux. Les Missi Dominici de Charlemagne le traversaient comme une rivière vassale et soumise. *L'Empire romain, dont nous sommes les fils et les incontestables héritiers, plantait, sur ses bords orgeuilleux et domptés, ses faisceaux et ses aigles. Et*

les soldats de notre République en y assurant pour toujours les étendards de la domination française, ne feront que mettre le point final aux Commentaires de César. »

Il n'y a pas que les auteurs graves et scientifiques qui s'expriment ainsi. La poésie s'est emparée de nouveau du beau programm annexionniste. Le Général Bruneau par exemple, a publié des « Vers héroiques, poèmes à lire et à dire », édités à Paris et Nancy en 1916:

« En avant! En avant! *Il faut franchir le Rhin!*
Et quand nous entrerons vainqueurs en Allemagne,
Oeil pour Oeil, dent pour dent! Ayons un cœur d'airain.
Le Kaiser au gibet et le Kronprinz au bagne!

En avant! En avant! Renversons leurs remparts,
Détruisons leurs cités, leurs ports où l'or afflue,
Et faisons leur payer les cinquante milliards
Qu'ils voulaient extorquer à la France vaincue.

En avant! En avant! *Démembrons leur pays,*
Reveillons dans leurs cœurs leurs haines séculaires,
Que Bavarois félons et Prussiens maudits
Se dévorent entre eux ainsi que des vipères!

En avant! En avant! La bête est aux abois;
Oeil pour œil, dent pour dent! pas de sotte clémence!
Le Rhin, a dit César, est un fleuve gaulois.
Que le Rhin, desormais, soit frontière de France! »

Les « fils et les incontestables héritiers de l'Empire romain » ne s'arrêtent pourtant pas à la frontière du Rhin. Le démembrement de l'Allemagne les hante autant que la nouvelle frontière. Ils ne s'occupent en outre pas seulement de leur propre part de l'im-

mense butin. La fameuse carte nous a déjà montré qu'en bons alliés qu'ils sont, ils se préoccupent également des annexions qu'il faut à leurs compagnons d'armes.

Ce n'est nul autre que M. *Yves Guyot,* ancien ministre français qui développait à ce sujet dans un discours prononcé à Londres le 25 février 1915 des idées aboutissant directement ou presque à la fameuse carte de l'Europe future que nous avons contemplée tout-à-l'heure. Que cet ancien ministre ne veuille admettre aucun neutre à donner son avis sur la paix future, passe encore. C'est son droit. Mais il est déjà beaucoup moins raisonnable de stipuler *qu'aucun membre de la famille des Hohenzollern ne doit avoir le droit de représenter l'Allemagne lors du congrès de la paix,* qui se fera avec les Etats confédérés allemands, *à l'exclusion de la Prusse.* M. Guyot exige que les Alliés *défassent l'Empire d'Allemagne* tel qu'il s'était constitué en 1871. A cette Allemagne décomposée les Alliés permettront d'arranger elle-même ses affaires intérieures, *évidemment uniquement dans la mesure où la sécurité internationale le permettra.* D'après lui aussi, l'annexion de l'Alsace-Lorraine ne pourra être considérée comme un agrandissement de la France, ce qui veut dire qu'il faut encore autre chose à ce pays. Le duché de Posnanie, Dantzig, l'embouchure de la Vistule, une partie de la Silésie, la Galicie jusqu'au San seront incorporés à la Pologne, *qui, elle, fait naturellement partie de*

la Russie comme sur la carte mentionnée. Les Ruthènes autrichiens viendront également à la Russie, qui, il est vrai, cédera la Bessarabie à la Roumanie. Celle-ci obtiendra en outre la Transylvanie. Les Tchèques et les Slovaques formeront une nation indépendante. Les Slaves du Sud, les Croates et les Slovènes seront annexés à la Serbie. La Hongrie dépouillée de tous les éléments non-magyars formera un Etat indépendant. Les Allemands d'Autriche feront de même à moins qu'ils ne préfèrent s'unir aux Bavarois. Les Dardanelles seront ouvertes *et les Russes s'installeront à Constantinople. La Turquie sera partagée entre les Alliés,* les colonies allemandes seront distribuées entre l'Angleterre, la France et le Japon. Et c'est tout. C'est bête à faire pleurer, mais c'est un ancien ministre français, une personnalité en vue qui a dit ces bêtises: elles prennent donc la valeur d'un programme politique . . . .

Ces idées sont d'ailleurs reprises et propagées par une foule d'auteurs politiques. *Onésime Reclus* publie en 1915 une brochure, *L'Allemagne en morceaux, Paix draconienne*, où l'Allemagne tout entière est distribuée entre les Alliés, ou divisée en petites principautés. De l'Allemagne il ne doit subsister « que l'odieuse mémoire d'un empire rouge de sang ». L'armée et la flotte allemande n'existeront plus . . . « Il n'y aura qu'une force de police en chacun de ces royaumes, duchés ou républiques, pas de flottes de

guerre dans les Etats riverains de la Baltique et de la mer du Nord. » On dirait qu'à la fin de son livre Onésime Reclus est pris d'un doute quant à la possibilité de réaliser tout l'ensemble de ce beau programme. C'est peut-être pour cela qu'il y ajoute encore un chapitre intitulé « Les trois intransigeances de la France » pour expliquer les trois conditions sur lesquelles la France ne peut transiger en aucun cas : « *La rive gauche du Rhin française ou neutralisée; le Caméroun et tout ou partie du Togo remis à la passagère victime des « antennes »,* un indemnité telle que la concevait dans « sa haute bienveillance » le falsificateur de la dépêche d'Ems ». Et l'auteur de conclure : « *Le traité de paix le plus dur sera le meilleur. Ils ne méritent aucune pitié, leur ruse est infinie et leur méchanceté ne someille jamais.* »

Dans un livre paru également en 1915 de M. Enée Bouloc « Visions de guerre et de paix », on réclame *pour la France « toute l'Allemagne du Sud, jusqu'à la Westphalie et la Bohème,* avec une partie peut-être à la Suisse en récompense de sa fière neutralité et de sa générosité envers les victimes de la guerre ». La nouvelle province française pourrait « s'appeler justement la Franconie ». Les Alliés ne sont pas oubliés dans cette « vision » : *L'Angleterre aura toute l'Allemagne du Nord jusqu'à l'Elbe... A la Russie le reste, y compris Berlin et toute la Pologne ancienne qui sera autonome.* L'Autriche sera également par-

tagée selon la recette connue. L'Italie, si elle est bien sage. aura *tout le Tyrol*, les parties allemandes y comprises. La Turquie sera complètement *détruite et partagée à son tour*, « *selon les efforts des combattants et les droits de la justice* ». *La Russie obtiendra Constantinople. des parties de l'Asie Mineure. dont d'autres reviennent à l'Italie, à la France et* . . à la Gréce qu'on espérait encore à ce moment-là faire marcher! En outre, « *à la France toute la Syrie et la Palestine!* » *L'Arabie* sera détachée de l'Empire ottoman, les *colonies allemandes partagées*, toutes les îles allemandes annexées au Japon, etc. etc. A remarquer que le Portugal et la Belgique n'auront rien que la garantie nouvelle de tout ce qu'elles possèdent.

Fidèle à notre programme nous ne voulons pas reproduire ici les pages haineuses que consacre cet auteur aux indemnités financières, demandant qu'on pressure les Allemands pour leur faire cracher des millions, des millions, et encore des millions. Passons aussi rapidement sur le chapitre où il imagine les châtiments les plus atroces pour toutes les hautes personnalités allemandes à commencer par le Kaiser (« Il faut que tu vives éperdument dans ta mare rouge et dans ta mer enflammée, dans ton cloaque d'ignominies, avec tous les symboles de ton impériale abjection : un trousseau de cambrioleur à ta ceinture, un couteau à virole, en guise de sabre, un bâton de résine pour sceptre, une chevelure de serpents

pour ton diadème, le trou de l'Enfer sous tes pieds.») jusqu'à Von Bissing et Von Heeringen («— Pour ces bandits en chef, dites, est-ce que des balles ne seraient pas un traitement trop honorable?»). Passons, et remarquons seulement que les idées politiques du fou furieux qui a proféré ces injures que nous n'osons qu'indiquer, sont identiques ou à peu près à celles de M. Yves Guyot et de cent autres auteurs et hommes politiques français de marque!

Nous les retrouvons presque telles quelles dans le Livre de M. A. Sardou. «*L'indépendance européenne,*» paru à Paris, également en 1915. C'est toujour la même rengaine. A la Russie l'est de l'Allemagne, à la France l'ouest. La Belgique aura à peu près les territoires qu'elle occupe sur la fameuse carte de l'Europe future. *Aix-la-Chapelle, Cologne, Dusseldorf, Créfeld seront belges.* Elle peuplera ces pays de ses sujets, déportant les Allemands. La France «*annexerait outre l'Alsace et la Lorraine le Palatinat, la Hesse rhénane, la principauté de Birkenfeld, la basse vallée de la Moselle et la région de l'Eifel.*» «Il faut en effet considérer *la frontière du* « *Rhin comme un minimum,* car se contenter de re- « prendre à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine seule- « ment ne serait qu'une simple duperie. Le prix doit être « proportionné à l'effort; la guerre actuelle n'a aucun « rapport avec la dernière guerre franco-allemande. « Reprendre l'Alsace ce n'est que reprendre un bien

« qui a été enlevé à la France ». Et s'il faut de nouvelles conquêtes c'est que « *la France comme la Bel-* « *gique a besoin de territoires possédant des richesses* « *naturelles et offrant de nouveaux débouchés, qu'en-* « *fin nous poursuivons un double but: augmenter* « *notre puissance économique, tout en affaiblissant* « *celle de nos ennemis,* car il ne nous sera pas moins « nécessaire de lutter contre l'expansion industrielle « et commerciale de l'Allemagne que de détruire sa « force militaire. » Mentionnons ici qu'en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine de nombreux auteurs français invoquent aussi souvent les richesses du sous-sol de ce pays nécessaires à l'industrie française.

Que nous voilà loin du Droit, de la Liberté et de la Justice ! C'est de la Realpolitik toute pure ou nous ne nous y connaissons pas !

La Realpolitik exige donc l'annexion à la France de « *tous les territoires de la rive droite du Rhin . . .* « *outre les villes de Fribourg, Carlsruhe, Heidelberg,* « *Mannheim, Darmstadt, Wiesbaden, Elberfeld et* « *Essen, la grande ville métallurgique d'Allemagne* « *où se trouvent les usines Krupp...* nous gagnerions « les énormes bassins miniers de la Ruhr, de la Sieg et de la « Lahn. » Et pour que l'on puisse jouir en toute tranquillité de ces conquêtes, les habitants des provinces annexées *n'auront plus le droit* d'être « propriétaire foncier, d'acquérir des propriétés foncières sur tout le sol français . . . ni de constituer ni de fonder aucun éta-

blissement industriel, commercial ou financier ni de continuer à exploiter ceux existant actuellement». L'esclavage en d'autres termes!

Voilà quelques buts de guerre. Il y en a encore, dont quelques-uns sont des plus intéressants, comme par exemple la cession des Philippines américaines au Japon . . .

Dans un livre, paru en 1915 à Paris, *Civilisés contre Allemands,* le savant connu qu'est M. Jean Finot ne demande, il est vrai, pour la France en Europe que l'Alsace-Lorraine, pour le moment au moins, car il écrit: « Certains esprits inquiets se préoccupent d'ores et déjà de *l'annexion du Palatinat.* Il ne faut pas trop *devancer l'avenir*». Mais veut-il laisser pour cela les provinces rhénanes à l'Allemagne? Jamais de la vie. C'est la Belgique qui empochera ce bon morceau. La Russie aura toute la Pologne, l'Autriche sera complètement dépecée, la Turquie aussi comme nous l'avons déjà vu dans des livres de personnages moins notoires que M. Jean Finot. « *L'Angleterre* » dit cet homme prévoyant, «*ne manquera pas de « veiller à la destruction de la flotte de guerre alle- « mande tandis que celle de commerce s'effritera par « la force même des choses.* La prépondérance commer- « ciale allemande diminuée et ses armées anéanties, « que restera-t-il de la puissance dévastatrice des Hohen- « zollern?» Tout cela est connu, mais ce qui l'est moins c'est le sort de *Constantinople* que les Russes n'auront

pas ! M. Finot combattrait-il enfin les détestables exigences de la Realpolitik et se souviendrait-il de la Liberté, du Droit et de la Justice ? Mais non ! Ce sont les *Belges* qui aurent Tsargrad ! Neutralisée, Byzance fera partie de la Belgique !

Un ouvrage non moins « sérieux » c'est le livre important de M. *Alexis Delaire,* secrétaire général honoraire de la Société internationale d'Economie sociale, « *Au lendemain de la Victoire, le nouvel équilibre européen* ». Ce livre a paru en 1916. On ne pourra donc dire pour son excuse qu'il a été écrit sous l'impulsion des espoirs et de l'enthousiasme des premiers mois de la guerre. Ce n'est pas un livre d'inspiration, mais un ouvrage très documenté où l'auteur se propose de faire une véritable enquête sur les conditions de paix nécessaires pour assurer à l'Europe la paix et le bien-être. Or, il aboutit aux mêmes conclusions que les autres écrivains annexionnistes. A grand renfort de considérations politiques, économiques, géographiques, Delaire, sans s'embarasser du Droit, de la Justice ou de la Liberté, consacre de longs chapitres à chacune de ses revendications : *Les pays rhénans français et belges, le Slesvig-Holstein danois, la dissolution de l'Empire d'Allemagne et de la Prusse elle-même,* rétablissement du Royaume de Hanovre, « en écartant le gendre du Kaiser *au profit d'un prince de la maison d'Angleterre* », rétablissement de l'ancienne Hesse,

de la Saxe, de la Pologne sous la domination russe, cession de la Poméranie au Mecklembourg. De l'Allemagne et de la Prusse *il ne restera que le Brandebourg:* «Ce petit Etat avec sa capitale démesurée restera ainsi le témoin du passé». L'Autriche est dépecée selon la recette connue. La Bukovine, à l'exception de ce qu'obtiendra la Roumanie, sera russe. L'Italie aura tout ce qu'elle demande, sauf l'Istrie, qui revient aux Serbes, malgré la promesse, dit M. Delaire, que l'Italie a reçue des pays de l'Entente de pouvoir annexer l'Istrie tout entière. Inutile d'ajouter *que Constantinople sera russe « ainsi que le Bosphore, les Dardanelles, la presqu'île de Gallipoli et sur la rive asiatique une large bordure côtière »*. D'autre part, les Russes auront l'*Asie-Mineure* sous forme de protectorat, *la France la Syrie et la Palestine, l'Angleterre la Mésopotamie,* le Sultun perdra le Khalifat. Lors du partage des colonies allemandes, la France s'assurera une bonne part, l'Afrique orientale allemande. C'est à l'Angleterre que devra revenir la Nouvelle Guinée avec l'Archipel de Bismarck qui en dépend. Les autres îles seront réparties entre les Alliés.

Mentionnons encore que M. Delaire lui aussi trouve la frontière du Rhin tout à fait insuffisante. « Il est « permis de se demander si cela est suffisant, dit-il. « Déjà en 1870 c'est pour appuyer la défense du Rhin « que l'état-major allemand a exigé la plaine de l'Al-

« sace jusqu'aux crêtes des Vosges et même certaines « vallées du versant français, pour mieux assurer la « possession des cols. Il semble qu'aujourd'hui on ne « peut faire moins qu'alors et nous *invoquons le même « argument pour avoir en Alsace, sur la rive droite « du Rhin, la plaine badoise jusqu'aux crêtes de la « Forêt noire* ». M. Delaire cite en outre le général *Humbel* qui avait démontré que « *pour notre sécurité il nous faut avoir sur la rive droite du Rhin les têtes de pont du Vieux-Brisach, de Kehl, de Germersheim, de Castel (Mayence), d'Ehrenbreitstein (Coblentz), de Deutz (Cologne) et de Wesel au confluent de la Lippe* », sans parler des territoires allemands qu'on cédera à la Suisse. Il va sans dire qu'en dehors d'une terrible contribution de guerre l'Allemagne se verra imposer l'obligation de vivre désormais sans armée.

Signalons encore ce projet cher à tous les annexionnistes français *d'une alliance militaire et douanière et si possible encore plus intime entre la France et la Belgique,* projet qui exprime en termes galants l'idée d'une plus grande France aux dépens de la souveraineté belge. Et ne nous étonnons pas après tout cela que l'auteur du livre que nous venons de citer rapidement exalte lui aussi, comme le faisaient d'autres bernhardistes français avant 1914, les beautés de la guerre « seule voie de salut, douloureuse, mais héroïque ». On comprend cet enthousiasme

pour la guerre. N'est-ce pas d'elle que doit sortir, dans l'esprit de tous les annexionnistes, la plus grande France?

M. Demaire cite enfin dans son livre l'opinion du professeur Ernest Denis, qui lui non plus n'est pas le premier venu, lequel prône des mesures un peu plus modérées mais revenant au fond au programme connu: *l'Allemagne diminuée en tout cas de l'Alsace-Lorraine, du Slesvig, des provinces polonaises et de ses colonies.* Si modérés qu'ils soient, tous les auteurs français se rallient en quelque sorte à ce programme extraordinaire.

Il est monotone à la longue de répéter toujours la même chose. Mais si nous voulions résumer tous les livres annexionnistes parus en langue française nous serions obligés d'exposer sans cesse au lecteur le même programme.

Il y a le volume de M. Maurice Privat «Pour en finir avec l'Allemagne» développant ce programme: «Il faut désunir la Confédération germanique. Il faut prendre la rive gauche du Rhin. Il faut agrandir la Belgique. Il faut détruire la Kultur». Il y a le livre anonyme «La paix que nous devons faire», paru en 1915, vanté par la presse française et par des écrivains qu'on est habitué à considérer comme sérieux, et qui distribue le monde absolument de la même manière que les autres livres annexionnistes. Il y a «Ce que sera la paix de demain», également anonyme, conçu dans un esprit analogue.

Il y a d'innombrables publications demandant la destruction du militarisme prussien, tel le livre de M. Camille Flammarion, *La mentalité allemande dans l'histoire,* Paris 1915, une foule de livres signés par les premiers noms de France. Qui, en effet, n'a pas écrit son petit volume annexionniste?

De la gauche à la droite l'accord est complet à ce sujet. Le journal royaliste l'*Action française,* du 11 juillet 1916, après avoir dit qu'il faut détrôner les Hohenzollern et en fusiller quelques-uns dans Unter den Linden, exige que le territoire prussien soit découpé en un grand nombre de principautés et de villes libres, qu'on défende aux Allemands d'avoir une unité douanière et nationale et un régime qui puisse ressembler à une monarchie. Et le journal radical le *Rappel,* du 24 du même mois et de la même année, après avoir constaté que la cause de cette guerre est l'unité allemande se basant surtout sur la Prusse rhénane et la Lorraine, exige que la France s'étende jusqu'au Rhin et dissolve la Confédération germanique.

Citons cependant encore l'ouvrage de M. André Chéradame « Le plan pangermaniste démasqué — Le redoutable piège berlinois de la Partie nulle », parce qu'il mérite une place à part. Ce livre montre mieux que tous les autres à quel point dans cette guerre annexionniste collective entreprise par l'Entente *les intérêts français sont subordonnés, voire*

même sacrifiés, par les Français eux-mêmes aux buts chimériques de tout le groupe allié. En outre, de l'aveu même de l'auteur, les idées qu'il développe *sont plus vieilles que la guerre,* et ne sont que *la conséquence logique des discours ministériels des hommes d'Etat français et alliés.*

L'exposé de M. Chéradame se base sur l'idée de la « paix nulle ». Par paix nulle ce patriote français n'entend cependant en aucune façon une paix rétablissant le *statu quo,* obligeant l'Allemagne à rendre toutes ses conquêtes. *Non, la paix nulle selon M. Chéradame est une paix où « l'Allemagne se dé- « clarera finalement disposée, non seulement à éva- « cuer totalement la Pologne, les départements fran- « çais, la Belgique, le Luxembourg, mais encore à res- « tituer à la France l'Alsace-Lorraine et même à « céder à titre d'indemnité tout le reste de la rive « gauche du Rhin,* sous la seule condition tacite de « garder son influence directe ou indirecte sur l'Au- « triche-Hongrie, les Balkans et la Turquie ». En d'autres termes: même une paix qui donnerait à la France l'Alsace-Lorraine et toute la rive gauche du Rhin est inadmissible. *Ces annexions ne suffisent pas.* L'Allemagne ne doit pas avoir le droit de maintenir ses alliances créées par la guerre ou existant avant la guerre. Elle réaliserait par une collaboration étroite avec ses alliés le fameux projet commercial du Hambourg-Golfe Persique. C'est pour

empêcher ce malheur qu'il faut *démembrer... l'Autriche-Hongrie*, qu'il faut la faire disparaître, pour couper ainsi à l'Allemagne la route de l'Orient! On permettrait même à l'Allemagne diminuée elle aussi très fortement d'annexer les provinces allemandes de l'Autriche, mais il faut lui enlever toute possibilité de regarder vers l'Orient. Donc l'annexion des provinces perdues il y a 46 ans et de la rive gauche du Rhin ne sauront suffire à la politique française. Les Français devront s'attacher en outre à détruire l'empire des Habsbourg!

En lisant le livre fort bien documenté de M. Chéradame on acquiert de nouveau la preuve de la guerre voulue par l'Entente. Le Hambourg-Golfe Persique était réalisable pour l'Allemagne sans la guerre. Dans une Europe pacifique respectant les droits de tous les pays, il n'y avait pas de moyen d'empêcher l'Allemagne de s'ouvrir des voies pacifiques vers l'Orient grâce à la collaboration avec son allié. Cette politique n'offrait aucun danger à une Europe pacifique, moins de danger en tout cas que l'orientation de la Russie vers Constantinople, qui, elle, ne pouvait pas se faire sans guerre, qui avait un caractère essentiellement annexionniste. Si le but des Alliés est d'empêcher l'Allemagne de collaborer pacifiquement avec ses alliés, si ce but est jugé si important que même après l'annexion de toute la rive gauche du Rhin les Français devraient continuer la guerre, c'est donc

qu'on l'a entreprise à cause de cela. Il n'y a pas moyen de sortir de là. En outre, en lisant M. Chéradame, nous comprenons mieux encore l'attitude des Alliés en face des offres de paix des Empires centraux du 12 décembre 1916 et leur programme de paix tel qu'il ressort de la note à M. Wilson.

Au fond l'annexionnisme tel que le prêche Chéradame ne se distingue donc pas du programme des autres auteurs que nous avons cités. C'est la diminution de l'Allemagne, sinon son démembrement, et en tout cas le partage des territoires de ses alliés. *Tous ces annexionnistes s'inspirent des paroles officielles des ministres français.* M. Chéradame le déclare expressément et catégoriquement. Il invoque le discours prononcé le 13 mai 1916 par M. *Poincaré* à Nancy: « Nous ne voulons pas que les empires du « centre nous offrent la paix, nous voulons qu'ils nous « la demandent; nous ne voulons pas subir leurs con- « ditions, *nous voulons leur imposer les nôtres;* nous « ne voulons pas une paix qui laisserait l'Allemagne « impériale maîtresse de recommencer la guerre et « qui suspendrait sur l'Europe une menace éternelle; « nous voulons une paix qui reçoive du droit restauré « de sérieuses garanties d'équilibre et de stabilité ». Il rappelle encore l'allocution de M. *Briand* adressée le 22 mai 1916 aux parlementaires russes: « Je l'ai « dit, je le répète, quand le sang coule à flots, quand « nos soldats font avec tant d'abnégation le sacrifice

« de leur vie, *le mot de paix est sacrilège, s'il signifie que l'agresseur ne sera pas puni,* et si demain « l'Europe risque d'être encore livrée à l'arbitraire, « aux fantaisies et aux caprices d'une caste militaire « assoiffée d'orgueil et de domination... Que diraient « les générations de l'avenir si nous commettions une « pareille folie *et si nous laissions échapper l'occasion(!)* « *qui s'offre à nous d'établir sur des bases solides* « *une paix durable ?*» Et M. Chéradame de tirer simplement de cette rhétorique vague des conclusions très précises.

Cet argument de la paix durable nous le retrouverons lui aussi quand nous aurons à parler du débat sur la paix ouvert par l'offre des puissances centrales. La paix durable de MM. Poincaré et Briand, et de tous ceux qui développent les vastes programmes annexionnistes découlant des formules chères à ces hommes d'Etat n'est pas la paix des pacifistes. Ce n'est pas la paix du Droit. *C'est la paix basée sur la force.* Elle vise à mettre l'adversaire vaincu dans l'impossibilité de se relever, elle vise à son démembrement, à son affaiblissement définitif. C'est une paix qui sera obtenue par de lourdes charges financières qu'on fera peser sur le vaincu, par la défense qu'on lui imposera d'avoir une armée, une flotte, un Etat, une unité nationale. Cet idéal de paix est monstrueux. Mais n'est-il pas plus monstrueux encore de s'en servir comme d'un argument *pour*

justifier les annexions? Il est vrai que beaucoup d'annexionnistes français — nous venons de le voir — sont assez loyaux ou assez cyniques pour ne pas cacher qu'ils veulent des annexions uniquement pour des annexions. Et ce cynisme est plus sympathique que l'hypocrisie qui consiste à préconiser une politique annexionniste pour assurer la paix durable.

Cet argument est d'ailleurs en grande partie faux. Pour prouver la nécessité, pour une France résolue à se débarasser une fois pour toutes de l'Allemagne, de détruire l'Autriche, il faut les échafaudages d'arguments arbitraires d'un Chéradame. On reconnaît d'ailleurs le caractère parfaitement hypocrite de cet argument quand on constate que les ambitions annexionnistes de la France ne visent pas seulement l'Allemagne et ses alliés mais même les neutres et les alliés de l'Entente ! En résumant les auteurs annexionnistes nous avons déjà constaté tout à l'heure qu'on parle ouvertement d'une fusion entre la France et la Belgique, fusion qui ne serait évidemment *qu'une absorbtion de celle-ci par celle-là*. Rappelons aussi à ce sujet le programme qui, au début de la guerre, avait beaucoup de succès dans certains milieux français: Albert Ier roi des Belges, deviendrait roi de France, en apportant à ce pays toute la Belgique.

Qu'il existe de ces convoitises françaises sur la Belgique, cela est indéniable, comme il est indéniable qu'il en existe sur le *Luxembourg*. Remarquons que la situation internationale de ce pays est identique à celle de la Belgique, à cette différence près toutefois, qui n'est pas au désavantage de la politique luxembourgeoise, que ceux même qui l'ont envahi n'ont pas pu mettre en doute un instant la loyauté du grand-duché avant la guerre. Le Luxembourg ne possédait pas d'armée. L'occupation a donc eu lieu sans que le sang coulât. Est-ce cela qu'on lui reproche? A vrai dire, on ne lui reproche rien du tout. On ne cherche pas de prétexte de ce genre pour l'annexer. Le seul prétexte, le voici: Le Luxembourg à appartenu autrefois à la France. Cela suffit pour le revendiquer.

C'est encore de la prose hautement officielle des ministres français qu'on s'inspire en demandant l'incorporation du Luxembourg à la France. Un *publiciste français* interviewant pour la *Gazette de Lausanne* des personnages du parlement français, rapporte en effet, dans le numéro du 20 janvier 1915 du grand journal suisse français une conversation excessivement piquante qu'il eut au sujet de Luxembourg avec le député français bien connu M. *George Bonnefous*. Voici les passages les plus caractéristiques de ce colloque entre deux Français, rapporté par un journal francophile:

Le publiciste français: « M. Viviani disait l'autre « jour aux applaudissements de toute la Chambre que « les provinces qui nous furent ravies par la force « seraient soudées pour toujours à la patrie française: « *cela vous paraît-il ne viser que l'Alsace et la Lor-* « *raine?* Le *Luxembourg* nous fut violemment enlevé « par la coalition de 1814; il serait redevenu français « en 1867 sans l'opposition de la Prusse; on dit que « ses habitants, se rendant compte qu'une neutralité « que rien ne protège ne peut subsister auprès du « colosse allemand, regardent de nouveau de notre « côté: qu'en pensez-vous? »

Le député français: « Je ne sais pas si le président « du conseil a songé à d'autres régions qu'à l'Alsace « et à la Lorraine. *Mais de bons esprits signalent en* « *effet le cas du Luxembourg.* Il est bien certain que « la leçon que vient de nous donner l'Allemagne en « violant sans façon *cette neutralité postiche* ne doit « pas être perdue. Il ne faut pas qu'un pareil abus « soit de nouveau possible. Les tendances de l'opinion « luxembourgeoise méritent aussi d'être retenues: un « plébiscite permettrait de les constater. *Je suis con-* « *vaincu que l'attention du gouvernement ne se dé-* « *tourne pas de cette importante question* ».

Vous avez bien lu: l'annexion du Luxembourg est une de ces questions qui préoccupent les « bons esprits » en France et retiennent « l'attention du gouvernement ». Or, le Luxembourg constitue avec la

Belgique un de ces petits pays « violés et martyrisés » par l'Allemagne, une de ces victimes qu'on affirme sans cesse vouloir venger. Comment la vengera-t-on ? Parbleu, en la mangeant... peut-être à la sauce du plébiscite.

Mais le dialogue n'est pas encore fini. Voici qu'il est question de l'autre victime, de la Belgique :

Le journaliste français : « Puisque nous regardons « ce côté de la carte, me permettrez-vous un autre point « d'interrogation ? M. Viviani a dit encore que la Bel- « gique serait restaurée dans la plénitude de son indé- « pendance politique : *mais une union douanière, diplo- « matique et militaire entre la France et la Belgique* « (chacune conservant son autonomie intérieure) *ne « paraît pas en contradiction avec le langage du Pré- « sident du Conseil.* Ne vous semble-t-il pas que pour « rendre durable l'œuvre qu'on est en train de forger « en commun, il faudra constituer *un bloc gaulois* en « face du bloc germanique ? »

Le député français : « *C'est à voir.* Il est évident « qu'on devra surveiller les débris du militarisme « prussien et les empêcher de renaître. *Mais c'est « une question qui sera tranchée d'un commun ac- « cord entre la France, la Belgique et l'Angleterre* ».

Cette union douanière diplomatique et militaire ne laissant à la Belgique que son autonomie intérieure — l'Alsace ne l'a-t-elle pas cette autonomie au sein de l'empire d'Allemagne ? — équivaut à une *annexion.*

Car ce ne seront à coup sûr pas les ministres belges qui feront la politique étrangère française, ni les généraux belges qui commanderont les armées de France! A noter aussi le terme de *bloc'gaulois.* Les Flamands sont devenus des Gaulois! Et ce beau projet qui « est à voir », comme dit le député Bonnefous « ne paraît pas en contradiction avec le langage du Président du Conseil ». La question sera, selon l'affirmation du député français, « *tranchée d'un commun accord entre la France, la Belgique et l'Angleterre* » Entre la France et la Belgiqne, cela se comprendrait à la rigueur? Si la Belgique veut être française ou faire une « union économique, diplomatique et militaire » avec la France, c'est son affaire. Mais l'Angleterre, qu'a-t-elle à voir dans ce projet d'union franco-belge? La Belgique serait donc obligée de tolérer que les deux grandes puissances ne discutent pas seulement, mais *tranchent* une question d'aussi haute importance que la question de sa souveraineté économique, militaire et diplomatique, c'est-à-dire de sa souveraineté tout court? Aveu significatif...

Autre aveu: M. Bonnefous répondant à son interlocuteur sur l'opportunité de l'union étroite de la Belgique avec la France invoque comme raison d'une pareille mesure la nécessité d'empêcher le militarisme prussien de renaître. Le même argument qu'on invoque pour annexer des territoires allemands et pour démembrer l'Autriche et la Turquie,

on s'en sert pour imposer la domination française à un pays allié! La valeur du fameux argument ne peut être mieux illustrée que par cette phrase vraiment extraordinaire!

On admettra en tout cas que cet entretien révèle plus qu'une fantaisie de journaliste. D'après ces deux personnalités cette question préoccupe beaucoup de monde en France. On l'estime assez importante pour en porter la discussion devant les pays neutres, car rien n'obligeait ces messieurs à broder de cette façon autour du discours de M. Viviani et à soumettre la question au public suisse, cette question qui d'ailleurs a été souvent traitée en France depuis la guerre.

On y revient, tout au moins en ce qui concerne le Luxembourg, dans la *Gazette de Lausanne* même, lors d'une discussion entre Français et... *Belges, qui veulent eux aussi annexer le Luxembourg!*

Polémisant contre un manifeste distribué sur le front belge par des patriotes annexionnistes belges et contre un ouvrage de M. Nothomb, un publiciste, français très probablement, combattait dans un article de tête de la *Gazette de Lausanne* du 14 avril 1916 la thèse belge selon laquelle le Luxembourg devait être annexé à la Belgique. L'article en question était intitulé « Et le Luxembourg? », et arrivait à la conclusion suivante : « Les Luxembourgeois tournent leurs yeux vers la France avec l'espoir de la voir victorieuse,

afin que leur pays retourne à la France, à laquelle il a déjà appartenu sous François Ier, Louis XIV, la Révolution et l'Empire, mais non plus sous le nom du Département des Forêts mais bien sous celui de *Département du Luxembourg!* » On voit que le Luxembourg, pays de langue et de race allemande, ne gardera même pas son « autonomie intérieure ». Il sera un département français, rien de plus . . . « Les Luxembourgeois aiment et respectent la noble Belgique, la preuve c'est que beaucoup servent dans l'armée belge, mais après la victoire finale des Alliés, *ils réclameront par un plébiscite d'être annexés à la France . .* » Une phrase précédente: « Les évènements de 1914 ont démontré *à l'évidence l'erreur commise par l'Europe en 1867* » (l'erreur consiste à ne pas avoir permis à la France d'annexer le grand-duché) nous promet qu'on saura s'y prendre lors du plébiscite, que l'erreur sera évitée cette fois-ci . . . D'ailleurs un Luxembourgeois s'est chargé dans le même journal d'affirmer la volonté de ses compatriotes de rester ce qu'ils sont . . . Et qu'est-ce enfin que cet argument, invoqué aussi en faveur de l'annexion, que beaucoup de Luxembourgeois habitent la France et servent dans l'armée française? N'y a-t-il pas aussi des ressortissants d'autres petits pays dans l'armée de la République?

Arrêtons là pour le moment l'examen des projets annexionnistes français tels qu'ils se sont manifestés

depuis la guerre. En parlant des ambitions russes, anglaises et italiennes nous aurons encore à parler de la France. La part active qu'elle a prise au marchandage annexionniste qui se poursuit depuis le commencement de la guerre entre les gouvernements de l'Entente, et sa collaboration dans la propagande faite pour populariser des buts annexionnistes de ses alliés seront plus à leur place dans le chapitre traitant de l'ensemble des problèmes intéressant plus spécialement la Russie, l'Angleterre et l'Italie. Nous avons pourtant déjà vu dans les pages qui précèdent quelle place énorme occupent dans le programme annexionniste de la France les buts de guerre de ses alliés. Nous avons vu par exemple que le partage de l'Autriche et de la Turquie a été dès la première heure une revendication française. Nous avons aussi pu constater, simplement en citant une infime partie des nombreux auteurs et politiciens annexionnistes, la parfaite unité de vues qui existe en France sur l'organisation de l'Europe future, unité qui provient évidemment de ce que, longtemps avant la guerre déjà, tout ceux qui s'occupaient de politique en France étaient acquis à ce vaste programme annexionniste. La guerre une fois déchaînée, on n'avait qu'à discuter sur un programme établi depuis longtemps. Les échecs militaires, les souffrances qu'endurait le pays n'y changeaient plus rien. S'il n'y avait pas eu déjà un programme annexionniste

tout fait, il n'aurait pas pu éclore au milieu des déboires sans cesse renouvelés. Mais comme il était antérieur à la guerre, et comme la guerre était la seule possibilité de le réaliser, on se serrait autour de ce programme comme autour d'un drapeau, même et surtout au moment des grands revers. Tout en répétant sans cesse des phrases humanitaires, les grands mots de Justice, de Liberté et de Droit, sans réussir à remporter des succès décisifs, ni au front occidental, ni aux Dardanelles, ni en Macédoine, perdant son sang à flots, la France resta hypnotisée par son rêve impérialiste, rêve d'un orgueil fou et criminel : le démembrement de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Turquie, l'annexion de vastes territoires allemands, peut-être même belges et luxembourgeois, l'installation en Syrie, en Palestine . . . dans la lune !

Chapitre X

Buts de guerre russes, anglais, italiens

Les programmes annexionnistes des alliés de la France ont été présentés, exactement comme dans ce pays, simultanément par les porte-parole officiels et par de nombreux publicistes. Nous aurons donc de nouveau recours aux manifestations officielles et littéraires des différents pays en question pour établir à grands traits les ambitions annexionnistes qui se sont fait jour depuis la guerre en Russie, en Angleterre, en Italie. Nous disposons en outre de la source excellente et précieuse qu'est la « *Gazette de Lausanne* » déjà citée à diverses reprises au cours de ce travail. Ce n'est pas des articles proprement dits de ce journal que nous voulons parler ici, mais plutôt de ses « informations particulières » de ce qu'il appelle son « *Service spécial* », daté de Paris, consistant en des correspondances d'un caractère manifestement officieux envoyées de très bonne source française au grand journal ententophile et qui se distinguent par la précision des faits et des détails rapportés.

Ces correspondances diffèrent avantageusement des longs articles de certains correspondants neutres grâce à la franchise absolue avec laquelle elles exposent les problèmes annexionnistes. Il n'y est pas question de Droit, de Justice ou de Liberté. C'est un exposé froid et raisonné du marchandage qui se poursuivait sans cesse entre les gouvernements alliés, comme aussi entre l'Entente et tous ceux qui devaient y entrer. On y offre, distribue et reprend de nouveau terres et populations, sans essayer même de justifier cette étrange traite des blancs par quelque belle théorie humanitaire. Pour que la Bulgarie marche, il faut lui offrir telle ou telle chose. Pour que la Grèce intervienne aux côtés des Alliés, on lui donnera telle ou telle région, telle ou telle île. Pour que l'Italie se montre plus ardente, on lui cédera telle partie de l'Autriche convoitée par la Serbie. Pour amener le Japon à s'intéresser à la «cause commune», on lui offrira telles autres annexions. Dans le but de rapprocher l'une de l'autre la Russie et l'Angleterre, on leur distribue la Turquie, etc. Ces informations n'étaient pas seulement franches, elles étaient cyniques. Si elles faisaient fi à un si étonnant degré de tout verbiage humanitaire, si on y avouait sans ambages le caractère annexionniste de la guerre, c'est qu'elles étaient destinées beaucoup moins aux lecteurs neutres du journal suisse qu'aux lecteurs belligérants dans les pays alliés. Elles relevaient moins du domaine

de la propagande que de celui de la politique et de la diplomatie. C'est celà précisement qui les rend si intéressantes et si utiles à quiconque veut étudier de près l'annexionnisme de l'Entente durant la guerre.

La guerre une fois déclarée, la *Russie*, comme la France, ne tarda pas à exhiber son ancien programme annexionniste. Après le début des hostilités le *Tsar* recevant les membres de la Douma annonça immédiatement comme un des buts de la guerre la réunion de tous les Slaves à la Russie. Dès le 16 août 1914 le généralissime des armées russes le *grand-duc Nicolas* dans une proclamation adressée aux Polonais annonçait l'annexion des provinces polonaises d'Allemagne et d'Autriche à la Pologne russe restant partie intégrante de l'Empire du Tsar. Le 17 septembre le *Tsar* déclarait que l'Arménie turque serait incorporée à la Russie. Le 3 novembre, après l'intervention de la Turquie, *l'empereur* dans une nouvelle proclamation exprimait sa certitude qu'à la suite de ce nouvel événement la Russie, résolvant un problème séculaire, se frayerait enfin une route vers les Détroits. Quelques jours après on débaptisait en Russie la ville de Constantinople pour l'appeler Tsargrad, et selon une information du journal anglais *Central News*, datée de Pétrograde, le Tsar décidait de ne plus passer l'été en Crimée comme d'habitude mais de choisir Tsargrad comme résidence d'été. Dans la

séance de la Douma du 9 février 1915, le président du Conseil M. *Goremikyne et* M. *Sasonoff* ministre des affaires étrangères, disaient que «le radieux avenir de la Russie vers la Mer Noire se dessine avec une clarté croissante». Et M. Milioukoff, au nom du groupe des Cadets, fit la déclaration suivante: «La Douma «vient d'entendre avec satisfaction le discours du «ministre des affaires étrangères, dans lequel on aper«çoit que *la réalisation des tâches nationales que nous «avons entreprises est en bonne voie.* Nous sommes «persuadés que l'accomplissement de la tâche princi«pale, *la conquête des Détroits et de Constantinople,* «aura reçu à temps les garanties nécessaires aussi «bien au point de vue diplomatique qu'au point de «vue militaire». Dans la même séance M. *Goremikyne* parlant de la Galicie autrichienne l'appelait un «*fleuron qui manquait à la couronne du Tsar.*» Et M. Sasonoff dévoila enfin sans ambages les projets anglo-russes sur la Perse en déclarant: «La présence «de nos troupes en Perse ne constitue aucunement «une violation de la neutralité, car elles y furent «envoyées il y a quelques années déjà ... Je constate «que les rapports anglo-russes concernant les affaires «persanes se basent plus que jamais sur la confiance «réciproque et sincère ainsi que sur le concours mutuel, «qui sont un gage de la solution pacifique de tout «conflit éventuel».

Le 17 avril 1915 le tsar Nicolas visitant la forteresse

de Przemysl conquise par ses troupes prononça un discours dans lequel il célébrait l'avènement de l'idée slave. Le 21 avril 1915, lors de son entrée solennelle à Lemberg, salué par des policiers russes déguisés en paysans galiciens, le tsar dans un nouveau discours proclama l'annexion de la Galicie à l'empire russe: « Ce pays, dit-il entre autres, *vit déjà aujourd'hui sous le sceptre de mon empire. La Galicie est ma propriété pour l'éternité*... Je sacrifierai si c'est nécessaire jusqu'à mon dernier soldat, mais *la Galicie et son cœur, Lemberg, nous appartiendra pour toujours* ».

La volonté de la Russie d'annexer la Galicie ne se manifestait d'ailleurs pas seulement dans des déclarations officielles. Dans son numéro du 16 février 1915 le *Journal de Genève* brossait un tableau saisissant de la « politique de russification très fâcheuse » poursuivie en Galicie. Nous y lisons entre autres ceci: « La Galicie orientale habitée par quatre millions « de Ruthènes et un million et demi de Polonais et « de Juifs est devenue le champ d'action du parti « nationaliste qui y règne en maître aujourd'hui à la « suite des armées russes victorieuses. En dépit de « la proclamation du grand-duc Nicolas qui assurait le « libre exercice de leur langue et de leur religion « aux peuples slaves de l'Autriche, voici les mesures « que le général-gouverneur comte Bobrinsky a prises « en Galicie. *Tous les journaux ruthènes (ukrainiens)*

« *sont suspendus, toutes les bibliothèques fermées,* « *ainsi que les sociétés coopératives et les associations* « *intellectuelles,* la Prosvita, entre autres, qui comptait « 150,000 membres, 3000 bibliothèques et 1000 caisses « d'épargne. Le musée national ukrainien est fermé, « et ses collections ont été transportées en Russie. « L'université et toutes les écoles sont fermées, *en* « *attendant que les instituteurs et professeurs aient* « *appris le russe*». Le journal ajoute que « ces nouvelles « sont officielles et ont été publiées dans le *Voienndue* « *Slovo* de Lemberg (Lvof) et dans tous les journaux « russes comme d'ailleurs celles qui suivent ». Suit un exposé des persécutions subies par tous ceux qui possèdent des livres en langue ruthène et écrivent des lettres dans leur langue maternelle, ainsi que des moyens violents employés pour convertir la population à l'orthodoxie, comme par exemple *les déportations forcées de nombreux enfants en Russie où ils sont élevés dans la religion orthodoxe,* l'arrestation de l'archevêque Szeptycki, etc. Nous apprenons en outre par le grand journal genevois que « 20,000 fonctionnaires des postes, chemins de fer, « etc., de l'ancienne administration autrichienne, tous « galiciens, sont aujourd'hui sans place, dans la plus « noire misère. Ils ont été remplacés par des Russes, « venus du fond de la Russie, qui ne comprennent « même pas la langue du pays. Le député nationaliste « Tschikhatschov demande *la colonisation de la Galicie*

« *par des paysans russes* et annonce déjà l'envoi de « 300,000 colons moscovites ».

Voilà pour le « fleuron qui manquait à la couronne du tsar! »

Le 29 mai 1915 les journaux publiaient une interview que M. Sazonoff avait accordée au correspondant du *Secolo* à Pétrograde et où le ministre des affaires étrangères russe disait, entre autres choses, qu'à l'Italie revient l'héritage du commerce allemand avec les pays balcaniques, et recommandait au nouvel allié de respecter le principe des nationalités et de s'entendre avec les Serbes. Quant à la Mer Noire: « *Elle est russe!* Nous ne pouvons admettre que les clefs de cette mer restent entre les mains d'un pays aussi barbare que la Turquie ».

Dans la séance de la Douma du 1er août 1915, le président du Conseil, M. Goremikyne, faisait clairement comprendre leur erreur aux optimistes espérant toujours que la Russie admettrait l'indépendance polonaise. Il déclarait que la question polonaise ne serait résolue qu'après la guerre. Il en restait au programme de l'union *de tous les Polonais sous le sceptre du tsar,* c'est-à-dire de l'annexion de la Posnanie et de la Galicie à la Russie.

Au commencement du mois de septembre 1915, le président de la Douma, M. *Rodzianko* déclara à un rédacteur du journal suédois *Dagens Nyheter:* « *Nous poursuivrons la guerre jusqu'à ce que nous*

ayons Constantinople. Nous ne céderons pas la largeur de la main de notre territoire *et nous aurons Constantinople.* C'est le président de la Douma qui vous le dit». Le 23 février 1916, M. *Sazonoff,* ministre des affaires étrangères, répéta une fois de plus que «dès le commencement de la guerre la Russie a inscrit sur son drapeau la réunion des tronçons de la Pologne démembrée», dans le sein de l'empire russe bien entendu. Et à la suite de la proclamation de l'indépendance polonaise par les empires centraux le 5 novembre 1915, le gouvernement russe affirma de nouveau avec l'approbation officielle de M. Briand et de M. Asquith sa décision de réunir tous les Polonais sous le sceptre russe.

Vers la fin du mois de novembre 1916 enfin, des journaux russes annonçaient que le tsar était partisan d'une annexion immédiate non pas seulement de la Galicie mais aussi de la Boukovine. La Nowoié Vremia exprimait sa grande satisfaction au sujet de ce projet, susceptible de rétablir le prestige russe ébranlé par la proclamation des empires centraux.

Enfin le 2 décembre, à la Douma, le président du Conseil, *M. Trepoff,* annonça de nouveau que la Pologne, «reconstituée dans ses frontières ethnographiques», vivrait dans «l'union inséparable avec la Russie», et fit ensuite cette déclaration solennelle au sujet de Constantinople russe: «Je ne puis pas «ne pas toucher à une question qui tient au cœur de

« chaque Russe. *Depuis plus de mille ans, la Russie* « *tend à obtenir vers le midi une issue libre dans la* « *mer ouverte. Les clefs du Bosphore, les Dardanelles,* « *le bouclier d'Oleg sur la porte de Constantinople,* « *voilà le rêve séculaire intime du peuple russe dans* « *toutes les époques de son existence.* Eh bien, ces « aspirations sont près de se réaliser. Les intérêts « vitaux de la Russie sont aussi bien compris par nos « fidèles alliés que par nous-mêmes. *C'est pourquoi un* « *accord que nous avons conclu en 1915 avec la Grande-* « *Bretagne et la France, et auquel adhère l'Italie,* « *établit de façon définitive le droit de la Russie aux* « *Détroits et à Constantinople.* La Russie doit savoir « pourquoi son sang coule de concert avec celui de « ses alliés. La déclaration de cet accord se fait au- « jourd'hui, ici, du haut de la tribune, je le répète, *en* « *conformité complète entre les alliés.* Il n'y a pas de « doute ! »

C'était l'aveu solennel des mobiles qui avaient poussé la Russie à la guerre, l'aveu d'une politique annexionniste existant avant la guerre, l'aveu que cette politique subsistait malgré les terribles défaites de l'armée russe, l'aveu enfin que la France, l'Angleterre, l'Italie combattaient elles aussi pour l'annexion de la capitale turque à l'empire russe. Dans les parlements alliés, cette communication de M. Trépoff fut immédiatement confirmée et en France il n'y eut que le petit groupe du député socialiste pacifiste

Brizon à protester contre le projet monstrueux qui consistait à sacrifier le peuple français à l'impérialisme russe.

M. Trépoff révélait dans son discours qu'un accord intervenu en 1915 avait donné à la Russie l'adhésion de ses alliés à son vaste programme annexionniste. Quelque temps avant déjà, le chancelier de l'empire d'Allemagne avait fait savoir au Reichstag qu'un pareil accord existait. Le fait est que dès 1915 l'opinion française avait été travaillée activement en faveur du projet russe — les nombreuses citations que nous avons données dans le chapitre précédent l'ont déjà prouvé — et que les milieux officiels s'en étaient préoccupés sans cesse. L'opposition qui se manifesta pendant un certain temps contre le projet de Tsargrad partait moins de France que d'Angleterre, où cependant, grâce à un marchandage des plus actifs qui mit en relief le caractère essentiellement annexioniste de la politique de l'Entente, on finit par entrer entièrement dans les vues du gouvernement de Pétrograde.

Dans le numéro du 4 mars 1915, le correspondant français de la *Gazette de Lausanne* que nous avons déjà cité dans le chapitre précédent rapporte l'opinion de M. Jean Cruppi, ancien ministre des affaires étrangères, sur la question des Détroits. M. Cruppi sans spécifier quelle sera la part de la Russie affirmait à ce moment que la fonction avantageuse de

concierges du Bosphore va être bientôt enlevée aux Turcs. « Les clefs du Bosphore vont tomber aux mains de la Triple-Entente ». Le correspondant avait soin de souligner la valeur des déclarations de M. Cruppi en rappelant qu'il était « un de ceux qui au Quai d'Orsay ont préparé la moisson qui lève ».

M. Cruppi faisait allusion à l'entreprise anglo-française aux Dardanelles, qui, en effet, n'avait pas eu lieu sans accord préalable avec la Russie. La *Gazette de Lausanne* publiait dans son numéro du 14 mars 1915 une dépêche de Pétrograde reproduisant l'information du *Rousskoié Slovo* selon laquelle « la garantie pour la Russie du libre passage à travers la mer de Marmara entrait dans le programme général des puissances alliées ». Le grand journal suisse disait encore que « quant au sort des Dardanelles et du Bosphore rien ne sera entrepris contre les intérêts et la dignité de la Russie ». C'était vague. Vague aussi la note du *Temps* de Paris, reproduite dans le même numéro de la *Gazette* disant que « le problème d'Orient est aujourd'hui posé de telle façon qu'il exige une solution complète ». Mais déjà le 24 mars le journal lausannois dans son « service spécial », se faisait écrire de Paris que la Russie avait pris dans la question de Constantinople une « attitude soudainement énergique », qui à Paris « fait l'objet de tous les commentaires ». A noter surtout ce passage de la communication du « service spécial » :

« Le 15 mars, la censure interdisait encore à la « presse française de donner aucune information sus- « ceptible d'être interprétée comme un assentiment « aux espérances de l'opinion russe. *Le 17 mars tout « était changé.* Le *Temps* publiait, en ce sens, une « note sur la portée de laquelle personne ne se trompa ; « et le lendemain, 18 mars, le même journal écrivit « sur la même question en tête de ses colonnes un « article qui est un plaidoyer serré et catégorique en « faveur de la thèse russe ». Quelle était la raison de cet assentiment aux projets russes? Nous l'apprenons par le correspondant si bien renseigné de la *Gazette*. L'Angleterre aurait préféré une ville de Constantinople internationalisée, pour ne pas y voir installée la Russie. En même temps, elle espérait entraîner par là à la guerre l'Italie et la Grèce. L'hésitation de ces deux pays à entrer dans la mêlée, la politique de neutralité que poursuivait encore la Roumanie permirent à la Russie d'exiger qu'on écartât toute considération inspirée par des égards pour ces pays qui ne voulaient décidément pas contribuer à la conquête de la ville. Enfin, le gouvernement russe « amena le gouvernement français à reconnaître avec lui que le régime international de Constantinople constituait désormais un rêve.... La France à laquelle le refus de la Grèce avait été assez sensible fut assez vite convaincue ». L'Angleterre informée de ces pourparlers céda. « Et voilà », continue l'in-

formateur très spécial de la *Gazette*, « pourquoi dès le 17 mars toute la presse française apprenait qu'il était désormais permis *de dire librement qu'après la paix Constantinople serait annexée à la Russie* ». La France et l'Angleterre s'assuraient en même temps leur part dans le partage de la Turquie. A propos des opérations militaires contre Smyrne le service spécial de la *Gazette de Lausanne* fait, en effet, remarquer dans le numéro du 13 avril que « les « Alliés ont décidé de porter chacun son principal « effort sur le gage qui doit rester entre ses mains « après la guerre. *C'est en application de ce principe « que la Russie aura pour tâche de conquérir Con- « stantinople et l'Arménie, les Anglais la Mésopotamie « et que le corps expéditionnaire français sera vrai- « semblablement en totalité ou en partie dirigé sur « la Syrie.* Dans ces conditions, Smyrne et sa région « resteront probablement entre les mains de l'Angle- « terre, la Russie y ayant renoncé pour porter tout « son effort sur Constantinople.... Il est improbable « que l'Angleterre, si elle réalise cette conquête, la « rétrocède un jour à la Grèce. *L'Ionie aura le sort « de Chypre* ». Cette île, l'Angleterre l'avait, en effet, annexée pendant la guerre.

Dans le désir de déclencher une intervention grecque, les milieux annexionnistes de l'Entente envisagèrent cependant pendant quelque temps le projet d'abandonner Chypre, mais pour des conquêtes

plus intéressantes. Le 3 août 1915 le « service spécial » nous fait savoir en effet que l'Angleterre en perdant Chypre retrouverait d'autres avantages soit dans certaines *îles de la mer Egée,* soit sur des *points stratégiques de la côte d'Asie Mineure.* « La possession de l'île de Chypre par l'Angleterre « étant surtout d'ordre politique et stratégique, on « estime que les intérêts britanniques seraient mieux « protégés, au lendemain de la guerre, *par la posses-* « *sion de Lemnos et de Tenedos* ou encore d'un port « asiatique ». Lemnos et Tenedos ! C'était là le prix que devait payer la Russie pour Tsargrad !

Mais ce n'était pas tout. Selon le « service spécial » du 7 septembre « l'Angleterre estimait en effet, et « estime sans doute encore, que si le khalife de Con- « stantinople doit être proclamé déchu de tous ses « privilèges religieux, *le Khalifat doit immédiatement* « *revenir au chérif de la Mecque ou au khédive* « *d'Egypte.* »

En établissant son protectorat sur l'Egypte et en proclamant l'autonomie de l'Arabie, l'Angleterre montrait que ce projet était tout ce qu'il y avait de plus sérieux. Devenir le maître du chef des fidèles, voilà un programme de grande envergure. Si la Russie annexait Constantinople, l'Angleterre, en revanche, voulait annexer le Khalifat. Mais, hélas, elle n'était pas la seule à rêver pareille annexion. « La France, nous informe le « service spécial », fait

« observer non sans raison que la suprématie du Kha- « lifat doit se transmettre parmi les descendants du « prophète, et qu'à ce point de vue le seul héritier « légitime de cette dignité et de ce titre *est le sultan « du Maroc!* » Celui qui annexe le Khalifat n'a-t-il pas en effet toutes les chances de pouvoir annexer autant de musulmans qu'il est possible? C'est le raisonnement que se tint aussi l'Italie, et voilà pourquoi le « service spécial » nous donnait encore cette information: « Enfin, l'Italie cherche sur son terri- « toire africain un chef religieux et voit dans cette « circonstance le moyen d'attacher à sa politique le « Grand Senoussi, en obtenant pour lui une part au « moins de l'héritage du Khalifat ottoman ».

Qui n'a pas son khalife?

Or le problème de l'intervention de la Roumanie, ardemment souhaitée par l'Entente, faillit de nouveau remettre en question l'accord des Alliés sur Tsargrad russe. Le 4 avril 1916 le « service spécial » mandait que l'Angleterre « soit parce qu'elle a estimé néces- « saire de ménager les suceptibilités ou les craintes « de certains Etats neutres, soit parce qu'elle n'a jamais « pu vaincre ses propres méfiances, a insisté auprès « de la Russie pour qu'elle renonçât à la possession « exclusive de Constantinople et des Détroits ». En revanche la Grande-Bretagne consentait « à ce que « la Russie, au lendemain de la guerre, étendît son « protectorat sur toute l'Arménie ottomane, y compris

« ce qu'on est convenu d'appeler la Petite Arménie », c'est-à-dire l'ancienne Cilicie, « une région maritime « dont les côtes depuis Mersina jusqu'au golfe d'Ale- « xandrette présentent un développement déjà impor- « tant et d'excellents ports ».

Mais, peu de temps après, les journaux annonçaient que la Russie menaçait ouvertement de se séparer de ses alliés si Constantinople ne lui était pas attribuée. Et une fois que l'intervention de la Roumanie fut un fait accompli, et que battue, celle-ci ne put plus se formaliser des exigences de ses alliés, la Russie, d'accord avec la France, l'Angleterre et l'Italie, put enfin proclamer en pleine Douma que Constantinople russe constituait un des buts de guerre essentiels de toute la coalition !

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de tous les marchandages annexionnistes entre la Russie et ses alliés, marchandages dont les informations précieuses du journal lausannois nous permettent, en dehors des innombrables autres documents, de saisir toute l'importance et toute l'étendue. Rappelons cependant encore les ambitions russes sur la Bohême. Le 27 mars 1915 le « service spécial » de la *Gazette*, rapportant des promesses formelles du grand-duc Nicolas aux Tchèques, révéla qu'il s'était formé à Pétrograde une véritable représentation nationale de la Bohême, accréditée auprès du gouvernement du tsar ; et le 10 septembre 1916 nous apprîmes de la

même source que la Russie « libératrice » songeait à employer en Bohême à peu près les mêmes procédés que ceux dont elle s'était servie en Galicie. Le « service spécial » nous parlait « d'une action qui s'organise actuellement *pour faire entrer les Tchèques dans le sein de l'Eglise orthodoxe* ». — « Reliés demain « à la grande famille slave, les Tchèques doivent aussi « revenir à la religion dominante du slavisme, c'est-à- « dire à l'orthodoxie. L'organisation fondée dans ce « but à Moscou se propose de publier des brochures « de propagande, des livres, des appels. Elle espère « obtenir un plein succès auprès des Tchèques qui « vivent en Russie et préparer ainsi les voies à une « évolution religieuse de la Bohême tout entière. »

En lisant ainsi dans le journal ententophile de Lausanne avec quel cynisme les gouvernements de l'Entente disposaient des peuples et des pays et se moquaient des nobles principes du Droit, de la Liberté et de la Justice, on voudrait croire que M. Maurice Muret, le rédacteur politique de la *Gazette,* ne visait pas seulement les ennemis de ses amis, quand, dans le numéro du 11 juin 1915, il s'écriait : « Il serait équitable, « pensons-nous, que certain article du programme « socialiste : « Pas d'annexions de peuples contre leur « gré » fût adopté dans l'intérêt d'une paix durable « par les gouvernements eux-mêmes. » Et on voudrait croire également que ce n'est pas seulement pour exciter les Russes à faire de nouveaux efforts

militaires que le professeur Edm. Rossier disait, le 4 juillet 1915, dans le même journal: « Il est par-« faitement abusif qu'un empire incapable de muni-« tionner ses troupes, qui se fait battre toutes les fois « qu'il prend l'offensive, prétende à des conquêtes. Les « journaux anglais et français, par égard pour leurs « alliés, évitent cette constatation; les neutres n'ont « pas les mêmes raisons de se taire. »

Quand on cherche dans les manifestations politiques officielles de *l'Angleterre* les traces de l'annexionnisme tel qu'il s'était manifesté avant la guerre, on constate cette même absence de précision et cette même rage générale de destruction qui caractérisait la politique anglaise avant 1914. Pas de programme détaillé, mais l'intention inébranlable, exprimée en termes généraux et souvent très grossiers, de détruire l'Allemagne. Tous les discours officiels prononcés au parlement, au Guildhall ou dans ces banquets où les hommes d'Etat anglais font leurs confidences à l'univers aux écoutes, se distinguent, si l'on peut dire, par une violence inouïe. C'est toujours le même programme: il faut détruire le militarisme allemand ou prussien, il faut en finir avec la caste dominante en Allemagne. Il faut mettre l'Allemagne hors d'état de reprendre son rêve de domination universelle.

Le 19 septembre 1914 par exemple Lloyd George, parlant au Queens Hall, insistait sur la nécessité de

punir le Kaiser et la caste militaire allemande, insinuant que la paix devra se faire sans les Hohenzollern. Dans la même année, Lord Roseberry avoua que la guerre devait être la guerre décisive entre l'Allemagne et l'Angleterre. En septembre 1916, s'adressant à des officiers coloniaux, le politicien très connu colonel Sir Marc Sikes annonça que même la cession de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne par l'Allemagne, et de la Mésopotamie par la Turquie, et la restauration de la Belgique ne sauraient suffire aux Anglais. Craignant, exactement comme M. Chéradame, une Allemagne possédant, bien qu'amoindrie, une route directe sur terre en Asie et en Afrique, Sir Marc Sikes exigea que l'Angleterre s'établisse de manière permanente à Bagdad. En août de la même année Bonar Law se fit applaudir dans la Chambre des communes en déclarant que les colonies allemandes de l'Afrique centrale avaient passé définitivement sous la domination britannique. Et ainsi de suite.

Toutes ces manifestations nous ramènent toujours aux mêmes buts de guerre : diminuer et démembrer l'Allemagne au point qu'elle n'ait plus un mot à dire dans les affaires européennes et mondiales. Libérer l'Angleterre du concurrent et du rival dangereux. Asseoir sur les décombres de l'Allemagne la puissance désormais incontestée de l'empire britannique.

Les écrivains anglais jouissaient sous ce rapport de la part de la censure de la même bienveillance

que leurs confrères français. Sous leur plume nous retrouvons donc les mêmes projets grotesques, considérés pourtant par leurs auteurs comme extrêmement sérieux et réalisables, que nous avons déjà étudiés dans le chapitre précédent.

Dans son livre *After the war* (Après la guerre) paru à Londres en 1915, M. H. R. Meyer préconise par exemple le démembrement de l'empire allemand. « La Confédération doit être dissoute ». Mais cela ne suffit pas. Il veut encore empêcher les petits Etats allemands de s'abandonner à leurs sympathies de race, qui les unira malgré tout les uns aux autres. La limitation de leurs armements et un contrôle sévère exercé par les Etats de l'Entente seront donc de rigueur. Le même auteur exige naturellement que « la flotte allemande cesse d'exister ». Pourquoi, en effet, les Allemands auraient-ils des navires de guerre? Puisqu'il est bien entendu qu'ils perdront toutes leurs colonies, . . . « ils n'auront donc pas besoin d'une flotte pour les protéger ». La France recevra naturellement l'Alsace-Lorraine. Le Slesvig-Holstein « volé au Danemark » reviendra à son ancien propriétaire, et le canal de Kiel sera internationalisé « comme le canal de Suez » dit M. Meyer, ce qui signifie évidemment qu'il sera anglais. L'internationalisation du canal de Kiel que demande également M.W. Barras dans « The audacious war », Londres 1915, est une des idées particulièrement chères aux Anglais.

La Turquie disparaîtra, l'Angleterre gardant pour toujours l'Egypte. Le même M. Meyer recommande l'annexion de la Belgique et du Luxembourg à la France. Dans son livre *Nationality and the war,* paru en 1916, M. A. Townbee développe des idées identiques.

La presse anglaise presque sans exception s'est plue dans des fantaisies annexionnistes et impérialistes aussi extravagantes. En 1915 sir Joseph Compton demandait dans le *Contemporary Review**) qu'on détruisît complétement l'Allemagne et qu'on ne lui permît pas de se relever. Dans ce but les peuples allemands devraient être privés du droit de s'administrer eux-mêmes. Dans la *Nation* du 9 sept. 1916, M. Oswals Earp veut le désarmement complet de l'Allemagne. *The New statesman* du même mois formule la même revendication: neuf dixièmes de la flotte et du matériel de guerre allemands devraient être détruits. Le *Spectator* du 15 juillet 1916 trace la carte connue de l'Allemagne diminuée de l'Alsace-Lorraine, des provinces polonaises, du Sleswig-Holstein, et d'une Autriche démembrée complètement. Les colonies allemandes, l'île d'Héligoland, la flotte allemande surtout sont données à l'Angleterre. La Turquie n'existe plus. Les empires centraux paieront une indemnité aussi formidable

*) Cité dans *Der Krieg der Worte* par Cincinnatus, Stuttgart 1916.

que possible. Le vaste rêve colonial de l'Angleterre trouve enfin une expression intéressante dans un article du *Nineteenth Century* du mois d'août 1916. L'Afrique anglaise englobera l'Egypte et le Soudan, l'Uganda, l'Afrique orientale britannique et allemande, les anciennes républiques boères : « Le fameux empire romain pâlira à côté de cet empire ». Mais il ne suffit pas que l'Allemagne n'existe plus et que la Grande-Bretagne soit un empire encore plus grand qu'avant. Il faut détruire le travail allemand. Ainsi l'organe des grands-industriels anglais *The Engineer* publiait peu de temps après la déclaration de guerre une série d'articles*) exigeant que la force économique de l'Allemagne soit brisée à jamais. Le commerce et l'industrie allemands doivent disparaître. Pour réaliser ce rêve il suffirait que les armées britanniques occupant le territoire allemand s'appliquent à procéder à une « *destruction réfléchie et organisée de tous les établissements et de tout l'outillage industriel en Allemagne* ».

On pourrait multiplier ces citations. A quoi bon? La façon dont les Anglais ont conduit la guerre montre suffisamment que ces idées annexionnistes sont considérées par le gouvernement et les autorités anglaises comme un véritable programme qu'on

---

*) Cité dans *Das Englandbuch* édité par la *Tägliche Rundschau,* Berlin 1915.

s'efforçait de réaliser partout où cela était possible. L'Egypte a été annexée sous forme de protectorat. L'île de Chypre est devenue anglaise, les colonies allemandes tombées entre les mains de l'Angleterre également. Le partage de la Perse avec la Russie est un fait avoué. L'Angleterre s'efforce d'établir sa domination sur la Mésopotamie. Elle a proclamé l'autonomie de l'Arabie ce qui veut dire qu'elle en compte faire une seconde Egypte. Nous ne voulons pas parler ici de la question de Calais que les Français affectent de considérer sans inquiétude et sans méfiance.*) L'avenir nous dira dans quel but les Anglais ont effectué leurs énormes achats de terrains dans le Pas-de-Calais qui font de cette région une province plus anglaise que française et où en tout cas les intérêts anglais sont devenus plus considérables que les intérêts français. Les Français ont pris l'habitude de se moquer de tous ceux qui manifestent des craintes au sujet des intentions anglaises sur la côte de France et d'y voir l'effet d'intrigues allemandes. Il se peut en effet que ceux qui ont

*) D'après un compte rendu du *Daily Mail* du 12 mars 1917, lors de la Matinée nationale célébrée à la Sorbonne, à Paris, le 11 mars on récita même une poésie intitulée: « Dieu bénisse l'Angleterre » contenant entre autres cette invitation à l'adresse de l'alliée britannique:

« O nouvelle Angleterre, arrive, arrive en France
débarque au Hâvre viens, par Boulogne et Calais. . . . »

pris Gibraltar et Malte, qui ont violé leurs engagements relatifs au canal de Suez, qui se sont installés tranquillement dans les îles grecques, rendent — une fois n'est pas coutume — Calais à ses propriétaires une fois la guerre finie. C'est du reste une question purement franco-anglaise qui ne regarde après tout que les deux pays en question.

Quant aux visées commerciales des Anglais, on sait qu'ils ont également tenu à procéder à des réalisations sérieuses. Grâce au blocus contraire au droit des gens qu'ils ont établi au détriment de leurs ennemis, des neutres et de leurs alliés, ils ont accaparé tout le commerce étranger y compris celui de la France et de l'Italie. En violant le secret postal et en pratiquant sur une vaste échelle l'espionnage commercial, ils ne se sont pas seulement exactement renseignés sur les relations économiques de leurs adversaires, mais aussi des neutres et de leurs alliés. Ils comptent garder en tout cas le bénéfice économique de cette guerre ; que ce soit au détriment des ennemis, des neutres ou de leurs alliés, peu leur importe ! En ce qui concerne l'Allemagne leurs aveux sont formels. La cour d'appel anglaise disait expressément dans un arrêté du 21 décembre 1915 « que le but de l'Angleterre durant cette guerre est la destruction du commerce ennemi ». Les conférences économiques de Paris qui décrétaient l'exclusion de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie du commerce mondial, au seul profit de l'Angleterre,

l'établissement des listes noires obligeant les neutres à entrer économiquement dans l'orbite de l'Angleterre ont fait faire aux Anglais un pas considérable vers leur but de domination du commerce et de l'industrie universels. Les Anglais s'en cachaient si peu que beaucoup de publicistes français et italiens s'en sont inquiétés très sérieusement, entendant garder pour leur pays quelques profits lors du partage de l'héritage allemand.

Le programme annexionniste *italien* et *roumain* depuis la guerre ne peut évidemment être que celui d'avant la guerre, puisque ces deux pays, nous l'avons vu, sont entrés dans la mêlée avec l'intention avouée de réaliser ce programme. *La Roumanie* d'ailleurs n'a guère eu l'occasion de continuer à développer son programme politique étant donné qu'elle a bientôt après la déclaration de guerre cessé d'exister comme Etat. *L'Italie* a été plus heureuse qu'elle, plus heureuse aussi que la Russie et que la France. Son territoire est resté à peu près intact. Elle a occupé une minime partie des provinces convoitées ce qui lui a permis d'imiter la République alliée et de proclamer solennellement l'annexion de toute la terre *irrédenta*, dont elle détenait quelques kilomètres carrés. Mais, arrêtée par les troupes austro-hongroises qui ont prouvé aux politiciens de Rome l'erreur formidable commise au mois de mai 1915, elle a dû affirmer sans cesse ses buts annexion-

nistes pour tenir en haleine ses populations décues et de plus en plus méfiantes envers le gouvernement. Comme avant son entrée en guerre, les ministres et les écrivains italiens ont donc continué à griser la nation de phrases fort belles et fort impressionnantes. Mais, comme avant aussi, ils n'ont pas hésité à prêcher à côté de leur phraséologie humanitaire une politique réaliste dénuée de tout scrupule d'ordre ethnique. Plus la guerre durait, plus l'Italie avouait ouvertement qu'elle se moquait de ce principe des nationalités par la proclamation duquel on avait enthousiasmé la nation avant le mois de mai 1915.

Le 2 juin 1915 déjà M. *Salandra,* président du Conseil résumant dans un discours prononcé au Capitole les buts de guerre italiens, avouait le caractère purement politique de l'annexionnisme italien. «La défense de l'italianité» ne constitue qu'un de ces buts. Outre ce programme national l'Italie de M. Salandra aspire à «une frontière militaire sûre remplaçant celle qui nous fut imposée en 1866 et qui laisse les portes et les côtes ouvertes à nos adversaires» et une «position stratégique dans l'Adriatique moins incertaine et moins malheureuse que celle que nous avons». Ce n'est donc pas pour ses droits ethniques, dont la réalisation devait amener la paix du monde, que lutte l'Italie, mais pour être en meilleure posture lors d'une nouvelle guerre. Ce

ne sont pas les frontières de la race italienne, c'est la frontière stratégique qu'il lui faut, frontière embrassant des peuples de race étrangère.

L'intérêt purement stratégique des conquêtes que veut l'Italie fut encore souligné par M. *Barzilai*, « *ministre pour les pays annexés* » — dont la fonction et le titre à eux seuls nous dispenseraient d'ailleurs presque d'apporter de nouvelles preuves de l'annexionnisme italien — dans un discours prononcé le 26 septembre 1915 au Théâtre San-Carlo à Naples. Et pour montrer encore plus clairement peut-être combien peu la guerre entreprise par l'Italie était une guerre du Droit, qu'elle n'était qu'une guerre impérialiste préparant de nouvelles guerres, il citait expressément une brochure qu'il avait fait paraître 25 ans auparavant et où pour des raisons militaires il avait demandé «la possession des Alpes juliennes» et «l'Istrie et les îles »! Il parlait enfin avec enthousiasme de « *l'occasion unique et fugace qu'offrait le conflit européen de restituer à l'Italie les remparts essentiels à sa sécurité et à son indépendance* ».

Le 1er décembre 1915, le ministre des affaires étrangères italien, M. *Sonnino,* disait lui aussi, à la Chambre des Députés, en parlant des armées italiennes, « qu'elles combattent avec une efficacité, une tenacité et une abnégation égales à leur élan, pour la revendication des bornes naturelles et la conquête des portes de l'Italie ». Il ajoutait « qu'elles

obtiendront *en même temps* la délivrance des gens de notre race ». En même temps! C'était donc un but secondaire, en tout cas ce n'était pas le même but que celui indiqué dans la phrase précédente. Les bornes naturelles de l'Italie sont plus vastes que les bornes ethniques. M. Sonnino se hâtait d'ailleurs d'annoncer que « la défense stratégique de l'Adria-« tique constitue un autre pivot de notre action po-« litique. C'est pour l'Italie une nécessité vitale, une « nécessité absolue de légitime défense d'arriver à un « règlement des conditions définitives de l'Adriatique « qui puisse compenser la conformation défavorable « de notre littoral oriental ». Après avoir rappelé qu'à la suite de « l'équilibre dans la Méditerranée occidentale menacé, l'Italie se vit obligée d'entrer en guerre pour la conquête de la Lybie », après avoir avoué ainsi que, pour une question d'équilibre soulevée par la faute de la France, l'Italie avait spolié sans la moindre excuse la Turquie, M. Sonnino montre quelques-uns des buts impérialistes qui ont surgi au cours de la guerre actuelle: « Quand « fut mis en discussion et rendu incertain le règle-« ment des conditions de la Méditerranée *orientale* « où l'histoire glorieuse de nos Républiques marines, « où de florissantes colonies italiennes attendent que « la Patrie conserve toujours hauts et inébranlables « sa position et son prestige en face des autres puis-« sances concurrentes, l'Italie ne pouvait en aucune

« façon se tenir timidement à l'écart et subir par son « desintéressement toutes les exclusions, sanctionner « toutes les renonciations ». Traduit en langage plus franc, cela veut dire: Nous faisons la guerre pour obtenir la domination de la Méditerranée. Après avoir gagné une place importante dans la Méditerranée occidentale grâce à la guerre contre la Turquie, et quand nous aurons par notre établissement sur la côte adriatique autrichienne la maîtrise dans la mer Adriatique, nous voulons encore de bons morceaux de l'Albanie et de la Turquie, peut-être aussi de la Grèce.

Ces buts de guerre furent sans cesse répétés dans les discours des ministres italiens jusqu'à ces temps derniers. Le président du Conseil M. Boselli disait entre autres le 17 aout 1916, en recevant l'association de la presse de Turin, que l'Italie veut que le drapeau italien flotte dans tous les pays où vit dans les esprits, dans la langue et dans l'histoire la nationalité italienne, ce qui constitue un programme irrédentiste ne visant pas seulement les régions de langue italienne faisant partie de l'Autriche. Il répétait cette promesse le 9 octobre à Milan, où il parlait du haut d'un balcon orné entre autres des drapeaux de Trieste, de Fiume et de la *Dalmatie*.

Quant aux prétentions de l'Italie sur la Turquie elles visent toute la partie méridionale de l'Asie Mineure, c'est-à-dire les vilayets de Smyrne, de

Konia, d'Adana et d'Adalia. La future Italie doit en outre embrasser tout le chemin de fer de Bagdad de Afiun-Karahssqar jusqu'à Bagich. Il lui faut enfin le Yemen en Arabie. Ces buts de guerre ont été exposés dans plusieurs publications entre autres dans *l'Idea Nazionale.* *) Il est intéressant de noter que le programme des nationalistes italiens comprend aussi des territoires appartenant actuellement à leurs alliés. Ils veulent que le traité méditerranéen de 1906 soit dénoncé, que toutes les influences non italiennes soient écartées d'Abyssinie, que la France et l'Angleterre lui cèdent leur part du Somaliland en compensation de l'annexion des colonies allemandes par ces deux pays. L'Italie réclame également la partie septentrionale de l'Afrique orientale anglaise. Et elle veut arrondir la Tripolitaine par l'annexion de Gnat et de Giarabud!

Les ministres italiens ne se sont pas contentés d'ailleurs de revendiquer des conquêtes pour l'Italie seule. Leur « égoisme sacré » ne les a pas empechés de faire leurs les ambitions annexionnistes de leurs alliés. En octobre 1916 M. *Bissolati,* disait à un représentant de *l'United Press* que l'Italie ne ferait pas la paix avant que l'Allemagne fût mise dans l'impossibilité de reprendre ses projets criminels et que

---

*) Voir l'article très instructif publié à ce sujet par le correspondant romain de la *Neue Zürcher Zeitung* le 19 février 1917.

l'Autriche fût détruite en tant qu'Etat. Parlant le même mois à Crémone il demanda, outre les revendications purement italiennes, l'Alsace-Lorraine pour la France, la réalisation du rêve roumain, la destruction de l'Autriche-Hongrie et du militarisme allemand et la garantie que l'Allemagne adopterait désormais une *politique inspirée de l'esprit de Liebknecht!* Depuis la déclaration de guerre à l'Allemagne, l'Italie officielle n'avait en effet plus besoin de se gêner, ce qu'elle n'avait d'ailleurs jamais fait. Son adhésion aux projets économiques de l'Entente en était la preuve. Mais désormais elle pouvait sans contrainte aucune proclamer les mêmes idées que les journaux, et le faire dans les mêmes termes.

Les buts de guerre italiens — cela ressort déjà de l'aperçu très rapide que nous venons de donner—étaient évidemment tels qu'une guerre victorieuse aurait engendré non pas seulement de nouvelles guerres entre l'Italie et ses adversaires actuels, mais aussi entre elle et ses alliés d'aujourd'hui. Avec l'Angleterre, l'Italie resterait évidemment toujours en bons termes, si l'on peut rendre par ces mots l'étrange situation existant entre ces deux pays. L'Angleterre dont l'arme principale est le blocus saurait, en cas de victoire bien entendu, garder l'ascendant qu'elle a gagné sur le royaume italien. La situation aurait été tout autre en ce qui concerne les rapports de l'Italie avec la France. Il est vrai

que si la France abdiquait complètement dans la Méditerranée comme elle avait abdiqué dans la Manche, les choses pourraient aller pendant un certain temps. Autrement ce seraient bientôt de nouveaux conflits sanglants. Mais il y a enfin un conflit qui serait difficile à éviter puisqu'il existait déjà durant cette guerre: *le conflit italo-serbe* provenant du fait que le programme annexionniste italien porte sur les territoires austro-hongrois habités par des Slaves, territoires revendiqués par la Serbie qui y tient, encore plus qu'à la Bosnie et à l'Herzégovine.

Nous avons parlé de la tragédie belge: le royaume d'Albert Ier menacé de tomber sous la tutelle de ses alliés, sinon d'être incorporé sous une forme quelconque à la France. Nous verrons quel serait le sort du Portugal et du Monténégro en cas de victoire de l'Entente. Le sort qui attendrait la *Serbie* en cas de victoire n'est pas sans analogie avec celui de ces autres petits pays. Tant qu'elle n'était pas encore occupée par l'ennemi, on la flattait et l'on flattait ses ambitions. Il est vrai que l'Entente était décidée à sacrifier certaines prétentions serbes, voire même à lui enlever des territoires pour s'assurer le concours de la Bulgarie; ces concessions toutefois ne touchaient pas au grand rêve panserbe. Mais une fois la Serbie vaincue, l'on ne se gênait plus du tout. L'Italie proclamait ouvertement l'intention d'annexer les plus importantes de ces provinces vers lesquelles avait

tendu toute la politique serbe avant la guerre. Ses ministres ne s'en cachaient plus, et les journaux polémisaient d'une façon particulièrement hostile contre le malheureux petit royaume. En France et en Russie s'élevaient de temps en temps des voix en faveur de la thèse serbe. L'Italie, qui ne cachait pas sa mauvaise humeur, réussit à les faire taire.

Cela devait lui être d'autant plus facile que l'Entente, à l'insu de la Serbie, avait promis à l'Italie, avant son entrée en guerre et pour prix de son intervention, la Dalmatie et en outre une partie de l'Albanie. Déjà dans le numéro du 31 mars 1915 le « service spécial » de la *Gazette* annonçait en effet, sous le titre « Les marchandages britanniques », que « l'Italie, on le sait, a demandé à la Triple Entente de lui garantir en cas de collaboration militaire, le Trentin, Trieste, l'Istrie, *la presque totalité de la côte dalmate,* Valona, et enfin une vaste région de l'Asie Mineure ». Le 9 avril le « service spécial » à l'occasion d'une polémique entre les journaux russes et italiens annonce que « les deux gouvernements ont cru bon et prudent d'intervenir ». Exposant la querelle italo-serbe, le correspondant parisien constatait ce fait pénible : « L'Italie qui invoque le principe des nationalités pour réclamer Trente et Trieste, n'admet pas que la Serbie, au nom du même principe, puisse réclamer la Dalmatie ».

Or le 27 avril intervint entre la Russie, la France

et l'Angleterre d'une part et l'Italie de l'autre un accord garantissant à cette dernière la possession de la Dalmatie. Le « service spécial » donnait là-dessus le 24 juin les détails suivants: « S'il est exact que, par les accords du 27 avril dernier la Russie, la France et l'Angleterre ont reconnu à l'Italie la possession ultérieure de la Dalmatie, il n'est pas moins vrai que la Serbie n'a pas participé à ces accords et quelle se trouve, en fait, dégagée de toute promesse. *Elle se propose donc de faire à cet égard toutes les réserves nécessaires, ce qui revient à dire que, pour elle, la question de la Dalmatie n'est pas considérée comme résolue, mais au contraire comme toujours pendante* ». Dans la revue *The english review*, en février 1916, M. Seton-Watson, un partisan convaincu d'ailleurs du démembrement de la monarchie des Habsbourg, reprochait à Sir Edward Grey d'avoir signé le 27 avril un traité attribuant à l'Italie l'Istrie et ses îles, la Dalmatie et les îles de la côte jusqu'à un point entre Traut et Spalatto et enfin les îles de Lissa, Lesina et Curzola. Il constatait que l'Italie n'a pas plus de droits sur ces régions que l'Allemagne sur la Belgique et qu'en adhérant à ce programme l'Angleterre se privait désormais du droit de s'indigner à cause de la violation de la neutralité belge. M. Seton-Watson adresse les mêmes reproches à MM. Delcassé, Isvolsky et Sazonoff.

Le fait est donc que les grandes puissances de l'Entente, pour s'assurer le concours de l'Italie, c'est-à-dire pour pouvoir réaliser plus facilement leur programme annexionniste à elles, avaient rayé du programme commun une des revendications les plus importantes de la Serbie, de cette Serbie, qui n'était plus capable de fournir un concours bien efficace, en faveur de l'Italie, l'ennemie des aspirations serbes. Le 15 mai 1915 le comité yougo-slave siégeant à Londres protesta donc solennellement contre la politique annexionniste italienne approuvée par l'Entente. « Notre nation, lisait-on dans un manifeste ré-« pandu dans tout l'univers par les soins de ce comité, « veut à tout prix sauver ses côtes et avec elles la « fleur de ses marins . . . Nous ne pouvons pas croire « que l'Europe veuille provoquer de nouvelles haines « qui, nécessairement, conduiraient à de nouveaux con-« flits. » Notons aussi cette phrase: « Perpétuer la di-« vision de ces provinces en en laissant quelques-unes « sous la domination austro-hongroise ou en soumettre « quelque fragment à un autre gouvernement étranger « serait une violation flagrante de notre unité. Il est « certain que notre peuple y opposerait une juste et « énergique résistance ». M. Charles Vellay, dans son livre *Questions sur l'Adriatique*,*) et M. Pierre de Lanux, dans *La Yougo-Slavie*,**) se sont joints aux

*) Paris 1915.

**) Paris 1916.

protestataires serbes. Mais en Italie une ligue formée spécialement dans le but de faire de la propagande en faveur de la Dalmatie italienne, *Pro Dalmazia italiana* répondait aux récriminations yougo-slaves par un manifeste aboutissant à cette conclusion que l'Italie ne saurait jamais admettre que la Dalmatie appartînt à un autre pays. Et c'était là malgré quelques voix dissidentes l'opinion générale en Italie, opinion sanctionnée enfin par l'adhésion des autres alliés, y compris la Russie, et trouvant son expression militaire dans l'expédition albanaise qui inaugurait la conquête de la côte adriatique, et dans la manière dont l'Italie abandonnait la Serbie envahie de trois côtés et contribuait ainsi largement à l'écrasement du malheureux pays. Débarassé du rival serbe, le gouvernement italien s'employait dès lors activement à contrecarrer la politique des Alliés en Grèce, à travailler contre le mouvement vénizéliste à empêcher la Grèce de venir au secours de la Serbie et de faire valoir certaines prétentions sur l'Albanie reconnues par l'Entente. Au lieu du partage entre trois partenaires, Grecs, Serbes et Italiens prévu dans les conseils de l'Entente, l'Italie espérait de cette façon garder l'Albanie tout entière. En outre ses projets dans la Méditerranée et en Asie Mineure lui faisaient désirer l'évincement complet de la Grèce. Elle ne collabora donc point avec ses alliés tant qu'il s'agit d'amener la Grèce à intervenir. Elle ne collabora avec

eux que du jour où il s'agit de punir ce petit pays pour ne pas être intervenu! L'annexionnisme de l'Italie exigeait en effet ce double jeu: l'action contre l'ennemi, l'Autriche-Hongrie, et simultanément l'action contre l'allié serbe, et contre tous ceux qui, comme la Grèce, pouvaient encore devenir des alliés, c'est-à-dire des rivaux!

Chapitre XI

Le cas du Japon, des petits alliés et de la Grèce

Il nous reste encore à examiner quelques à-côtés de la question qui jetteront un jour particulièrement cru sur le caractère absurde et dangereux que devait revêtir la politique annexionniste de l'Entente dès que la guerre à laquelle elle tendait eût été déclenchée. Nous voulons parler de la collaboration étrange du *Japon,* du *Monténégro*, de la *Belgique* et du *Portugal.*

Si dans la seconde partie de ce livre nous n'avons pas parlé du Japon ce n'est pas seulement à cause du rôle effacé qu'a joué jusqu'à présent ce pays dans la guerre mondiale. Certes il nous aurait été facile spécialement en ce qui concerne l'Empire du Soleil Levant d'apporter de nombreuses preuves d'une politique nettement annexionniste poursuivie déja *avant la guerre.* Nous aurions pu parler de l'annexion de la Corée, de la subjugation lente mais sûre de la Chine, des visées contre l'Amérique et les colonies hollandaises. Nous aurions pu stigmatiser le prétexte

dont s'est servi le Japon pour entrer en guerre, prétexte d'ordre purement annexionniste: la prise de Kiaotchéou destiné soi-disant... aux Chinois, mais que le Japon a préféré garder pour lui une fois la résistance héroïque des quelques troupes allemandes vaincue. Ces faits sont universellement connus et ils ne sont contestés par personne.

Mais l'annexionnisme du Japon d'avant la guerre n'était nullement un annexionnisme dirigé spécialement contre l'Allemagne. La politique antérieure de ce pays et la façon dont il a conduit la guerre l'ont suffisamment prouvé. L'annexionnisme du Japon était dirigé *contre toutes les puissances européennes.* Ce n'est pas lui qui a fait éclater la guerre en 1914. Ce n'est pas lui qui tend au démembrement de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Turquie. Son attitude n'a pas décidé des évènements en Europe; ce sont ces évènements qui ont décidé de son attitude. Il attendait depuis longtemps l'occasion de faire son entrée en Europe. C'est l'Entente qui lui a ouvert la porte. Il voulait depuis longtemps une place autour du tapis vert où s'élaborent les destinées de l'Europe. C'est l'Entente qui lui a offert le siège convoité. Il se demandait depuis quelque temps par laquelle des colonies européennes d'Asie il commencerait pour les prendre toutes un jour. L'Entente lui a désigné Tsing-Tao. Il cherchait l'adversaire européen qu'il conviendrait d'abattre le

premier. L'Entente lui a dit: Fonce sur l'Allemagne!

Sans doute, tout allié est bon et il est permis de chercher des amis où on les trouve. Mais cette thèse ne peut s'appliquer qu'à la guerre défensive. La guerre annexionniste ne peut bénéficier de pareilles circonstances atténuantes. Chercher la collaboration du Japon, en faire le garant de la restitution de l'Alsace-Lorraine, l'intéresser à la destruction de l'empire d'Allemagne, au démembrement de l'Autriche-Hongrie, s'engager d'autre part à considérer comme un but de guerre français, anglais, italien l'expulsion de la civilisation européenne de Tsing-Tao et d'autres colonies allemandes, abdiquer par là les droits de l'Europe tout entière en Extrême-Orient et tout cela pour avoir un appui de plus — si faible que soit son efficacité sur les champs de bataille d'Europe — en vue de l'œuvre de conquête, c'est pousser la politique annexionniste jusqu'aux plus étranges conséquences.

En ce qui concerne la politique japonaise depuis la guerre, il est à remarquer que si les buts de guerre des quatre grandes puissances de l'Entente sont assez connus et exprimés avec assez de netteté, ceux de leur allié asiatique restent plutôt obscurs. Cela provient également du rôle équivoque que joue le Japon durant cette guerre, et du fait incontestable que pour lui elle ne constitue pas encore l'occasion décisive de réaliser ses rêves annexionnistes. Depuis la guerre on

s'aperçoit de plus en plus que l'Allemagne n'est pas le seul pays destiné à payer les frais de l'impérialisme nippon. La politique annexionniste du Japon se dirige davantage encore contre ses alliés actuels et contre certains neutres comme les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, qui, pour échapper à l'agression japonaise, ne voient d'autre moyen de salut que d'entrer dans le groupe de l'Entente. L'action entreprise par le Japon ces temps derniers contre la Chine, qui a été obligée de se soumettre à toutes les exigences de son audacieux voisin, les accords russo-japonais laissant la main libre aux Nippons en Extrême-Orient, les encouragements décernés par la presse parisienne à l'impérialisme japonais, auquel certains hommes politiques ont même voulu céder de vastes colonies françaises — tout cela constitue des indices assez sérieux d'une politique annexionniste de grande envergure qui devient, plus la guerre dure, de plus en plus menaçante pour les grandes puissances de l'Entente et qui prépare à l'Europe, déchirée par une guerre fratricide, de douloureuses surprises.

La participation du Monténégro, du Portugal et de la Belgique nous montre l'envers du mécanisme de la politique annexionniste de l'Entente. Si le Japon est l'allié important auquel on sacrifie tout dans l'intérêt de la guerre de conquête, ces petits pays sont les humbles alliés destinés, eux,

à être sacrifiés. Leur cas n'est pas identique, mais leur sort après une guerre victorieuse serait le même.

Le Monténégro était certainement affligé avant la guerre d'une mentalité aussi annexionniste que ses grands alliés. Si nous ne lui avons pas non plus consacré une rubrique spéciale, c'est qu'il ne constituait qu'une annexe de la Serbie. Tout ce que nous avons dû dire des ambitions annexionnistes du royaume du roi Pierre s'applique en effet aussi à celui du roi Nikita. Lié étroitement à la Serbie dont il faisait siennes toutes les aspirations nationales, il n'a joué de rôle personnel ni dans la crise qui a précédé la guerre ni depuis. Il a vécu une minute d'ivresse orgueilleuse quand, ne prévoyant pas les évènements ultérieurs, il a déclaré la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche, sans l'ombre d'une raison ou d'un prétexte. Ce fut tout. L'héroïsme de la petite nation ne lui a pas épargné les pires humiliations et il ne l'aurait pas empêché non plus en cas de victoire d'être dévoré par la Serbie comme une simple province autrichienne. Les projets de fusion entre les deux pays au détriment de la dynastie monténégrine quelque temps avant la guerre ont été repris par la Serbie depuis la guerre. La crise ministérielle monténégrine au commencement de l'année 1917 a révélé de nouveau que même dans l'exil cette question préoccupait toujours fortement les deux gouvernements, et ceux de l'Entente.

C'est avec raison que la *Gazette de Lausanne**), sous la signature du publiciste ententophile Maurice Muret, écrivait que « la victoire des alliés coûterait au roi du Monténégro sa couronne », qu'il « se voit menacé de perdre du fait de la victoire des Alliés le trône plaisant bien qu'exigu qu'il tient du Destin propice » et que le « futur souverain de la Serbie et du Monténégro unifiés » sera le prince héritier de Serbie, Alexandre. Ce journal constate franchement que contre la volonté du roi Nikita l'Entente veut l'annexion de ce pays allié à la Serbie, alors que les Empires Centraux et la Bulgarie veulent le laisser subsister. C'est donc contre ses intérêts que le Monténégro doit collaborer aux annexions voulues par les puissances de l'Entente et à sa propre annexion par le nouvel Etat serbe ! C'est un fait inouï dans l'histoire.

Nous n'avons pas parlé non plus de la Belgique et du Portugal, en énumérant les pays annexionnistes pour la raison bien simple qu'avant la guerre ces deux pays n'avaient pas eu d'ambitions de ce genre. Ni le Portugal ni la Belgique ne poursuivaient une politique annexionniste ou impérialiste. Malheureusement ils ne se sont pas contentés de ne pas avoir d'ambitions pour leur propre compte. On pourrait dire de leur politique qu'elle était le contraire de l'annexionnisme. Ils n'ont menacé l'indépendance

---

*) Numéro du 7 mars 1917.

d'aucun pays étranger, mais ils n'ont pas pu défendre leur indépendance envers les autres pays. En ce qui concerne le Portugal la situation est tout ce qu'il y a de plus simple. Victime de l'impérialisme anglais il a dû abdiquer ses droits souverains, dont le libre exercice de la politique étrangère est le plus important, entre les mains de ce puissant empire. Cette abdication a pris le nom d'alliance. En fait, elle plaçait la nation portugaise dans une situation qui ne diffère guère de celle des *dominions* anglaises. Le Portugal a été forcé d'entrer dans la guerre mondiale et de combattre dans la mesure de ses faibles moyens pour le maintien et l'agrandissement de cet impérialisme anglais dont il est lui-même une des plus récentes victimes.

La question belge est évidemment beaucoup plus délicate et beaucoup plus complexe que la question portugaise. Les Allemands affirment que la Belgique s'était affiliée politiquement et militairement à l'Entente longtemps avant la guerre et les documents de source belge publiés par le gouvernement de Berlin sont des plus troublants en effet. Les Belges protestent tout naturellement avec la dernière énergie contre cette interprétation de leurs « conventions » ou « conversations » avec l'Angleterre. Rien de plus naturel que cette farouche opposition à la thèse allemande qui, si elle était admise par le

peuple belge, enlèverait toute raison à sa résistance héroïque. Il est difficile, à vrai dire, de demander à un peuple d'abandonner un idéal pour lequel il meurt en voulant lui prouver que cet idéal n'a jamais existé.

On peut d'ailleurs être parfaitement convaincu de la loyauté belge sans l'être forcément de la loyauté anglaise. On pourrait dire qu'étant donné que le cours que prendraient les évènements ne dépendrait pas de la Belgique seule mais surtout de l'Angleterre, il n'y avait d'autre garantie de la neutralité belge que la neutralité anglaise. Et c'est un fait qui appartient à l'histoire que l'Angleterre s'est refusée à sauvegarder la neutralité belge en restant neutre elle-même. On pourrait encore ajouter que la façon dont l'Angleterre s'est servie contre l'Allemagne d'autres pays neutres — pour ne pas parler des pays alliés avec celle-ci — justifie après-coup dans une certaine mesure les appréhensions allemandes.

Mais, outre les rapports anglo-belges, il y avait les rapports entre la France et la Belgique. Ceux-là n'avaient au premier abord aucun caractère politique. Ils étaient de ceux qui peuvent très bien n'avoir aucune importance en temps de paix, mais qui deviennent très importants en temps de guerre. Un gouvernement a beau être neutre, si la nation ne l'est pas, la neutralité officielle pêche par la base et ne saurait inspirer qu'une confiance relative. Or la

neutralité de la Belgique n'avait pas empêché le peuple belge d'avoir les regards tournés sans cesse vers la France. Dans toutes les questions de politique européenne, les sympathies et l'appui de sa presse allaient à la France. Aucune résistance officielle ne fut opposée aux multiples œuvres de propagande dont la France avait inondé le pays. On peut dire qu'au point de vue des relations entre les populations, des rapports culturels, des manifestations de sympathie et de communion d'idées, la France et la Belgique étaient certes les deux pays les plus liés entre eux en Europe. Leurs rapports étaient plus étroits, plus intimes, que les rapports entre les grands pays alliés, même entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Et ce qu'il y avait d'inquiétant dans tout cela, c'est qu'il ne s'agissait pas d'un simple échange entre les deux pays, mais que l'un d'eux, la France, enlaçait de plus en plus étroitement l'autre, qui se donnait avec ferveur.

Cette mainmise de la France ou si l'on aime mieux de l'idée française sur la Belgique était si grande qu'elle avait de fortes répercussions même sur la vie politique intérieure du pays. La Belgique officielle disposait pourtant d'un moyen très sûr pour empêcher que le pays ne penchât trop fortement d'un côté. Embrassant deux races et deux civilisations distinctes, la Belgique aurait pu merveilleusement équilibrer sa situation en Europe en leur ac-

cordant les mêmes droits et en leur permettant le même épanouissement. Or c'était la partie française qui donnait le ton et qui empiétait sans cesse sur la partie flamande. A la poussée française venant de l'extérieur s'ajoutait la forte poussée française de l'intérieur. On a beaucoup parlé des droits des nationalités en Autriche et de leur importance pour l'équilibre européen. A plus forte raison aurait-on dû parler de l'équilibre des nationalités en Belgique. Une Belgique dont les deux nationalités auraient joui d'une égalité de droits comme elle existe en Suisse aurait eu en Europe la même haute situation morale que ce pays et aurait été aussi peu exposée que la Confédération helvétique à des suspicions et à des convoitises dangereuses.

N'oublions pas non plus que la Belgique officielle n'ignorait nullement le caractère annexionniste de la politique poursuivie par l'Entente. Ses représentants à Londres, à Paris et à Berlin avaient signalé depuis longtemps ce qui se préparait dans les conseils de l'Entente. Ils avaient sans cesse dénoncé au gouvernement de Bruxelles la guerre annexionniste préparée et voulue par les hommes d'Etat responsables russes, français et anglais. En août 1914, le royaume de Belgique se trouvait donc placé dans la situation tragique que voici : il devait se défendre contre l'agression de l'Allemagne qui ne faisait elle-même que se défendre contre la guerre annexionniste de l'Entente.

Mais par là même la Belgique entrait nécessairement dans le camp des puissances annexionnistes. En défendant son droit, elle collaborait à la réalisation des projets de l'Entente!

Si nous insistons sur ce fait ce n'est pas pour blâmer après coup la Belgique de son attitude. C'est pour montrer une fois de plus les conséquences funestes de la guerre annexionniste. Depuis le 4 août 1914, la Belgique se bat, à vrai dire, pour les buts annexionnistes de ses alliés. Il est vrai que depuis elle a formulé elle aussi son programme d'annexions. Mais nous savons qu'elle n'est pas entrée en guerre comme ses grands alliés avec ce programme, qu'elle n'a pas fait la guerre pour le réaliser. Son existence sauvegardée elle aurait pu faire la paix. Sans doute aucun, elle avait désiré cette solution. Sans doute aucun, l'Allemagne aurait fait la paix en garantissant l'indépendance, l'intégrité et la souveraineté de la Belgique, comme elle l'avait offert après la chute de Liège. Le chancelier de l'Empire a déclaré officiellement au Reichstag que l'Allemagne ne visait pas l'annexion de ce pays. Mais on n'a pas permis à la Belgique de se retirer de la lutte, comme on ne l'a pas permis au Monténégro, qui, lui, était déjà entré en pourparlers de paix. Alors que vis-à-vis du grand et dangereux allié qu'est le Japon les grandes puissances européennes qui constituent l'Entente ont abdiqué leurs droits et leurs idéals, elles

ont forcé leurs petits et humbles alliés d'abdiquer entre leurs mains leurs droits et leurs aspirations. La Serbie doit s'incliner devant les ambitions italiennes. Le Portugal lui doit combattre pour les buts annexionnistes de l'Entente, bien qu'il sache que la victoire du groupe auquel il appartient rendrait définitif son vasselage envers l'Angleterre. Nous avons vu quels sont les projets de l'Entente en ce qui concerne le Luxembourg. Le Monténégro doit subir toutes les tristesses de l'occupation ennemie, alors que la paix avec les Empires centraux lui assurerait l'existence nationale et que la victoire des alliés l'effacerait de la carte de l'Europe.

Le sort de la Belgique en cas de victoire de l'Entente serait au fond le même. Evidemment on ne pourrait pas débarquer le roi des Belges comme on veut débarquer son collègue monténégrin. La popularité d'Albert Ier est trop grande. Après avoir dans des buts de propagande rêvé pour lui le trône de France, voire même le trône de Suisse *) on ne pourra pas l'envoyer en exil sur la Côte d'Azur! Il restera donc roi des Belges, mais la Belgique ne restera pas ce qu'elle était; même si les projets avoués par de nombreux politiciens français, projets d'union militaire et douanière et d'union en matière

---

*) Voir le livre abracadabrant du publiciste anglais M. Ruelens-Marlier, Le Rhin Libre, Paris et Neuchâtel 1917, sur lequel nous reviendrons plus loin.

de politique étrangère, ne sont point réalisés, la Belgique tombera sous la dépendance complète de ses alliés. Après avoir souffert et versé son sang pour donner l'Alsace à la France et Constantinople aux Russes elle deviendrait, même agrandie de quelques territoires allemands, l'esclave de cette politique impérialiste dont, malgré elle, elle est maintenant l'associée.

Agrandie de quelques territoires allemands ! Nous avons vu, en effet, que certains auteurs français ont fait miroiter devant les yeux des Belges la vision d'une Belgique plus grande et que les hommes d'Etat en parlant des *réparations* dûes à ce pays se sont exprimés dans un sens analogue. Mais les Belges eux-mêmes ont cru devoir formuler des buts de guerre nettement annexionnistes. C'est pourtant la Belgique qui a servi depuis le 4 août 1914 de paravent à l'impérialisme des Alliés. En invoquant la Belgique héroïque qui ne fait que lutter pour son droit, sans autre but que la reconnaissance de sa souveraineté et de son intégrité ainsi que de sa neutralité violée, l'Entente s'est entourée d'une auréole qui a trompé de nombreux neutres. L'annexionnisme de l'Entente était indéniable, mais étant donné que cette même Entente luttait pour les droits de la Belgique, qui, elle ne pouvait pas être traitée d'annexionniste, elle se faisait pardonner sa politique de conquête. Elle bénéficiait

de la politique de Droit et de Justice poursuivie, paraît-il, par la victime de l'agression germanique.

Or, nous venons de l'indiquer rapidement, la Belgique qui n'avait pas été annexionniste avant la guerre, mais se trouvait vouée plutôt à l'englobement par ses alliés — danger qui n'a fait que s'aggraver depuis — cette Belgique s'est révélée depuis lors aussi demesurément annexionniste que ses grands alliés. Depuis la guerre l'organe gouvernemental « *le XXme siècle* » paraissant au Hâvre a préconisé sans cesse l'abandon de la neutralité après la paix et l'agrandissement territorial du pays au détriment de l'Allemagne vaincue. Des voix se sont élevées également en faveur de l'annexion de territoires hollandais, les Pays-Bas pouvant se dédommager en annexant à leur tour quelques régions allemandes. Une véritable campagne a été menée enfin en faveur de l'annexion du grand-duché du Luxembourg, appelé par le *XXme siècle* et de nombreux auteurs belges *notre Alsace-Lorraine.*

Un *Petit catéchisme national* répandu sur le front belge contenait entre autres ce passage — que nous empruntons à la *Gazette de Lausanne* du 14 avril 1916 —: « Que faut-il pour reconstituer la Belgique intégrale? *Il faut, au minimum, réunir à la Belgique la rive gauche de l'Escaut, les territoires que nous avons dû céder en 1839, ceux qui nous avaient été volés en 1815—1816. C'est la moitié du Luxembourg et la moitié du Limburg, ainsi que les terri-*

toires que la Prusse s'annexa en même temps que la rive gauche du Rhin, les cantons belges de Nedercruchten, de Bolduc, d'Eupen, de Melmédy ; des territoires du vieux duché de Luxembourg, Schlegden, Cronenbourg, St-Vith, Neuenbourg, Arzfeld, Bitbourg, Dudeldorf, etc. »

Dans son *Histoire belge du grand-duché de Luxembourg,* l'auteur belge bien connu M. *Pierre Nothomb,* le même qui a mené une campagne si farouche contre l'Allemagne, soulevait la même question. Et, répondant à un écrivain qui, dans la *Gazette,* avait réclamé l'annexion du Luxembourg à la France, il se servait lui aussi de l'expression « notre question d'Alsace-Lorraine » et insistait sur la nécessité d'une union du Luxembourg à la Belgique. Il proteste contre l'idée d'une annexion à la France et dit : « Ce sera une acclamation unanime qui saluera dans la petite capitale libérée (il s'agit à la ville de Luxembourg) Albert Ier, Roi des Belges et *grand-duc de Luxembourg.* » Nous devons encore mentionner dans cet ordre d'idées la propagande active qui se faisait en Suisse notamment en faveur d'une neutralisation du Rhin, ou plutôt de la création d'une *confédération du Rhin,* dont feraient partie certaines provinces allemandes, la Suisse, la Hollande et la Belgique et dont le chef tant indiqué serait selon l'Anglais, V. S. Ruelens-Marlier, le roi Albert Ier, donc roi de Suisse entre autres !

Ce qui rend le cas de la Belgique annexionniste si intéressant, ce ne sont pourtant pas ces questions de détail, ce ne sont pas telles ou telles revendications belges: c'est le fait même qu'un pays qui n'avait pas été annexionniste avant la guerre, qui est occupé depuis deux ans et demi par les armées ennemies, qui est menacé en cas de victoire des Alliés de tomber sous leur tutelle, a été saisi lui aussi de la folie annexionniste. Rien ne saurait mieux faire ressortir le caractère profondément annexionniste de la guerre que mène l'Entente. Tous sans exception rêvent annexions et violations des droits d'autres peuples et d'autres pays. Jamais la rage de conquête ne s'était emparée, dans une mesure aussi formidable, des chefs d'Etat et des nations. Les générations futures ne s'étonneront peut-être plus beaucoup des désastres inouïs qu'aura accumulés la guerre. Il se peut qu'on oublie les millions de morts qu'a fait le stupide carnage. Mais l'humanité future jusque dans les siècles à venir ne sera-t-elle pas saisie de stupéfaction et d'épouvante en pensant que ce n'est pas pour une idée généreuse ni pour le progrès de l'humanité, mais pour de monstrueux désirs de conquête — doublement monstrueux parce qu'irréalisables — que les hommes du vingtième siècle ont couvert de ruines et de cadavres sans nombre tous les continents et toutes les mers.

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans dire un mot de la *Grèce.* La Grèce n'est pas un pays belligérant. Elle était indépendante et elle voulait le rester. Pour n'avoir pas voulu collaborer à l'œuvre annexionniste de la Serbie contre l'Autriche, pour n'avoir pas voulu conquérir Tsargrad pour les Russes, pour n'avoir pas voulu installer les Franco-Anglais aux Dardanelles, pour s'être refusée à annexer des districts bulgares et à entrer dans ce vaste marchandage de terres et d'êtres humains qui se préparait dans les Balkans comme dans l'Europe tout entière, elle a vu se tourner contre elle la politique annexionniste de l'Entente à laquelle elle ne tenait pas à s'associer. Les Anglais et les Français, les Italiens et les Russes sont à Salonique et en Macédonie grecque. Les Serbes sont à Corfou. D'autres îles grecques sont entre les mains de l'Angleterre. Les institutions nationales les plus importantes sont sous l'administration des Alliés. L'Entente a pris tout ce qu'elle pouvait prendre, jusqu'aux vivres, réduisant à la famine ce malheureux pays.

Peut-on s'en étonner ? A la politique annexionniste tout est permis en effet. Celui qui se défend tient forcément à respecter les droits des autres. Mais ceux qui font la guerre en vue de conquêtes n'ont plus aucune raison de s'arrêter devant les droits d'autrui. Le but est si gigantesque qu'il n'est

possible de reculer devant aucun obstacle. Quand on veut dépecer de grands empires ennemis, on ne peut maintenir intacts les petits alliés et les neutres indifférents.

En 1916 M. Pierre Loti de l'Académie Française, dans un livre qui a eu un tirage énorme*), qui a été dédié à l'ancien ministre français Louis Barthou et qu'un autre ancien ministre français M. Stéphen Pichon a chaleureusement approuvé, écrivait en guise de conclusion une diatribe furieuse contre les neutres coupables de ne pas s'associer à la destruction des Empires centraux : « Assez, que tout le monde se lève ! Qui s'abstient aujourd'hui n'aura-t-il pas honte ensuite de garder sa place à ce soleil de la victoire et de la paix qui reviendra nous éclairer ? Et nous, quand enfin nous aurons abattu la hyène enragée, en perdant notre sang à flots, *ne serions-nous pas presque en droit de dire les armes encore à la main : « Vous, les neutres, qui bénéficierez de la délivrance sans avoir pris part à la lutte, au moins payez-nous un peu avec vos terres ou avec votre or !»*

La guerre de destruction ne peut rien laisser debout. Tel un formidable ouragan elle passe sur les peuples qu'ils soient ennemis, amis ou spectateurs.

---

*) Pierre Loti, *La Hyène enragée*, Paris 1916.

L'annexionnisme a ses lois à lui qui vont à l'encontre de toutes celles qui régissent la vie des peuples et des individus. Les lois de la nature, de l'humanité et de la civilisation, il les remplace par le régime de la violence.

La Force prime le Droit.

Chapitre XII

Le débat sur la paix

Toute guerre annexionniste est un crime, un crime commis contre les peuples qu'on veut dépouiller de leur bien ; contre les peuples que, de force, on veut faire changer de nationalité; contre le peuple aussi qu'on veut faire plus grand au prix des maux et des horreurs de la guerre ; un crime enfin contre l'humanité tout entière qu'on rejette dans la barbarie.

Il n'y a qu'une seule chose qui puisse donner une *apparence* de raison à la guerre annexionniste, sans la justifier cependant, sans la rendre moins atroce et moins criminelle : c'est la *victoire*. Mais la guerre annexionniste sans victoire n'est pas seulement un crime : c'est une formidable bêtise. Et il n'y a rien qui puisse réparer cette bêtise que la conscience qu'on en prend et la résolution qui en résulte d'abandonner l'aventure et de faire la paix.

Or, l'Entente annexionniste n'a pu obtenir la victoire. Et malgré cela, elle n'a pas voulu faire la paix.

La *France*, qui comptait prendre l'Alsace-Lorraine et la rive gauche du Rhin, voyait son territoire

national envahi par l'ennemi. La *Russie,* décidée d'attirer à elle les Slaves d'Autriche et d'annexer des provinces prussiennes, dut, elle aussi, subir l'occupation étrangère. L'*Italie,* qui n'avait pas voulu accepter les territoires que l'Autriche lui offrait pour prix de cette neutralité qu'elle aurait dû observer même sans cela, l'Italie qui avait fait la guerre pour asseoir sa domination sur le Tyrol, la Dalmatie, l'Albanie, l'Asie Mineure, ne remportait aucun succès notable. La *Serbie,* le *Monténégro* et la *Roumanie,* qui avaient voulu s'incorporer de vastes provinces austro-hongroises, furent écrasées par l'adversaire. L'*Angleterre,* sûre en 1914 de couler en quelques heures la flotte allemande et de défaire l'empire germanique, voyait sans cesse ses côtes bombardées par la flotte ennemie, et, ne pouvant obtenir le moindre succès sur mer ni sur le continent, était réduite à se consoler par la prise de quelques colonies allemandes incapables de lutter efficacement contre les forces supérieures anglo-franco-belges. Se rendant compte qu'elle ne pourrait jamais remporter la victoire par la force des armes, elle voulut obliger l'adversaire à se courber sous son joug en se servant du blocus, en affamant la population civile. Ce résultat ne fut pas atteint. L'arme se retourna contre elle, la guerre sous-marine allemande enlevant à la Grande-Bretagne tout espoir de remporter la victoire même sur le terrain choisi par elle. La

Turquie qu'on avait partagée par avance entre les Alliés, ce pays dont Russes, Anglais, Français, Italiens s'étaient déjà distribué les lambeaux, fit échouer, elle aussi, tous les projets annexionnistes de ses nombreux adversaires. L'entreprise de Gallipoli finit par un formidable désastre franco-anglais. L'intervention de la Bulgarie vint enfin cimenter le bloc germano-austro-turc. Les quelques succès remportés en Mésopotamie et en Arménie ne pouvaient dédommager les Alliés de ce cuisant échec. Et les Turcs voués à disparaître d'Europe et à tomber en Asie sous le joug étranger combattaient victorieusement jusqu'en Roumanie.

La guerre annexionniste collective de l'Entente avait donc complètement échoué.

Mais elle ne fut abandonnée pour cela. Et pour justifier la continuation d'une guerre manifestement malheureuse, on déclara aux peuples de l'Entente qu'il n'était pas possible d'arriver à une paix avec les Allemands puisque ceux-ci rêvaient des annexions formidables, qu'on ne pouvait établir la paix durable tant que les auteurs de la guerre n'étaient pas encore punis!

Les Allemands, qui, avant la guerre, n'avaient aspiré à aucune annexion, avaient-ils donc adopté depuis la mentalité politique de leurs adversaires?

L'Entente, profitant du moindre des écrits annexionnistes qui, à l'insu du gouvernement, se publiaient

en Allemagne s'efforçait, il est vrai, de prouver à ses peuples la soif d'annexions de ses adversaires pour se constituer ainsi une raison de continuer sa guerre annexionniste à elle. Mais il lui était impossible de citer à l'appui aucun document allemand, aucune parole allemande autorisés, aucun acte gouvernemental, aucune mesure officielle. Les publicistes de l'Entente, malgré leur vif désir, n'ont pas réussi à constituer le dossier des ambitions annexionnistes des empires centraux. On s'est rabattu sur les hypothèses et les combinaisons. On a ramassé à droite et à gauche des coupures de journaux sans autorité, des citations de livres sans portée, des manifestes émanant de personnes qui ne sont pas au pouvoir et n'exercent aucune influence sur la politique allemande, des programmes d'associations et de ligues éphémères. En d'autres termes on a présenté des manifestations isolées qu'on n'était pas en droit de reproduire sans tenir compte des opinions allemandes contraires exprimées, elles, par des journaux beaucoup plus influents, par des manifestes lancés par des personnes plus autorisées, par des livres et des brochures plus sérieux, et par des groupes politiques vraiment importants. C'est donner une image fausse de l'opinion d'un pays que de n'en montrer qu'une fraction minime en cachant le reste, la partie qui précisément est celle qui compte. Mais ce qui est infiniment plus grave, c'est qu'on a voulu fausser en outre

le caractère de ces opinions, de cette fraction de l'opinion arbitrairement mise en lumière, en négligeant le fait important qu'il ne s'agit pas là seulement d'une minorité en opposition avec la majorité de l'opinion publique, mais encore et surtout d'une minorité *en opposition avec le gouvernement*. On n'indiquait pas que ces personnages sans mandat et sans influence préconisaient précisément leur vague politique d'annexions *en combattant le gouvernement*, coupable à leurs yeux de ne pas partager leurs ambitions. Pour prouver qu'un pays a telle ou telle opinion on invoque donc l'opinion d'une petite minorité ! Pour démontrer qu'un gouvernement représente telles ou telles idées on se base sur les idées de l'opposition ! Ce n'est pas seulement un procédé politique profondément immoral, c'est encore une argumentation sans valeur aucune, et qui ne peut en rien faciliter la recherche de la vérité.

Dans toutes ses manifestations officielles, en effet, l'Allemagne se montrait d'une modération extrême, comme d'ailleurs ses alliés. A peine le Chancelier parlait-il de garanties nécessaires. Et ce faisant il donnait clairement à entendre que ce serait surtout la continuation de la guerre voulue par l'Entente qui forcerait les empires centraux de songer à certaines garanties. Presque chaque discours officiel contenait une offre de paix. Le 9 novembre 1916 M. de Bethmann Hollweg, sachant que l'En-

tente justifiait envers ses peuples la guerre de plus en plus longue et cruelle par la prétendue nécessité de libérer la Belgique, déclarait catégoriquement que jamais il n'avait songé à annexer ce pays. Aucune parole blessante, aucune revendication humiliante dans le genre de celles formulées sans cesse par les ministres de l'Entente ne fut prononcée par les hommes au pouvoir en Allemagne. Pour apprécier à sa valeur cette modération extrême, il faut se souvenir que pendant ce temps les hommes d'Etat de l'Entente prêchaient ouvertement la destruction des empires centraux, que leurs politiciens et leurs écrivains exigeaient le partage, la disparition des nations allemande, austro-hongroise et turque. Si en réponse les hommes d'Etat allemands avaient opposé au programme annexionniste de l'Entente un programme annexionniste allemand qui aurait pu leur en vouloir? Or ils n'en firent rien.

Mieux que les paroles les actes parlent. Nous avons vu qu'à peine ils occupaient un coin de terre étranger les Alliés proclamaient solennellement l'annexion de tout le territoire convoité. L'Alsace, le Trentin, la Galicie, les colonies allemandes furent « annexées » par l'Entente. Or l'Allemagne installée en Belgique ne l'annexe pas. L'Allemagne occupant, en commun avec l'Autriche-Hongrie, la Pologne n'y proclame aucune annexion. L'Autriche n'annexe ni la Serbie, ni le Monténégro. Aucune velléité

d'annexion de territoires roumains ne s'est manifestée. Au contraire, partout l'organisation nouvelle des pays occupés montrait l'intention des occupants de créer un état de choses excluant non seulement l'annexion, mais correspondant aux vœux mille fois formulés par la population. La proclamation de l'indépendence de la Pologne, comme récemment la division administrative de la Belgique en une région flamande et une région wallone, est tout l'opposé d'une politique annexionniste.

Dans toutes les manifestations politiques des puissances centrales durant la guerre on distingue donc nettement le désir d'éviter toute parole et tout geste qui pourrait rendre difficile la conclusion de la paix et la compromettre une fois conclue.

C'était l'opposé de la méthode suivie par l'Entente. Ayant proclamé un programme annexionniste formidable, il lui était difficile, sans s'avouer vaincue, de changer d'attitude et d'adopter une politique aussi modérée que celle de ses adversaires.

Les empires centraux, par leur offre de paix du 12 décembre 1916, entreprirent de leur aplanir les voies.

Dans une note adressée par l'intermédiaire des neutres aux gouvernements de tous les Etats de l'Entente, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie invitaient leurs adversaires à entrer en pourparlers de paix. Déclarant que pour eux la

guerre n'avait été qu'une guerre défensive et que leur défense une fois assurée leur but essentiel était atteint, ils exposaient clairement les intentions qui les animaient et les conditions de paix qu'ils envisageaient :

« C'est pour défendre leur existence et la liberté « de leur développement national que les quatre puis« sances alliées ont été contraintes à prendre les armes. « Les exploits de leurs armées n'y ont rien changé. « *Pas un seul instant elles ne sont départies de la* « *conviction que le respect des droits des autres nations* « *n'est nullement incompatible avec leur propre droit* « *et leurs intérêts légitimes.*

« *Elles ne cherchent pas à écraser ou à anéantir* « *leurs adversaires.* Conscientes de leurs forces mili« taires et économiques et prêtes s'il le faut à conti« nuer jusqu'au bout la lutte qui leur est imposée, « mais animées en même temps du désir d'arrêter le « flot de sang et de mettre fin aux horreurs de la « guerre, *les quatre puissances alliées proposent d'en*« *trer dès à présent en négociations de paix. Elles* « *sont persuadées que les propositions qu'elles y ap*« *porteraient et qui viseraient à assurer l'existence,* « *l'honneur et le libre développement de leurs peuples,* « *seraient propres à servir de bases au rétablissement* « *d'une paix durable.*

« Si, malgré cette offre de paix et de *conciliation,* « la lutte devait continuer, les quatre puissances alliées

« sont déterminées à la conduire jusqu'à une fin vic-« torieuse en déclinant solennellement toute responsa-« bilité devant l'Humanité et l'Histoire. »

C'était la paix honorable pour tout le monde. C'était le contraire de la paix qu'avait rêvée l'Entente. Elle avait voulu anéantir, écraser ses adversaires. Elle avait voulu s'agrandir à leurs dépens sans tenir compte des droits légitimes de l'adversaire. Elle avait voulu dicter la paix et forcer l'ennemi à se soumettre à sa loi. Les puissances centrales, elles, proposaient une paix basée sur « *le respect des droits* » de leurs ennemis, une paix qui ne tendait « *ni à anéantir ni à écraser les adversaires* ». Elles apporteraient enfin, aux négociations des conditions « *propres à servir de bases au rétablissement d'une paix durable.* »

On n'exigeait de l'Entente aucun sacrifice. On ne lui demandait que d'adhérer à ces principes fondamentaux qui sont bien les principes du *Droit, de la Justice et de la Liberté.* L'Entente refusa. Elle refusa non pas seulement de faire la paix, *mais même de parler de paix*, d'examiner la possibilité et les chances de paix. Ses hommes d'Etat et ses journaux répondirent par des injures et par l'exposé plus brutal que jamais de leurs buts de guerre tendant à l'anéantissement de l'adversaire. Après avoir affirmé triomphalement pendant longtemps le « désir ardent de paix » qui animait l'Allemagne « vaincue », ils

faisaient semblant maintenant de ne pas croire à la sincérité de l'offre de paix, que M. Briand traitait même au Sénat d'« acte de guerre ». Et à la Chambre des députés, le 14 décembre, le chef du gouvernement français, après un discours violent contre l'Allemagne, obtenait un ordre du jour de confiance demandant au gouvernement de « *poursuivre énergiquement la conduite de la guerre.* » A la Douma, le 15 décembre, le ministre des affaires étrangères, M. Pokrovsky, déclarait que le gouvernement russe « *refuse avec indignation* d'interrompre actuellement la lutte et de permettre à l'Allemagne de profiter de la dernière chance qui s'offre à elle d'assujettir l'Europe à son hégémonie ». Et le Parlement russe votait *à l'unanimité* un ordre du jour exprimant son adhésion « *au refus catégorique des gouvernements alliés d'entamer dans les conditions actuelles des négociations de paix quelles qu'elles soient* ». Au parlement anglais M. Lloyd George, qui venait de prendre le pouvoir, profita de l'offre de paix allemande pour lancer contre l'ennemi les plus graves injures. La proposition allemande était qualifiée de « nœud coulant ». Il concluait qu'une paix ne serait possible que si l'Allemagne acceptait les conditions que maintes fois les hommes d'Etat alliés avaient indiquées. Le lecteur connaît ces conditions ! Au parlement italien on s'exprimait enfin, bien que sous une forme plus convenable, dans un sens analogue.

Tous ceux qui ont vécu les journées qui ont suivi le 12 décembre 1916 se rappelleront toujours l'émotion profonde à laquelle étaient en proie tous les peuples neutres. Même les journaux neutres germanophobes qui avaient placé tout leur espoir dans une victoire écrasante des Alliés, formulaient des vœux pour la paix. Même le langage de la presse alliée et le ton arrogant des ministres de l'Entente ne parvenaient pas à détruire la confiance, qui animait malgré tout les peuples, qu'on allait voir enfin le terme de l'atroce carnage. L'émotion des peuples gagnait les gouvernements. Indépendamment de l'Allemagne et de ses alliés, M. Wilson, suivi par la plupart des Etats neutres d'Europe, la Suisse et les pays scandinaves, lança à tous les belligérants un appel en faveur de la paix. Mêmes les plus sceptiques parmi les neutres étaient convaincus que l'Entente, tout en écartant l'idée de pourparlers avec l'Allemagne, ne pouvait et ne voudrait sans doute pas refuser de négocier avec le président de la grande république américaine dont on connaissait les sentiments si ardemment ententophiles et la résolution d'entrer elle aussi, le cas échéant, dans la guerre contre les empires centraux.

La mauvaise humeur de la presse alliée qui n'épargnait pas ses railleries au président Wilson et aux pays neutres qui s'étaient associés à sa démarche faisait cependant prévoir la réponse de l'Entente.

Les Alliés, entre-temps, avaient achevé leurs conciliabules assez longs et envoyaient le 2 janvier 1917 aux neutres qui s'étaient chargés de leur transmettre l'offre de paix des empires centraux une réponse brutale *refusant officiellement et catégoriquement de donner suite à la proposition allemande* et proclamant la volonté de continuer la guerre jusqu'à la victoire.

On se plaisait néanmoins encore à croire à une simple manœuvre, à un geste fier et orgueilleux destiné à couvrir la retraite que devait forcément effectuer l'Entente en abandonnant ses buts de guerre extravagants pour s'arrêter enfin à une conception plus saine et plus humaine de la situation et de l'avenir de l'Europe. Le 12 janvier 1917 cependant fut publié le texte officiel de la réponse qu'avaient envoyée au président Wilson les gouvernements réunis de l'Entente, et désormais tout le monde, jusqu'aux pacifistes les plus candides, comprit que le débat sur la paix ouvert par les empires centraux et les neutres, était définitivement clos et que l'Entente n'avait rien abandonné de son monstrueux programme annexionniste.

C'est au chef du gouvernement français que revint l'honneur de parler au nom de tous les Alliés. C'est M. Briand qui remit aux ministres des pays neutres le document historique par lequel l'Entente faisait connaître au monde civilisé pour quels buts

elle luttait, quelle était la paix qu'elle désirait établir, quelle était l'Europe et l'humanité qu'elle préparait.

Si l'on néglige dans ce document, les passages de pure polémique et de propagande, les accusations contre l'Allemagne, les injures, son contenu se réduit en substance à l'énoncé solennel des buts de guerre de l'Entente. Après avoir affirmé au début de la note que « les nations alliées ont conscience qu'elles combattent non pour un intérêt égoïste, mais pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité », les Alliés détaillent ainsi cette œuvre noble et élevée :

« *Leurs buts de guerre sont bien connus. Ils les ont* « *formulés à plusieurs reprises par les déclarations des* « *chefs de leurs différents gouvernements.* Ces buts se- « ront exposés en détail, avec toutes les compensations « et indemnités équitables pour les dommages subis, seu- « lement à l'heure des négociations ; mais le monde « civilisé sait qu'ils impliquent de toute nécessité et « en première ligne la restauration de la Belgique, « de la Serbie et du Monténégro *et les dédommage-* « *ments qui leur sont dûs,* l'évacuation des territoires « envahis de la France, de la Russie et de la Rou- « manie, *avec de justes réparations*, une réorganisation « de l'Europe, garantie par un régime stable et fondée « aussi bien sur le respect des nationalités et des droits « de tous les peuples petits et grands, que sur des « conventions territoriales, des règlements internatio-

« naux propres à garantir les frontières terrestres et
« maritimes contre des attaques injustifiées, *la resti-*
« *tution des provinces ou des territoires autrefois*
« *arrachés aux Alliés par la force ou contre le gré*
« *de leurs populations, la libération des Italiens, des*
« *Slaves, des Roumains, des Tchèques et des Slovaques*
« *de la domination étrangère,* l'affranchissement des
« populations soumises à la sanglante tyrannie tur-
« que, *le rejet hors d'Europe de l'empire otto-*
« *man,* décidément étranger à la civilisation occi-
« dentale.

« *Les intentions de S. M. l'empereur à l'égard de*
« *la Pologne ont été clairement indiquées par la pro-*
« *clamation qu'il a adressée à ses armées.*

« Il va sans dire que si les Alliés veulent soustraire
« l'Europe aux convoitises brutales du militarisme
« prussien, ce n'a jamais été leur dessin de poursuivre,
« comme on l'a prétendu, l'extermination *des peuples*
« *allemands* et leur disparition politique.

« Ce qu'ils veulent avant tout, c'est assurer la paix
« sur les principes de liberté et de justice et sur la
« fidélité inviolable dont n'a cessé de s'inspirer le
« gouvernement des Etats-Unis.

« Les Alliés, unis dans la poursuite de ce but supé-
« rieur, sont déterminés chacun et solidairement à
« agir de tout leur pouvoir et à consentir à tous les
« sacrifices pour mener à une fin victorieuse le con-
« flit dont ils sont convaincus que dépendent non

« seulement leur propre salut et leur prospérité, mais « l'avenir de la civilisation elle-même. »

Ces déclarations avaient été faites par les dix gouvernements alliés: tous les dix, le Portugal et le Japon y compris, de même que le Monténégro, sont responsables chacun de son contenu, sont solidaires des opinions qui y sont émises. Tous les dix s'engagent à lutter pour la réalisation de ces buts de guerre. Le Monténégro lutte pour « le rejet hors d'Europe de l'empire ottoman », la Serbie pour « la libération des Italiens » le Japon pour « la restitution des provinces ou territoires autrefois arrachés aux Alliés ». C'est l'annexionnisme collectif tel que nous l'avons défini, et caractérisé plus haut.

D'autres faits méritent encore de retenir notre attention.

Non pas seulement par le contenu lui-même de leur exposé des buts de la guerre, mais encore par une déclaration formelle les Alliés confèrent après coup le caractère d'un programme formel et d'un engagement catégorique à toutes les extravagances qu'avaient dites « les chefs de leur différents gouvernements » au cours de la guerre. Ils font entrevoir ensuite un programme ultérieur encore plus détaillé, des exigences nouvelles qu'ils feront connaître « seulement à l'heure des négociations ». Le programme qu'ils annoncent dans leur note ne doit donc avoir que la valeur d'un *programme minimum*. Et ce pro-

gramme ne pourra par conséquent être soumis à aucune restriction. Les négociations dont parle la note pourront porter sur les détails, mais les différents points énoncés dans la note doivent subsister *de toute nécessité.* Il s'agira donc non pas de le réaliser au cours des pourparlers de paix, mais de l'imposer par les armes aux adversaires vaincus.

Or ce programme minimum contient en tout cas les revendications suivantes :

1° Dédommagements à tous les pays écrasés actuellement par l'adversaire, dédommagement dont le caractère territorial n'est pas douteux.

2° Annexion par les Alliés de tous les territoires allemands qui au cours de l'histoire leur ont appartenu.

3° Annexion à l'Italie, à la Roumanie, à la Serbie, à la Russie des provinces allemandes, autrichiennes et bulgares que ces pays revendiquent au nom d'une communauté de race.

4° Dissolution de l'Autriche-Hongrie et constitution d'Etats Tchèque, Slovaque, etc.

5° Démembrement de la Turquie, qui perdra entre autres l'Arménie et Constantinople.

6° Démembrement de l'empire d'Allemagne qui sera divisé en plusieurs Etats, ce qui ressort d'une part des revendications 1, 2 et 3, et d'autre part de la phrase relative au « militarisme prussien », et du passage où on transforme en « *peuples allemands* » le « *peuple* » allemand !

7° Un statut conférant aux puissances de l'Entente le contrôle sur la nouvelle Europe, grâce à des « conventions territoriales, des règlements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées », c'est-à-dire contre la revanche des peuples démembrés et spoliés.

C'est donc, jusque dans ses détails, l'ancien programme annexionniste de l'Entente d'avant la guerre et le programme tel qu'il avait été développé depuis la guerre ! Certaines questions, il est vrai, ne sont indiquées que sous une forme très générale. L'annexion de la rive gauche du Rhin et du Luxembourg à la France, et peut-être du Hanovre à l'Angleterre, ainsi que quelques autres questions, sont englobées dans la formule équivoque de « la restitution des provinces ou des territoires autrefois arrachés aux Alliés ». L'annexion de Constantinople à la Russie est sous-entendue dans la phrase du « rejet hors d'Europe de l'empire ottoman ». Le partage de la Turquie, l'annexion de l'Asie Mineure, de la Mésopotamie, de l'Arabie sont annoncés dans le passage qui traite de « l'affranchissement des populations soumises à la sanglante tyrannie turque ». L'intention de l'Angleterre de défendre aux « peuples allemands » d'avoir une armée et une flotte, sa volonté de s'emparer des routes maritimes, du canal de Kiel par exemple, est exprimée clairement dans le passage relatif aux « conventions territoriales, des règlements internatio-

naux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes, etc. » Enfin, malgré les phrases sur les droits nationaux, la justice, etc., malgré l'affirmation que les Alliés combattent « non pour un intérêt égoïste, mais pour la sauvegarde de l'indépendance des peuples, du droit et de l'humanité », la paix future des Alliés ne doit pas seulement violer les droits des peuples ennemis, mais consacrer aussi pour toujours les injustices commises par les gouvernements de l'Entente contre leurs peuples à eux. La question de l'Irlande reste sans solution. L'Egypte continue à subir le joug anglais, de même les Indes. L'Afrique du nord continuera à être exploitée par la ploutocratie française. La Russie autocrate qui prendra toute la Pologne, sera libre de continuer à tyranniser ses peuples comme avant la guerre.

Mais il n'est pas besoin de pousser plus avant notre examen pour démontrer quelle vie horrible serait celle de l'Europe organisée selon les principes de la note de l'Entente. Il suffit de s'en tenir strictement aux termes volontairement équivoques de la note : le fait subsiste que les gouvernements de l'Entente après avoir annoncé chacun depuis longtemps leurs buts de guerre extravagants, font leurs de façon collective toutes les revendications annexionnistes de leurs chauvins les plus exaltés, que chaque gouvernement fait siennes les fantaisies malsaines des chauvins des autres pays alliés. La rage

destructrice et annexionniste du « John Bull », d'un Chéradame, des Barrès et des Milioukoff, toute cette littérature de conquête et d'impérialisme qui a fleuri avant la guerre et depuis dans tous les pays de l'Entente est résumée, cristallisée, dans cet important document officiel et collectif de l'Entente, elle est transformée en une profession de foi solennelle, en un engagement pris envers l'humanité !

Et ce ne sont pas là des conditions de paix énoncées par des pays victorieux en face d'un ennemi écrasé, forcé de tout accepter, de se soumettre sans opposition. Ce programme qui serait une formidable injustice s'il était annoncé par le vainqueur, émane d'un parti qui sait qu'il ne peut plus remporter la victoire. C'est par conséquent un défi lancé par l'Entente non seulement aux ennemis, mais à ses propres peuples, forcés désormais de continuer une lutte sans issue. Si M. Aristide Briand, à tort, avait pu qualifier l'offre de paix allemande du 12 décembre 1916 « d'acte de guerre », on pourrait avec raison dire du programme de guerre des Alliés, du 11 janvier 1917, qu'il constitue *une nouvelle déclaration de guerre.*

La presse des pays alliés accueillit avec enthousiasme le programme annexionniste, soulignant les diverses revendications, les élargissant, dans des interprétations autorisées par la censure, et célébrant la volonté des peuples de l'Entente de continuer

la guerre jusqu'à la réalisation intégrale de ces buts de guerre.

L'Allemagne répondit le 31 janvier par la proclamation de la guerre sous-marine sans restrictions. Le reste appartient à l'histoire militaire.

Quel que soit le point de vue politique auquel on se place, quelles que soient les sympathies que l'on a, il est, nous semble-t-il, des faits que personne n'a plus le droit d'ignorer ni de mettre en doute. Et le principal, selon nous, est celui-ci: des deux groupes belligérants, l'un, longtemps avant la guerre, poursuivait une politique furieusement annexionniste. La guerre une fois déchaînée, il n'a cessé de l'affirmer de plus en plus catégoriquement et le moment venu où l'Europe aurait pu conclure une paix honorable pour tous les Etats et organiser une Europe basée sur le Droit, la Justice et la Liberté, ce groupe a voulu continuer la guerre en vertu de son programme annexionniste qui lui était plus cher que le bonheur de ses peuples et l'avenir de l'Europe.

CONCLUSION

La seule paix possible

Dans les pages qui précèdent nous avons essayé d'exposer le caractère annexionniste de la politique de l'Entente. Nous nous sommes efforcés de le faire sans violence et sans haine. Nous n'avons pas toujours pu le faire sans indignation. Mais nous avons conscience que cette indignation ne provient pas d'idées politiques préconçues, de chauvinisme, de quelque parti-pris. Non! La guerre en est arrivée aujourd'hui à un point qui ne permet pas aux ressortissants des différents peuples belligérants de penser exclusivement à leur pays et de s'inspirer uniquement de leur idéal national. Les faits les obligent, s'ils ne veulent pas se faire les complices de l'immense crime qu'est la guerre, à penser en Européens et surtout en *hommes*.

Or la politique annexionniste de l'Entente, telle que nous l'avons vue se dessiner avant la guerre et s'affirmer depuis, n'est pas dirigée seulement contre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et

la Bulgarie. Elle est dirigée également et surtout contre l'Europe elle-même et contre l'Humanité. Les pays mêmes de l'Entente en sont les victimes, non pas seulement parce que cette politique prolonge la guerre et accumule les cadavres, mais aussi parce qu'elle propage des idées contraires à l'idéal véritable des peuples, parce qu'elle dresse devant eux l'abominable principe impérialiste, parce qu'elle met les énergies superbes et les forces vitales de l'humanité au service de la Force et de l'Injustice, parce qu'elle démoralise à jamais les générations qu'elle n'a pas tuées, en leur enseignant le mépris du Droit et le culte de la Force. C'est contre cette aberration de l'esprit contemporain qu'il faut lutter! Et il faut encore avant que la paix puisse se faire que cet assainissement moral s'accomplisse. La paix future ne vaut pas seulement par ce qu'elle sera politiquement mais aussi par ce qu'elle sera au point de vue moral. *Il n'y a pas à l'heure actuelle de problèmes politiques qui ne soient en même temps des problèmes moraux.*

La paix sera impossible si elle n'est pas une paix morale, si elle ne se base pas sur le respect mutuel des nations, si elle veut faire violence aux esprits et aux cœurs. La morale privée, les législations les plus primitives comme les plus modernes, à commencer par la loi biblique, ont stipulé qu'il ne faut pas convoiter le bien de son prochain. Tant qu'il y a

des peuples qui aspirent à prendre les terres de leurs voisins, à empiéter sur leurs droits, à leur enlever même le droit de s'organiser à leur gré et de vivre sous les lois qui leur conviennent, la paix est impossible.

Au milieu de la tourmente, toutes les nations ont tourné leurs regards émus vers la Suisse. De tous les côtés on a reconnu la valeur immense de l'exemple hautement moral qu'elle offre aux nations, en réunissant dans une collaboration loyale et joyeuse aux œuvres de la paix et de la civilisation les ressortissants des races qui, au-delà des frontières, s'entredéchirent. Mais quand finira-t-on par faire le pas décisif de l'admiration à l'imitation ?

Au-dessus des Romands et des Alémaniques il y a la Suisse. Tous ils sont Suisses, ils le savent et ne l'oublient pas. Pourtant ils ne l'ont pas toujours été. Au-dessus des Français, des Allemands, des Anglais, des Russes, au-dessus d'eux tous n'y a-t-il pas l'Humanité? Ces peuples seraient-ils incapables de se le rappeler pour ne plus l'oublier? Au lieu de s'appliquer à la tâche impossible de forcer des Allemands à devenir des Français et d'obliger des Autrichiens à devenir des Russes, ne vaudrait-ils pas mieux que tous essaient enfin de redevenir des Hommes?

Notre étude aboutirait-elle donc simplement à quelques vérités de la Palisse? Hélàs, ce serait bien là le propre des études consacrées aux déformations

de l'esprit humain. N'avons-nous pas vu, en effet, que ces vérités, qui chez toutes les nations devraient être des lieux communs admis sans autres, n'ont plus cours chez certaines d'entre elles qui en sont arrivées à vouloir faire de l'Europe un bagne et à diviser ses habitants en forçats et en gardes-chiourmes?

Ce sont les vérités simples précisément qu'on a trop oubliées. Ce sont elles qu'à travers le sang et les ruines il faut chercher et retrouver.

On a tant parlé d'Empires et d'Impérialisme! Le moment est venu de reparler enfin de l'*Homme* et de l'*Humanité*.

DU MÊME AUTEUR

LE LIVRE ARC-EN-CIEL

LA BATAILLE DES DIPLOMATES

LIVRES BLANC, ROUGE, BLEU, JAUNE ORANGE, BLEU ET GRIS

Recueil des documents décisifs publiés par les gouvernements allemand, austro-hongrois, anglais, français, russe, serbe et belge, classés d'après leur ordre chronologique et logique, analysés et commentés par **MAX BEER,** Dr ès lettres.

Prix Fr. 6. —

CE livre dont il existe également une édition allemande donne un tableau précis des pourparlers européens qui ont précédé la guerre actuelle. Les sept livres diplomatiques publiés par les gouvernements belligérants y sont fondus en un seul livre, le « Livre arc-en-ciel ». Les documents essentiels sont groupés jour après jour, de façon à présenter au lecteur dans sa vivante réalité le développement graduel des évènements. Des notes marginales résument le contenu de chaque document. Dans des notes au bas des pages les documents et les faits sont soumis à un examen critique qui nous montre la crise européenne sous un jour nouveau et des plus intéressants. Dans l'introduction très documentée l'auteur fait une analyse approfondie des sept recueils. La conclusion résume de façon impressionnante la leçon qui se dégage du drame diplomatique de 1914. Quiconque veut remonter aux sources diplomatiques elles-mêmes des évènements auxquels nous assistons, trouvera dans ce livre un guide consciencieux et sûr.

FERD. WYSS, ÉDITEUR, BERNE

JOSEPH BERTOURIEUX

LA VICTOIRE ŒUVRE POSTHUME

Prix Fr. 1.80

Dans le style si personnel qui lui est propre, avec un courage et une franchise qui lui vaudront l'estime de ses adversaires mêmes, Bertourieux adresse à sa patrie un éloquent avertissement. La victoire est problématique et lointaine et laissera le vainqueur lui-même d'autant plus épuisé à tous les points de vue que la guerre aura duré plus longtemps. Les territoires envahis, on ne pourra les reconquérir qu'en les dévastant préalablement. D'autre part, les Anglais, qui font supporter à la France la plus lourde part des charges de la guerre, ne songent qu'à se servir de leur alliée tout en l'affaiblissant pour la mieux dominer ensuite. Au point de vue intérieur, la prolongation de la guerre favorise le développement de certaines tendances politiques qui sont une menace pour les libertés républicaines. De plus, s'obstiner à prolonger la guerre pour chercher à tout prix cette problématique victoire, c'est s'aliéner les sympathies des neutres, fatigués d'être constamment lésés dans leurs droits et leurs intérêts, pour le moment où elles seraient le plus nécessaires pour l'œuvre de relèvement économique qui suivra la guerre. Dans ces conditions, et puisqu'une conciliation honorable serait possible, la guerre à outrance est un crime de lèse-patrie ou une folie.